Ministère du
Trésor et de
l'Économie

1991-1992

Comptes publics de l'Ontario

VOLUME 1

États financiers, Annexes aux États Financiers, États divers, États des Ministères

Ce document est également publié en anglais
This publication is also available in English

ISSN 0833-1189

©Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 1992

À L'HONORABLE
HENRY NEWTON ROWELL JACKMAN, C.M., K.St.J., B.A., L.L.B., L.L.D.
Lieutenant-gouverneur de la province de l'Ontario

VOTRE HONNEUR,

J'ai l'honneur de vous soumettre les comptes publics de la province de l'Ontario pour l'exercice clos le 31 mars 1992, conformément aux dispositions de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*.

Je vous prie d'agréer, Votre Honneur, l'expression de ma haute considération.

Le trésorier de l'Ontario et
ministre de l'Économie,

Floyd Laughren

L'HONORABLE FLOYD LAUGHREN

TORONTO, le 24 juillet 1992

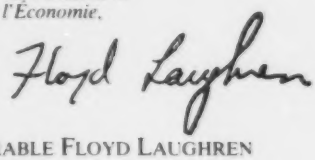
RAPPORT DU TRÉSORIER

J'ai le plaisir de vous présenter les comptes publics 1991-1992 de la province de l'Ontario pour l'exercice clos le 31 mars 1992.

Vous trouverez en page viii du présent volume un Guide d'interprétation des comptes publics exposant la structure et la composition de ces comptes.

Vos questions et commentaires seront les bienvenus. Veuillez les adresser à la Direction des politiques sur la comptabilité et l'information financière, Bureau du Trésor, ministère du Trésor et de l'Économie.

Le trésorier de l'Ontario et
ministre de l'Économie,



L'HONORABLE FLOYD LAUGHREN

TORONTO, le 24 juillet 1992

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics	viii
Sources de renseignements supplémentaires	x
Section 1 — États financiers	
État des opérations financières	1-2
État des recettes	1-3
État des dépenses	1-4
État du financement	1-5
État des prêts et dotations en capital	1-6
État de la situation financière	1-7
Notes complémentaires	1-8
Rapport du vérificateur	1-13
Section 2 — Annexes aux états financiers	
État des recettes	
Détail des recettes	2-3
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale	2-12
État des dépenses	
Détail des dépenses	2-14
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses	2-24
Fonctionnement	2-26
Capital	2-28
État des opérations financières	
Remboursements des prêts et dotations en capital	2-30
Prêts et dotations en capital	2-32
Dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario et autre passif (net)	2-33
État du financement	
Produit des emprunts contractés	2-36
Remboursements des emprunts	2-38
Opérations d'Ontario Hydro	2-39
État de la situation financière	
Encaisse et placements temporaires	2-40
Prêts et dotations en capital — Sociétés, conseils et commissions	2-40
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	2-41
Prêts aux administrations locales	2-41
Autres prêts	2-42
Avances à Ontario Hydro	2-43
Déficit cumulé	2-43
Dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario et autre passif	2-44
Sommaire des dettes contractées	2-47
Encours de la dette contractée	2-49
Passif éventuel	2-57
Créances exigibles de la Couronne	2-64
Aperçu des dix dernières années	
Opérations financières	2-66
Situation financière	2-67

93-01949/

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Section 3 — États divers Page

Comptes d'allocations de retraite des membres de l'Assemblée législative ... 3-3
Fonds d'indexation des pensions de retraite ... 3-4
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale ... 3-7
Caisse d'épargne de l'Ontario ... 3-10
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles ... 3-12
Produit de la Société des loteries de l'Ontario ... 3-16
Loi sur l'administration financière — Pertes ... 3-17
Loi sur le ministère du Revenu — Remises ... 3-18
Comptes créditeurs ... 3-19
Comptes débiteurs ... 3-20

Section 4 — États des ministères

Sommaire des crédits autorisés et des dépenses réelles ... 4-3
Fonctionnement ... 4-4
Capital ... 4-5
Affaires civiques ... 4-7
Affaires intergouvernementales ... 4-19
Affaires municipales ... 4-27
Agriculture et Alimentation ... 4-45
Bureau de l'Assemblée législative ... 4-65
Bureau de la région du grand Toronto ... 4-73
Bureau du Conseil des ministres ... 4-79
Bureau du directeur général des élections ... 4-87
Bureau du lieutenant-gouverneur ... 4-93
Bureau du vérificateur provincial ... 4-99
Cabinet du premier ministre ... 4-105
Collèges et Universités ... 4-111
Conseil de gestion ... 4-123
Consommation et Commerce ... 4-135
Culture et Communications ... 4-153
Développement du Nord et Mines ... 4-169
Éducation ... 4-181
Énergie ... 4-193
Environnement ... 4-205
Formation professionnelle ... 4-223
Industrie, Commerce et Technologie ... 4-231
Institutions financières ... 4-247
Logement ... 4-257
Office de la condition féminine ... 4-275
Office des affaires des personnes âgées ... 4-281
Office des affaires des personnes handicapées ... 4-287
Office des affaires francophones ... 4-293
Ombudsman Ontario ... 4-299
Procureur général ... 4-305
Revenu ... 4-325
Richesses naturelles ... 4-343
Santé ... 4-357
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario ... 4-375
Services correctionnels ... 4-381
Services gouvernementaux ... 4-391
Services sociaux et communautaires ... 4-407
Solliciteur général ... 4-421
Tourisme et Loisirs ... 4-441
Transports ... 4-457
Travail ... 4-477
Trésor et Économie ... 4-497
Index général des dépenses ... 4-511

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1. La présentation des comptes publics

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 1991-1992 sont présentés en trois volumes :

Le volume 1 contient les états financiers de la province ainsi que les annexes détaillées qui les accompagnent.

Le volume 2 contient les états financiers de quelques sociétés de la Couronne, conseils et commissions de la province.

Le volume 3 contient l'inventaire détaillé des dépenses.

Les *États financiers* sont également publiés séparément.

2. Guide d'interprétation du Volume 1 des *Comptes publics*

(1) États financiers

Cette première section regroupe les différents états financiers de la province. Les données, exprimées en millions de dollars, sont arrondies et sont présentées sous forme de tableaux comparatifs. Les états financiers et les notes complémentaires permettent de retracer les principales opérations financières de la province pendant la période comptable, et ils donnent un aperçu global de la situation financière à la clôture de l'exercice. Dans cette section, on trouve en outre un résumé des principales conventions comptables adoptées par la province.

(2) Annexes aux états financiers

Les annexes développent les divers états financiers sur la base, cette fois, de chiffres non arrondis. On trouve aussi une analyse complémentaire des recettes et des dépenses, une ventilation du passif éventuel et des engagements directs constatés à la clôture de l'exercice, ainsi qu'une présentation des opérations financières et de la situation financière des dix dernières années.

(3) États divers

Les États divers reprennent les états financiers de quelques comptes créés à des fins spéciales, un certain nombre de données financières complémentaires, ainsi que l'état de la Caisse d'épargne de l'Ontario, une direction du ministère du Revenu.

(4) États financiers des ministères

Le lecteur trouvera dans l'introduction de cette section, en page 4-3 à 4-5, un Sommaire des affectations et des dépenses engagées, présenté sous la forme d'un tableau regroupant tous les ministères provinciaux. Sous la rubrique «Autres comptes» on retrouvera le total, par ministère, des prêts et dotations en capital et autre passif. Ces premiers chiffres sont suivis, aux pages 4-7 à 4-511, d'une présentation de l'activité financière de chacun des ministères. Dans chacun des cas, les sept états financiers suivants peuvent être retenus :

(a) «État des dépenses par programme»

Ce premier document recense l'ensemble des dépenses engagées par le ministère. En fait, il permet de comparer les crédits alloués à chaque programme et à chaque ministère, les sommes effectivement dépensées pendant l'exercice comptable et les dépenses de l'année précédente. Dans cette rubrique, on trouve également le total des dépenses ainsi que des prêts et dotations en capital.

(b) «État des dépenses par programme et activité»

Ce document énumère les différentes activités de chaque programme ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'année financière avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses*, d'une part, et avec ceux octroyés par le Conseil de gestion, d'autre part. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* sont destinées à donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) «Détail des dépenses par activité et par catégorie de dépenses»

Pour chaque programme ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différentes activités, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. Les crédits législatifs et les autres comptes n'étant pas considérés comme des postes types, les montants correspondants font l'objet, pour chaque activité énoncée, de catégories distinctes.

On trouvera ci-après un aperçu de la ventilation des différents postes de dépenses en fonction de la Classification par catégorie de dépenses :

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et les autres montants versés au personnel (permanent, stagiaire, non classifié ou autre) à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les traitements et indemnités versés aux membres de l'Assemblée législative, et les indemnités spéciales versées aux fonctionnaires.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les contributions versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au régime des pensions du Canada, à la Caisse de retraite des fonctionnaires, à la Caisse d'assurance-chômage, à la Commission des accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales (cas des pupilles de la province, par exemple); les coûts de réinstallation de fonctionnaires mutés ou recrutés; les frais de déménagement du mobilier et de matériel de bureau; les dépenses de transport de marchandises (exception faite du coût initial de la livraison); les frais d'affranchissement du courrier (ordinaire ou recommandé, par exemple); et les frais de communication (téléphone, télégrammes et transmission de données).

Services

Cette catégorie regroupe les services suivants : publicité, notamment pour payer les services d'agences privées ou les campagnes médiatiques menées directement par les ministères; les services de location, de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; les services de traitement des données; les primes d'assurances; et les autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend toutes les sommes affectées à l'achat de machines et de matériel, neufs ou d'occasion, ainsi que les montants consacrés à l'achat de tous les matériaux et fournitures nécessaires, ou au paiement des services publics.

Acquisition/construction de biens immobiliers

Cette catégorie inclut tous les frais engagés sur une base contractuelle par les ministères en vue d'accroître leur parc immobilier (achat de bâtiments neufs ou anciens) ou de construire de nouvelles infrastructures. On trouve également dans cette rubrique les sommes consacrées à l'achat de terrains.

Paiements de transfert

Cette catégorie regroupe les subventions, subsides et différents versements effectués à des particuliers, entreprises, organismes à but non lucratif ou organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, notamment celles de la Société de développement de l'Ontario (prêts-subventions et garanties), et les impôts municipaux perçus sur les biens fonciers qui appartiennent à l'ARDA, et les subventions remboursables.

(d) «État des recettes»

Cet état financier présente, pour chaque ministère, l'ensemble des recettes perçues au cours de la période comptable, en établissant d'une part une comparaison avec les sommes reçues l'année précédente et, d'autre part, la répartition des recettes entre les différentes catégories de financement prévues dans les règles comptables de la province. Les montants globaux font l'objet, le cas échéant, d'une ventilation, à l'intérieur de chacune des sources envisagées. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont, dans tous les cas, responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

(e) «État des remboursements des prêts et dotations en capital»

Dans cette partie, on trouve les chiffres relatifs aux remboursements de prêts ou aux recouvrements de dotations en capital enregistrés par le ministère, pendant l'exercice en cours et pendant l'exercice précédent. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et dotations en capital financés par le Trésor.

(f) «État des comptes et autres dépôts (net)»

Cet état établit la comparaison entre les dépôts effectués pendant l'exercice en cours et pendant l'exercice précédent à des comptes spécifiques. En règle générale, le ministère qui fait état de certaines sommes assure également la gestion du compte dans lequel elles ont été déposées.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Le budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un *Budget* chaque année, habituellement au début du printemps. Les raisons d'être et la portée de chaque nouvelle proposition fiscale figurent dans les documents budgétaires, qui comprennent l'exposé budgétaire, les mesures budgétaires, le plan financier et d'autres renseignements. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en se présentant à la librairie du gouvernement de l'Ontario au 880, rue Bay à Toronto, ou en écrivant à Publications Ontario, au 880, rue Bay, 5e étage, Toronto (Ontario) M7A 1N8.

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après avoir présenté son budget devant l'Assemblée législative, le trésorier de l'Ontario dépose le *Budget des dépenses* du gouvernement pour l'exercice commençant le 1er avril. Le *Budget des dépenses* donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'Assemblée législative est appelée à approuver par la *Loi sur les subsides à la Couronne*. On peut obtenir des exemplaires gratuits du *Budget des dépenses* en se présentant à la librairie du gouvernement de l'Ontario au 880, rue Bay à Toronto, ou en écrivant à Publications Ontario au 880, rue Bay, 5e étage, Toronto (Ontario) M7A 1N8.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en écrivant à la Direction des communications du ministère du Trésor et de l'Économie, édifice Frost sud, 5e étage, 7, Queen's Park Crescent, Toronto (Ontario) M7A 1Y7.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur l'évolution de la croissance économique de l'Ontario. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en écrivant au Bureau des politiques économiques du ministère du Trésor et de l'Économie, édifice Frost nord, 5e étage, 95, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1Z1.

Bulletin démographique

Publié à intervalles irréguliers au cours de l'année, ce bulletin contient des statistiques sur l'évolution de la population de l'Ontario, de ses comtés, districts et municipalités régionales. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en se présentant à la librairie du gouvernement de l'Ontario au 880, rue Bay à Toronto, ou en écrivant à Publications Ontario au 880, rue Bay, 5e étage, Toronto (Ontario) M7A 1N8.

NOTE

Ce document est publié en anglais et en français. On peut acheter l'une ou l'autre de ces versions en s'adressant à Publications Ontario, 880 rue Bay, Toronto (Ontario) M7A 1N8.
Téléphone : (416) 326-5300, ligne sans frais d'appel 1-800-668-9938.

This publication is available in English and in French. Copies in either language may be purchased from Publications Ontario, 880 Bay Street, Toronto, Ontario M7A 1N8.
Phone: (416) 326-5300, toll-free 1-800-668-9938.

section 1

états financiers

État des opérations financières

Province de l'Ontario

pour l'exercice clos le 31 mars 1992 (en millions de dollars)	Budget 1992	**Réel 1992**	Réel 1991
Recettes	42 575	**40 753**	42 892
Dépenses	52 301	**51 683**	45 921
Déficit	9 726	**10 930**	3 029
Financement			
Dette: nouveaux emprunts	9 804	**11 255**	3 520
remboursements	639	**639**	688
Nouveaux emprunts nets	9 165	**10 616**	2 832
Caisse d'épargne de l'Ontario et autre passif	270	**210**	169
Financement net	9 435	**10 826**	3 001
Prêts et dotations en capital — Nouveaux emprunts nets (remboursements)	59	**5**	(32)
	9 376	**10 821**	3 033
Diminution (augmentation) de la caisse et des placements temporaires	350	**109**	**(4)**
Augmentation du déficit cumulé	9 726	**10 930**	3 029

Voir les Notes complémentaires aux états financiers.

État des recettes

Province de l'Ontario

pour l'exercice clos le 31 mars 1992 (en millions de dollars)	Budget 1992	**Réel 1992**	Réel 1991
Recettes fiscales			
Impôt sur le revenu des particuliers	15 975	**13 712**	15 440
Taxe de vente au détail	7 960	**7 487**	8 175
Impôts des sociétés	3 170	**3 184**	3 800
Impôt-santé des employeurs	2 665	**2 648**	2 662
Taxe sur l'essence	1 600	**1 618**	1 424
Taxe sur le tabac	1 040	**1 028**	875
Droits de cession immobilière	450	**421**	432
Taxe sur les carburants	370	**379**	340
Impôt sur les concentrations commerciales	110	**111**	102
Impôt sur les bénéfices miniers	130	**49**	116
Autres	127	**101**	248
	33 597	**30 738**	33 614
Autres recettes			
Bénéfices de la Régie des alcools de l'Ontario	665	**675**	650
Droits d'immatriculation des véhicules	680	**652**	664
Autres droits et permis	495	**513**	321
Recettes de la Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario	497	**483**	447
Bénéfices de la Société des loteries de l'Ontario	440	**455**	470
Redevances	205	**191**	189
Facturation des services publics	145	**160**	143
Amendes	180	**142**	151
Ventes et locations	120	**94**	97
Divers	214	**326**	384
	3 641	**3 691**	3 516
Gouvernement du Canada			
Financement des programmes établis	2 202	**3 001**	2 140
Régime d'assistance publique du Canada	1 984	**2 159**	2 462
Services complémentaires de santé	512	**523**	504
Loi nationale sur la formation	116	**113**	112
Expansion du bilinguisme	66	**72**	67
Loi sur les jeunes contrevenants	68	**63**	60
Réadaptation professionnelle	57	**50**	47
Autres	332	**343**	370
	5 337	**6 324**	5 762
Total des recettes	42 575	**40 753**	42 892

Voir les Notes complémentaires aux états financiers.

État des dépenses

Province de l'Ontario

pour l'exercice clos le 31 mars 1992 (en millions de dollars)	Budget 1992	**Réel 1992**	Réel 1991
Ministères			
Affaires civiques	68	**62**	55
Affaires intergouvernementales	8	**7**	5
Affaires municipales	1 093	**1 079**	1 019
Agriculture et Alimentation	597	**612**	586
Bureau de la région du grand Toronto	3	**2**	4
Bureaux des corps législatif et exécutif	17	**14**	14
Collèges et Universités	3 261	**3 296**	2 861
Commission de régie interne	131	**140**	165
Conseil de gestion	83	**69**	56
Consommation et Commerce	187	**175**	173
Culture et Communications	333	**328**	324
Développement du Nord et Mines	369	**357**	355
Éducation	6 256	**6 414**	5 523
Énergie	67	**57**	46
Environnement	700	**657**	583
Formation professionnelle	265	**252**	243
Industrie, Commerce et Technologie	224	**199**	191
Fonds de technologie	81	**82**	79
Institutions financières	60	**63**	55
Logement	897	**848**	654
Office de la condition féminine	25	**23**	19
Office des affaires des personnes âgées	9	**8**	8
Office des affaires des personnes handicapées	9	**7**	8
Office des affaires francophones	4	**4**	4
Procureur général	640	**693**	565
Revenu	897	**894**	866
Richesses naturelles	679	**710**	664
Santé	17 013	**16 827**	15 012
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	44	**31**	7
Services correctionnels	589	**591**	546
Services gouvernementaux	840	**779**	695
Services sociaux et communautaires	8 264	**8 314**	6 434
Solliciteur général	610	**620**	567
Tourisme et Loisirs	222	**211**	204
Transports	2 867	**2 738**	2 994
Travail	363	**236**	164
Trésor et Économie	45	**41**	34
Projets de développement économique	51	**47**	42
Intérêt sur la dette contractée aux fins de la province (note 2)	4 535	**4 196**	3 776
Stadium Corporation of Ontario Limited (somme radiée)	—	**—**	321
Réductions et contraintes budgétaires (note 3)	(300)	**—**	—
Fonds pour éventualités (note 3)	195	**—**	—
Total des dépenses (note 4)	52 301	**51 683**	45 921

Voir les Notes complémentaires aux états financiers.

État du financement

Province de l'Ontario

pour l'exercice clos le 31 mars 1992 (en millions de dollars)	Budget 1992	**Réel 1992**	Réel 1991
Dette			
Nouveaux emprunts :			
Publics			
Débentures et billets	5 404	**8 887**	3 020
Bons du Trésor (net)	3 400	**1 381**	500
Non publics			
Régime de pensions du Canada	1 000	**987**	—
	9 804	**11 255**	3 520
Remboursements :			
Régime de pensions du Canada	498	**498**	476
Régime de retraite des fonctionnaires	87	**87**	30
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	44	**44**	173
Autre	10	**10**	9
	639	**639**	688
Nouveaux emprunts nets	9 165	**10 616**	2 832
Caisse d'épargne de l'Ontario — Dépôts nets	214	**145**	131
Autre passif — Net	56	**65**	38
Financement net	9 435	**10 826**	3 001

Voir les Notes complémentaires aux états financiers.

État des prêts et dotations en capital

Province de l'Ontario

pour l'exercice clos le 31 mars 1992 (en millions de dollars)	Budget 1992	**Réel 1992**	Réel 1991
Remboursements			
Sociétés, conseils et commissions	38	**75**	58
Installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	20	**37**	25
Conseils scolaires	23	**22**	27
Débentures pour le drainage agricole	21	**20**	21
Administrations locales	16	**19**	17
Autres prêts	13	**5**	10
	131	**178**	158
Nouveaux emprunts			
Sociétés, conseils et commissions	77	**118**	51
Installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	102	**54**	63
Débentures pour le drainage agricole	11	**11**	12
	190	**183**	126
Nouveaux emprunts nets (remboursements)	59	**5**	(32)

Voir les Notes complémentaires aux états financiers.

État de la situation financière

Province de l'Ontario

au 31 mars 1992

(en millions de dollars)	1992	1991
Actif financier		
Caisse et placements temporaires (note 5)	**2 498**	2 607
Prêts débiteurs (note 6)	**687**	699
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets (au coût moins les recouvrements) (note 7)	**530**	513
	3 715	3 819
Avances à Ontario Hydro garanties par des obligations (note 8)	**6 933**	7 797
Total de l'actif financier	**10 648**	11 616
Déficit cumulé	**49 368**	38 438
	60 016	50 054
Passif		
Dette contractée aux fins de la province (note 9)	**50 618**	40 002
Dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario (note 10)	**2 040**	1 895
Autre passif (note 11)	**425**	360
Total du passif aux fins de la province	**53 083**	42 257
Dette contractée pour Ontario Hydro (note 9)	**6 933**	7 797
	60 016	50 054
Passif éventuel (note 12)	**—**	—

Voir les Notes complémentaires aux états financiers.

Le Bureau du Trésor assume la pleine et entière responsabilité des états financiers de la province de l'Ontario pour l'exercice clos le 31 mars 1992, et des notes complémentaires, qui ont été préparés conformément aux conventions comptables décrites dans le Résumé des principales conventions comptables. Le Bureau du Trésor estime que ces états financiers ont été rédigés en bonne et due forme, qu'ils sont complets et qu'ils comprennent tous les renseignements disponibles le 24 juillet 1992.

ELEANOR CLITHEROE, trésorière adjointe de l'Ontario et sous-ministre de l'Économie

S. GREGG SMYTH, C.A., directeur intérimaire, Direction des politiques sur la comptabilité et l'information financière.

Notes complémentaires aux états financiers
(Tous les chiffres des tableaux sont en millions de dollars)

1. Résumé des principales conventions comptables

Entité comptable

Les états financiers, préparés selon le concept du Trésor, présentent une comptabilité des ressources financières obtenues par l'Assemblée législative de l'Ontario. Les conventions comptables adoptées par la province conviennent le mieux pour représenter les opérations financières des ministères comme des mouvements de trésorerie. Seules les activités des organismes du gouvernement de l'Ontario qui ont reçu des sommes du Trésor ou y ont contribué sont inscrites.

Système comptable

La comptabilité de caisse utilisée par la province est modifiée de façon à accorder 30 jours supplémentaires pour le paiement des dettes contractées pendant l'exercice qui vient de se terminer et de certaines opérations hors caisse. Toutefois, la date de clôture pour les écritures relatives aux rentrées de fonds est le 31 mars dans le cas de l'encaisse reçue.

Les prêts et dotations en capital sont inscrits comme éléments d'actif financier, s'ils sont censés être remboursés et s'ils font l'objet de modalités spécifiques. La valeur de ces éléments d'actif est périodiquement redressée, lorsqu'on peut raisonnablement établir que la valeur des titres cédés en garantie des prêts et dotations en capital a diminué ou lorsque l'avoir de la province a peu de chances d'être entièrement recouvré. On a donné à la participation dans les sociétés de la Couronne une valeur symbolique de 1 $.

Le coût des immobilisations est imputé aux dépenses au moment de leur acquisition ou construction.

Actif financier, déficit cumulé et passif

Actif financier

Les éléments d'actif financier, qui représentent les sommes dues par des tiers au Trésor, proviennent des transactions au comptant.

Déficit cumulé

Le déficit cumulé par la province correspond à la différence entre son passif et son actif. L'évolution du déficit cumulé, d'un exercice à l'autre, correspond à la différence, positive ou négative, entre les recettes et les dépenses.

Passif

Le passif correspond aux créances de tiers exigibles du Trésor.

La dette contractée aux fins de la province comprend les obligations, les débentures, les billets et les bons du Trésor qui sont inscrits à la valeur nominale.

Ententes d'échanges financiers portant sur les taux d'intérêt et les devises

Des ententes d'échanges portant sur les taux d'intérêt et les obligations en devises étrangères sont conclues aux fins de la gestion de la dette et du contrôle du risque. Toutes les épargnes ou tous les frais sont consignés en tant que frais connexes durant l'exercice où est effectué le règlement en espèces.

Conversion d'opérations exprimées en devises étrangères

Les dettes en devises étrangères ayant fait l'objet d'une opération de couverture sont inscrites au montant équivalent en dollars canadiens aux taux de change établis aux termes des ententes. Les autres dettes et éléments de passif éventuel en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les gains ou pertes dus aux taux de change et réalisés au moment de la conversion ou du règlement sont inscrits au chapitre des dépenses.

Ontario Hydro

Les avances consenties à Ontario Hydro et la dette contractée pour son compte désignent des sommes empruntées de la part d'Ontario Hydro. La province avait émis des titres dont elle avait avancé le produit à Ontario Hydro en échange d'obligations ayant les mêmes modalités. Ces opérations, le remboursement et le coût du service de la dette constituent une option de financement et ne font pas partie à proprement parler du plan budgétaire de la province. Le coût du service de la dette et les sommes recouvrées s'y rapportant se contrebalancent et ne sont pas inscrits séparément dans les états des recettes et des dépenses. Les avances et les dettes contractées sont exprimées en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

Notes complémentaires aux états financiers (suite)

2. Intérêt sur la dette contracté aux fins de la province

	1992	1991
	$	$
Intérêts débiteurs et autres dépenses relatives à la dette provinciale	4 793	4 313
Moins : intérêts créditeurs et autres revenus de placement	597	537
	4 196	3 776

3. Chiffres du budget

Les chiffres du budget figurant dans les présents états financiers proviennent du *Budget de l'Ontario de 1991* déposé devant l'Assemblée législative par le trésorier de l'Ontario le 29 avril 1991.

Le chiffre relatif aux réductions et contraintes budgétaires qui figure dans l'état des dépenses représente les économies qu'on prévoit réaliser au cours de l'exercice et qui n'ont pas été déterminées de façon précise par les ministères lors de la préparation du budget.

Le montant au titre du Fonds pour éventualités figurant dans l'état des dépenses constitue une provision pour les coûts des initiatives prévues qui devraient être approuvées au cours de l'exercice. Toutefois, lorsque ces frais sont engagés, ils sont imputés aux crédits de chaque ministère.

4. Dépenses par catégorie courante

	1992	1991
	$	$
Traitements et salaires	4 136	3 709
Avantages sociaux	838	752
Transports et communications	402	409
Services	1 897	1 759
Fournitures et matériel	755	834
Acquisition/construction d'immobilisations	806	776
Paiements de transfert	39 197	34 067
Intérêt sur les titres émis aux fins de la province	4 196	3 776
Autres opérations	168	540
Moins les recouvrements	(712)	(701)
Total des dépenses	51 683	45 921

5. Caisse et placements temporaires

	1992	1991
	$	$
Placements temporaires	5 273	6 320
Chèques émis, non encaissés	(2 775)	(3 713)
	2 498	2 607

Les placements temporaires, constitués principalement de titres à court terme négociables émis ou garantis par des banques à charte canadiennes et les gouvernements provincial et fédéral, sont comptabilisés au coût.

6. Prêts débiteurs

	1992	1991
	$	$
Organismes du gouvernement de l'Ontario (Sociétés, conseils et commissions)	417	374
Prêts aux administrations locales (incluant les prêts aux conseils scolaires et les débentures pour le drainage agricole aux municipalités)	215	265
Autres prêts	55	60
	687	699

Notes complémentaires aux états financiers (suite)

Les prêts consentis aux organismes du gouvernement de l'Ontario concernent principalement les Sociétés de développement (297 millions de dollars; 307 millions de dollars en 1991). La province rembourse aux Sociétés de développement les frais engagés au titre de l'administration, des prêts consentis à des taux d'intérêt peu élevés et des garanties honorées. Ces frais se sont élevés à 49 millions de dollars en 1992 (42 millions de dollars en 1991). Les avances aux Sociétés sont réduites non seulement par le montant des sommes remboursées, mais aussi par le montant des prêts auxquels on a renoncé et des sommes radiées, lequel a totalisé 17 millions de dollars en 1992 (21 millions de dollars en 1991).

7. Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets

Le ministère de l'Environnement octroie un nombre considérable de contrats pour la construction des réseaux d'adduction d'eau et d'égouts desservant les municipalités. Ces dotations en capital sont recouvrées au cours de la durée des ententes intervenues avec les municipalités.

Une tranche de 456 millions de dollars du total de ces apports est attribuable à des accords pour des projets appartenant à la province, laquelle facture directement les usagers de ces services. Le produit de ces facturations sert à amortir l'apport en capital sur des périodes pouvant atteindre quarante ans, à payer les frais d'exploitation et à produire un rendement sur le capital investi.

D'autres accords prévoient l'accumulation dans un fonds d'amortissement de la principale tranche des paiements annuels d'amortissement. Le solde accumulé dans ces fonds, qui s'élevait à 15 millions de dollars au 31 mars 1992 (27 millions de dollars en 1991), a permis de réduire le compte de dotation en capital.

8. Avances à Ontario Hydro

Dans le cadre d'une entente de financement avec Ontario Hydro, la province avait émis des titres et en avait avancé le produit à Ontario Hydro en échange d'obligations d'Ontario Hydro selon les mêmes conditions. Au 31 mars 1992, la partie des avances à Ontario Hydro payable en dollars américains s'élevait à 4 185 millions de dollars canadiens (5 049 millions de dollars canadiens en 1991).

9. Dette

Les débentures, billets et bons du Trésor émis aux fins de la province et pour Ontario Hydro, exprimés en dollars canadiens, sont condensés selon les devises dans lesquelles ils doivent être remboursés et par année d'échéance ou de remboursement dans les tableaux suivants.

Aux fins de la province

Exercice financier	Dollars canadiens	Dollars américains	Livres sterling	Yen	1992 Total	1991 Total
	$	$	$	$	$	$
1992						1 138
1993	3 057	78			3 135	1 177
1994	1 087				1 087	1 087
1995	1 046				1 046	1 046
1996	1 324				1 324	1 324
1997	4 162	1 028		428	5 618	
1-5 ans	10 676	1 106		428	12 210	5 772
6-10 ans	12 796	2 697	225		15 718	10 991
11-15 ans	11 554				11 554	11 219
16-20 ans	9 113				9 133	8 871
21-25 ans	1 967				1 967	3 098
26-39 ans	36				36	51
	46 162	3 803	225	428	50 618	40 002

Les moyennes pondérées des taux d'intérets sur la dette ci-dessus sont :

1992	10,75 %	9,59 %	10,73 %	9,82 %	10,65 %	
1991	10,93 %	9,74 %	10,73 %			10,92 %

Notes complémentaires aux états financiers (suite)

La province a conclu un certain nombre d'ententes d'échange de taux d'intérêt et de devises afin de convertir en dollars canadiens les paiements du capital et des intérêts de ses émissions en devises étrangères à l'échéance de la dette et de convertir des taux d'intérêt variables en taux fixes.

Dette payable à :	1992	1991
	$	$
Ministre des Finances du Canada		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	13 548	13 059
Autres	305	316
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	15 405	15 449
Caisse de retraite des fonctionnaires	6 108	6 194
Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario	1 293	1 293
Investisseurs publics	13 959	3 691
	50 618	40 002

Pour Ontario Hydro

Exercice financier	Dollars canadiens	Dollars américains	1992 Total	1991 Total
	$	$	$	$
1992				344
1993		311	311	225
1994				
1995		297	297	290
1996				
1997		34	34	
1-5 ans		642	642	859
6-10 ans	1 000	355	1 355	990
11-15 ans	119	684	803	1 467
16-20 ans	1 629	2 167	3 796	3 580
21-25 ans		337	337	901
	2 748	4 185	6 933	7 797

Les moyennes pondérées des taux d'intérets sur la dette ci-dessus sont :

1992	11,47 %	10,61 %	10,95 %	
1991	11,47 %	10,78 %		11,02 %

Dette payable à :	1992	1991
	$	$
Ministre des Finances du Canada		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	2 748	2 748
Investisseurs publics	4 185	5 049
	6 933	7 797

10. Dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario

La Caisse d'épargne de l'Ontario offre des service financiers et de dépôt au grand public. Le taux d'intérêt moyen versé sur les dépôts s'élevait à 7,57 % pour l'exercice (10,84 % pour 1991).

11. Autres éléments de passif

Les autres éléments de passif se composent principalement des caisses de retraite et d'autres avantages sociaux connexes, de retenues salariales et d'autres comptes spéciaux.

Notes complémentaires aux états financiers (suite)

12. Passif éventuel

	1992	1991
	$	$
Obligations garanties par la province :		
Débentures, obligations et billets — Ontario Hydro	28 065	24 023
Prêts garantis	2 236	1 960
Autres	68	26
	30 369	26 009

Créances exigibles de la Couronne :

Parmi les créances exigibles de la Couronne, treize s'élèvent à plus de 50 millions de dollars chacune et découlent de poursuites judiciaires en cours ou éventuelles relatives à des revendications territoriales présentées par des autochtones, à des inexécutions de contrats, à des dommages subis par des personnes ou des biens et à des raisons semblables. L'aboutissement de ces poursuites étant incertain, on ne peut déterminer le coût que la province devra assumer, le cas échéant. En cas de règlement, les sommes versées seront comptabilisées comme des dépenses.

13. Fonds de retraite

La province est responsable du financement adéquat du régime de retraite des fonctionnaires et du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario qui sont tous deux des régimes de retraite à prestations déterminées.

a) Le régime de retraite des fonctionnaires

La province verse au régime de retraite des fonctionnaires (le régime) des cotisations paritaires à celles des fonctionnaires. Une évaluation actuarielle est effectuée tous les trois ans pour s'assurer que l'actif du régime est suffisant pour financer les prestations.

Une évaluation actuarielle à été terminée en septembre 1991 sous la direction de la Commission du régime de retraite des fonctionnaires en vertu de la *Loi de 1989 sur le Régime de retraite des fonctionnaires*. Le rapport a été déposé auprès de la Commission des régimes de retraite de l'Ontario.

L'évaluation actuarielle a révélé qu'au 1er janvier 1990, la Caisse de retraite des fonctionnaires avait une dette non provisionnée de 2 494 millions de dollars. Conformément à la loi, la dette non provisionnée doit être amortie sur 40 ans par des règlements mensuels en espèces préétablis. Pour l'exercice 1992, la province a effectué des paiements totalisant 119 millions de dollars. Toute dette non provisionnée contractée après le 1er janvier 1990 sera amortie sur 15 ans, conformément à la *Loi sur les régimes de retraite*.

On a procédé par extrapolation à une évaluation actuarielle estimative de l'actif et des obligations du régime au 31 décembre 1991 en se basant sur l'évaluation du 1er janvier 1990. La dette nette non provisionnée au 31 décembre 1991 était estimée à 2 690 millions de dollars.

b) Le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

La province verse annuellement au Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario des cotisations paritaires à celles des enseignants. Une évaluation actuarielle est effectuée tous les trois ans pour s'assurer que l'actif de la caisse est suffisant pour financer les prestations.

Une évaluation actuarielle a été terminée en septembre 1991 sous la direction de la Commission du régime de retraite des enseignants en vertu de la *Loi de 1989 sur le Régime de retraite des enseignants*. Le rapport a été déposé auprès de la Commission des Régimes de retraite de l'Ontario.

L'évaluation actuarielle a révélé qu'au 1er janvier 1990, la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario avait une dette non provisionnée de 7 822 millions de dollars. Conformément à la loi, la dette non provisionnée doit être amortie sur 40 ans par des règlements mensuels en espèces préétablis. Pour l'exercice 1992, la province a effectué des paiements totalisant 274 millions de dollars dont 52 millions de dollars correspondaient à des paiements prévus pour l'exercice 1993. Toute dette non provisionnée contractée après le 1er janvier 1990 sera amortie sur 15 ans, conformément à la *Loi sur les régimes de retraite*.

On a procédé par extrapolation à une évaluation actuarielle estimative de l'actif et des obligations du régime au 31 décembre 1991 en se basant sur l'évaluation du 1er janvier 1990. La dette nette non provisionnée au 31 décembre 1991 était estimée à 8 590 millions de dollars.

14. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de 1991 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1992.

Rapport du vérificateur

À l'Assemblée législative de la
province de l'Ontario.

J'ai vérifié l'état de la situation financière du Trésor de la province de l'Ontario au 31 mars 1992 ainsi que l'état des opérations financières, l'état des recettes, l'état des dépenses, l'état du financement et l'état des prêts et dotations en capital pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Bureau du Trésor, au ministère du Trésor et de l'Économie. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Trésor de la province au 31 mars 1992, telle que décrite à la note 1 des états financiers ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Tel que requis par la *Loi sur la vérification des comptes publics*, je vous informe, qu'à mon avis les conventions comptables ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur provincial adjoint,

Toronto (Ontario)
Le 24 juillet 1992

J.F. Otterman, FCA.

section 2

annexes aux états financiers

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

La présente annexe établit la synthèse des recettes de la province par catégorie principale et par source. Chacune de ces catégories principales est suivie du détail des différents postes de recettes qui la composent. On trouvera à la Section 4 du présent volume une ventilation des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale de financement.

	1992 $	1991 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers	13 711 656 402	15 439 869 170
Taxe de vente au détail	7 487 432 913	8 175 517 973
Impôt des sociétés	3 184 046 823	3 799 768 648
Impôt-santé des employeurs	2 647 700 893	2 662 147 427
Taxe sur l'essence	1 618 245 005	1 424 470 648
Taxe sur le tabac	1 027 829 538	874 534 309
Droits de cession immobilière	414 489 880	425 446 365
Taxe sur les carburants	378 813 149	339 704 593
Impôt sur les concentrations commerciales	110 789 475	101 083 905
Taxe sur le pari mutuel	81 619 179	82 937 302
Impôt sur les bénéfices miniers	48 856 131	116 378 363
Entente sur l'imposition réciproque	7 223 757	111 389 190
Impôt foncier provincial	6 324 901	6 093 765
Prises de participation croisées et sociétés non titulaires d'un permis	2 220 408	1 771 837
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière	511 360	473 728
Commission des sports professionnels	22 779	100 048
Quote-part de l'impôt fédéral sur le revenu des entreprises d'utilité publique		49 362 770
	30 727 782 593	33 611 050 061
Autres		
Impôt sur les dividendes privilégiés des corporations	7 687 426	1 191 549
Droits de succession	2 468 068	1 903 817
	10 155 494	3 095 366
TOTAL DES RECETTES FISCALES	30 737 938 087	33 614 145 427

La quote-part de l'impôt sur le revenu des particuliers perçue par le gouvernement fédéral pour le compte de la province représente 53 % de l'impôt fédéral de base. Des montants reçus par la province, il faut retrancher, d'une part, les crédits d'impôt de l'Ontario, qui se sont élevés à 375 765 854 $ en 1992 et 376 197 410 $ en 1991 et, d'autre part, les redevances versées aux services fédéraux de perception au titre de la gestion de ces crédits d'impôts (4 234 146 $ en 1992 et 3 802 590 $ en 1991).

Une surtaxe de 12 pour cent de l'impôt de l'Ontario sur le revenu exigible en sus de 10 000 $ a été perçue en 1991.

Les particuliers ne paient pas d'impôt sur le revenu de l'Ontario au-dessous d'un montant déterminant. Le montant déterminant de base est de 167 $, auquel on ajoute 350 $ par personne handicapée à charge ou enfant à charge pour lequel le(la) déclarant(e) demande la réduction d'impôt. Si l'impôt de l'Ontario à payer est supérieur au montant déterminant du(de la) déclarant(e), il se peut que le montant qu'il(elle) ait à payer en impôt de l'Ontario soit réduit.

La taxe de vente au détail équivaut à 8 % du prix d'achat de la plupart des biens meubles corporels et de certains services achetés en Ontario. Le taux de cette taxe est de 10 % pour les billets d'entrée d'une valeur supérieure à 4 dollars, de même que pour les boissons alcoolisées vendues dans les établissements titulaires d'un permis; il est de 12 % pour les boissons vendues dans les points de vente en magasin, et de 5 % pour les logements transitoires. La loi prévoit toutefois un certain nombre d'exonérations et de remises. La taxe de vente au détail est perçue, pour le compte de la province, par des vendeurs nommés à cet effet.

La taxe de vente au détail de l'Ontario n'est pas perçue sur la taxe sur les produits et services (TPS) fédérale. Elle est plutôt ajoutée au prix n'incluant pas la TPS. Aux termes de la taxe fédérale antérieure sur les ventes des fabricants, que la TPS a remplacée, l'Ontario appliquait la taxe de vente au détail au prix incluant la taxe de vente fédérale. On procédait de cette façon depuis l'entrée en vigueur de la taxe de vente au détail de l'Ontario en 1961.

La *Loi sur la taxe de vente au détail* a été modifiée en remplaçant, le 1er août 1991, la taxe sur les véhicules à forte consommation de carburant par la taxe d'encouragement à l'économie de carburant. Conformément à la taxe d'encouragement à l'économie d'énergie, les nouveaux véhicules dont le taux de consommation d'essence sur grande route est de 6 litres d'essence ou plus par 100 kilomètres seront assujettis à un taux de taxe allant de 75 $ à 7 000 $. Un crédit d'impôt de 100 $ sera offert à toute personne qui achète un véhicule dont la consomation d'essence est inférieure à 6 litres par 100 kilomètres. Un barème des taux de taxe allant de 75 $ à 3 200 $ s'applique aux véhicules sport utilitaires dont le taux de consommation sur grande route est de 8 litres ou plus par 100 kilomètres.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

L'enveloppe d'imposition des sociétés comprend : un impôt sur les bénéfices, qui peut varier entre 10 % et 15,5 % des sommes imposables; un impôt sur le capital, qui peut aller d'un minimum de 100 $ à un maximum de 3/10 de 1 % des sommes imposables, pour la plupart des sociétés (l'impôt sur le capital n'est pas applicable à certaines petites sociétés.); un impôt sur le capital, qui peut représenter jusqu'à 1 % des sommes imposables pour certains établissements financiers; un impôt de 2 % à 3 % sur le montant des primes, pour la plupart des catégories d'assurances; et un impôt additionnel de 0,5 % sur les primes d'assurances des immobilisations.

Depuis le 1er janvier 1990, les employeurs doivent acquitter un Impôt-santé des employeurs au taux de 1,95 % du total des salaires payés à leurs employés en Ontario. Un taux d'imposition réduit est attribué aux employeurs dont le total annuel des salaires est de 400 000 $ ou moins.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence et le propane utilisé comme carburant et inclut toutes les catégories de carburants d'aviation. Le taux de taxe sur l'essence sans plomb qui était de 14,7 cents le litre a augmenté de 1,7 cents le litre au 29 avril 1991 et de 1,7 cents le litre au 1er janvier 1992. Le taux de taxe sur le propane utilisé dans les véhicules automobiles est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe de 2,7 cents le litre pour tous les carburants d'aviation a augmenté de 0,3 cents le litre au 29 avril 1991 et de 0,3 cents le litre au 1er janvier 1992. Certains matériels agricoles et autres matériels roulants peuvent faire l'objet d'un remboursement de taxe par la province. Ce sont principalement les sociétés pétrolières qui perçoivent cette taxe pour le compte du gouvernement provincial.

Tous les produits du tabac sont grevés d'une taxe, qui représente 6,5 cents par cigarette et par gramme pour le tabac coupé ou pour tout autre produit du tabac. Les cigares font l'objet d'une taxe de 45 % du prix de vente au détail suggéré par le manufacturier.

Les droits de cession immobilière sont perçus par les registrateurs fonciers de l'Ontario. Un taux de 0,5 % est perçu sur la valeur de contrepartie allant jusqu'à 55 000 $; de 1 % sur la valeur se situant entre 55 000 $ et 250 000 $; de 1,5 % sur la valeur dépassant les 250 000 $ puis lorsque la valeur de contrepartie excède les 400 000 $ et qu'il s'agit d'un terrain pour immeubles d'habitation d'un ou deux logements familiaux, un taux de 0,5 % du montant excédant 400 000 $ est perçu.

Une taxe sur les carburants est perçue sur le carburant diesel utilisé comme carburant de transport. Le taux de taxe de 14,3 cents le litre a augmenté de 1,7 cents le litre au 29 avril 1991 et de 1,7 cents le litre au 1er janvier 1992. Le taux de taxe du carburant diesel utilisé dans les locomotives est de 4,5 cents le litre et a été haussé de 0,55 cent le litre au 29 avril 1991 et de 0,55 cent le litre au 1er janvier 1992. La taxe est perçue pour le compte de la province par les grossistes ou les sociétés d'huile, mais elle peut, dans certains cas être acquittée directement par l'utilisateur.

Depuis le 1er janvier 1990 un impôt sur les concentrations commerciales est perçu afin d'aider au financement des améliorations de l'infrastructure routière proposée par le Programme d'immobilisations dans les transports. La taxe est acquittée par les propriétaires de biens à usage commercial au taux de 10,75 $ le mètre carré dans la région du grand Toronto.

La taxe sur les paris mutuels est perçue par les exploitants des pistes de courses. Elle est de 9 % pour les paris Trifecta et de 7 % pour tous les autres types de paris.

L'impôt sur les bénéfices miniers est prélevé directement par le gouvernement provincial. Le taux d'imposition de 20 % s'applique à la tranche des bénéfices qui dépasse 500 000 $.

L'entente entre les gouvernements fédéral et de l'Ontario concernant le paiement de la taxe de vente du gouvernement vendeur a pris fin avec l'entrée en vigueur de la taxe sur les produits et services, le 1er janvier 1991. Elle a été remplacée par une nouvelle entente, en vertu de laquelle les deux gouvernements ont convenu de ne pas payer la taxe de vente du gouvernement vendeur sur les fournitures ou services acquis par le gouvernement acheteur à l'aide de documents formels, tels que des accords de consultation ou des bons d'achat. Cependant, les autres achats (effectués sans documents formels) seront assujettis à la taxe de vente du gouvernement vendeur.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Dans les régions non constituées en municipalités, le gouvernement provincial perçoit un impôt foncier représentant 1,5 % de la valeur des biens immobiliers visés par l'avis de cotisation, et 5 % des recettes brutes des sociétés de télégraphe et de téléphone. Pour ce qui est de l'imposition des oléoducs et gazoducs, on retient les mêmes barèmes que ceux employés pour les impôts municipaux, énoncés dans la *Loi sur l'évaluation foncière*.

Les prises de participation croisées et sociétés non titulaires d'un permis consistent en une taxe sur les compagnies d'assurances non titulaires d'un permis délivré en Ontario.

Un impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière de 0,50 $ par acre par année est perçu sur les droits de brevet minier. Le paiement minimal est de 1 $ pour les territoires érigés en municipalités et de 4 $ pour les territoires non érigés en municipalités.

En vertu de la *Loi sur le contrôle des sports*, l'organisateur de toute compétition ou exhibition de boxe ou de lutte professionnelle doit verser au ministre une somme d'au moins 1 % et d'au plus 5 % des recettes brutes de la compétition ou de l'exhibition.

L'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique appartenant à des intérêts privés est perçu par le gouvernement fédéral, qui en remet une partie à la province. Le montant et le taux de cette remise sont fixés dans la *Loi fédérale sur le transfert de l'impôt* sur le revenu des entreprises d'utilité publique.

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des taxes nettes qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

Les sommes figurant sous cette rubrique correspondent en fait aux impôts perçus pendant l'exercice, mais s'appliquant à des biens légués par des individus décédés avant la date d'abrogation de la *Loi sur les droits successoraux*, le 10 avril 1979.

	1992 $	1991 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursement de dépenses		
Régime d'assistance publique du Canada	2 159 149 152	2 462 303 932
Frais administratifs — Logements sans but lucratif	125 878 587	80 004 806
Entente nationale sur la formation professionnelle	113 216 369	111 926 422
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	91 557 711	68 509 877
Langues officielles en éducation	71 777 717	66 869 246
Accord sur les jeunes contrevenants	63 151 768	60 280 360
Accord sur la réadaptation professionnelle des handicapés	49 736 649	47 155 245
Aide juridique	42 669 410	63 691 673
Subvention aux primes de l'assurance-récolte	15 738 598	14 305 546
Bois d'oeuvre	6 622 654	16 325 238
Entente sur la qualité des eaux des Grands Lacs	579 040	2 036 897
Entente sur le développement économique et régional (EDER)	29 492	684 565
Programme d'aide aux revenus agricoles		54 439 086
Accord relatif aux cours de langue et de préparation à la citoyenneté		17 806 961
Autres	45 066 557	45 256 543
	2 785 173 704	3 111 596 397
Autres		
Financement des programmes établis		
Contributions en espèces	3 001 300 000	2 140 280 125
Services complémentaires de santé	522 539 000	503 708 000
Autres	15 285 510	6 134 140
	3 539 124 510	2 650 122 265
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA	6 324 298 214	5 761 718 662

Les montants versés par le gouvernement fédéral dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) sont des remboursements de 50 % des dépenses admissibles de la province pour l'aide sociale et les services de bien-être aux personnes dans le besoin. Le gouvernement fédéral a plafonné à 5 % l'augmentation annuelle des versements du RAPC pour l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique pour les exercices financiers de 1990-1991 à 1994-1995.

Les frais administratifs des logements sans but lucratif sont fixés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et versés à la province en vue de financer la gestion d'unités de logements. Ils sont payables une seule fois, à compter de la date à laquelle les logements sont subventionnés.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

En vertu de l'Entente nationale sur la formation professionnelle, le gouvernement fédéral contribue au financement de programmes provinciaux de formation en établissements d'enseignement et de formation industrielle dans le but d'améliorer les compétences professionnelles des travailleurs et d'accroître ainsi leurs chances de trouver un emploi.

En vertu de l'Entente sur les services de bien-être destinés aux Indiens, le gouvernement fédéral assume une partie du financement des programmes que la province met en oeuvre en vue de garantir aux habitants des réserves indiennes le même niveau d'aide sociale qu'aux résidents d'autres communautés.

Dans le cadre de son programme des Langues officielles en éducation le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles, pour offrir un enseignement dans la «langue de la minorité officielle», et pour permettre l'apprentissage de la deuxième langue; enfin, le gouvernement fédéral contribue au financement des projets provinciaux bilingues qui nécessitent un soutien particulier.

En vertu des Ententes relatives aux jeunes contrevenants, le gouvernement fédéral rembourse des frais engagés par la province pour financer les services de justice prévus aux termes de la *Loi sur les jeunes contrevenants*. À partir d'avril 1989, la contribution du fédéral aux programmes des jeunes contrevenants de l'Ontario a été gelée au niveau de 1988-1989.

En vertu de l'Entente sur la réadaptation professionnelle des handicapés, le gouvernement fédéral verse à la province 50 % des dépenses admissibles qu'elle a engagées pour offrir à ces personnes des programmes et des services généraux de réadaptation.

Les versements effectués par le gouvernement fédéral au titre de l'aide juridique visent à permettre à la province de garantir un niveau minimal d'assistance judiciaire dans le cas des affaires criminelles, civiles et autres liées à la *Loi sur les jeunes contrevenants*. La contribution fédérale pour l'aide juridique pour les affaires criminelles comprend un maximum de 55 % et un minimum de 45 % des dépenses admissibles de la province. Les versements au titre de l'aide juridique pour les affaires criminelles équivaut à 50 % des dépenses admissibles par habitant, pour toutes les provinces, pour l'année antérieure, plus 50 % du taux d'augmentation des dépenses admissibles de la province par habitant. Ce montant est ensuite rajusté en fonction du chiffre de la population de la province de l'Ontario pour l'exercice courant et selon un plafond représentant le taux de croissance du produit national brut moins 1 %. En vertu du Régime d'assistance publique du Canada, le gouvernement fédéral partage les frais des dépenses admissibles de la province au titre de l'aide juridique pour les affaires civiles. La contribution fédérale au titre de l'aide juridique aux jeunes contrevenants est équivalente au plus petit des deux montants suivants : 73 cents par habitant de la province, ou 50 % des dépenses admissibles de la province pour la prestation de services d'aide juridique aux jeunes délinquants prévus aux termes de la *Loi sur les jeunes contrevenants*.

Le gouvernement fédéral offre aux agriculteurs des subventions aux primes d'assurance-récolte en fonction de leur cotisation. Ce programme d'aide, administré par la Commission de l'assurance-récolte de l'Ontario, est destiné à garantir aux agriculteurs une certaine stabilité de revenu, indépendamment des pertes de récolte qu'ils pourraient subir.

La *Loi sur le droit à l'exportation de produits de bois d'oeuvre* est entrée en vigueur le 20 juillet 1987. Le montant de 6 662 654 $ représente le droit de l'Ontario à l'impôt fédéral perçu des exportateurs de bois d'oeuvre en vertu de la loi. Le gouvernement fédéral a cessé de percevoir une taxe d'exportation le 4 octobre 1991, au terme de l'entente entre les États-Unis et le Canada sur le bois tendre.

En vertu de l'Entente Canada-Ontario sur la qualité de l'eau des Grands Lacs, le gouvernement fédéral rembourse une partie des dépenses engagées par la province pour financer des projets destinés à préserver ou à améliorer la qualité de l'eau de ces lacs.

En vertu de l'Entente sur le développement économique et régional (EDER), le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des dépenses admissibles pour financer des programmes de ressources forestières et de développement du tourisme et des minéraux.

Le Programme d'aide au revenu agricole vise à réduire le fardeau financier sur l'encaisse causé par des taux d'intérêt élevés et les faibles prix des denrées. Le gouvernement fédéral a remboursé la province de l'Ontario dans le cadre de son programme d'aide spéciale de 1990 pour les programmes de céréales, des graines oléagineuses, d'horticulture et d'élevage d'animaux à fourrure.

Les paiements au titre des cours de langue et de préparation à la citoyenneté sont des remboursements de la partie des coûts assumés par le gouvernement fédéral pour la formation en anglais et la préparation à la citoyenneté offertes aux nouveaux arrivants. Cette entente s'est terminée le 31 mars 1990.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

Dans le cadre du Financement des programmes établis (FPE), les versements effectués par le gouvernement fédéral en vertu de la *Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*, remplacent les contributions faites jadis au titre des anciens accords de partage des coûts pour les programmes du secteur de la santé et de l'enseignement postsecondaire. La contribution fédérale en matière des services de santé assurés et d'enseignement postsecondaire équivaut à la contribution fédérale moyenne par habitant, pour l'ensemble du Canada, pour l'année de référence 1975-1976. La contribution au financement des services complémentaires de santé correspond à un montant de 20 $ par habitant pour l'année de référence 1977-1978. De plus, ces contributions par habitant pour les différentes années de référence sont ensuite rajustées chaque année au moyen d'un facteur de progression du FPE afin d'établir la contribution totale par habitant. Ce montant est ensuite multiplié par le chiffre de la population de la province pour obtenir le versement total à la province pour l'exercice courant. Le facteur de progression du FPE est calculé en fonction de la moyenne composée et mobile du taux de croissance du PNB étalée sur trois ans. Depuis 1986-1987, le facteur de progression du FPE a été réduit de 2 points de pourcentage. Le montant du FPE a été gelé au niveau de 1989-1990 pour 1990-1991 jusqu'en 1994-1995. La contribution au titre du FPE comprend des transferts de fonds et de points d'impôt. Le paiement de transfert effectué représente la différence entre le montant et les points d'impôt dûs à la province, déduction faite du redressement affecté à l'année antérieure.

La province reçoit également du gouvernement fédéral :

(a) les subventions annuelles de 6 057 479 $ accordées en vertu de l'*Acte de l'Amérique du Nord Britannique de 1907*;

(b) un montant de 142 414 $ équivalant à un intérêt annuel de 5 % appliqué sur le Compte de la dette du gouvernement du Canada, en dédommagement des sommes qui n'ont pas été payées à la province entre le 1er juillet 1867 et le 1er janvier 1873 (le capital était de 2 848 290 $);

(c) un montant de 76 662 $, équivalant à un intérêt annuel de 5 % appliqué sur la somme de 1 542 971 $ placée par l'Ontario dans le Fonds permanent des écoles communes, lequel totalise 2 677 771 $ et est géré en fiducie par le gouvernement fédéral pour le compte de l'Ontario et du Québec. Le fonds en question a été constitué à la suite de la vente de terres de la Couronne que l'on avait réservées aux écoles communes en vertu de lois promulguées avant la Confédération. Les montants versés à chacune des provinces sont établis au prorata de leur population, évaluée d'après le dernier recensement décennal. Les affectations actuelles sont basées sur le recensement de 1981.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
AUTRES RECETTES		
Bénéfices de sociétés de la Couronne et de commissions		
Régie des alcools de l'Ontario	675 000 000	650 000 000
Société des Loteries de l'Ontario — Loteries interprovinciales	315 128 447	314 000 000
— Jeux à résultat instantané	59 000 000	71 000 000
— Lottario	31 000 000	34 000 000
— Encore	19 000 000	16 000 000
— Wintario	18 000 000	24 000 000
— Pick 3	12 000 000	10 000 000
— Événements spéciaux	1 000 000	1 000 000
	1 130 128 447	1 120 000 000
Certificats d'immatriculation et droits de transport de véhicules automobiles, permis de conduire et droits d'examen de conduite automobile	651 628 235	664 362 154
Commission des permis de vente d'alcool — Droits	483 355 634	447 183 035
Autres droits et permis		
Régistraires	56 574 080	55 101 240
Services d'enregistrement immobilier	54 164 179	55 270 439
Chasse et pêche	36 555 346	36 846 032
Paiements d'entretien — Foyers pour soins spéciaux et hôpitaux psychiatriques	17 379 727	19 416 618
Autres	348 420 184	154 046 935
	513 093 516	320 681 264
Redevances		
Énergie hydraulique	108 714 637	106 180 611
Redevances sur la coupe du bois	54 341 020	68 925 653
Autres	28 317 428	13 808 788
	191 373 085	188 915 052
Amendes et pénalités		
Cours provinciales	135 881 517	144 567 921
Autres	6 511 327	6 718 319
	142 392 844	151 286 240
Frais d'utilisation des services publiques	159 686 544	143 129 016
Autres		
Remboursement de dépenses		
Régime d'assurance-santé de l'Ontario — Subrogation	6 957 694	25 968 543
Autres	111 182 035	103 511 617
	118 139 729	129 480 160
Ventes et locations	93 512 774	96 796 645
Recouvrement de dépenses des années précédentes	64 010 031	61 125 619
Divers	143 189 946	193 312 451
	300 712 751	351 234 715
TOTAL DES AUTRES RECETTES	3 690 510 785	3 516 271 636

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

Les bénéfices provenant de sociétés de la Couronne et de régies sont les montants constitués par des bénéfices d'exploitation nets qui ont été reçus par la province.

On entend par droits d'immatriculation de véhicules les droits exigés par la province pour permettre la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules automobiles commerciaux et les autobus, les droits peuvent varier entre 66 $ et 2 722 $. Les droits pour les voitures de tourisme et les véhicules automobiles commerciaux pesant 3 000 kg ou moins et employés à des fins personnelles sont de 66 $ par année dans le Sud de l'Ontario; de 0 $ dans le Nord puis de 90 $ dans la région du grand Toronto. Quant aux droits d'immatriculation des motocyclettes et des cyclomoteurs, ils sont respectivement de 36 $ et de 12 $ dans le Sud de l'Ontario; de 0 $ et de 12 $ dans le Nord de l'Ontario et respectivement de 48 $ et de 12 $ dans la région du grand Toronto. Les droits de permis de conduire sont de 30 $ pour une période de trois ans. Les droits d'obtention de permis de conduire représentent les sommes perçues par la province en règlement de frais à acquitter au titre des examens écrits, des examens de la vue et des épreuves de conduite sur la route nécessaires à l'obtention du permis de conduire.

Les droits perçus par la Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario comprennent notamment les droits de permis que doivent acquitter les brasseurs produisant de la bière vendue en Ontario. Cet impôt représente 26,5 % du prix de vente de la bière en magasin, quel que soit le format d'emballage. La commission perçoit également les droits de permis imposés aux établissements qui vendent de l'alcool et les taxes grevant la vente de vin dans les magasins appartenant aux producteurs ou exploités par eux.

À la rubrique relative aux droits d'enregistrement des titres immobiliers se trouvent les montants perçus en règlement des services d'enregistrement et de mise à jour des titres de propriété, ainsi que des charges grevant les biens immobiliers. Les droits d'enregistrement sont perçus par les bureaux d'enregistrement immobilier au moment de l'inscription.

Les droits exigés par la Cour de l'Ontario (Division générale) et les droits de succession sont établis en vertu du règlement de l'Ontario 393/90 pris en application de la *Loi sur l'administration de la justice*.

Les droits exigés par la Cour de l'Ontario (Division générale) se composent des droits pour la délivrance, la signature et le dépôt des documents juridiques rattachés aux questions d'ordre civil soumises à la Division générale.

Une part importante des droits de succession provient de l'homologation et de l'administration des testaments ainsi que de la mise sous tutelle des successions. Ces droits sont calculés selon la valeur de chaque succession.

La délivrance des permis de chasse et de pêche en Ontario est soumise à la perception d'un droit, collecté par la province. Pour les non-résidents de l'Ontario, le coût du permis de pêche saisonnier est de 34,50 $ et celui du permis de chasse varie entre 6,50 $ et 231 $, selon l'espèce que l'on souhaite chasser et le lieu de résidence.

À la rubrique relative aux paiements d'entretien effectués à des foyers pour soins spéciaux et à des hôpitaux psychiatriques sont portées les sommes versées en règlement des soins dispensés dans ces établissements à des particuliers non assurés par le Régime d'assurance-santé de l'Ontario ou en règlement de prestations qui ne sont pas couvertes par ce régime.

La redevance d'hydro-électricité est la taxe due en contrepartie de l'utilisation de barrages pour la production d'énergie hydraulique. Cette taxe est calculée selon le nombre de chevaux vapeur (CV net) multiplié par le tarif de base, qui était de 7,50 $ en 1991. Chaque année, le tarif de base est indexé d'après l'indice des prix à la consommation.

L'exploitation du bois sur les terres de la Couronne est soumise au règlement d'une taxe spéciale, dite «redevance sur la coupe du bois». Le montant de cette redevance varie en fonction du type d'exploitation, de la catégorie et du cubage du bois récolté, et des indices industriels des prix du bois. Le titulaire du permis doit en outre s'acquitter d'une contribution supplémentaire s'il veut avoir l'exclusivité de l'exploitation dans une région donnée.

La rubrique «Amendes et pénalités» est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois et règlements.

Les municipalités versent à la province des redevances appelées «frais d'utilisation des services publics» pour l'usage qu'elles font des installations de traitement des eaux et d'élimination des déchets exploitées par le gouvernement provincial.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

La province reçoit des sommes qui correspondent au remboursement, par les compagnies d'assurances, des soins médicaux payés par le Régime d'assurance-santé de l'Ontario. La plupart de ces remboursements concernent des accidents d'automobiles. Les sommes dues sont établies en vertu d'accords conclus avec les compagnies d'assurances autorisées à exercer en Ontario; elles sont établies en fonction du montant annuel total correspondant aux primes d'assurance-automobile perçues par ces organismes.

Sous la rubrique «Ventes et locations», on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures, de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les recettes provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne.

La rubrique «Recouvrement de dépenses des années précédentes» représente toutes les sommes que la province n'a pas recouvrées au cours de l'exercice pendant lequel les dépenses correspondantes ont été effectuées. Ces sommes auraient dû figurer dans l'exercice financier précédent sous la rubrique «Remboursement de dépenses» n'eussent été des délais de remboursement.

TOTAL DES RECETTES	**40 752 747 086**	**42 892 135 725**

Voir le Sommaire des recettes, par ministère et par catégorie principale, pages 2-12 et 2-13.

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

Ministères	Gouvernement du Canada						
	Recettes fiscales	Remboursements de dépenses	Autres	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations	Amendes et pénalités	Ventes et locations
	$	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques							3 685
Affaires intergouvernementales		77 890					
Affaires municipales				2 173 556			6 912
Agriculture et Alimentation		17 898 724		7 064 234	3 366 056		2 001 908
Bureau de l'Assemblée législative					6 150		80 834
Bureau du Conseil des ministres							222
Bureau du directeur général des élections							
Cabinet du premier ministre							
Collèges et Universités		*17 102 557*		*395 309*	*36 867*		*39*
Conseil de gestion				114 261			482 319
Consommation et Commerce	22 779	8 698			620 116 538	124 348	11 542
Culture et Communications		226 274			2 508 185		48 316
Développement du Nord et Mines	511 360	65 617			511 927	2 280	520 659
Éducation		56 819 744		354 255	459 052		903 054
Énergie				4 422 171	7 878		
Environnement		9 029 180		259 967	830 599		77 205
Formation professionnelle		113 216 369		57 600	2 557 237		
Industrie, Commerce et Technologie		61 687		1 287 022	3 053		322 581
Institutions financières	2 220 408			34 143	60 649 175	99 100	25 182
Logement		125 878 587			160 639		89 137
Office de la condition féminine				(1 920)			
Office des affaires des personnes âgées				278			
Office des affaires des personnes handicapées				5 080			
Office des affaires francophones		512 500					
Ombudsman Ontario							3 300
Procureur général		62 020 092		9 509 823	74 747 361	137 595 541	222 164
Revenu	30 733 902 810			13 429 783	57 902		224 948
Richesses naturelles		10 158 279		1 235 324	52 945 867	188 286	10 699 567
Santé		30 755 125		6 957 694	19 757 745		2 730 922
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario							
Services correctionnels		46 467 323		7 952			1 300 994
Services gouvernementaux		2 364 373		3 809 685	476 529		53 870 018
Services sociaux et communautaires		2 285 073 515		21 337 531	2 359 880		1 127 872
Solliciteur général		6 626 691		19 271 300	1 278 803		2 801 948
Tourisme et Loisirs		22 802		20 625	3 731 370		1 816 429
Transports	1 280 730	500 019		2 103 482	652 318 011	4 214 546	13 963 997
Travail		205 675		24 130 780	2 187 649	168 743	177 039
Trésor et Économie		81 983	3 539 124 510	159 802	147 002 912		
Total des ministères	30 737 938 087	2 785 173 704	3 539 124 510	118 139 729	1 648 077 385	142 392 844	93 512 774

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

Ministères	Redevances	Frais d'utilisation des services publics	Bénéfices de sociétés de la Couronne et de commissions	Recouvrement de dépenses des années précédentes	Divers	Total des recettes
	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques				441 242	(420 174)	24 753
Affaires intergouvernementales				34 402	1 955	114 247
Affaires municipales				2 523 772	550 518	5 254 758
Agriculture et Alimentation				2 264 443	3 073 605	35 668 970
Bureau de l'Assemblée législative				5 826	392	93 202
Bureau du Conseil des ministres				736	203	1 161
Bureau du directeur général des élections					400	400
Cabinet du premier ministre				643	9	652
Collèges et Universités				7 621 350	15	25 156 110
Conseil de gestion				45 906	246	642 732
Consommation et Commerce			675 000 000	43 923	183 883	1 295 511 711
Culture et Communications				346 013	2 989	3 131 777
Développement du Nord et Mines	883 782			61 061	75 633	2 632 319
Éducation				358 871	16 416	58 911 392
Énergie				235 659	82 273 334	86 939 042
Environnement		159 686 544		2 356 611	484 130	172 724 236
Formation professionnelle				182 838	15 693	116 029 737
Industrie, Commerce et Technologie	1 769			881 131	5 138 845	7 696 088
Institutions financières				11 106	136 174	63 175 288
Logement				19 995 163	12 130	146 135 656
Office de la condition féminine				12 813	52 015	62 908
Office des affaires des personnes âgées				10 303		10 581
Office des affaires des personnes handicapées				95 825		100 905
Office des affaires francophones				380	29	512 909
Ombudsman Ontario				10 986	6 348	20 634
Procureur général				1 287 588	11 014 985	296 397 554
Revenu				2 965 729	718 059	30 751 299 231
Richesses naturelles	190 487 534			309 555	93 852	266 118 264
Santé				3 551 037	888 397	64 640 920
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario				(28 001)	480	(27 521)
Services correctionnels				70 306	38 989	47 885 564
Services gouvernementaux				3 379 832	11 869 130	75 769 567
Services sociaux et communautaires				1 660 696	358 005	2 311 917 499
Solliciteur général				361 548	55 218	30 395 508
Tourisme et Loisirs			455 128 447	895 977	1 597	461 617 247
Transports				931 220	524 754	675 836 759
Travail				74 402	123 704	27 067 992
Trésor et Économie				11 009 139	25 897 988	3 723 276 334
Total des ministères	191 373 085	159 686 544	1 130 128 447	64 010 031	143 189 946	40 752 747 086

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

La présente annexe établit la synthèse des dépenses engagées par les différents ministères, ventilées par programme et par activité. On trouvera à la Section 4 de ce volume un exposé plus détaillé de ces dépenses par catégorie ainsi que d'autres comptes.

	1992 $		1991 $	
Affaires civiques		52 642 119		47 376 370
Capital				
Autres programmes		9 170 367		7 995 000
Affaires intergouvernementales		7 295 788		4 976 224
Affaires municipales				
Opérations municipales				
Subsides	1 008 656 931		967 053 779	
Autres activités	15 541 317	1 024 198 248	16 322 252	983 376 031
Autres programmes		19 109 505		17 437 829
		1 043 307 753		1 000 813 860
Capital				
Autres programmes		35 729 705		18 132 424
Agriculture et Alimentation				
Services agricoles et ruraux				
Services agricoles et ruraux		310 482 192		342 626 742
Organismes du ministère				
Organismes du ministère	92 445 237		52 125 416	
Autres activités	28 957 939	121 403 176	26 200 406	78 325 822
Autres programmes		160 640 876		141 901 210
		592 526 244		562 853 774
Capital				
Autres programmes		19 515 319		23 338 740
Bureau de l'Assemblée législative		118 331 216		106 177 521
Bureau de la région du grand Toronto		2 485 466		3 937 304
Bureau du Conseil des ministres		10 879 529		9 614 187
Bureau du directeur général des élections		3 886 040		42 467 331
Bureau du lieutenant-gouverneur		680 643		651 505
Bureau du vérificateur provincial		8 009 620		7 600 474
Cabinet du premier ministre		2 636 288		3 611 438
Collèges et Universités				
Aide aux établissements d'enseignement postsecondaire				
Aide provinciale aux universités	1 963 090 509		1 840 250 281	
Autres activités	841 562 452	2 804 652 961	787 432 994	2 627 683 275

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

		1992 $		1991 $
Soutien aux étudiants				
Aide provinciale aux étudiants		279 799 112		213 569 234
Autres programmes		12 802 109		14 541 411
		3 097 254 182		2 855 793 920
Capital				
Autre programme		199 078 873		5 500 000
Conseil de gestion		68 741 065		56 123 714
Consommation et Commerce				
Enregistrement				
Enregistrement immobilier	40 126 112		41 413 912	
Autres activités	35 979 078	76 105 190	30 889 821	72 303 733
Autres programmes		98 703 505		100 326 206
		174 808 695		172 629 939
Culture et Communications				
Développement culturel et institutions culturelles				
Industries et organismes culturels	199 913 333		164 290 036	
Autres activités	8 339 646	208 252 979	36 271 018	200 561 054
Gestion des ressources d'information				
Services de bibliothèque	44 568 903		42 163 906	
Autres activités	6 603 785	51 172 688	1 486 419	43 650 325
Autres programmes		38 763 537		43 005 029
		298 189 204		287 216 408
Capital				
Autres programmes		30 083 248		36 856 375
Développement du Nord et Mines				
Programme de développement et de transports du Nord				
Développement du Nord	30 161 710		25 962 062	
Autres activités	34 409 703	64 571 413	32 633 692	58 595 754
Mines et minéraux		31 882 544		29 433 258
Administration du ministère		18 168 604		19 864 084
		114 622 561		107 893 096
Capital				
Autres programmes		242 009 232		246 795 171

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

		1992 $		1991 $
Éducation				
Soutien en matière d'éducation				
Politiques relatives aux programmes d'études et aux ressources	4 853 936 550		4 309 768 381	
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	870 249 034		457 812 170	
Liaison et évaluations	37 402 798	5 761 588 382	27 845 609	4 795 426 160
Services éducatifs				
Prestation de services directs et par l'entremise des collectivités	186 898 348		172 873 550	
Autres activités	59 331 355	246 229 703	487 918 143	660 791 693
Administration du ministère		35 462 536		34 434 676
		6 043 280 621		5 490 652 529
Capital				
Soutien en matière d'éducation				
Politiques relatives aux programmes d'études et aux ressources		370 769 857		32 000 000
Énergie		36 096 687		32 927 164
Capital				
Autres programmes		20 389 525		12 689 047
Environnement				
Planification et exploitation des services publics				
Exploitation des services publics	103 516 414		87 478 176	
Services d'ingénierie	3 334 317		3 145 504	
Société ontarienne de gestion des déchets	13 300 000	120 150 731	14 600 000	105 223 680
Services environnementaux				
Gestion des déchets	48 522 378		30 373 933	
Autres activités	81 774 458	130 296 836	76 388 703	106 762 636
Contrôle de l'environnement				
Application et exécution des règlements	46 719 173		48 003 418	
Autorisations environnementales et appui technique	29 513 143		28 014 750	
Autres activités	42 209 749	118 442 065	41 968 216	117 986 384
Administration du ministère		38 235 698		33 560 509
		407 125 330		363 533 209

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

		1992 $		1991 $
Capital				
Planification et exploitation des services publics	169 472 468		180 971 583	
Autres programmes	80 195 880	249 668 348	38 115 055	219 086 638
Formation professionnelle				
Formation professionnelle				
Politiques et prestation des programmes	243 008 559		234 518 372	
Administration du programme	290 892	243 299 451	338 111	234 856 483
Administration du ministère		8 757 813		8 339 348
		252 057 264		243 195 831
Industrie, Commerce et Technologie				
Soutien à l'industrie, au commerce et aux relations internationales				
Fonds de technologie	81 724 933		79 534 809	
Développement de l'industrie et de la technologie	35 428 375		36 965 059	
Commerce et relations internationales	38 030 825		42 531 398	
Autres activités	13 305 805	168 489 938	3 440 795	162 472 061
Programme des sociétés de développement de l'Ontario		89 945 582		91 180 620
Administration du programme		14 044 755		13 887 559
		272 480 275		267 540 240
Capital				
Autres programmes		7 873 625		2 833 133
Institutions financières		63 341 186		55 025 655
Logement				
Activiés relatives au logement et à la révision des loyers				
Activités régionales de logement	446 861 414		272 817 291	
Société de logement de l'Ontario	220 085 367		207 806 300	
Autres activités	25 822 971	692 769 752	24 607 885	505 231 476
Autres programmes		44 785 786		41 956 835
		737 555 538		547 188 311

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

		1992 $		1991 $
Capital				
Autres programmes		109 919 174		106 885 097
Office de la condition féminine		23 042 139		19 355 691
Office des affaires des personnes âgées		5 415 473		5 857 126
Capital				
Autres programmes		2 519 449		2 319 773
Office des affaires des personnes handicapées				
Office des affaires des personnes handicapées		4 674 214		5 532 672
Capital				
Autres programmes		2 412 290		2 489 104
Office des affaires francophones		4 062 808		4 127 406
Ombudsman Ontario		9 623 852		8 268 400
Procureur général				
Administration des tribunaux				
Administration de la justice	244 066 049		215 256 797	
Autres activités	25 182 039	269 248 088	19 580 626	234 837 423
Avocat de la Couronne				
Élaboration des politiques	226 135 405		151 709 937	
Autres activités	5 615 602	231 751 007	7 633 721	159 343 658
Autres programmes		182 796 366		166 246 045
		683 795 461		560 427 126
Capital				
Autres programmes		9 155 535		4 424 690
Revenu				
Recettes fiscales et subventions				
Revenu annuel garanti et subventions fiscales	620 496 113		601 839 226	
Taxe de vente au détail et autres taxes	31 219 209		30 874 682	
Autres activités	71 152 120	722 867 442	78 988 431	711 702 339

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

		1992 $		1991 $
Évaluation foncière				
Bureaux d'évaluation régionaux	119 233 770		101 864 172	
Autres activités	6 133 575	125 367 345	7 236 964	109 101 136
Administration du ministère		32 709 977		31 867 001
Caisse d'épargne de l'Ontario		13 354 006		13 481 019
		894 298 770		866 151 495
Richesses naturelles				
Opérations				
Gestion et protection des ressources	307 346 160		309 163 658	
Aviation, inondation et gestion des incendies	59 401 057		48 064 792	
Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies	58 790 238		30 925 867	
Autres activités	78 374 799	503 912 254	74 842 823	462 997 140
Autres programmes		121 986 821		117 949 060
		625 899 075		580 946 200
Capital				
Autres programmes		84 172 982		82 641 068
Santé				
Soins en établissements				
Hôpitaux et établissements connexes	7 793 384 704		6 887 849 538	
Services de maisons de soins infirmiers	517 774 386		460 285 465	
Services psychiatriques	463 656 072		434 232 912	
Administration du programme	808 563	8 775 623 725	739 694	7 783 107 609
Programme de prestation de santé				
Assurance-santé et prestations	5 418 454 352		4 756 725 412	
Régime de médicements gratuits	840 238 973	6 258 693 325	760 005 743	5 516 731 155
Programme de services de santé à la communauté et aux consommateurs				
Services communautaires de santé	494 381 999		400 465 947	
Services communautaires de santé mentale	310 221 853		286 430 112	
Services de santé d'urgence	289 379 148		266 070 595	
Santé publique	254 901 509		230 366 951	
Autres activités	166 523 171	1 515 407 680	159 740 047	1 343 073 652

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

		1992 $		1991 $
Administration du ministère				
Système informatiques	54 427 199		80 858 199	
Analyse, recherche et planification	33 812 107		36 045 664	
Autres activités	55 779 372	144 018 678	55 959 967	172 863 830
		16 693 743 408		14 815 776 246
Capital				
Soins en établissements		133 657 888		196 375 000
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario		16 509 576		7 070 194
Capital				
Autres programmes		14 478 236		
Services correctionnels				
Opérations				
Services et établissements	419 944 229		391 661 673	
Services communautaires	116 095 867		105 639 893	
Autres activités	15 826 842	551 866 938	12 820 247	510 121 813
Administration du ministère		31 055 543		33 292 167
		582 922 481		543 413 980
Capital				
Autres programmes		8 497 559		2 186 861
Services gouvernementaux				
Services des biens immobiliers				
Exécution du programme	313 939 989		277 678 445	
Opérations entreprises dans le cadre du programme	73 668 203		68 918 765	
Administration du programme	6 653 431	394 261 614	6 620 003	353 217 213
Autres programmes		135 496 634		110 862 743
		529 758 248		464 079 956

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

		1992 $		1991 $
Capital				
Services des biens immobiliers		249 315 176		231 169 160
Services sociaux et communautaires				
Services aux adultes et aux enfants				
Maintien du revenu	5 077 451 024		3 560 590 059	
Services à l'enfance	1 160 415 479		1 034 354 329	
Services sociaux aux adultes	954 724 447		823 813 431	
Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale	882 320 127		796 836 957	
Administration du programme	37 079 284		38 999 066	
Autres activités	27 395 971	8 139 386 332	28 472 174	6 283 066 016
Administration du ministère		48 994 206		47 781 938
		8 188 380 538		6 330 847 954
Capital				
Services aux adultes et aux enfants		125 876 455		102 835 759
Solliciteur général				
Police provinciale de l'Ontario				
Police provinciale de l'Ontario	454 241 293		422 683 422	
Autres activités	15 466 656	469 707 949	11 596 064	434 279 486
Sécurité publique		52 464 226		46 547 365
Autres programmes		71 559 132		48 974 108
		593 731 307		529 800 959
Capital				
Autres programmes		25 877 583		36 887 053
Tourisme et Loisirs				
Organismes et attractions touristiques		46 584 034		46 590 284
Tourisme		32 458 618		36 390 543
Opérations		27 761 138		30 478 719
Autres programmes		36 634 754		38 386 452
		143 438 544		151 845 998
Capital				
Opérations	41 792 619		40 736 560	
Autres programmes	25 525 784	67 318 403	11 327 011	52 063 571

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

		1992 $		1991 $
Transports				
Routes provinciales				
Exploitation et entretien général	156 329 796		154 205 792	
Entretien des routes en hiver	150 599 541		135 728 356	
Administration du programme	20 747 260	327 676 597	19 476 885	309 411 033
Transports en commun municipaux				
Exploitation	248 796 942		225 759 400	
Administration du programme	2 965 443	251 762 385	2 823 660	228 583 060
Autres programmes		312 453 039		677 327 552
		891 892 021		1 215 321 645
Capital				
Routes municipales				
Immobilisations, construction et entretien		828 229 707		757 968 870
Routes provinciales				
Immobilisations et construction	508 117 286		440 374 951	
Autres activités	209 602 291	717 719 577	179 181 412	619 556 363
Autres programmes		300 271 790		401 511 105
		1 846 221 074		1 779 036 338
Travail				
Opérations				
Opérations relatives aux pratiques d'emploi	83 986 465		27 333 452	
Autres activités	69 125 233	153 111 698	62 852 981	90 186 433
Autres programmes		82 745 484		73 725 004
		235 857 182		163 911 437
Trésor et Économie				
Trésor				
Intérêts sur la dette contractée aux fins de la province	4 196 153 582		3 776 556 959	
Trésor	10 805 803	4 206 959 385	329 122 481	4 105 679 440
Politiques économiques		43 725 119		41 988 673
Autres programmes		22 921 709		18 353 072
		4 273 606 213		4 166 021 185
Capital				
Autres programmes		10 578 981		8 003 160
Total des dépenses		**51 683 173 508**		**45 921 098 836**

SOMMAIRES DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministères	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
	$	$	$	$
Affaires civiques	22 468 753	3 814 129	2 248 300	6 122 542
Affaires intergouvernementales	3 647 971	673 356	689 452	875 132
Affaires municipales	22 783 387	4 452 765	1 922 755	6 782 570
Agriculture et Alimentation	99 838 004	18 667 381	12 812 330	40 241 900
Bureau de l'Assemblée législative	56 221 027	11 084 888	7 755 987	27 979 037
Bureau de la région du grand Toronto	1 018 451	143 807	83 812	1 188 819
Bureau du Conseil des ministres	6 323 064	1 085 577	493 640	1 954 274
Bureau du directeur général des élections	852 609	159 927		
Bureau du lieutenant-gouverneur	432 699	55 370	45 345	7 396
Bureau du vérificateur provincial	5 309 571	998 038	195 528	1 392 156
Cabinet du premier ministre	1 877 542	313 300	218 602	162 699
Collèges et Universités	14 646 867	2 817 274	1 880 717	4 360 152
Conseil de gestion	71 574 528	7 968 772	1 673 117	12 450 314
Consommation et Commerce	92 829 522	18 999 951	7 811 316	16 980 257
Culture et Communications	23 409 896	4 121 116	2 239 463	7 060 371
Développement du Nord et Mines	33 379 075	5 547 768	6 856 794	13 403 687
Éducation	104 432 580	19 494 994	10 501 391	32 947 720
Énergie	13 445 240	2 739 204	1 015 382	20 057 537
Environnement	154 649 988	27 607 536	12 117 024	82 345 884
Formation professionnelle	20 077 000	3 896 312	2 052 095	3 625 764
Industrie, Commerce et Technologie	42 463 864	7 285 390	8 155 624	38 133 754
Institutions financières	36 570 030	6 184 498	1 932 961	18 006 177
Logement	66 443 105	11 312 069	6 699 272	18 152 177
Office de la condition féminine	7 334 381	1 099 202	901 042	4 572 392
Office des affaires des personnes âgées	2 107 464	342 222	913 568	1 488 766
Office des affaires des personnes handicapées	1 880 137	302 252	178 404	390 512
Office des affaires francophones	1 675 360	265 346	141 145	881 563
Ombudsman Ontario	5 392 467	1 240 077	431 814	2 187 881
Procureur général	298 475 264	54 489 871	19 190 022	91 009 347
Revenu	195 048 292	36 908 213	21 507 520	35 498 287
Richesses naturelles	305 230 146	52 933 376	29 283 067	246 227 568
Santé	520 123 663	106 034 413	25 151 374	103 777 105
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	2 467 522	449 251	505 782	1 826 753
Services correctionnels	361 426 553	70 254 619	14 862 847	91 698 960
Services gouvernementaux	133 302 232	72 155 107	94 997 357	452 984 151
Services sociaux et communautaires	444 217 114	90 375 075	19 209 408	54 455 893
Solliciteur général	375 973 392	75 234 776	27 651 414	50 670 293
Tourisme et Loisirs	38 993 047	6 900 584	6 693 504	30 801 102
Transports	416 148 596	87 008 240	36 909 683	311 133 825
Travail	106 010 492	18 440 370	12 892 581	22 974 090
Trésor et Économie	25 764 845	4 562 688	1 546 587	39 806 578
Total des ministères	4 136 265 740	838 419 104	402 368 026	1 896 615 385
Moins recouvrements	47 511 007		111 313 145	315 945 111
TOTAL	4 088 754 733	838 419 104	291 054 881	1 580 670 274

La répartition des sommes à recouvrer (712 168 562 $) entre les totaux de chaque catégorie de dépenses a été faite sur une base estimative, ceci afin de faire abstraction des effets des transactions intragouvernementales.

*On trouvera à la page ix un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les dépenses statutaires ont été affectées aux postes correspondants.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*

le 31 mars 1992

Fournitures et matériel	Acquisition/ construction de biens immobiliers	Paiements de transfert	Autres opérations	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total des dépenses
$	$	$	$	$	$
1 747 444		29 594 550		4 183 232	61 812 486
624 788		786 716		1 627	7 295 788
1 071 133		1 039 523 570	11 871 924	9 370 646	1 079 037 458
16 125 069	9 973 208	416 318 750	3 088 806	5 023 885	612 041 563
16 283 661		187 256		1 180 640	118 331 216
50 577					2 485 466
1 022 974					10 879 529
			2 873 504		3 886 040
21 033			118 800		680 643
64 327		50 000			8 009 620
64 145					2 636 288
1 584 887		3 278 687 899		7 644 741	3 296 333 055
5 280 086		215 100	7 963 424	38 384 276	68 741 065
5 657 713		27 615 176	5 000 000	85 240	174 808 695
2 976 195		293 786 711		5 321 300	328 272 452
5 896 190	127 946 403	179 916 256		16 314 380	356 631 793
11 826 612	960 711	6 245 133 998		11 247 528	6 414 050 478
1 993 096		17 242 824		7 071	56 486 212
58 566 581		325 156 460		3 649 795	656 793 678
2 237 613		220 168 480			252 057 264
4 540 867		98 616 750	89 851 719	8 694 068	280 353 900
3 606 540		104 330		3 063 350	63 341 186
3 799 648		723 172 233	39 877 381	21 981 173	847 474 712
970 550		8 164 572			23 042 139
571 635		2 519 449		8 182	7 934 922
122 304		4 212 895			7 086 504
59 894		1 039 500			4 062 808
371 613					9 623 852
18 290 609	9 155 535	236 519 584	2 064 799	36 244 035	692 950 996
7 425 096		607 528 476		9 617 114	894 298 770
85 729 061	1 655 825	62 887 805		73 874 791	710 072 057
69 706 162		16 012 210 311		9 601 732	16 827 401 296
370 027		25 372 513		4 036	30 987 812
46 271 088	8 497 559	1 247 264		2 838 850	591 420 040
87 692 242	170 303 188	66 873		232 427 726	779 073 424
36 067 752	3 663 568	7 668 922 983		2 654 800	8 314 256 993
70 227 643		19 147 053	4 873 820	4 169 501	619 608 890
9 804 067	6 991 188	113 716 596		3 143 141	210 756 947
161 624 515	467 337 520	1 457 568 321	246 238	199 863 843	2 738 113 095
9 633 531		66 096 240	17 793	207 915	235 857 182
4 666 052		13 044 806	4 196 153 582	1 359 944	4 284 185 194
754 645 020	806 484 705	39 196 542 300	4 364 001 790	712 168 562	51 683 173 508
50 288 060	104 149 684	72 903 598	10 057 957	712 168 562	
704 356 960	702 335 021	39 123 638 702	4 353 943 833		51 683 173 508

SOMMAIRES DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministères	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
	$	$	$	$
Affaires civiques	22 468 753	3 814 129	2 248 300	6 122 542
Affaires intergouvernementales	3 647 971	673 356	689 452	875 132
Affaires municipales	22 783 387	4 452 765	1 922 755	6 782 570
Agriculture et Alimentation	99 838 004	18 667 381	12 812 330	40 089 293
Bureau de l'Assemblée législative	56 221 027	11 084 888	7 755 987	27 979 037
Bureau de la région du grand Toronto	1 018 451	143 807	83 812	1 188 819
Bureau du Conseil des ministres	6 323 064	1 085 577	493 640	1 954 274
Bureau du directeur général des élections	852 609	159 927		
Bureau du lieutenant-gouverneur	432 699	55 370	45 345	7 396
Bureau du vérificateur provincial	5 309 571	998 038	195 528	1 392 156
Cabinet du premier ministre	1 877 542	313 300	218 602	162 699
Collèges et Universités	14 646 867	2 817 274	1 880 717	4 360 152
Conseil de gestion	71 574 528	7 968 772	1 673 117	12 450 314
Consommation et Commerce	92 829 522	18 999 951	7 811 316	16 980 257
Culture et Communications	23 409 896	4 121 116	2 239 463	7 060 371
Développement du Nord et Mines	33 379 075	5 547 768	6 856 794	12 954 185
Éducation	104 432 580	19 494 994	10 501 391	32 947 720
Énergie	13 445 240	2 739 204	1 008 992	10 251 569
Environnement	154 649 988	27 607 536	12 117 024	82 345 884
Formation professionnelle	20 077 000	3 896 312	2 052 095	3 625 764
Industrie, Commerce et Technologie	42 463 864	7 285 390	8 155 624	34 633 754
Institutions financières	36 570 030	6 184 498	1 932 961	18 006 177
Logement	65 986 370	11 266 884	6 678 021	18 136 924
Office de la condition féminine	7 334 381	1 099 202	901 042	4 572 392
Office des affaires des personnes âgées	2 107 464	342 222	913 568	1 488 766
Office des affaires des personnes handicapées	1 880 137	302 252	178 404	390 512
Office des affaires francophones	1 675 360	265 346	141 145	881 563
Ombudsman Ontario	5 392 467	1 240 077	431 814	2 187 881
Procureur général	298 475 264	54 489 871	19 190 022	91 009 347
Revenu	195 048 292	36 908 213	21 507 520	35 498 287
Richesses naturelles	299 036 594	52 377 993	28 536 898	202 926 932
Santé	520 123 663	106 034 413	25 151 374	103 777 105
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	2 467 522	449 251	505 782	1 826 753
Services correctionnels	361 426 553	70 254 619	14 862 847	91 698 960
Services gouvernementaux	124 517 636	70 578 368	94 452 966	323 734 117
Services sociaux et communautaires	444 217 114	90 375 075	19 209 408	54 455 893
Solliciteur général	375 973 392	75 234 776	27 375 048	49 374 672
Tourisme et Loisirs	38 993 047	6 900 584	6 693 504	24 785 737
Transports	270 323 261	58 617 990	23 716 289	148 898 663
Travail	106 010 492	18 440 370	12 892 581	22 974 090
Trésor et Économie	25 764 845	4 562 688	1 546 587	39 806 578
Total des ministères	3 975 005 522	807 851 547	387 580 065	1 540 595 237
Moins recouvrements	47 509 532		110 628 271	214 495 594
TOTAL	3 927 495 990	807 851 547	276 951 794	1 326 099 643

La répartition des sommes à recouvrer (475 478 519 $) entre les totaux de chaque catégorie de dépenses a été faite sur une base estimative, ceci afin de faire abstraction des effets des transactions intragouvernementales.

*On trouvera à la page ix un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les dépenses statutaires ont été affectées aux postes correspondants.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES* (FONCTIONNEMENT)

le 31 mars 1992

Fournitures et matériel	Paiements de transfert	Autres opérations	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total des dépenses
$	$	$	$	$
1 747 444	20 424 183		4 183 232	52 642 119
624 788	786 716		1 627	7 295 788
1 071 133	1 003 793 865	11 871 924	9 370 646	1 043 307 753
14 226 190	408 828 125	3 088 806	5 023 885	592 526 244
16 283 661	187 256		1 180 640	118 331 216
50 577				2 485 466
1 022 974				10 879 529
		2 873 504		3 886 040
21 033		118 800		680 643
64 327	50 000			8 009 620
64 145				2 636 288
1 584 887	3 079 609 026		7 644 741	3 097 254 182
5 280 086	215 100	7 963 424	38 384 276	68 741 065
5 657 713	27 615 176	5 000 000	85 240	174 808 695
2 976 195	259 529 223		1 147 060	298 189 204
5 896 190	53 373 705		3 385 156	114 622 561
11 826 612	5 875 324 852		11 247 528	6 043 280 621
1 993 048	6 665 705		7 071	36 096 687
58 566 581	71 961 672		123 355	407 125 330
2 237 613	220 168 480			252 057 264
4 540 867	95 836 059	87 415 491	7 850 774	272 480 275
3 606 540	104 330		3 063 350	63 341 186
3 799 648	653 368 864		21 681 173	737 555 538
970 550	8 164 572			23 042 139
571 635			8 182	5 415 473
122 304	1 800 605			4 674 214
59 894	1 039 500			4 062 808
371 613				9 623 852
18 290 609	236 519 584	2 064 799	36 244 035	683 795 461
7 425 096	607 528 476		9 617 114	894 298 770
68 378 373	38 663 240		64 020 955	625 899 075
69 706 162	15 878 552 423		9 601 732	16 693 743 408
370 027	10 894 277		4 036	16 509 576
46 271 088	1 247 264		2 838 850	582 922 481
80 679 403	66 873		164 271 115	529 758 248
36 067 752	7 546 710 096		2 654 800	8 188 380 538
45 922 047	19 147 053	4 873 820	4 169 501	593 731 307
8 468 549	59 523 939		1 926 816	143 438 544
108 241 026	346 268 562		64 173 770	891 892 021
9 633 531	66 096 240	17 793	207 915	235 857 182
4 666 052	2 465 825	4 196 153 582	1 359 944	4 273 606 213
649 357 963	36 602 530 866	4 321 441 943	475 478 519	47 808 884 624
47 774 517	45 855 942	9 214 663	475 478 519	
601 583 446	36 556 674 924	4 312 227 280		47 808 884 624

SOMMAIRES DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministères	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
	$	$	$	$
Affaires civiques				
Affaires intergouvernementales				
Affaires municipales				
Agriculture et Alimentation				152 607
Bureau de l'Assemblée législative				
Bureau de la région du grand Toronto				
Bureau du Conseil des ministres				
Bureau du directeur général des élections				
Bureau du lieutenant-gouverneur				
Bureau du vérificateur provincial				
Cabinet du premier ministre				
Collèges et Universités				
Conseil de gestion				
Consommation et Commerce				
Culture et Communications				
Développement du Nord et Mines				449 502
Éducation				
Énergie			6 390	9 805 968
Environnement				
Formation professionnelle				
Industrie, Commerce et Technologie				3 500 000
Institutions financières				
Logement	456 735	45 185	21 251	15 253
Office de la condition féminine				
Office des affaires des personnes âgées				
Office des affaires des personnes handicapées				
Office des affaires francophones				
Ombudsman Ontario				
Procureur général				
Revenu				
Richesses naturelles	6 193 552	555 383	746 169	43 300 636
Santé				
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario				
Services correctionnels				
Services gouvernementaux	8 784 596	1 576 739	544 391	129 250 034
Services sociaux et communautaires				
Solliciteur général			276 366	1 295 621
Tourisme et Loisirs				6 015 365
Transports	145 825 335	28 390 250	13 193 394	162 235 162
Travail				
Trésor et Économie				
Total des ministères	161 260 218	30 567 557	14 787 961	356 020 148
Moins recouvrements	1 475		684 874	101 449 517
TOTAL	161 258 743	30 567 557	14 103 087	254 570 631

La répartition des sommes à recouvrer (236 690 043 $) entre les totaux de chaque catégorie de dépenses a été faite sur une base estimative, ceci afin de faire abstraction des effets des transactions intragouvernementales.

*On trouvera à la page ix un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les dépenses législatives ont été affectées aux postes correspondants.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES* (CAPITAL)

le 31 mars 1992

Fournitures et matériel	Acquisition/ construction de biens immobiliers	Paiements de transfert	Autres opérations	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total des dépenses
$	$	$	$	$	$
		9 170 367			9 170 367
		35 729 705			35 729 705
1 898 879	9 973 208	7 490 625			19 515 319
		199 078 873			199 078 873
		34 257 488		4 174 240	30 083 248
	127 946 403	126 542 551		12 929 224	242 009 232
	960 711	369 809 146			370 769 857
48		10 577 119			20 389 525
		253 194 788		3 526 440	249 668 348
		2 780 691	2 436 228	843 294	7 873 625
		69 803 369	39 877 381	300 000	109 919 174
		2 519 449			2 519 449
		2 412 290			2 412 290
	9 155 535				9 155 535
17 350 688	1 655 825	24 224 565		9 853 836	84 172 982
		133 657 888			133 657 888
		14 478 236			14 478 236
	8 497 559				8 497 559
7 012 839	170 303 188			68 156 611	249 315 176
	3 663 568	122 212 887			125 876 455
24 305 596					25 877 583
1 335 518	6 991 188	54 192 657		1 216 325	67 318 403
53 383 489	467 337 520	1 111 299 759	246 238	135 690 073	1 846 221 074
		10 578 981			10 578 981
105 287 057	806 484 705	2 594 011 434	42 559 847	236 690 043	3 874 288 884
2 513 543	104 149 684	27 047 656	843 294	236 690 043	
102 773 514	702 335 021	2 566 963 778	41 716 553		3 874 288 884

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

La présente annexe établit la synthèse des remboursements de prêts et de dotations en capital par ministère. Ces remboursements correspondent en fait à une diminution de l'actif financier de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-40 à 2-43) le solde des opérations pour chacun de ces comptes, enregistré à la clôture de l'exercice, ainsi que des renseignements complémentaires.

	1992 $	1991 $
PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS		
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Société de développement de l'Ontario	50 128 877	32 690 186
Société de développement du Nord de l'Ontario	11 401 957	9 569 144
Société de développement de l'Est de l'Ontario	7 690 827	9 090 768
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	2 980 876	3 213 791
Société ontarienne d'aménagement municipal	2 203 048	2 533 538
Stadium Corporation of Ontario Limited	680 893	680 893
Ministère des Richesses naturelles		
Agence de foresterie du parc Algonquin	300 000	100 000
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Avances à la Commission de protection financière des producteurs de céréales		100 000
	75 386 478	57 978 320
DOTATIONS EN CAPITAL DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX ET D'ÉVACUATION DES DÉCHETS		
Ministère de l'Environnement		
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	37 013 573	24 815 885
PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES		
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Prêts accordés au titre de l'éducation	21 979 763	27 240 823
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto	3 324 000	3 156 000
Bibliothèques publiques	454 000	477 000
Ville de Kapuskasing	116 000	
Conseil de développement de Moosonee		12 000
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Prêts accordés aux municipalités au titre de drainage agricole	19 856 642	20 743 749
Ministère des Affaires municipales		
Programme Opération Logement de l'Ontario	7 205 372	6 416 303
Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver	2 603 798	2 669 264
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	1 326 870	1 146 264
Assistance pour les travaux municipaux	1 238 354	1 175 122
Prêts fédéraux-provinciaux pour la création d'emplois	1 146 600	1 075 500
Programme de rénovation des secteurs commerciaux	1 140 493	1 280 733
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	232 000	219 000
	60 623 892	65 611 758

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
AUTRES PRÊTS		
Ministère de la Santé		
Prêts aux hôpitaux publics	2 710 349	4 638 231
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Société d'hypothèques de l'Ontario : Société canadienne d'hypothèques et de logement	1 319 150	1 618 767
Ministère des Services gouvernementaux		
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario	338 423	487 845
Ministère des Affaires municipales		
Aide sous forme de crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	185 460	202 156
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Prêts pour le drainage agricole dans les territoires non érigés en municipalités	97 749	105 610
Associations coopératives	6 000	6 000
Ministère des Institutions financières		
Prêt au Fonds de garantie des prestations de retraite		3 000 000
	4 657 131	10 058 609
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	177 681 074	158 464 572

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

La présente annexe établit la synthèse des différents prêts et dotations en capital consentis par les différents ministères. Ces versements correspondent en fait à un accroissement de l'actif financier de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-40 à 2-43) le solde des opérations pour chacun de ces comptes, enregistré à la clôture de l'exercice, ainsi que des renseignements complémentaires.

	1992 $	1991 $
PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS		
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie		
Société ontarienne de l'aérospatiale	49 000 000	
Société de développement de l'Ontario	31 190 972	29 850 042
Société de développement de l'Est de l'Ontario	11 472 424	7 558 543
Société de développement du Nord de l'Ontario	9 590 957	8 219 650
Bureau de la région du grand Toronto		
Office provisoire de sélection de lieux d'élimination des déchets	9 355 088	
Ministère du Tourisme et des Loisirs		
Société de développement de l'Ontario	4 487 061	4 600 302
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Société de développement de l'Ontario	1 880 000	
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Société de développement de l'Ontario	924 899	94 824
Ministère du Logement		
Société de développement de North Pickering	209 190	514 279
Ministère des Richesses naturelles		
Agence de foresterie du parc Algonquin	100 000	300 000
	118 210 591	51 137 640
DOTATIONS EN CAPITAL DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX ET D'ÉVACUATION DES DÉCHETS		
Ministère de l'Environnement		
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	53 753 718	62 654 304
PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES		
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Prêts accordés aux municipalités au titre de drainage agricole	10 634 100	11 998 900
Ministère des Affaires municipales		
Prêts pour la rénovation des secteurs commerciaux		147 546
	10 634 100	12 146 446
AUTRES PRÊTS		
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Prêts pour le drainage agricole dans les territoires non érigés en municipalités		13 100
TOTAL DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	182 598 409	125 951 490

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

DÉPÔTS À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRE PASSIF (NET)

pour l'exercice financier clos le 31 mars 1992

La présente annexe donne un résumé des dépôts aux autres comptes dont le Trésorier de l'Ontario est dépositaire, ainsi que des paiements effectués à partir de ceux-ci. Toutes les sommes reçues sont comptabilisées au titre du passif de la Province tandis que les paiements effectués sont portés en diminution du passif de la Province. Lorsque les paiements sont supérieurs aux dépôts, le solde est indiqué entre parenthèses. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-44) le solde enregistré à la clôture de l'exercice, pour chacun des comptes, ainsi que des renseignements supplémentaires.

	1992 $	1991 $
Caisse d'épargne de l'Ontario	144 737 225	130 428 376
Autre passif :		
Pensions et prestations supplémentaires		
Caisse de retraite des juges provinciaux	14 496 338	11 487 789
Compte de prestations supplémentaires des sous-ministres	4 044 692	2 799 870
Fonds d'indexation des pensions de retraite (Ryerson)	3 026 916	2 604 739
Compte d'allocations du régime de pensions de l'Assemblée législative	2 892 893	2 877 502
	24 460 839	19 769 900
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Déductions salariales (montant net)	15 058 860	(726 567)
Réserve pour chèques en circulation	1 777 845	2 218 966
Fonds des producteurs de lait et de crème	310 084	406 468
Réserve pour capital et intérêt non réclamés au titre des débentures	(14 973)	(274 313)
Divers		(345)
	17 131 816	1 624 209
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Programme du Régime d'assurance du revenu brut	9 606 399	
Fonds de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	52 634	5 049
Legs et bourses	1 993	356
Taxe sur les produits et services	(3 175)	3 179
	9 657 851	8 584
Ministère des Richesses naturelles		
Loi sur les puits d'extraction et les carrières	4 252 603	4 536 684
Loi sur les ressources en agrégats	3 199 470	1 157 476
Dépôts de garantie en vertu de contrats	64 575	130 426
	7 516 648	5 824 586
Ministère des Institutions financières		
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	4 718 779	7 381 829
Montants non réclamés—Credit Unions	24 176	19 979
	4 742 955	7 401 808

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

DÉPÔTS À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRE PASSIF (NET) suite

pour l'exercice financier clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Ministère de la Consommation et du Commerce		
Fonds d'assurance pour l'enregistrement des sûretés mobilières	1 028 754	1 275 840
Dépôts au titre des terres étrangères	93 832	(81 723)
Cautionnements :		
Loi sur le courtage commercial et immobiliers	75 095	177 104
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles		(5 000)
Loi sur les agences de recouvrement	(61)	20 000
Loi sur la protection du consommateur	(4 312)	(2 162)
Montants non réclamés	46 457	137 965
Dédommagements	104	
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commissaire des sports professionnels		(4 204)
	1 239 869	1 517 820
Ministère des Services gouvernementaux		
Compte de fiducie des services des biens immobiliers	378 047	(806 828)
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Plan et soumission	2 200	(5 950)
Taxe sur les produits et services	(35 276)	38 235
	344 971	(774 543)
Ministère de la Santé		
Réserve pour chèques en circulation	282 614	173 217
Legs et bourses	144	
Fonds de recherche Terry Fox	(69 994)	2 833
	212 764	176 050
Ministère de l'Environnement		
Fonds en fiducie d'assurance *Loi sur la protection de l'environnement*	603 655	1 456 833
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchets dans des puits à remblai	45 316	90 279
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	18 165	6 984
Taxe sur les produits et services	(1 050)	4 154
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	(430 096)	1 215 121
	235 990	2 773 371
Ministère du Travail		
Normes d'emploi — Traitements non réclamés	183 524	68 198
Taxe sur les produits et services	(2 765)	(907)
	180 759	67 291
Ministère des Services correctionnels		
Montants non réclamés	26 364	14 976
Taxe sur les produits et services	(878)	878
	25 486	15 854

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

DÉPÔTS À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRE PASSIF (NET) suite

pour l'exercice financier clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Ministère du Revenu		
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Taxe de vente au détail	17 316	(47 153)
Ministère du Logement		
Société de logement de l'Ontario — Compte de dépôts	4 525	40 102
Office de la condition féminine		
Taxe sur les produits et services	3 170	914
Ministère de l'Éducation		
Legs et bourses	2 830	24 789
Taxe sur les produits et services	(2 664)	
	166	24 789
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario		
Taxe sur les produits et services	34	22
Ministère de la formation professionnelle		
Taxe sur les produits et services	(28)	
Ministère du Développement du Nord et des Mines		
Taxe sur les produits et services	(80)	19
Ministère du Tourisme et des Loisirs		
Dépôts de garantie en vertu de contrats : Commission des parcs du St-Laurent	(500)	(3 950)
Ministère du Procureur général		
Taxe sur les produits et services	(5 747)	5 725
Ministère du Solliciteur général		
Fonds commémoratif Craig Campbell	611	12 536
Planification des services d'urgence		(20 000)
Fonds de fiducie de la bibliothèque du Collège de Police de l'Ontario	(1 694)	(885)
Taxe sur les produits et services	(6 434)	6 421
	(7 517)	(1 928)
Ministère des Collèges et Universités		
Prix John C. Polanyi	25 762	25 295
Loi sur les écoles privées de formation professionnelle		(48 990)
Bourses de la reine Elizabeth II	(38 743)	10 028
	(12 981)	(13 667)
Ministère des Services sociaux et communautaires		
Legs et bourses	(89 246)	(11 901)
Total de l'autre passif	65 659 060	38 397 902
Caisse d'épargne de l'Ontario et autre passif	210 396 285	168 826 278

ANNEXES À L'ÉTAT DU FINANCEMENT

PRODUIT DES EMPRUNTS CONTRACTÉS

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

La présente annexe énumère les opérations d'emprunt qui ont pour effet d'augmenter le passif de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-47, 2-48) le solde enregistré à la clôture de l'exercice pour les comptes du passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS			
ÉMISSIONS NON PUBLIQUES			
Régime de pensions du Canada ($ CAN)			
CPP	10,01	2 avril 2011	266 427 000
CPP	9,81	1er mai 2011	249 283 000
CPP	9,86	3 juin 2011	278 811 000
CPP	10,04	2 juillet 2011	192 728 000
			987 249 000
ÉMISSIONS PUBLIQUES			
Émissions de l'Ontario ($ CAN)			
GQ	10,25	3 octobre 1996	500 000 000
GS	10,5	12 décembre 2001	600 000 000
GU	10,2	27 août 1998	500 000 000
GZ	8,75	16 avril 1997	750 000 000
			2 350 000 000
Bons du Trésor — taux d'intérêt varié 91 jours			1 380 675 000
			3 730 675 000
			4 717 924 000
EXIGIBLE EN EUROPE, EN DOLLARS CANADIENS			
GM	10,25	4 avril 1996	500 000 000
GV	10	30 septembre 1996	750 000 000
GP	10,25	19 avril 1998	500 000 000
GR	10,625	15 juillet 1998	500 000 000
GX	9,75	29 octobre 2001	750 000 000
			3 000 000 000
TOTAL DES EMPRUNTS CONTRACTÉS ($ CAN)			7 717 924 000

ANNEXES À L'ÉTAT DU FINANCEMENT

PRODUIT DES EMPRUNTS CONTRACTÉS (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
		EXIGIBLE AUX ÉTATS-UNIS, EN DOLLARS AMÉRICAINS	
	Émissions de l'Ontario ($ US)		
GN	8,25	8 avril 1996	500 000 000
GY	8	17 octobre 2001	750 000 000
			1 250 000 000
	ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1992 TAUX DE CHANGE : 1,14945 $		1 436 812 500
	PAPIER COMMERCIAL EN DOLLARS AMÉRICAINS		65 000 000
			65 000 000
	ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1992 TAUX DE CHANGE : 1,1968673 $		77 796 375
		EXIGIBLE EN EUROPE, EN DOLLARS AMÉRICAINS	
GT	8,5	30 août 1996	390 000 000
HA	7	27 janvier 1999	1 000 000 000
			1 390 000 000
	ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1992 TAUX DE CHANGE : 1,1465827338 $		1 593 750 000
	ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1992 TOTAL DE L'EMPRUNT EN DOLLARS AMÉRICAINS		3 108 358 875
		EXIGIBLE EN EUROPE, EN YEN JAPONAIS	
	Émissions de l'Ontario — Yen		
GW	6,25	16 octobre 1996	50 000 000 000
			50 000 000 000
	ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1992 TAUX DE CHANGE : 0,00856364 $		428 182 000
	ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1992 TOTAL DE L'EMPRUNT EN YEN JAPONAIS		428 182 000
	TOTAL DES EMPRUNTS CONTRACTÉS		11 254 464 875

ANNEXES À L'ÉTAT DU FINANCEMENT

REMBOURSEMENTS DES EMPRUNTS

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

La présente annexe contient des renseignements sur les dates d'échéance et les remboursements d'emprunts provinciaux qui ont pour effet de réduire le passif de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-47, 2-48) le solde enregistré à la clôture de l'exercice pour les comptes du passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale	
	%		$	$
		EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS		
À rembourser au ministre des Finances du Canada				
Régime des pensions du Canada :				
CPP	6,75 - 7,54	du 1er avril 1991 au 3 mars 1992	498 328 000	
Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver :				
WC	7,46 - 9,91	du 31 mars 1992 au 31 mars 1997	2 970 648	
Loi sur le financement des travaux municipaux :				
MW	5,25 - 5,625	du 15 février 1995 au 1er octobre 1998	1 225 995	
Prêts fédéraux-provinciaux pour la création d'emplois :				
ELP	6,98	1er octobre 1994	1 066 794	
Prêts fédéraux-provinciaux garantis :				
SD	6,51	30 mars 1993	233 886	503 825 322
À rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement :				
CMHC	5,125 - 15,75	du 1er avril 1991 au 1er avril 2021		4 416 030
À rembourser à la Caisse de retraite des fonctionnaires				
PSPF	6,00 - 16,76	31 mars 1992		86 853 759
À rembourser à la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario				
TI	9,61	31 mars 1992		43 496 064
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES EMPRUNTS				638 591 176

ANNEXE DES OPÉRATIONS D'ONTARIO HYDRO

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

La présente annexe récapitule tous les emprunts contractés par la province pendant l'exercice pour le compte d'Ontario Hydro. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière le détail des comptes du passif (Débentures émises) et de l'actif (Avances consenties à Ontario Hydro) issus de ces opérations (pages 2-47 et 2-43, respectivement).

		1992 $		1991 $
Emprunts remboursés		(963 824 841)		(50 790 603)
Produit net		(963 824 841)		(50 790 603)
Différentiel de change		(100 445 029)		(50 596 813)
Augmentation nette (diminution) des débentures et billets émis aux fins d'Ontario Hydro		(863 379 812)		(101 387 416)
Intérêt sur titres				
provenant de titres émis au public		535 550 555		545 376 160
provenant du Régime de pensions du Canada		315 058 092		315 058 092
		850 608 647		860 434 252
Recouvrements d'Ontario Hydro				
Intérêt sur avances	$		$	
provenant de titres émis au public	(535 550 555)		(545 376 160)	
provenant du Régime de pensions du Canada	(315 058 092)	(850 608 647)	(315 058 092)	(860 434 252)
Emprunts remboursés au moyen de titres émis au public		(963 824 841)		(50 790 603)
		(1 814 433 487)		(911 224 855)
Avances nettes		(963 824 841)		(50 790 603)
Différentiel de change		(100 445 029)		(50 596 813)
Avances, intérêt, différentiel de change et recouvrements connexes (montant net)		(863 379 812)		(101 387 416)

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1992

ENCAISSE ET PLACEMENTS TEMPORAIRES

	1992 $	1991 $
Placements temporaires	5 273 323 937	6 320 275 746
Encaisse	(2 774 650 076)	(3 712 528 113)
	2 498 673 861	2 607 747 633

Les placements temporaires, comptabilisés au coût, sont essentiellement constitués de titres à court terme négociables, émis par des banques à charte canadiennes et les gouvernements fédéral et provincial. Les paiements effectués au cours des 30 jours qui ont suivi le 31 mars se sont élevés à 2 196 615 088 $ (2 210 512 492 $ en 1991); ils ont été déduits de l'encaisse totale figurant dans ce bilan.

PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS

	1992 $	1991 $
Société de développement de l'Ontario	221 856 218	233 502 163
Société ontarienne de l'aérospatiale	49 000 000	
Société de développement du Nord de l'Ontario	40 925 089	42 736 088
Commission de transport Ontario Northland	35 207 935	35 207 935
Société de développement de l'Est de l'Ontario	33 768 253	29 986 656
Société de prêts pour l'établissement des jeunes agriculteurs de l'Ontario	13 577 933	16 558 810
Office provisoire de sélection de lieux d'élimination des déchets du grand Toronto	9 355 088	
Société ontarienne d'aménagement municipal	8 432 765	10 635 813
Stadium Corporation of Ontario Limited	3 404 464	4 085 357
Société de développement de North Pickering	723 468	514 279
Agence de foresterie du parc Algonquin	100 000	300 000
	416 351 213	373 527 101

Les états financiers de ces sociétés, conseils et commissions sont présentés dans le Volume 2 des *Comptes publics* de l'exercice 1991-1992.

La Société de développement de l'Ontario et les deux sociétés qui lui sont associées, la Société de développement de l'Est de l'Ontario et la Société de développement du Nord de l'Ontario, offrent des programmes de prêts et administrent les garanties que la province accorde sur certains prêts bancaires consentis aux entreprises remplissant les conditions requises. Les fonds nécessaires à ces différents programmes de prêts ont été avancés par la province; elle a également défrayé les trois sociétés de toutes leurs charges administratives, du coût des prêts consentis à faible taux d'intérêt et des frais engagés pour honorer les garanties, ce qui représente un transfert total de 48 785 114 $ en 1992 (42 281 340 $ en 1991). Des avances consenties à ces sociétés, il faut retrancher les remises de dettes et les radiations effectuées en leur faveur, soit 17 millions de dollars en 1992 (21 millions de dollars en 1991).

Le prêt de 49 millions de dollars a été consenti à la Société ontarienne de l'aérospatiale pour l'achat de 49 % de De Haviland Holdings (Holdco). Le reste, soit 51 %, a été acheté par Bombardier. La nouvelle Société en exploitation créée pour De Haviland Inc. (DHC) est une filiale en propriété exclusive de Holdco.

La Commission de transport Ontario Northland exploite un réseau ferroviaire et assure les communications avec les régions du Nord de la province, notamment au moyen de services de transport par camion, avion, autocar et bateau. La Commission a reçu de la province une avance totale de 35 207 935 $ exempte d'intérêts. Après déduction des subventions provinciales (23 848 000 $ pour l'année civile 1991, 23 695 000 $ pour 1990), le bénéfice net enregistré par la Commission a été de 3 654 282 $ pendant l'année civile 1991 (3 788 861 $ en 1990).

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1992

PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS (suite)

La Société de prêts pour l'établissement des jeunes agriculteurs de l'Ontario a été créée en 1952 pour aider les jeunes agriculteurs qui répondaient à certains critères à financer l'achat, l'expansion et l'exploitation de leur ferme. Ce programme d'assistance a été suspendu en février 1969. Le taux d'intérêt des avances consenties était fixé d'après le coût des emprunts à long terme contractés par la province. Cette dernière défraie la Société de ses charges administratives et lui verse des subventions allouées par l'Assemblée législative (263 557 $ en 1992, 311 539 $ en 1991) pour combler ses déficits d'exploitation annuels.

L'Office provisoire de sélection de lieux d'élimination des déchets du grand Toronto a la responsabilité de choisir trois lieux d'enfouissement au sein des municipalités régionales de Peel, Durham et York et de la municipalité de la communauté urbaine de Toronto.

Créée en 1950, la Société ontarienne d'aménagement municipal a pour mandat d'acheter des débentures émises par des municipalités de l'Ontario pour financer des travaux et des projets de construction locaux.

La province a avancé à la Stadium Corporation of Ontario Limited la somme de 3 404 464 $ pour lui permettre de couvrir ses frais d'exploitation.

La province a avancé à la Société de développement de North Pickering 723 468 $ pour lui permettre de couvrir ses frais d'exploitation.

L'Agence de foresterie du parc Algonquin a pour objets la récolte du bois sur les terres de la Couronne et l'exécution de programmes de gestion forestière et des terres qui soient avantageux pour l'Ontario.

DOTATIONS EN CAPITAL DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX ET D'ÉVACUATION DES DÉCHETS

	1992	1991
	$	$
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	529 630 019	512 889 874

Le ministère de l'Environnement octroie d'importants contrats pour la construction de systèmes d'adduction d'eau et d'égouts dans les municipalités. Le recouvrement des dotations consenties est étalé sur une période qui correspond à la durée de l'accord conclu entre le ministère et chaque municipalité.

Une partie des accords conclus au sujet de ces dotations (représentant un investissement de 456 292 627 $) concernent des installations appartenant à la province qui sont financées par une facturation directe des services fournis aux usagers. Les recettes de cette facturation permettent notamment d'amortir l'apport en capital sur des périodes pouvant atteindre 40 ans, de payer les frais d'exploitation engagés et de rentabiliser l'investissement initial de la province.

D'autres accords prévoient que la tranche des annuités d'amortissement servant à rembourser le capital devra être versée dans un fonds d'amortissement spécialement constitué. Au 31 mars 1992, les sommes accumulées à ce titre pour les ententes en cours s'élevaient à 15 119 895 $ (26 836 542 $ en 1991); elles ont été déduites du total de la dotation initiale.

PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES

	1992	1991
	$	$
Municipalités — Drainage au moyen de tuyaux	84 496 428	93 719 971
Prêts au titre de l'éducation	64 955 330	86 935 093
Programme Opération Logement de l'Ontario	18 044 384	25 249 756
Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver	12 458 211	15 062 009
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto	10 261 000	13 585 000
Prêts pour la rénovation des secteurs commerciaux	7 342 708	8 483 200
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	7 073 362	8 400 232
Assistance pour travaux municipaux	5 087 503	6 325 856
Prêts pour la création d'emplois fédéraux-provinciaux	2 348 200	3 494 800
Bibliothèques publiques	2 105 000	2 559 000
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	246 000	478 000
Ville de Kapuskasing	130 000	246 000
	214 548 126	264 537 917

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1992

PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES (suite)

En vertu de la *Loi sur le drainage agricole*, le trésorier de l'Ontario est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour financer la construction d'ouvrages de drainage. Les titres sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

Les prêts accordés à des fins éducatives sont constitués de débentures se rapportant aux conseils scolaires.

En vertu du Programme Opération Logement de l'Ontario, les municipalités peuvent bénéficier de prêts pour financer des travaux publics, au niveau local ou régional, et accélérer ainsi la construction de nouveaux logements.

Le Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver avait pour objet de stimuler l'emploi, notamment au cours des hivers de 1974-1975 et de 1975-1976.

La somme due par la municipalité de la communauté urbaine de Toronto représente le solde à payer sur les débentures qu'elle a émises pour financer la construction du métro. Le capital devra faire l'objet de remboursements annuels échelonnés sur une période se terminant en 1995.

Les prêts consentis aux municipalités en vertu du programme de rénovation des secteurs commerciaux ont permis à celles-ci de moderniser certains quartiers commerciaux en offrant un plus grand nombre de services municipaux, en multipliant les aires de stationnement et en apportant des améliorations physiques et économiques.

La *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* est destinée à venir en aide aux personnes désireuses de remettre en état ou de protéger leurs biens immeubles situés sur les rives de cours d'eau, ou adjacents à ceux-ci.

À la rubrique «Assistance pour travaux municipaux», on trouve les prêts consentis par la province au titre de la *Loi sur le financement des travaux municipaux*, à diverses municipalités pour certains projets. Le délai de règlement de ces prêts, garantis par des débentures, est fixé à 20 ou 30 ans, mais dans tous les cas, les sommes empruntées devront avoir été remboursées au plus tard en 1998.

Le programme fédéral-provincial de prêts pour la création d'emplois devait favoriser la création d'emplois, notamment pendant les mois d'hiver, par le lancement de nouveaux travaux d'immobilisation ou par l'accélération des travaux en cours.

Les débentures émises pour les bibliothèques publiques, représentant 2 105 000 $ en obligations municipales directes, ont pour but de financer la construction de bibliothèques.

Le programme fédéral-provincial de prêts garantis devait favoriser l'augmentation des dépenses d'investissement et, par la même occasion, la création d'emplois, notamment dans les municipalités fortement touchées par le chômage.

Les débentures de la ville de Kapuskasing souscrites par la province de l'Ontario sont remboursables sur plusieurs années; leur date d'échéance est fixée à 1994.

AUTRES PRÊTS

	1992	1991
	$	$
Fonds de garantie des pensions de retraite	22 000 000	22 000 000
Hypothèques — Société d'hypothèques de l'Ontario	14 766 253	16 423 826
Loi sur le Pont de Sault Ste-Marie		
International Bridge Authority of Michigan — Obligations	7 615 072	7 615 072
St. Mary's River Bridge Company — Actions	1 370	1 370
Prêts aux hôpitaux publics	4 756 076	7 466 425
Programme de petits projets d'exploitation des minéraux industriels dans les régions rurales	4 108 000	4 108 000
Assistance accordée à titre de crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	1 899 320	2 084 779
Prêts pour le drainage agricole dans les territoires non érigés en municipalités	314 231	411 981
Associations coopératives	31 000	37 000
	55 491 322	60 148 453

La *Loi sur les régimes de retraite* autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à consentir des prêts au Fonds de garantie des prestations de retraite si, à n'importe quel moment, le montant au crédit du Fonds est insuffisant pour le versement des prestations. Ce prêt portant intérêt, au montant de 22 millions de dollars, a été consenti, pour le paiement des prestations des régimes de retraite de Massey. Le principal (moins le remboursement de fonds excédentaires) et l'intérêt accumulé (calculé à 10,54 % par année et composé annuellement) sont exigibles le 1er février 1995.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1992

AUTRES PRÊTS (suite)

Ce montant représente les hypothèques prises en charge lors de la dissolution de la Société foncière de l'Ontario au 31 mars 1987.

La dotation en capital effectuée par la province en vertu de la *Loi sur le Pont de Sault Ste-Marie* est constituée d'obligations émises par l'International Bridge Authority of Michigan et d'actions de la St. Mary's River Bridge Company.

Les obligations de l'International Bridge Authority of Michigan, d'une valeur nominale de 7 850 000 $ US ont été souscrites en 1960 au coût de 7 615 072 $. La date d'échéance est le 1er septembre 2000 et les intérêts annuels perçus par la province sont de 6 %, payables uniquement à l'échéance, ou dans la limite des fonds issus de l'exploitation de la société conformément aux termes de l'accord. Au 31 mars 1992, la somme des intérêts dus à la province s'élevait à 2 342 885 $.

La province a acheté 137 actions de la St. Mary's River Bridge Company.

Au titre des prêts consentis aux hôpitaux publics, on trouve les prêts de 4 756 076 $ (7 466 425 $ en 1991) accordés par le ministère de la Santé pour les nouvelles immobilisations.

Le Programme de petits projets d'exploitation des minéraux industriels dans les régions rurales a été établi pour protéger et stabiliser l'emploi, ainsi que pour permettre aux producteurs locaux de Perth et Timmins de faire face à la concurrence des matériaux étrangers.

En vertu des dispositions de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux écoles*, des prêts ont été accordés aux municipalités par la province sous forme de remboursements et de crédits d'impôts.

Les prêts au titre du drainage agricole sont consentis directement aux particuliers habitant des régions non constituées en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage agricole* et sont garantis par des nantissements sur les biens immobiliers.

La *Loi sur les prêts aux coopératives agricoles* autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à accorder des prêts à toute association coopérative pour l'aider à atteindre ses objectifs. Ces prêts sont garantis par une première hypothèque sur les biens immobiliers de l'association et sont remboursables en 20 ans.

AVANCES CONSENTIES À ONTARIO HYDRO

	1992	1991
	$	$
Émissions publiques	4 185 572 012	5 048 951 824
Régime de pensions du Canada	2 747 746 000	2 747 746 000
	6 933 318 012	7 796 697 824

Les états financiers d'Ontario Hydro sont présentés dans le Volume 2 des *Comptes publics* de 1991-1992.

La province a avancé des fonds à Ontario Hydro contre la garantie d'obligations soumises aux mêmes conditions que les valeurs mobilières émises pour le compte d'Ontario Hydro. Pour ce qui est du Régime de pensions du Canada, le produit des obligations a été de 3 517 583 000 dollars américains (4 357 428 000 $ US en 1991) et de 2 747 746 000 dollars canadiens en 1991 (2 747 746 000 dollars canadiens en 1991). Sur la base du taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice, la valeur des obligations libellées en dollars américains était, au 31 mars 1992, de 4 185 572 012 dollars canadiens (5 048 951 824 $ en 1991).

DÉFICIT CUMULÉ

	1992	1991
	$	$
Déficit cumulé	49 368 230 971	38 437 804 549

Le déficit cumulé par la province correspond à la différence entre son passif et son actif. L'évolution du déficit cumulé, d'un exercice à l'autre, correspond à la différence, positive ou négative, entre les recettes et les dépenses.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (suite)

DÉPÔTS EFFECTUÉS DANS LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRE PASSIF

au 31 mars 1992

	1992	1991
	$	$
Dépôts effectués dans la Caisse d'épargne de l'Ontario	2 040 121 954	1 895 384 729
Autre passif :		
Fonds de pension et fonds connexes		
Caisse de retraite des juges provinciaux	87 843 142	73 346 804
Comptes d'allocations du régime de pensions de l'Assemblée législative	50 992 427	48 099 534
Fonds d'indexation des pensions de retraite (Ryerson)	20 644 286	17 617 371
Versements au compte de prestations supplémentaires des sous-ministres	17 687 200	13 642 508
Déductions salariales	70 901 731	55 842 871
Fonds des puits d'extraction et des carrières	54 485 666	50 233 063
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	42 265 530	37 546 751
Chèques en circulation	17 735 098	15 674 639
Installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets		
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	12 749 365	13 179 461
Caisse d'assurance des sûretés immobilières	11 975 337	10 946 583
Régime d'assurance du revenu brut	9 606 399	
Société de logement de l'Ontario — Compte de dépôts	6 470 294	6 465 768
Loi de 1989 sur les ressources en agrégats	4 357 027	1 157 557
Fonds des producteurs de lait et de crème	3 472 047	3 161 963
Fonds en fiducie d'assurance — *Loi sur la protection de l'environnement*	2 134 238	1 530 583
Fonds de recherche Terry Fox	1 876 429	1 946 423
Montants non réclamés — Diverses lois	1 822 762	1 725 765
Normes d'emploi — Traitements non réclamés	1 313 975	1 130 451
Versements provenant des Prix John C. Polanyi	1 103 540	1 077 778
Dépôts de garantie — Divers ministères	1 068 929	985 338
Compte en fiducie des services des biens immobiliers	1 064 436	686 388
Divers	3 419 289	3 332 488
	424 989 147	359 330 087

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

DÉPÔTS EFFECTUÉS DANS LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRE PASSIF (suite)

au 31 mars 1992

Les dépôts de la Caisse d'épargne de l'Ontario peuvent être faits dans l'une des 22 succursales de la Caisse partout en province et dans cinq organismes dans les régions lointaines du Nord de l'Ontario. Pour ce qui est de ces dépôts, la Caisse a la même responsabilité qu'une banque à charte à l'égard des comptes d'épargne. On trouvera aux pages 3-10 et 3-11 les états financiers de la Caisse d'épargne de l'Ontario.

Le gouvernement conserve dans le Trésor des comptes pour toutes les cotisations et les intérêts réalisés, moins les prestations de retraite et autres avantages relatifs à la Caisse de retraite des juges provinciaux, au compte des allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative, au Fonds d'indexation des pensions de retraite de Ryerson et au compte des avantages supplémentaires des sous-ministres. Les montants consignés par la province sont les seuls éléments d'actif de ces régimes.

Le montant net des retenues salariales correspond aux retenues du mois de mars qui n'ont pas encore été versées à leurs bénéficiaires.

En vertu de la *Loi sur les puits d'extraction et les carrières*, les exploitants agréés sont tenus d'effectuer chaque année certains dépôts auprès du trésorier de l'Ontario. Les sommes déposées sont bloquées jusqu'à ce que le programme de remise en état de la zone affectée par l'exploitation du puits ou de la carrière soit terminé conformément aux dispositions de la loi. Les intérêts annuels des dépôts sont portés au crédit du compte.

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est administré en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Le Fonds puise ses recettes de trois sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire, les remboursements des créances (les conducteurs responsables non assurés) et le versement annuel d'intérêts sur le solde du Fonds au 31 décembre de chaque année. Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied; ces changements sont décrits plus en détail dans les notes afférentes aux états financiers du Fonds à la section 3 du présent ouvrage, aux pages 3-12 à 3-15.

Les chèques en circulation sont ceux qui n'avaient pas encore été présentés au 31 mars 1992, par les bénéficiaires au trésorier de l'Ontario et au ministère de la Santé.

En vertu d'ententes conclues entre le ministère de l'Environnement et les municipalités, le ministère maintient un Fonds de réserve en vue de pourvoir aux dépenses imprévues de renouvellement et de remplacement liées aux systèmes d'adduction d'eau et d'égouts, opérés par le ministère. La province impute les intérêts annuels au Fonds et débourse des sommes conformément aux dispositions de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*.

La Caisse d'assurance des sûretés immobilières reçoit une partie des droits versés au régistrateur au moment de l'émission d'un certificat, en vertu de la *Loi sur l'assurance des sûretés immobilières*. La Caisse indemnise les particuliers ayant subi un préjudice (perte ou dommage) causé par une erreur dans leur certificat de propriété. Les intérêts annuels sont portés au crédit de la Caisse.

Le Régime d'assurance du revenu brut (programme d'assurance du revenu du marché) a été créé en 1991 dans le but de minimiser les risques de pertes de revenu causées par les faibles prix offerts sur le marché. Le gouvernement du Canada, le gouvernement de l'Ontario et les personnes inscrites à ce programme versent des primes dans le compte. L'intérêt est crédité au fonds mensuellement.

La Société de logement de l'Ontario a confié au trésorier de la province les sommes prélevées sur son fonds de roulement et dont elle n'a pas besoin dans l'immédiat.

La *Loi de 1989 sur les ressources en agrégats* a été adoptée en vue de contrôler et de réglementer les activités d'excavation et d'extraction d'agrégats sur les biens-fonds privés et de la Couronne, de minimiser les effets préjudicables sur l'environnement des activités dans ce secteur et d'exiger la réhabilitation des terrains d'où l'on a extrait des agrégats.

La Caisse d'indemnisation des producteurs de lait et de crème a été fondée en 1967 pour garantir aux producteurs le paiement de leurs produits. La Commission ontarienne du lait gère la Caisse et perçoit les cotisations annuelles des producteurs. Les intérêts semi-annuels sont portés au crédit de la Caisse.

La *Loi sur la protection de l'environnement* exige une garantie financière afin d'assurer le respect des conditions des arrêtés ou autorisations du ministère. Cela permet au ministère de recueillir des fonds aux fins de réparation, de nettoyage et de réhabilitation à une date ultérieure.

La Fondation de recherche Terry Fox a été créée en 1981 pour contribuer à la recherche sur le cancer. La somme d'un million de dollars a été affectée à un compte en fiducie créé à des fins spéciales portant intérêt. Les retraits de fonds auront lieu conformément aux dispositions d'un accord signé entre le ministère de la Santé et la Fondation ontarienne pour la recherche en cancérologie et le traitement du cancer.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (suite)

DÉPÔTS EFFECTUÉS DANS LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRE PASSIF (suite)

au 31 mars 1992

Lorsque les institutions financières sont incapables de trouver la personne à qui appartiennent les actions et dépôts non réclamés, les montants correspondants sont versés au trésorier de l'Ontario à partir de comptes en fiducie tenus par des particuliers ou des sociétés, conformément aux lois provinciales, telles que la *Loi sur les caisses populaires et les credit unions*, la *Loi sur le courtage commercial et immobilier* et la *Loi sur les agences de recouvrement*.

En vertu du paragraphe 48(2) de la *Loi sur les normes d'emploi*, les salaires non réclamés sont détenus en fiducie et versés au Trésor jusqu'à ce que l'on ait rejoint le ou les bénéficiaires.

Le ministère des Collèges et Universités a établi un fonds commémoratif de 1 000 000 $ afin de rendre hommage au Dr. John Charles Polanyi. Les prix sont accordés à partir des revenus du fonds, sur une base annuelle, aux personnes étudiant au niveau du doctorat dans les universités ontariennes.

Les dépôts de garantie de contrat doivent être remis au trésorier de l'Ontario aux fins des soumissions sur les contrats et de l'exécution d'une obligation envers le gouvernement de l'Ontario.

Le compte en fiducie des services immobiliers comporte des postes tels que les acomptes et dépôts des constructeurs, les mises en gage, les retenues de garantie prévues par la loi, les retenues de garantie de maintenance et les revendications de privilèges.

Les autres comptes créés à des fins spéciales correspondent aux sommes dont le trésorier de l'Ontario est le dépositaire officiel ou qu'il garde en fidéicommis à des fins spéciales telles que bourses d'étude et fonds de titres de placement.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1992

SOMMAIRE DES DETTES CONTRACTÉES

Montant de la dette contractée pour les besoins de la province :
(a) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS

	1992 $	1991 $
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	15 405 387 249	15 448 883 313
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	13 548 295 000	13 059 374 000
Caisse de retraite des fonctionnaires	6 107 627 154	6 194 480 913
Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario	1 293 025 000	1 293 025 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)	254 884 148	257 651 763
Dette contractée envers la SCHL en vertu de l'article 40	24 680 879	26 329 294
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver fédéraux-provinciaux	16 160 082	19 130 729
Loi sur le financement des travaux municipaux	5 329 326	6 555 322
Prêts pour la création d'emplois fédéraux-provinciaux	3 668 306	4 735 100
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	249 112	482 998
	36 659 306 256	36 310 648 432
INVESTISSEMENTS DU PUBLIC	12 077 833 155	3 191 292 280
BONS DU TRÉSOR	1 880 675 000	500 000 000
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE	50 617 814 441	40 001 940 712

Dette contractée pour le compte d'Ontario Hydro :
(b) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS

Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	2 747 746 000	2 747 746 000
TOTAL EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS	2 747 746 000	2 747 746 000
(c) EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS AMÉRICAINS		
INVESTISSEMENTS DU PUBLIC TOTAL EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS AMÉRICAINS 3 517 583 000 $ US (4 357 428 000 $ US en 1991)		
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1992 TAUX DE CHANGE EN VIGUEUR : 1,1899 $ (1,1587 $ en 1991)	4 185 572 012	5 048 951 824
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LE COMPTE D'ONTARIO HYDRO	6 933 318 012	7 796 697 824
TOTAL DES DETTES CONTRACTÉES	57 551 132 423	47 798 638 536

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1992

SOMMAIRE DES DETTES CONTRACTÉES (fin)

La Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est gérée par le Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. Les créances de la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario consistent en des débentures non négociables de la province.

Le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada permet à la province d'obtenir des fonds provenant des cotisations mensuelles au Régime de pensions du Canada, à concurrence de montants à peu près équivalents aux contributions versées par les cotisants de l'Ontario. La province émet des débentures non négociables pour le compte du fonds, à des taux d'intérêt indexés sur le coût des emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics du Canada.

La Caisse de retraite des fonctionnaires est administré par la Commission du Régime de retraite des fonctionnaires. Les créances de la Caisse de retraite des fonctionnaires consistent en des débentures non négociables de la province.

Jusqu'en 1978, la Caisse du régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario, une caisse de retraite destinée aux fonctionnaires employés par les administrations municipales, investissait l'excédent de ses revenus dans l'achat de titres non négociables émis par la province. Le taux d'intérêt de ces titres était établi en fonction des taux applicables aux débentures à long terme, achetées sur les marchés publics canadiens, émises ou garanties par la province.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement a accepté d'acheter des débentures échéant en série émises par la province pour permettre le financement d'une grande partie des coûts liés à la construction de ses installations de contrôle des déchets. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction des taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, étaient applicables aux emprunts à long terme lancés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

La dette contractée envers la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) en vertu de l'article 40 représente les obligations qui étaient assumées par la SCHL et qui ont été prises en charge par le Trésor lors de la dissolution de la Société foncière de l'Ontario.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt et échéant à 91 jours sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

Les obligations émises en vertu de la *Loi sur le financement des travaux municipaux* et des trois programmes de prêts fédéraux-provinciaux sont des débentures échéant en série, payables au ministre des Finances du Canada. Elles ont été émises dans le cadre de programmes de stimulation de l'emploi mis en oeuvre au cours des années précédentes.

La province a emprunté la somme de 2 747 746 000 $ au Régime de pensions du Canada pour le compte d'Ontario Hydro. Tous les produits de ces emprunts ont été avancés à Ontario Hydro en échange d'obligations, à des conditions semblables à celles s'appliquant aux titres détenus par la province.

La province de l'Ontario a émis auprès du public des débentures en dollars canadiens, en dollars américains, en livres sterling et en yen japonais.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE

au 31 mars 1992

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
Montant de la dette contractée pour les besoins de la province						
(a) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS						
DETTE NON PUBLIQUE						
À payer au ministre des Finances du Canada						
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1993	1973	CPP	7,08 à 7,51	536 357 000	536 357 000	
1994	1974	CPP	7,30 à 7,75	606 592 000	606 592 000	
1995	1975	CPP	7,61 à 9,25	701 797 000	701 797 000	
1996	1976	CPP	8,21 à 9,48	784 084 000	784 084 000	
1997	1977	CPP	8,73 à 9,25	812 840 000	812 840 000	
1998	1978	CPP	8,77 à 9,37	851 058 000	851 058 000	
1999	1979	CPP	9,35 à 10,16	915 916 000	915 916 000	
2000	1980	CPP	9,98 à 12,74	987 943 000	987 943 000	
2001	1981	CPP	12,50 à 13,39	537 872 000	537 872 000	
2002	1982	CPP	13,66 à 16,10	768 736 000	768 736 000	
2003	1983	CPP	12,01 à 16,53	1 235 751 000	1 235 751 000	
2004	1984	CPP	10,92 à 12,14	1 200 847 000	1 200 847 000	
2005	1985	CPP	12,08 à 14,06	1 133 182 000	1 133 182 000	
2006	1986	CPP	10,58 à 12,57	1 213 502 000	1 213 502 000	
2007	1987	CPP	9,36 à 10,17	232 269 000	232 269 000	
2008	1988	CPP	10,79	42 300 000	42 300 000	
2012	1992	CPP	9,81 à 10,04	987 249 000	987 249 000	
					13 548 295 000	(5)
Loi sur le financement des travaux municipaux :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1993-1997	1965-1967	MW	5,25 - 5,375	22 301 893	5 010 064	(1)(10)
1993-1999	1967-1969	MW	5,375 - 5,625	11 582 874	319 262	(1)(11)
					5 329 326	
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver fédéraux-provinciaux :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1993 à 1997	1977	WC	7,46 - 9,91	42 355 206	16 160 082	(10)
Prêts pour la création d'emplois fédéraux-provinciaux :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1993 à 1995	1975	ELP	6,98	14 826 091	3 668 306	(10)
Prêts garantis fédéraux-provinciaux :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1993	1973	SD	6,51	2 921 213	249 112	(10)
Total dû au ministre des Finances du Canada					13 573 701 826	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

au 31 mars 1992

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
À payer à la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :						
1993	1972-1990	TI	6,00 à 9,23	506 071 735	506 071 735	
1994	1974-1990	TI	8,06 à 9,95	251 537 941	251 537 941	
1995	1990	TI	11,44	63 793 761	63 793 761	
1996	1976	TI	10,04	197 500 000	197 500 000	
1997	1972-1990	TI	8,57 à 16,93	337 419 517	337 419 517	
1998	1973-1990	TI	7,86 à 14,57	226 553 824	226 553 824	
1999	1979-1990	TI	9,51 à 12,73	609 888 869	609 888 869	
2000	1975-1990	TI	8,39 à 13,13	960 288 107	960 288 107	
2001	1981-1990	TI	11,05 à 11,10	717 238 319	717 238 319	
2002	1977-1990	TI	9,54 à 10,11	492 524 321	492 524 321	
2003	1978-1990	TI	9,82 à 10,53	655 570 855	655 570 855	
2004	1982-1984	TI	12,88 à 13,34	900 000 000	900 000 000	
2005	1984-1985	TI	12,60 à 13,27	821 000 000	821 000 000	
2006	1985-1986	TI	11,07 à 14,40	1 070 000 000	1 070 000 000	
2007	1985-1987	TI	10,26 à 13,01	1 185 000 000	1 185 000 000	
2008	1983-1988	TI	10,15 à 15,38	1 945 000 000	1 945 000 000	
2009	1986-1989	TI	10,98 à 11,50	1 465 000 000	1 465 000 000	
2010	1986-1990	TI	10,22 à 11,24	1 236 000 000	1 236 000 000	
2011	1987	TI	10,11 à 10,32	560 000 000	560 000 000	
2012	1988	TI	10,68 à 11,24	580 000 000	580 000 000	
2013	1989	TI	11,06 à 11,31	625 000 000	625 000 000	
					15 405 387 249	(1)

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

au 31 mars 1992

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
À payer à la Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario :						
1994	1974	MER	5,49 à 8,15	129 500 000	129 500 000	
1995	1974-1975	MER	5,56 à 9,81	148 825 000	148 825 000	
1996	1974-1976	MER	5,54 à 10,05	182 250 000	182 250 000	
1997	1974	MER	6,00	20 100 000	20 100 000	
1998	1974	MER	6,30	24 900 000	24 900 000	
1999	1974	MER	7,21	33 100 000	33 100 000	
2000	1974	MER	8,19	46 700 000	46 700 000	
2001	1971	MER	9,10	57 600 000	57 600 000	
2002	1972	MER	7,85	75 000 000	75 000 000	
2003	1973-1977	MER	8,02 à 10,28	265 800 000	265 800 000	
2004	1978	MER	9,45	187 950 000	187 950 000	
2007	1979	MER	9,77	121 300 000	121 300 000	
					1 293 025 000	(1)
À payer à la Société canadienne d'hypothèques et de logement :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1993-1994	1979	CMHC	5,125	40 810	7 385	
1993-1997	1979	CMHC	5,750	142 968	55 174	
1993-2003	1971-1978	CMHC	5,375	688 415	386 510	
1993-2004	1974-1975	CMHC	5,125 à 7,875	1 296 489	841 457	
1993-2005	1971-1975	CMHC	5,125 à 8,625	2 754 646	1 857 072	
1993-2006	1973-1976	CMHC	5,125 à 10,375	2 200 837	1 711 103	
1993-2007	1974-1977	CMHC	5,375 à 10,375	6 049 712	4 872 404	
1993-2010	1970-1975	CMHC	5,75 à 6,875	4 312 601	3 106 549	
1993-2011	1971-1976	CMHC	5,375 à 8,25	5 876 136	4 734 394	
1993-2012	1972	CMHC	6,875 à 8,25	7 281 714	5 926 840	
1993-2013	1973	CMHC	7,25 à 8,25	1 252 053	1 047 503	
1993-2014	1974	CMHC	6,125 à 8,25	19 734 125	16 637 742	
1993-2015	1975	CMHC	7,50 à 10,375	11 488 523	9 933 038	
1993-2016	1976	CMHC	5,375 à 10,75	22 775 312	20 256 930	
1993-2017	1977	CMHC	7,625 à 10,75	15 797 368	14 435 327	
1993-2018	1977-1978	CMHC	7,625 à 13,00	38 133 367	35 679 345	
1993-2019	1977-1980	CMHC	7,625 à 15,25	41 958 001	39 719 853	
1993-2020	1978-1980	CMHC	7,625 à 15,75	65 976 661	62 821 144	
1993-2021	1981	CMHC	9,50 à 15,75	30 946 135	29 710 268	
1993-2022	1982	CMHC	9,75 à 15,75	1 177 064	1 144 110	
					254 884 148	(10)
Dette contactée envers la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'article 40 :						
1993-2002	1981	CMHC	7,099	36 967 243	24 680 879	(2)

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

au 31 mars 1992

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
À payer à la Caisse de retraite des fonctionnaires						
Exercice se terminant le 31 mars						
1993	1990	PSPF	6,00 à 10,00	124 078 601	124 078 601	
1994	1990	PSPF	6,00 à 12,25	88 374 884	88 374 884	
1995	1990	PSPF	6,00 à 12,96	119 707 296	119 707 296	
1996	1990	PSPF	6,00 à 13,21	149 656 867	149 656 867	
1997	1990	PSPF	6,00 à 9,28	128 572 090	128 572 090	
1998	1990	PSPF	8,061 à 14,57	134 168 399	134 168 399	
1999	1990	PSPF	8,392 à 10,07	93 032 673	93 032 673	
2000	1990	PSPF	10,043 à 11,53	111 566 062	111 566 062	
2001	1990	PSPF	10,107 à 13,40	150 128 500	150 128 500	
2002	1990	PSPF	9,819 à 16,95	189 625 639	189 625 639	
2003	1990	PSPF	9,508 à 14,65	198 439 585	198 439 585	
2004	1990	PSPF	9,828 à 12,78	236 645 193	236 645 193	
2005	1990	PSPF	11,053 à 13,33	254 022 865	254 022 865	
2006	1990	PSPF	11,16 à 13,335	278 440 847	278 440 847	
2007	1990	PSPF	15,381	322 097 208	322 097 208	
2008	1990	PSPF	12,795	390 170 953	390 170 953	
2009	1990	PSPF	12,88	403 677 388	403 677 388	
2010	1990	PSPF	13,33	417 432 428	417 432 428	
2011	1990	PSPF	11,55	495 956 297	495 956 297	
2012	1990	PSPF	10,38	552 378 163	552 378 163	
2013	1990	PSPF	11,10	604 295 996	604 295 996	
2014	1990	PSPF	11,19	665 159 220	665 159 220	
					6 107 627 154	(1)
TOTAL DE LA DETTE NON PUBLIQUE					36 659 306 256	

(a) EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

DETTE PUBLIQUE						
1er mai 1996	5 fév. 1991	GJ	10,75	1 050 000 000	1 050 000 000	(1)
3 oct. 1996	4 juill. 1991	GQ	10,25	500 000 000	500 000 000	(1)
15 déc. 1996	15 déc. 1971	EN	7,25	75 000 000	52 221 000	(3)
16 avr. 1997	19 nov. 1991	GZ	8,75	750 000 000	750 000 000	(1)
1er août 1997	1er août 1972	EQ	8,00	100 000 000	4 378 000	(3) (4)
1er déc. 1997	1er déc. 1972	ES	7,75	100 000 000	88 147 000	(3)
22 mars 1998	22 mars 1976	FF	9,75	150 000 000	6 807 000	(3) (9)
1er juill. 1998	7 juill. 1975	FB	9,00	150 000 000	3 930 000	(3) (8)
27 août 1998	27 août 1991	GU	10,20	500 000 000	500 000 000	(1)
10 déc. 2000	10 déc. 1987	FE	9,75	16 137 000	16 137 000	(3)
10 janv. 2001	10 janv. 1991	GH	10,875	1 050 000 000	1 050 000 000	(1)
12 déc. 2001	12 août 1991	GS	10,50	600 000 000	600 000 000	(1)
					4 621 620 000	
BONS DU TRÉSOR					1 880 675 000	(12)
TOTAL EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					6 502 295 000	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

au 31 mars 1992

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
(b) EXIGIBLE EN EUROPE, EN DOLLARS CANADIENS						
4 avr. 1996	4 avr. 1991	GM	10,25	500 000 000	500 000 000	
30 sept. 1996	30 sept. 1991	GV	10,00	750 000 000	750 000 000	
19 avr. 1998	19 avr. 1991	GP	10,25	500 000 000	500 000 000	
15 juill. 1998	15 juill. 1991	GR	10,625	500 000 000	500 000 000	
29 oct. 2001	29 oct. 1991	GX	9,75	750 000 000	750 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS					3 000 000 000	(1)
(c) EXIGIBLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS						
8 avr. 1996	8 avr. 1991	GN	8,25	500 000 000	500 000 000	
17 oct. 2001	17 oct. 1991	GY	8,00	750 000 000	750 000 000	
TOTAL EXIGIBLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS					1 250 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1992 TAUX DE CHANGE : 1,14945 $					1 436 812 500	(13)
(d) PAPIER COMMERCIAL					65 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1992 TAUX DE CHANGE : 1,1968673 $					77 796 375	(14)
TOTAL EXIGIBLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS					1 514 608 875	(1)
(e) EXIGIBLE EN EUROPE, EN DOLLARS AMÉRICAINS						
30 août 1996	30 août 1991	GT	8,50	390 000 000	390 000 000	
27 janv. 1999	27 janv. 1992	HA	7,00	1 000 000 000	1 000 000 000	
28 fév. 2001	28 fév. 1991	GL	8,50	600 000 000	600 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS					1 990 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1992 TAUX DE CHANGE : 1,1499609447 $					2 288 422 280	(15)
(f) EXIGIBLE EN EUROPE, EN LIVRES STERLING						
14 fév. 2001	14 fév. 1991	GK	11,125	100 000 000	100 000 000	(1)
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING					100 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1992 TAUX DE CHANGE : 2,25 $					225 000 000	(16)

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

au 31 mars 1992

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
(g) EXIGIBLE EN EUROPE, EN YEN JAPONAIS						
ÉMISSIONS DE L'ONTARIO—YEN						
16 oct. 1996	16 oct. 1991	GW	6,25	50 000 000 000	50 000 000 000	(1)
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN YEN JAPONAIS					50 000 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1992 TAUX DE CHANGE : 0,00856364 $					428 182 000	(17)
TOTAL DE LA DETTE PUBLIQUE					13 958 508 155	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE					**50 617 814 411**	
Dette contractée pour le compte d'Ontario Hydro						
(b) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS						
DETTE NON PUBLIQUE						
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada						
2001	1981	CPP	11,61 à 13,46	500 000 000	500 000 000	
2002	1982	CPP	14,81 à 17,51	500 000 000	500 000 000	
2007	1987	CPP	9,64	119 000 000	119 000 000	
2008	1988	CPP	9,13 à 9,72	388 715 000	388 715 000	
2009	1989	CPP	9,62 à 10,31	589 319 000	589 319 000	
2010	1990	CPP	9,61 à 10,31	650 712 000	650 712 000	
					2 747 746 000	(5)
(c) EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS AMÉRICAINS						
DETTE PUBLIQUE						
31 août 1992	31 août 1982	FX	14,625	200 000 000	194 625 000	(1)
4 avr. 1994	4 avr. 1984	GG	12,50	250 000 000	250 000 000	(1)
1er avr. 1996	1er avr. 1966	DW	5,50	35 000 000	28 423 000	(6)
15 avr. 1997	15 avr. 1967	DX	5,625	65 000 000	53 770 000	(6)
1er déc. 1997	1er déc. 1967	EA	6,875	75 000 000	60 510 000	(6)
1er août 1998	1er août 1968	EC	7,125	75 000 000	56 260 000	(6)
15 févr. 1999	15 févr. 1969	EE	7,375	75 000 000	58 305 000	(6)
1er sept. 1999	1er sept. 1969	EH	8,375	100 000 000	66 340 000	(7)
15 mai 2001	15 mai 1971	EL	7,85	100 000 000	70 135 000	(7)
15 mai 2002	15 mai 1972	EP	7,70	100 000 000	77 850 000	(7)
15 déc. 2002	15 déc. 1972	ET	7,30	100 000 000	66 475 000	(7)
15 oct. 2003	15 oct. 1973	EU	7,90	125 000 000	76 410 000	(7)
15 mars 2004	15 mars 1974	EV	8,60	125 000 000	99 555 000	(7)
15 janv. 2007	15 janv. 1977	FG	8,40	300 000 000	254 355 000	(7)
15 sept. 2007	15 sept. 1977	FH	8,375	200 000 000	170 720 000	(7)
5 janv. 2008	5 janv. 1978	FJ	8,75	250 000 000	228 660 000	(7)

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

au 31 mars 1992

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
DETTE PUBLIQUE (suite)						
1er juin 2008	1er juin 1978	FK	9,375	200 000 000	180 745 000	(7)
30 nov. 2008	30 nov. 1978	FL	9,375	250 000 000	224 765 000	(7)
1er mars 2009	1er mars 1979	FM	9,75	300 000 000	256 855 000	(7)
20 sept. 2009	20 sept. 1979	FN	9,875	300 000 000	265 370 000	(7)
1er mai 2011	1er mai 1981	FR	15,125	200 000 000	165 535 000	(7)
5 nov. 2011	5 nov. 1981	FT	17,00	150 000 000	149 845 000	(7)
15 mars 2012	15 mars 1982	FW	15,75	200 000 000	178 585 000	(7)
31 août 2012	31 août 1982	FY	15,25	100 000 000	90 500 000	(7)
10 mars 2013	10 mars 1983	GB	11,50	100 000 000	95 775 000	(7)
25 avr. 2013	25 avr. 1983	GD	11,75	100 000 000	97 215 000	(7)
TOTAL EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS AMÉRICAINS					3 517 583 000 US	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1992 TAUX DE CHANGE : 1,1899 $					4 185 572 012	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LE COMPTE D'ONTARIO HYDRO					6 933 318 012	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE					**57 551 132 423**	

Références :

(1) Non remboursable par anticipation.

(2) Dette envers la Société canadienne d'hypothèques et de logement et prise en charge par le Trésor lors de la dissolution de la Société foncière de l'Ontario.

(3) Remboursable au pair, 5 ans avant la date d'échéance.

(4) Des débentures représentant un montant de 100 000 000 $ ont été émises. Leur date d'échéance a été fixée au 1er août 1997, étant entendu que toutes les débentures ou une partie d'entre elles pourront également arriver à échéance le 1er août 1980 si le détenteur en a fait la demande entre le 1er août 1979 et le 1er février 1980.

(5) Les titres de placement vendus à la Caisse d'investissement du Régime de pensions du Canada sont remboursables 20 ans après leur date d'émission; ils ne sont ni négociables, ni transférables, ni cessibles. Cependant, si le ministre des Finances l'estime nécessaire, ils peuvent être rachetés en partie ou en totalité (avec 6 mois de préavis) pour les besoins du Régime de pensions du Canada. Dans ce cas, les titres de l'Ontario doivent être rachetés dans l'ordre selon lequel ils ont été émis, et le montant du rachat sera en tout temps proportionnel au montant total de tous les titres alors inscrits au crédit du dit fonds représenté par des titres de l'Ontario.

(6) Remboursable à vue de 15 à 27 ans après la date d'émission, par montants dégressifs, et par la suite au pair.

(7) Remboursable à vue de 15 à 25 ans après la date d'émission, par montants dégressifs, et par la suite au pair.

(8) Payable au pair 15 ans avant la date d'échéance si le détenteur en a fait la demande entre le 1er juillet 1982 et le 1er janvier 1983.

(9) Payable au pair 12 ans avant la date d'échéance si le détenteur en a fait la demande entre le 22 mars 1985 et le 22 septembre 1985.

(10) Les conditions relatives à ces débentures stipulent que des paiements égaux, constitués de capital et d'intérêts, doivent être effectués annuellement jusqu'à échéance.

(11) Les conditions relatives à ces débentures stipulent que des paiements égaux doivent être effectués annuellement pour une période donnée. Une fois cette période écoulée, des paiements moindres sont effectués pendant une autre période donnée. Le montant des paiements peut être réduit plus d'une fois au cours du terme. Les paiements comprennent le capital et les intérêts se rapportant à ce dernier.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

au 31 mars 1992

(12) La province a conclu une série d'ententes d'échanges financiers portant sur les taux d'intérêt totalisent 900 millions de dollars. En vertu de ces ententes, le taux d'intérêt variable sur les 900 millions de dollars est converti en une série de taux fixes qui donne une moyenne pondérée de 10,41 %.

(13) Le gouvernement de la province a conclu des ententes d'échange de devises et de taux d'intérêt en vertu desquelles des obligations en dollars américains ont été converties en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,14945 $ et un taux d'intérêt de 10,03 %.

(14) La province a conclu des contrats de change à terme; les obligations en dollars américains ont été converties en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,19687 $ et un taux d'escompte de 7,17 %.

(15) La province a conclu des ententes d'échange de devises et de taux d'intérêt; les obligations en dollars américains ont été converties en dollars canadiens à un taux de change de 1,14996 $ et un taux d'intérêt de 9,41 %.

(16) La province a conclu des ententes d'échange de devises et de taux d'intérêt; les obligations en livres sterling ont été converties en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 2,25 $ et un taux d'intérêt de 10,73 %.

(17) La province a conclu des ententes d'échange de devises et de taux d'intérêt; les obligations en yen japonais ont été converties en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,00856364 $ et un taux d'intérêt de 9,82 %.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO

au 31 mars 1992

DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS GARANTIS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux d'intérêt	Montant initial du capital garanti	Encours au 31 mars 1992	Références
ONTARIO HYDRO		%	$	$	
		(a) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS			
1er avr. 1992	1969	7,00	50 000 000	50 000 000	(5)
1er mai 1992	1987	8,00	250 000 000	250 000 000	(2)
16 juin 1992	1990	11,50	250 000 000	250 000 000	(2)
15 août 1992	1969	7,00	50 000 000	50 000 000	(5)
18 sept. 1992	1969	7,00	65 000 000	65 000 000	(5)
15 déc. 1992	1988	10,75	600 000 000	600 000 000	(2)
15 janv. 1993	1988	9,75	700 000 000	700 000 000	(2)
1er juin 1993	1989	9,50	200 000 000	200 000 000	(2)
16 juin 1993	1989	10,00	800 000 000	800 000 000	(2)
15 sept. 1993	1984	12,00	100 000 000	100 000 000	(2)
18 oct. 1993	1984	11,75	200 000 000	200 000 000	(2)
16 déc. 1993	1989	10,25	550 000 000	550 000 000	(2)
23 déc. 1993	1987	9,00	300 000 000	300 000 000	(2)
22 févr. 1994	1984	12,00	150 000 000	150 000 000	(2)
18 mars 1994	1969	7,75	35 000 000	35 000 000	(6)
1er avr. 1994	1971	9,00	50 000 000	50 000 000	(5)
1er mai 1994	1970	7,75	40 000 000	40 000 000	(6)
28 août 1994	1985	13,00	300 000 000	300 000 000	(2)
1er oct. 1994	1970	8,25	25 000 000	25 000 000	(6)
8 nov. 1994	1985	12,75	250 000 000	250 000 000	(2)
1er déc. 1994	1970	8,50	30 000 000	30 000 000	(6)
8 déc. 1994	1990	10,00	600 000 000	600 000 000	(2)
1er févr. 1995	1970	9,00	50 000 000	9 281 000	(6)(9)
1er févr. 1995	1985	12,00	100 000 000	100 000 000	(2)
30 mai 1995	1986	11,25	200 000 000	200 000 000	(2)
16 juin 1995	1991	11,85	750 000 000	750 000 000	(2)
30 juin 1995	1971	9,00	60 000 000	60 000 000	(6)
16 oct. 1995	1991	11,70	300 000 000	300 000 000	(2)
19 nov. 1995	1986	10,75	250 000 000	250 000 000	(2)
19 nov. 1995	1991	10,75	300 000 000	300 000 000	(2)
30 nov. 1995	1971	8,75	75 000 000	75 000 000	(6)
14 janv. 1996	1986	10,00	250 000 000	250 000 000	(2)
4 févr. 1996	1971	7,50	100 000 000	100 000 000	(6)
1er avr. 1996	1972	7,625	60 000 000	60 000 000	(6)
22 avr. 1996	1987	9,00	650 000 000	650 000 000	(2)
21 juill. 1996	1972	8,25	75 000 000	75 000 000	(6)
15 sept. 1996	1972	7,875	100 000 000	100 000 000	(6)
15 sept. 1996	1977	8,25	6 500	6 500	(1)(6)
1er févr. 1997	1972	7,375	70 000 000	70 000 000	(6)
19 févr. 1997	1991	10,625	500 000 000	500 000 000	(2)
5 avr. 1997	1973	7,625	100 000 000	100 000 000	(6)
1er mai 1997	1987	8,50	250 000 000	250 000 000	(2)
15 sept. 1997	1973	8,25	100 000 000	100 000 000	(6)
1er oct. 1997	1991	11,00	250 000 000	250 000 000	(2)

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1992

DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS GARANTIS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux d'intérêt	Montant initial du capital garanti	Encours au 31 mars 1992	Références
ONTARIO HYDRO		%	$	$	
		(a) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS (suite)			
1er févr. 1998	1973	7,75	100 000 000	100 000 000	(6)
10 févr. 1998	1988	10,00	300 000 000	300 000 000	(2)
15 mai 1998	1974	8,00	125 000 000	125 000 000	(6)
16 juin 1998	1989	10,375	150 000 000	150 000 000	(2)
12 juil. 1998	1989	10,25	550 000 000	550 000 000	(2)
30 nov. 1998	1974	8,50	50 000 000	50 000 000	(6)
1er mars 1999	1974	8,50	75 000 000	75 000 000	(6)
14 juin 1999	1975	9,75	75 000 000	75 000 000	(6)
3 août 1999	1990	9,625	650 000 000	650 000 000	(2)
15 août 1999	1975	10,25	75 000 000	75 000 000	(6)
15 nov. 1999	1975	10,00	60 000 000	60 000 000	(6)
10 janv. 2000	1975	9,75	60 000 000	60 000 000	(6)
10 févr. 2000	1975	9,50	100 000 000	100 000 000	(6)
21 mai 2000	1976	10,25	65 000 000	65 000 000	(6)
8 août 2000	1991	11,20	600 000 000	600 000 000	(2)
30 oct. 2000	1976	10,75	100 000 000	100 000 000	(6)
29 janv. 2001	1976	10,25	150 000 000	150 000 000	(6)
18 mai 2001	1977	10,00	300 000 000	300 000 000	(6)(13)
3 mars 2002	1982	17,00	100 000 000	100 000 000	(4)
16 avr. 2002	1992	9,00	500 000 000	500 000 000	(2)
30 nov. 2002	1983	12,50	250 000 000	250 000 000	(3)(12)
30 nov. 2002	1984	12,50	100 000 000	100 000 000	(3)(12)
1er mai 2003	1985	13,50	150 000 000	150 000 000	(3)
5 oct. 2003	1977	9,50	150 000 000	150 000 000	(7)
6 janv. 2004	1977	9,25	750 000 000	750 000 000	(7)(14)
25 janv. 2005	1978	9,375	200 000 000	200 000 000	(7)
1er mai 2005	1979	9,75	200 000 000	200 000 000	(7)
21 avr. 2006	1982	14,25	225 000 000	225 000 000	(6)
27 juin 2008	1979	9,75	200 000 000	200 000 000	(8)
30 août 2008	1979	9,50	200 000 000	200 000 000	(8)
4 avr. 2009	1980	10,25	300 000 000	300 000 000	(8)
10 mai 2009	1980	10,00	300 000 000	300 000 000	(8)
15 janv. 2010	1986	10,50	250 000 000	250 000 000	(6)
25 mars 2010	1980	13,375	150 000 000	150 000 000	(7)
14 mai 2010	1981	13,25	325 000 000	325 000 000	(7)
29 janv. 2011	1981	13,00	325 000 000	325 000 000	(7)
17 oct. 2014	1990	10,00	650 000 000	650 000 000	(2)
6 févr. 2020	1990	10,00	500 000 000	500 000 000	(2)
1er oct. 2020	1991	11,00	250 000 000	250 000 000	(2)
27 nov. 2020	1991	11,50	250 000 000	250 000 000	(2)
6 août 2021	1992	10,75	350 000 000	350 000 000	(2)
				20 404 287 500	
Moins : achats aux fins du remboursement de la dette				970 726 000	
				19 433 561 500	
Billets à court terme au 31 mars 1992		Variable		36 023 000	
				19 469 584 500	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1992

DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS GARANTIS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux d'intérêt	Montant initial du capital garanti	Encours au 31 mars 1992	Références
ONTARIO HYDRO		%	$	$	
MARCHÉ INTERNATIONAL, EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS					
8 janv. 1996	1991	10,875	1 250 000 000	1 250 000 000	
19 mars 2001	1991	10,00	1 000 000 000	1 000 000 000	
9 févr. 2002	1992	8,625	1 500 000 000	1 500 000 000	
15 oct. 2021	1992	10,125	1 250 000 000	1 250 000 000	
11 avr. 2031	1992	10,80	750 000 000	750 000 000	
				5 750 000 000	
OBLIGATION EN EURODOLLARS EXIGIBLE À TORONTO, (CANADA), EN DOLLARS CANADIENS					
29 mars 1999	1989	10,875	500 000 000	500 000 000	(2)
				500 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS				25 719 584 500	
(b) EXIGIBLE EN DOLLARS AMÉRICAINS					
EXIGIBLE À FRANCFORT (RFA), EN DOLLARS AMÉRICAINS (11)					
5 août 1992	1983	15,00	150 000 000	150 000 000	
14 oct. 1992	1983	12,75	200 000 000	200 000 000	
9 févr. 1994	1984	11,625	200 000 000	200 000 000	
21 nov. 2001	1992	8,250	500 000 000	500 000 000	
				1 050 000 000	(2)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1992 TAUX DE CHANGE : 1,1899 $				1 249 395 000	
EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS AMÉRICAINS (11)					
15 mars 1993-1996	1976	9,50	650 000 000	221 000 000	(10)
1er mai 1995	1991	9,25	600 000 000	600 000 000	
TOTAL EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS AMÉRICAINS				821 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1992 TAUX DE CHANGE : 1,1899 $				976 907 900	
EXIGIBLE À ZURICH, EN FRANCS SUISSES (11)					
19 mars 2001	1991	7,375 $	150 000 000	150 000 000	
TOTAL EXIGIBLE À ZURICH, EN FRANCS SUISSES				150 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1992 TAUX DE CHANGE : ,7925 $				118 875 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS DU TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS AMÉRICAINS ET EN FRANCS SUISSES				2 345 177 900	
TOTAL POUR ONTARIO HYDRO				28 064 762 400	
TOTAL DES DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS GARANTIS				28 064 762 400	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1992

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 1992	Références
		%	$	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION				
Programme de crédit aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	1975	Préférentiel + 1,00	721 286	
Programme d'aide aux agriculteurs de l'Ontario	1982-1987	S.O.	150 000	
Fonds de secours des entreprises sinistrées	1985	Préférentiel	336 257	
Programme de garantie de prêts d'exploitation de l'Ontario	1985-1991	S.O.	795 630	(15)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION			2 003 173	
MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS				
Régime de prêts aux étudiants de l'Ontario :				
Classe «A»	Variable	Préférentiel	103 856 199	
Classe «B»	Variable	Préférentiel + 1,00	20 207 389	
Classe «C»	Variable	Préférentiel + 1,00	97 878 830	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS			221 942 418	
MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE				
Fonds d'indemnisation de l'industrie du tourisme	1991	Préférentiel	1 678 698	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE			1 678 698	
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT				
Société ontarienne de gestion des déchets	1987	12 % pour 2 ans	179 800	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT			179 800	
MINISTÈRE DU LOGEMENT				
Projet du St Lawrence Square (Ataratiri)	1992	Variable	249 384 654	(16)
Crédits hypothécaires à la rénovation des logements				
Programme de réassurance	1985	Variable	3 292 590	
Société de logement de l'Ontario				
Programme de financement hypothécaire dans le cadre du programme Maisons pour de bon	1989	Variable	1 292 440 000	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DU LOGEMENT			1 545 117 244	
MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES				
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	1969	7,267	8 600 000	(17)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES			8 600 000	
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE				
Programme de prêts garantis accordés aux jeunes entrepreneurs	1984	Préférentiel + 1,00	9 961 952	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE			9 961 952	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1992

PRÊTS GARANTIS (suite)

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 1992	Références
		%	$	
MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS				
Commission des parcs du Niagara	1992	Préférentiel -0,125	12 000 000	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS			12 000 000	
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO				
Loi sur les sociétés de développement				
Total des prêts garantis à diverses sociétés	Variable	Préférentiel	187 588 000	
Engagement à l'égard des credit unions et des caisses populaires	1988	Bons du Trésor	95 000 000	
Programme d'encouragement au redéveloppement touristique	Variable	Préférentiel + 1,00	60 065 305	
Programme général pour le secteur manufacturier	Variable	Préférentiel à préférentiel + 2,00	15 000 000	
Nouvelles entreprises	Variable	Préférentiel + 1,00	76 080 000	
TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO			433 733 000	
COMMISSION DU MARCHÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES DE L'ONTARIO				
Commission du Marché des produits alimentaires de l'Ontario	1985	Préférentiel	1 258 704	
TOTAL POUR LA COMMISSION DU MARCHÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES DE L'ONTARIO			1 258 704	
TOTAL DES PRÊTS GARANTIS			2 236 474 989	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1992

AUTRES GARANTIES

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 1992	Références
		%	$	
(a) EXIGIBLE EN DOLLARS AMÉRICAINS				
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE				
Entente au titre de l'assurance sur les biens exportés aux États-Unis	1987-1990	S.O.	14 598	(18)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE			14 598	
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT URBAIN LTÉE				
Detroit Urban Transportation Corporation	1990	S.O.	1 800 000	(19)
Santa Clara County Transit Authority	1990	S.O.	40 000	(20)
TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT URBAIN LTÉE			1 840 000	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS AMÉRICAINS			1 854 598	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1992 TAUX DE CHANGE : 1,1899 $			2 206 786	
(b) EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS				
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT URBAIN LTÉE				
Vente de SDTU Inc. à Bombardier Inc.	1992	S.O.	12 000 000	
TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT URBAIN LTÉE			12 000 000	(21)
MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES				
Financial Trust Company	1988	Préférentiel—0,25	7 966 000	(22)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES			7 966 000	
MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE				
Société ontarienne d'aménagement municipal	1991	S.O.	34 786 000	
Stadium Corporation of Ontario Limited	1986	S.O.	10 041 807	(23)
Garanties hypothécaires — Dissolution de la Société foncière de l'Ontario	1971-1976	S.O.	919 220	(24)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE			45 747 027	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS			65 713 027	
TOTAL DES AUTRES GARANTIES			67 919 813	
TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL			30 369 157 202	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1992

RÉFÉRENCES

(1) Des obligations à 8,5 % ont été émises pour un montant de 75 000 000 $. Leur date d'échéance était le 15 septembre 1976. Les détenteurs d'obligations représentant un montant de 6 500 $ ont choisi d'exercer une option leur permettant d'obtenir des obligations représentant un montant équivalent en principal; leur date d'échéance est le 15 septembre 1996 et elles portent intérêt au taux de 8,25 %.
(2) Non remboursables par anticipation.
(3) Remboursables au pair, 2 ans avant la date d'échéance.
(4) Remboursables au pair, 3 ans avant la date d'échéance.
(5) Remboursables au pair, 4 ans avant la date d'échéance.
(6) Remboursables au pair, 5 ans avant la date d'échéance.
(7) Remboursables au pair, 7 ans avant la date d'échéance.
(8) Remboursables au pair, 8 ans avant la date d'échéance.
(9) La valeur des obligations émises par la province s'élève à 50 000 000 $. Ces titres comportaient deux dates d'échéance, laissées au libre choix des détenteurs : s'ils en avaient fait la demande avant le 1er août 1974, les débiteurs pouvaient être remboursés à la première date d'échéance, fixée au 1er février 1975. Ainsi, la valeur des obligations remboursées à cette date a été de 40 719 000 $. Les obligations remboursées à leurs titulaires à la deuxième date, le 1er février 1995, représenteront le solde, soit 9 281 000 $.
(10) Échéance annuelle 1993-1996, 5,5 % du capital initial actuellement en circulation, pour une valeur au pair. En 1996, il restera donc 17,5 % du capital initial en circulation.
(11) La valeur nominale des obligations et celle des titres en circulation sont exprimées dans la devise d'émission.
(12) En août 1983, on a procédé à une nouvelle émission pour emprunter la somme de 100 000 000 $, qui s'est ajoutée à la première tranche de 250 000 000 $.
(13) Émises en deux tranches : 150 millions de dollars le 18 mai 1976, et 150 millions de dollars le 15 juillet 1976.
(14) Émises en quatre tranches : 200 millions de dollars le 6 janvier 1977, 200 millions de dollars le 10 mars 1977, 200 millions de dollars le 6 juin 1977, et 150 millions de dollars le 15 novembre 1977.
(15) La province garantit le remboursement de 60 % du capital et des intérêts.
(16) La province a accepté de garantir les sommes prêtées à la cité de Toronto pour l'aménagement du projet du St Lawrence Square jusqu'à un total de 800 millions de dollars incluant les intérêts.
(17) La dette nette de la province est limitée à 5 % du plus petit des deux montants suivants : 10 000 000 $ ou l'encours des prêts.
(18) Le gouvernement, en tant que réassureur, assume 48 % de l'ensemble des risques. Toute assurance responsabilité civile sur les biens exportés aux États-Unis déjà en vigueur était valide jusqu'au 31 décembre 1990 mais la responsabilité provinciale demeure pour les 48 % des demandes de règlement impayées totalisant 30 413 $ U.S.
(19) Indemnité que la province a accepté de verser au titre de garanties de bonne exécution émises par la Seaboard Surety Company.
(20) Lettre de crédit de soutien à la Banque Canadienne Impériale de Commerce (CIBC) à titre d'acte de garantie.
(21) Dettes impayées relativement à la vente de la Société de développement du transport urbain ltée.
(22) Engagement à fournir, sur demande, une garantie de 10 millions de dollars, plus les intérêts courus à la Financial Trust Company en vue de faciliter sa vente à la Central Guaranty Trusco Limited. La garantie a été requise et fournie par la province durant l'exercice financier 1991-1992.
(23) La province est responsable des obligations financières assumées par la Ontario Stadium Corporation Limited (StadCo). Le montant qui restait à payer pour la construction du Skydome au 31 mars 1992 était de 10 041 807 $.
(24) Le ministère du Trésor et de l'Économie a assumé la dette éventuelle à l'égard du fonds de garanties hypothécaires de la Société foncière de l'Ontario dissoute le 31 mars 1987.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE

au 31 mars 1992

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non, par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat et des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers par une action de la Couronne. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Leonard Rosenberg, Greymac Credit Corporation, Greymac Trust Company et Crown Trust Company.
2. Dudley Abbot et al., (détenteurs d'actions privilégiées de Crown Trust Company).
3. Demandes liées au vaccin contre la coqueluche.
4. Les Chippewas de Sarnia, les Chippewas de Kettle Point et al.
5. Roy Michano et al., en leur nom et en celui des membres des bandes indiennes de Pic Heron Bay, Pays Plat, Rocky Bay, Whitesand, Pic Mobert, Red Rock, Sand Point et Long-Lac N° 58.
6. Clifford Menese et al., en leurs noms et en celui de tous les autres membres de la bande indienne des Algonquins de Golden Lake.
7. Roger Southwind au nom de la bande indienne du Lac Seul.
8. Theriault en ce qui concerne les concessions minières à Hemlo Gold Mines.
9. Financement des maisons de soins infirmiers et foyers pour personnes âgées.
10. CN Rail en ce qui concerne une ordonnance du ministère de l'Environnement se rapportant aux contaminants déposés au Northern Wood Site et au port adjacent à celui-ci, à Thunder Bay.
11. A & L Investments Limited et al.—*Loi sur la réglementation des loyers d'habitation*.
12. Première Nation de Moose Factory.
13. Première Nation de New Post.

APERÇU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES

	1992 (millions $)	1991 (millions $)	1990 (millions $)	1989 (millions $)	1988 (millions $)	1987 (millions $)	1986 (millions $)	1985 (millions $)	1984 (millions $)	1983 (millions $)
RECETTES	40 753	42 892	41 225	36 991	32 158	29 215	25 785	23 388	20 958	18 819
DÉPENSES	51 683	45 921	41 135	38 470	34 647	31 849	28 399	25 947	24 111	22 008
DÉFICIT (EXCÉDENT)	10 930	3 029	(90)	1 479	2 489	2 634	2 614	2 559	3 153	3 189
FINANCEMENT										
Dette : nouveaux emprunts	11 255	3 520	1 882	2 512	2 470	2 322	3 126	2 785	3 694	2 712
remboursements	639	688	2 006	920	761	348	347	109	277	130
Opération de la dette (remboursements)	10 616	2 832	(124)	1 592	1 709	1 974	2 779	2 676	3 417	2 582
Caisse d'épargne de l'Ontario et autre passif – Net	210	169	366	441	169	225	84	(41)	34	19
FINANCEMENT NET	10 826	3 001	242	2 033	1 878	2 199	2 863	2 635	3 451	2 601
PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL										
Remboursements	(178)	(158)	(168)	(202)	(370)	(405)	(424)	(429)	(449)	181
Nouveaux prêts	183	126	141	106	144	92	176	170	176	(341)
Nouveaux prêts (remboursements) – Net	5	(32)	(27)	(96)	(226)	(313)	(248)	(259)	(273)	(160)
DIMINUTION/(AUGMENTATION) DE LA CAISSE ET DES PLACEMENTS TEMPORAIRES	109	(4)	(359)	(650)	385	122	(497)	(335)	(571)	428
VARIATION DU (DÉFICIT) EXCÉDENT CUMULÉ	10 930	3 029	(90)	1 479	2 489	2 634	2 614	2 559	3 153	3 189

1. Les comptes de 1991 et des années précédentes ont été redressés, le cas échéant, par rapport aux montants publiés antérieurement dans les *Comptes publics* afin d'assurer la concordance entre les pratiques comptables utilisées pour chacune de ces années et celles appliquées en 1992.

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES

	1992 (millions $)	1991 (millions $)	1990 (millions $)	1989 (millions $)	1988 (millions $)	1987 (millions $)	1986 (millions $)	1985 (millions $)	1984 (millions $)	1983 (millions $)
ACTIF FINANCIER										
Encaisse et placements temporaires	2 498	2 607	2 603	2 244	1 594	1 979	2 118	2 126	1 738	1 167
Prêts en cours	687	699	769	825	899	1 111	1 357	4 253	4 501	4 748
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	530	513	475	466	468	482	510	1 028	1 093	1 119
	3 715	3 819	3 847	3 515	2 961	3 572	3 985	7 407	7 332	7 034
Avances à Ontario Hydro garanties par des obligations	6 933	7 797	7 898	7 789	7 541	7 786	8 189	8 206	7 487	7 058
Total de l'actif financier	10 648	11 616	11 745	11 304	10 502	11 358	12 174	15 613	14 819	14 092
DÉFICIT CUMULÉ	49 368	38 438	35 409	35 499	34 020	31 531	28 919	22 634	20 074	16 921
	60 016	50 054	47 154	46 803	44 522	42 889	41 093	38 247	34 893	31 013
PASSIF										
Dette contractée aux fins de la province	50 618	40 002	37 170	37 295	35 703	33 994	32 020	29 241	26 565	23 148
Dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario et autres dépôts	2 040	1 895	1 765	1 450	1 073	912	717	655	686	674
Autre passif	425	360	321	269	205	197	167	145	155	133
Total du passif aux fins de la province	53 083	42 257	39 256	39 014	36 981	35 103	32 904	30 041	27 406	23 955
Dette contractée pour Ontario Hydro	6 933	7 797	7 898	7 789	7 541	7 786	8 189	8 206	7 487	7 058
	60 016	50 054	47 154	46 803	44 522	42 889	41 093	38 247	34 893	31 013

1. Les comptes de 1991 et des années précédentes ont été redressés, le cas échéant, par rapport aux montants publiés antérieurement dans les *Comptes publics* afin d'assurer la concordance entre les pratiques comptables utilisées pour chacune de ces années et celles appliquées en 1992.

section 3

états divers

ÉTATS DIVERS

COMPTE D'ALLOCATIONS DE RETRAITE DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

(Établi en vertu de la *Loi sur les allocations de retraite des députés de l'Assemblée législative*)

État de compte
pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
DÉPÔTS		
Contributions :		
Participants	705 562	778 816
Province de l'Ontario	705 562	778 816
Intérêts créditeurs :		
Intérêts restant dans le Compte au 31 mars 1991, au taux de 11.27368 % (31 mars 1990 à 11.26437 %)	5 422 588	5 093 977
TOTAL DES DÉPÔTS	6 833 712	6 651 609
PAIEMENTS		
Allocations (y compris les prestations supplémentaires) aux rentiers et ayants droit	5 204 135	4 651 957
Prestations supplémentaires — Montants recouvrés de la province	(1 322 388)	(1 327 650)
Remboursements de contributions et intérêts	59 073	449 799
TOTAL DES PAIEMENTS	3 940 820	3 774 106
Augmentation nette du Compte	2 892 892	2 877 503
Solde du Compte en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario au début de l'exercice	48 099 535	45 222 032
Solde du Compte en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario à la fin de l'exercice :	50 992 427	48 099 535

Approuvé,

O.G. Mathur
Ministère des Services gouvernementaux

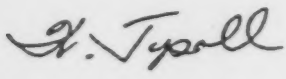
ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE
(Institut polytechnique de Ryerson)

État de l'évolution du compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992	1991
	(en milliers de dollars)	
DÉPÔTS		
Contributions		
Employés	658	562
Institut polytechnique Ryerson	658	562
Intérêts créditeurs	2 176	1 883
	3 492	3 007
PAIEMENTS		
Allocations aux retraités, ayants droit et rentiers	369	283
Remboursements de contributions et intérêts	88	108
Transferts à d'autres régimes	8	12
	465	403
Augmentation nette du compte du Fonds	3 027	2 604
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
—Au début de l'exercice	17 617	15 013
—À la fin de l'exercice	20 644	17 617

Approuvé,
La sous-ministre adjointe intérimaire,



Bureau du Trésor
Ministère du Trésor et de l'Économie

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE (suite)
(Institut polytechnique de Ryerson)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1992

1. DESCRIPTION DU RÉGIME

La brève description du Fonds d'indexation des pensions de retraite (le Fonds) figurant ci-après n'est fournie qu'à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus précis, il conviendra de consulter la *Loi sur l'indexation des régimes de retraite* ainsi que les règlements qui en découlent.

(a) Généralités

Le Fonds a été créé en 1975 pour verser des prestations d'indexation aux bénéficiaires de pensions payées par les régimes de retraite désignés dans les règlements. Parmi les trois régimes désignés, seul le Régime de retraite des enseignants de l'Institut polytechnique Ryerson maintient un compte dans le Fonds. Les deux autres régimes (le Régime de retraite des fonctionnaires et le Régime de retraite des enseignants) ont sorti du Fonds le solde de leurs comptes, le 31 décembre 1989 conformément à la *Loi 1989 sur le Régime de retraite des fonctionnaires* et la *Loi de 1989 sur le Régime de retraite des enseignants*.

(b) Politique de financement

Les employés d'une part et les employeurs d'autre part doivent verser au Fonds un montant égal à 1 % du salaire des employés. Dès le début, le Fonds a été administré selon la méthode de financement par répartition modifiée. Aucune évaluation actuarielle n'est tenue d'être déposée auprès de la Commission des régimes de retraite de l'Ontario.

(c) Prestations d'indexation

À compter du 1er janvier de l'année suivant l'événement donnant droit aux prestations, le Fonds paie des prestations d'indexation annuelles aux retraités, aux participants handicapés, aux conjoints et aux personnes à charge d'un participant affilié à un régime désigné. Le montant des prestations d'indexation équivaut au pourcentage annuel d'augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC) au Canada, jusqu'à concurrence de 8 % de la pension payable au cotisant. Si la hausse du IPC dépasse 8 % au cours d'une année quelconque, la différence est reportée aux années ultérieures où la hausse du IPC est inférieure à 8 %.

Les cotisants au Régime de retraite de Ryerson qui ont pris leur retraite avant 1977, touchent des prestations d'indexation et n'ont pas droit à de nouvelles prestations d'indexation en vertu de la nouvelle loi. Les paiements sont effectués par l'Institut polytechnique de Ryerson directement à ses membres.

(d) Remboursements

Sur demande et sur réserve des dispositions relatives à l'immobilisation des cotisations, un remboursement, plus l'intérêt, peut être payé aux cotisants qui ne sont plus admissibles au Régime de retraite de base de Ryerson.

(e) Intérêts créditeurs

À chaque exercice, l'excédent des rentrées sur les sorties de fonds (le flux monétaire net), rapporte des intérêts dont le taux est fixé par décret. Les sommes échues au cours de la période sont réinvesties à ce taux. Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1992, les taux applicables étaient :

Nouveau flux monétaire	8,63
Taux d'intérêt moyen versé sur le solde d'ouverture au 1er avril 1991	12,17

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE (suite)
(Institut polytechnique de Ryerson)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1992

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Tous les dépôts et les paiements sont inscrits selon une comptabilité de caisse modifiée de façon à accorder 30 jours supplémentaires pour inclure les opérations de l'exercice terminé le 31 mars 1992. Les revenus d'intérêt pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1992 sont également inclus.

3. FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais d'administration sont assumés par l'Institut et par le ministère du Trésor et de l'Économie.

Au trésorier de l'Ontario,

J'ai vérifié l'état de l'évolution du solde du Fonds d'indexation des pensions de retraite (Institut polytechnique de Ryerson) de l'exercice terminé le 31 mars 1992. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1992, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables énoncés à la note 2 des états financiers.

Le vérificateur provincial adjoint

J.F. Otterman

J.F. Otterman, F.C.A.

Toronto (Ontario)
le 1er mai 1992

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR PROVINCIALE

État de l'évolution du solde de la Caisse pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992	1991
	(en milliers de dollars)	
DÉPÔTS		
Contributions		
Participants	701	626
Province de l'Ontario (note 4)	9 635	7 078
Intérêts créditeurs	8 580	7 260
	18 916	14 964
PAIEMENTS		
Paiements visant à assurer la continuité du revenu et rentes de survivants	4 102	3 458
Remboursements	318	14
	4 420	3 472
Augmentation nette de la Caisse	14 496	11 492
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
— Au début de l'exercice	73 347	61 855
— À la fin de l'exercice	87 843	73 347

Voir les notes afférentes à l'état financier.

Approuvé au nom du Conseil,
Le président intérimaire,

À la Commission de retraite des juges provinciaux et
au trésorier de l'Ontario

J'ai vérifié l'état de l'évolution du solde de la Caisse de retraite des juges provinciaux de l'exercice terminé le 31 mars 1992. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Caisse au 31 mars 1992, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'exercice terminé à cette date, selon la convention comptable énoncée à la note 2, de ces états financiers.

Le vérificateur provincial adjoint,

J.F. Otterman

J.F. Otterman, F.C.A.

Toronto (Ontario)
le 22 mai 1992

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR PROVINCIALE (suite)

Notes afférentes à l'état financier le 31 mars 1992

1. DESCRIPTION DE LA CAISSE

La Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale (la Caisse) a été créée le 1er juillet 1984 par décision réglementaire prise en vertu de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*. La décision confie l'administration de la Caisse à la Commission de retraite des juges de la Cour provinciale. Depuis le 1er mars 1992, la Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale et la Commission de retraite des juges de la Cour provinciale poursuivent leurs activités sous l'appellation Caisse de retraite des juges provinciaux et Commission de retraite des juges provinciaux respectivement, conformément au Règlement de l'Ontario 67/92 pris en application de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*. La brève description du fonds figurant ci-après n'est fournie qu'à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus précis, il conviendra de consulter le règlement d'application de la loi.

(a) Généralités

La Caisse a pour mandat de verser des prestations assurant la continuité des revenus des juges de la Cour provinciale et des protonotaires de la Cour suprême de l'Ontario ayant pris leur retraite, et d'accorder des rentes à leurs survivants qui étaient à leur charge.

(b) Politique de financement

Le financement annuel des versements de continuité du revenu incombe intégralement à la province, et des actuaires évaluent chaque année les montants requis pour assurer ce financement.

Les cotisations versées par les participants servent uniquement à financer les rentes de survivants. Les cotisants doivent verser à la Caisse 5,57 % de leur salaire jusqu'à ce qu'ils aient accumulé le nombre d'années de service requis ou jusqu'à l'âge de 70 ans. Avant le 1er mars 1992, les cotisants pouvaient choisir de verser la totalité de leurs cotisations dans la Caisse pour financer les rentes de survivants ou d'en verser le tiers dans la Caisse et les deux tiers dans le Trésor, pour financer les prestations d'assurance-vie prévues. Depuis le 1er mars 1992, la Commission répartit elle-même les montants cotisés.

(c) Versements de continuité du revenu

Les versements de continuité du revenu correspondent à l'âge du cotisant et au nombre d'années de service à plein temps qu'il a accumulées à la date où il cesse d'exercer ses fonctions, et au salaire d'un juge à plein temps remplissant les plus hautes fonctions de la magistrature que le cotisant ait exercées. Le cotisant ou la cotisante touchera ces prestations jusqu'à son décès.

(d) Versements de continuité du revenu en cas d'invalidité

Les cotisants comptant au moins cinq ans de service à plein temps qui ne peuvent plus travailler à la suite d'une blessure ou d'une maladie chronique ont droit à la totalité des versements de continuité du revenu à partir de l'âge de 65 ans.

(e) Rentes de survivants

Des rentes de survivants correspondant à 60 pour cent des versements de continuité du revenu sont versées au conjoint du cotisant jusqu'à son décès ou aux enfants, jusqu'à ce que l'enfant réponde aux critères concernant l'âge, la garde, l'éducation ou l'incapacité physique ou mentale tels que décrits dans l'article 22 du Règlement 67/92.

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR PROVINCIALE (suite)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1992

1. DESCRIPTION DE LA CAISSE (suite)

(f) Remboursement en cas de décès

En cas de décès du cotisant, la totalité des cotisations qu'il a versées dans la Caisse, plus l'intérêt couru, moins les rentes versées aux survivants, seront remboursés à sa succession s'il n'avait plus droit à des rentes de survivants.

(g) Remboursement en cas de retrait

Si le cotisant cesse d'exercer ses fonctions pour une raison autre que le décès avant d'avoir droit à des versements de continuité du revenu, il peut obtenir un remboursement. Le montant de ce remboursement équivaut au montant de ses cotisations, plus l'intérêt couru.

(h) Revenus d'intérêts

Tous les nouveaux fonds qui représentent l'excédent des dépôts sur les paiements pour chaque exercice, rapportent des intérêts dont le taux est fixé pour une période de 25 ans et ne doit pas être inférieur au taux moyen pondéré applicable aux titres à long terme émis ou garantis par la province de l'Ontario au cours de l'exercice en question. Pour l'exercice 1992, ce taux était de 10,17 % (11,27 % en 1991). Le taux d'intérêt moyen pondéré gagné sur le solde d'ouverture de l'exercice 1992 était de 11,34 % (11,35 % en 1991).

(i) Statut de la Caisse

La Caisse n'est pas tenue de produire les déclarations prévues par la *Loi sur les régimes de retraite* et les règlements qui en découlent. Elle est cependant assimilée à un régime de retraite aux fins de l'impôt sur le revenu.

2. PRINCIPALE CONVENTION COMPTABLE

L'état financier a été préparé selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée.

3. FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais d'administration sont assumés par la province de l'Ontario.

4. DETTE AU TITRE DES PRESTATIONS FUTURES

La dernière évaluation actuarielle de la Caisse, en date du 31 mars 1991, a révélé que la part de la province au titre des versements de continuité du revenu et des rentes de survivants s'élevait à 91,4 millions de dollars. La province verse à la Caisse les montants échelonnés recommandés par l'évaluation actuarielle.

5. PASSIF ÉVENTUEL

Approximativement 120 juges provinciaux nommés avant 1984 ont entrepris une action en justice contre sa Majesté la Reine du Chef de l'Ontario alléguant que le transfert de leurs cotisations de la Caisse de retraite des fonctionnaires à la Caisse de retraite des juges provinciaux n'était pas autorisé par la loi. Ils demandent que leurs cotisations soient remises dans la Caisse de retraite des fonctionnaires ou des dommages-intérêts jusqu'à un montant maximum de 200 000 $ chacun. Étant donné que l'affaire ne fait l'objet d'un litige que depuis peu, le passif éventuel de la Caisse de retraite des juges provinciaux n'a pas été établi.

ÉTATS DIVERS

CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

État de l'actif et du passif au 31 mars 1992

ACTIF

	1992	1991
	$	$
Fonds en dépôt auprès de la Caisse d'épargne de l'Ontario	**2 040 121 954**	**1 895 384 729**

PASSIF

Solde dû aux déposants	**2 040 121 954**	**1 895 384 729**

Voir la note afférente aux états financiers.

Approuvé,
Le sous-ministre adjoint,

J.S. Purdon

ÉTATS DIVERS

CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (suite)

État des recettes et dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

RECETTES

	1992	1991
	$	$
Intérêt reçu — Trésorier de l'Ontario	159 727 195	210 277 406
Commissions et frais divers	454 215	365 994
Frais d'encaissement des chèques	211 454	190 933
Location de cases de coffre-fort	170 142	167 538
Devises étrangères	43 633	45 557
Total des recettes	160 606 639	211 047 428

DÉPENSES

Intérêt versé sur les dépôts	135 275 883	184 788 757
Traitements et avantages sociaux	8 997 584	8 050 265
Traitement de données, location de matériel et entretien	1 828 221	1 811 890
Location, entretien et assistance pour le paiement des taxes municipales	1 824 026	1 889 401
Frais bancaires, commissions et intérêt sur découvert	554 228	393 413
Frais de bureau divers	523 080	706 461
Services de téléphone et de messageries	336 450	287 806
Frais de déplacement, comptes de frais des cadres et autres dépenses	175 533	558 902
Taxe sur les produits et services	120 131	115 000
Achat d'immobilisations (note 1 (b))	62 756	446 539
Pertes et déficits de caisse	49 586	12 033
Services professionnels	37 524	193 949
Total des dépenses	149 785 002	199 254 416
Excédent des recettes sur les dépenses transféré au trésorier de l'Ontario	10 821 637	11 793 012

Voir la note afférente aux états financiers.

Note afférente aux états financiers 31 mars 1992

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

(a) Méthode de comptabilité

La Caisse d'épargne de l'Ontario est basée sur la méthode de la comptabilité de caisse. Cependant, les livres demeurent ouverts pour une période de 30 jours pour permettre l'enregistrement des dépenses afférentes à l'année financière écoulée pour des marchandises reçues ou des services rendus avant le 1er avril. Ainsi, les salaires et traitements versés aux employés pour la période couvrant deux exercices financiers sont répartis sur les deux exercices.

(b) Immobilisations

Les coûts des immobilisations, consistant en mobilier et matériel sont imputés aux frais de fonctionnement au cours de la période pendant laquelle ils ont été engagés.

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES
(Établi en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*)

État de la situation financière
pour l'exercice clos le 31 mars 1992

ACTIF

	1992 $	1991 $
Fonds en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario	42 265 530	37 546 751

PASSIF ET SOLDE DU FONDS

Solde net du Fonds	42 265 530	37 546 751

Voir les notes afférentes aux états financiers

Approuvé,

Le directeur,

B.M. Dudzinski

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES
(Établi en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*)

État du Fonds
pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
RENTRÉES		
Droits perçus lors de la délivrance ou du renouvellement de permis de conduire	6 422 342	7 779 629
Remboursements de créances	3 045 481	2 982 114
Intérêt crédité sur le solde du Fonds au 31 décembre 1991	2 869 638	3 783 028
Recouvrements de l'exercice précédent	56 734	16 223
Total des rentrées	12 394 195	14 560 994
DÉBOURS		
Paiements effectués à des fins spéciales		
Montants versés lors de l'exécution de jugements, y compris les dépenses	2 969 129	3 311 696
Indemnités d'assurance individuelle sans égard à la responsabilité	831 788	154 623
Accidents causés par des conducteurs coupables de délit de fuite, y compris les dépenses	574 910	584 074
Transactions de demandes d'indemnité	247 039	296 035
Frais d'administration		
Traitements et salaires	1 207 647	1 162 762
Avantages sociaux	214 097	210 285
Transports et communications	41 703	43 073
Services		
Demandes d'indemnité (procureurs, etc.)	1 188 144	1 040 685
Demandes d'indemnité (assurance individuelle sans égard à la responsabilité)	45 835	20 085
Autres	326 300	226 623
Fournitures et matériel	28 824	129 224
Total des débours	7 675 416	7 179 165
Augmentation/(diminution) du Fonds pendant l'exercice	4 718 779	7 381 829
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario au début de l'exercice	37 546 751	30 164 922
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario à la fin de l'exercice	42 265 530	37 546 751

Voir les notes afférentes à l'état financier.

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES (suite)

Notes afférentes à l'état financier
31 mars 1992

1. AUTORITÉ

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles («le Fonds») est administré en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles* (la «Loi»), L.R.O. 1990, chap. M.41 tel que modifié.

2. GESTION DU FONDS

Au moment de son institution, le Fonds avait pour principal objectif l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles survenus en Ontario, dont les responsables avaient pris la fuite ou n'étaient pas assurés. Jusqu'en 1980, le Fonds était alimenté par les cotisations annuelles que les automobilistes non assurés étaient tenus de verser. Mais depuis l'entrée en vigueur, le 1er mars 1980, de la *Loi sur l'assurance automobile obligatoire*, tous les automobilistes sont tenus de contracter une assurance obligatoire de responsabilité civile comportant notamment une clause de couverture pour véhicule non assuré.

En ce qui concerne les demandes d'indemnité présentées après le 1er mars 1980, et avant le 22 juin 1990 le Fonds dédommagera :

— les piétons qui ne sont pas déjà protégés par une assurance-automobile et qui sont blessés au cours d'un accident provoqué par un automobiliste qui n'est pas assuré ou qui a pris la fuite;

— les passagers non assurés qui avaient pris place à bord d'un véhicule également non assuré par son propriétaire et qui ont été blessés à la suite d'un accident causé par le conducteur;

— les tierces parties, reconnues non fautives, victimes d'un accident mettant en cause deux véhicules non assurés;

— les victimes de dégâts matériels causés à des biens non assurés contre le choc de véhicules (poteaux d'électricité ou de téléphone, glissières de sécurité, etc.), à condition que le propriétaire et le conducteur du véhicule non assuré puissent être identifiés.

Le 22 juin 1990, la *Loi de 1990 modifiant des lois concernant l'assurance* a modifié la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Désormais, le Fonds doit également verser des indemnités d'accident sans égard à la responsabilité à toutes les parties conformément au barème d'indemnités sans égard à la responsabilité, dans les situations où aucune assurance n'est offerte. Le droit de subrogation, qui s'appliquait avant le 22 juin 1990 à toutes les demandes en responsabilité civile délictuelle, ne peut désormais être exercé que si le seuil fixé pour les blessures corporelles est dépassé.

Comme c'était le cas avant juin 1990, le Fonds continue à indemniser les dommages matériels, à la condition que soient identifiés et le conducteur et le propriétaire du véhicule non assuré, sauf s'il s'agit d'un accident mettant en cause deux véhicules non assurés, auquel cas aucune indemnité pour dommages matériels n'est versée.

Le projet de loi 164, la *Loi modifiant la Loi sur les assurances* et certaines autres lois en ce qui concerne l'assurance-automobile et d'autres questions d'assurance, a été présenté à l'Assemblée législative en première lecture le 5 décembre 1991. Si ce projet de loi est adopté, le Fonds devra verser des indemnités plus élevées, telles qu'établies dans l'Annexe sur les indemnités d'accident légales. Bien qu'il soit difficile, sans procéder à une étude de la population des prestataires, de déterminer quels effets l'adoption du projet de loi 164 pourrait avoir sur les demandes de règlement dans le cadre du FIVAVA, nous prévoyons actuellement que ces changements auront des répercussions minimes sur le volume des demandes de règlement et le montant versé pour chaque règlement.

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES (suite)

Notes afférentes à l'état financier
31 mars 1992

3. ÉTAT DU FONDS

Méthode comptable

Le Fonds a recours à la méthode de la comptabilité de caisse, laquelle a été modifiée afin d'accorder une période supplémentaire de 30 jours pour le paiement des biens et des services applicables à l'exercice qui vient de se terminer. À cet égard, certains paiements engagés à la fin de l'exercice peuvent être comptabilisés le mois suivant, au début du nouvel exercice financier.

Rentrées

Tous les conducteurs de l'Ontario qui renouvellent leur permis de conduire doivent verser des droits annuels de 1 $. Ces mêmes droits sont payables lors de la délivrance d'un nouveau permis de conduire.

Les sommes perçues relativement à des débiteurs impayés sont inscrites à titre de rentrées pour l'exercice au cours duquel elles ont été perçues. (Voir la section ci-dessous intitulée «Débiteurs».)

Les intérêts accumulés dans le Fonds correspondent au montant crédité à la fin de l'exercice financier, en fonction du solde du Fonds calculé au 31 décembre 1991. Le taux d'intérêt utilisé est basé sur le taux moyen de la Caisse d'épargne de l'Ontario pour l'année civile terminée le 31 décembre 1991.

Débours

Les sommes versées à même le Fonds au nom de conducteurs non assurés sont inscrites à titre de dépenses. La loi prévoit le recouvrement de ces versements auprès des conducteurs non assurés responsables dans le cas des demandes d'indemnisation datant d'avant le 22 juin 1990, des demandes d'indemnisation pour blessures dépassant le seuil prévu et présentées après le 22 juin 1990, ainsi que des demandes pour dommages matériels.

Frais d'administration

Les frais généraux (p. ex., salaires, avantages sociaux, services de transport et de communications, fournitures et matériel) sont réglés en cours d'exercice par le Trésor. À la fin de chaque exercice, le lieutenant-gouverneur en conseil autorise un paiement provenant du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles afin de rembourser le Trésor des frais engagés pour l'administration du Fonds.

4. ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles

Au 31 mars 1991, le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles déclarait un excédent des rentrées de fonds sur les décaissements de 4,7 millions de dollars donnant un solde en dépôt, à la fin de l'exercice, de 42,3 millions de dollars. Cette somme est gardée dans un compte du Trésor à des fins spéciales et figure comme élément de passif dans l'état de la situation financière de la province de l'Ontario.

Débiteurs

Les registres du Fonds prévoient un portefeuille de débiteurs, constitué au fil des ans à la suite du versement de sommes aux victimes non assurées. Conformément à la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*, certaines sommes sont à recouvrer des défendeurs et deviennent des débiteurs. Au 31 mars 1992, ces débiteurs totalisaient 86 millions de dollars. De ce montant, environ 32,6 millions de dollars correspondent à des comptes inactifs considérés comme irrécouvrables, ce qui laisse une valeur de réalisation nette de 53,4 millions de dollars.

Immobilisations

Les coûts des immobilisations, qui englobent le mobilier, le matériel et les modifications des locaux, sont imputés aux résultats pour l'exercice au cours duquel ils ont été engagés.

Passif éventuel

Au 31 mars 1992, le Fonds était éventuellement redevable pour les demandes de règlement en cours. En se basant sur l'expérience passée, on estime que le coût final de ces demandes de règlement totalisera environ 17,7 millions de dollars. On prévoit que les rentrées futures, ajoutées au solde actuel du Fonds, permettront à ce dernier de s'acquitter des obligations futures.

ÉTATS DIVERS

PRODUIT DE LA SOCIETÉ DES LOTERIES DE L'ONTARIO

pour l'exercice clos 31 mars 1992

(en millions de dollars)

Produits net des loteries			
Lotto 6/49		308	
Instant		59	
Lottario		31	
Wintario		18	
Pick 3		12	
Provincial		6	
Encore		19	
Événements spéciaux		1	
Raffle nette		1	455
Produits net accumulés			455
Dépenses des loteries			
Ministère des Affaires civiques		12	
Ministère de la Culture et des Communications		62	
Ministère du Tourisme et des Loisirs :			
Projets, installations et événements	42		
Subvention à la Fondation Trillium de l'Ontario	17	59	
Ministère de la Santé :			
Exploitation des hôpitaux		322	455
Solde du 31 mars 1992			0

ÉTATS DIVERS

LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE

Pertes radiées des comptes pour l'exercice clos le 31 mars 1992

Ministères	$
Revenu	31 501 126
Industrie, Commerce et Technologie	18 207 219
Procureur général	7 416 725
Services sociaux et communautaires	5 584 791
Agriculture et Alimentation	5 392 078
Institutions financières	4 716 508
Collèges et Universités	3 106 170
Santé	874 099
Logement	853 598
Environnement	293 622
Transports	120 214
Consommation et Commerce	106 739
Richesses naturelles	40 708
Services correctionnels	32 690
Services gouvernementaux	29 846
Formation professionnelle	15 088
Tourisme et Loisirs	11 151
Solliciteur général	10 040
Travail	3 513
Éducation	775
Bureau du directeur général des elections	754
Développement du Nord et Mines	377
Culture et Communications	333
Affaires civiques	66
	78 318 230

ÉTATS DIVERS

LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU

Remises de dettes d'un montant de 1000 $ ou plus autorisées pour l'exercice clos le 31 mars 1992

Ministère du Revenu	$
415621 Ontario Limited	
Droits de cession immobilière	64 116
Frank Georg and Elsbe Steffen	
Droits de cession immobilière	23 220
Maldwyn Thomas	
Impôt sur le revenu	13 939
Gordon Whitehead	
Impôt sur le revenu	13 119
Benjamin Loevinsohn	
Impôt sur le revenu	11 118
Moira Hart-Poliguin	
Impôt sur le revenu	9 318
Carole G. Joling	
Impôt sur le revenu	6 980
John D. Morris	
Taxe de vente au détail	2 052
Jan K. Carstoniu	
Impôt sur le revenu	2 025
	145 887

REMISES GÉNÉRALES

On a accordé, à tous les contribuables admissibles à une remise aux termes du *Décret de remise visant les Indiens*, une remise de l'impôt sur le revenu des particuliers de l'Ontario à payer par les Indiens inscrits en ce qui concerne les revenus pour les années d'imposition 1988, 1989 et 1990 ainsi que les années suivantes au cours desquelles une remise fédérale à été accordée.

Une remise de l'impôt sur le revenu des particuliers de l'Ontario pour les années d'imposition 1984 à 1991 a été appliquée aux revenus d'emploi de certains particuliers ayant le statut d'Indien aux termes du paragraphe 2 (1) de la *Loi sur les Indiens* du Canada, relativement à l'usage du pont international de l'île de Cornwall.

On a accordé une remise de l'impôt sur le revenu aux membres des Forces armées canadiennes qui ont servi dans le golfe Persique et qui n'ont pu remplir à temps leur déclaration d'impôt ou verser leur cotisation à des régimes enregistrés d'épargne-retraite.

ÉTATS DIVERS

COMPTES CRÉDITEURS*

au 31 mars 1992

Ministères	1992 $	1991 $
Transports	14 265 517	43 822 597
Environnement	8 775 486	3 292 610
Services gouvernementaux	4 542 653	23 614 282
Services sociaux et communautaires	3 718 139	1 366 322
Procureur général	1 737 122	802 754
Développement du Nord et Mines	1 649 312	624 439
Richesses naturelles	994 510	5 663 652
Santé	799 321	955 996
Solliciteur général	656 343	4 545 084
Travail	451 173	549 442
Trésor et Économie	306 110	158 286
Bureau de l'Assemblée législative	284 741	269 639
Services correctionnels	283 172	4 540 871
Éducation	262 228	1 060 479
Conseil de gestion	202 277	153 676
Agriculture et Alimentation	164 276	302 672
Consommation et Commerce	98 709	395 513
Tourisme et Loisirs	98 336	609 251
Formation professionnelle	75 104	158 841
Énergie	60 429	157 523
Affaires civiques	56 532	103 422
Conseil des ministres	42 323	2 712
Industrie, Commerce et Technologie	36 194	24 371
Collèges et Universités	29 300	28 954
Office des affaires des personnes âgées	25 561	
Affaires intergouvernementales	24 436	15 806
Cabinet du premier ministre	19 541	12 111
Culture et Communications	16 595	398 209
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	7 277	
Logement	6 948	121 969
Revenu	6 388	3 313
Affaires municipales	3 697	55 976
Office des affaires francophones	2 475	950
Ombudsman Ontario	2 430	1 612
Institutions financières		28 912
Total : comptes créditeurs	39 704 655	93 842 246

*Comptes-mémoires gardés à des fins de contrôle.

Les montants indiqués représentent des biens et services reçus et des paiements de transfert que l'on s'est engagé à effectuer au plus tard le 31 mars, mais qui n'ont pas été imputés sur les crédits autorisés pour l'exercice qui vient de s'achever.

ÉTATS DIVERS

COMPTES DÉBITEURS*

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Ministère du Revenu		
Impôt-santé des employeurs	271 085 291	17 513 226
Impôt des sociétés	154 001 706	70 488 645
Taxe de vente au détail	134 019 892	106 443 788
Taxe sur le tabac	28 149 713	25 326 732
Droits de cession immobilière	24 087 641	16 971 500
Taxe sur les carburants	17 163 562	11 350 704
Impôt sur les concentrations commerciales	12 205 492	8 963 240
Taxe sur l'essence	9 132 224	19 021 842
Droits de succession	4 469 102	4 448 372
Paiements de transfert	4 352 029	6 531 267
Impôt minier	1 860 124	203 758
Divers	820 566	626 472
	661 347 342	287 889 546
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Stadium Corporation of Ontario Limited	357 397 303	321 479 300
Divers	63 918	51 451
	357 461 221	321 530 751
Ministère du Logement		
Programme de remise en état des petits immeubles	95 072 795	74 070 078
Projet pilote de conversion des locaux locatifs non résidentiels	85 719 343	80 860 194
Aide à la création de logements sociaux	16 442 183	30 424 669
Programme de logements locatifs de l'Ontario	15 052 000	15 052 000
Projet de subventions de soutien aux sans-abri	7 640 414	7 532 972
Subventions pour le logement social	5 086 248	5 060 441
Programme de prêts d'aide à la création de logements à but non lucratif	4 323 805	4 323 805
Subventions pour l'exploitation de logements à but non lucratif	1 162 150	2 524 062
Programme de rénovation des logements de l'Ontario	810 991	835 041
Projet pilote de rénovation des logements locatifs	541 496	609 548
Programme de remise en état des maisons de chambres	462 734	
Programme de conversion des locaux locatifs résidentiels	43 505	49 038
	232 357 664	221 341 848
Ministère du Procureur général		
Amendes	179 893 908	146 455 653
Droits	396 320	369 145
Divers	16 591 862	16 999 637
	196 882 090	163 824 435
Ministère des Services sociaux et communautaires		
Paiements en trop d'allocations familiales	94 902 416	64 510 998
Gouvernement du Canada	40 191 608	138 350 503
Divers	4 641 399	4 321 600
	139 735 423	207 183 101

*Comptes-mémoires à des fins de contrôle.

Les montants indiqués représentent des comptes qui étaient soit facturés, soit dus au 31 mars, et qui n'avaient toujours pas été recouvrés à la date de la clôture des comptes de l'exercice. Des renseignements pertinents sont également fournis sur les subventions qui ont été accordées dans le cadre de certains programmes d'aide importants et dont le remboursement pourrait être exigé à l'avenir, conformément aux conditions des divers programmes.

ÉTATS DIVERS

COMPTES DÉBITEURS (suite)

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Ministère des Services gouvernementaux		
Programme de prêts pour la construction de logements locatifs de l'Ontario	70 915 300	71 621 380
Programme ontarien d'accession à la propriété	20 904 482	23 887 562
Comptes débiteurs des entrepreneurs	17 508 752	13 097 191
Services d'informatique	113 096	308 787
Gestion et administration de biens immobiliers	31 578	208 788
Divers	3 436 193	5 761 194
	112 909 401	114 884 902
Ministère des Collèges et Universités		
Bourses d'études de l'Ontario pour étudiants	53 576 160	47 885 065
Gouvernement du Canada		
Langues officielles dans l'enseignement	6 661 810	6 984 958
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	690	
Divers		14 065
	60 238 660	54 884 088
Ministère des Affaires municipales		
Programme de revitalisation des centres-villes	44 863 939	46 208 297
Taxes sur les locaux provinciaux occupés par des locataires	1 562 728	1 079 763
Programme de revitalisation de la rue principale	859 900	1 621 405
Impôt sur les forêts aménagées	32 600	49 833
Divers	2 776	2 626
	47 321 943	48 961 924
Ministère de la Santé		
Foyers pour soins spéciaux	14 958 985	11 626 246
Gouvernement du Canada	10 799 665	9 412 163
Régime de médicaments de l'Ontario	196 896	17 905
Divers	850 736	677 272
	26 805 282	21 733 586
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Gouvernement du Canada		
Commission de l'assurance-récolte de l'Ontario	19 119 664	13 100 203
Autres	229 823	27 929
Programme d'aide aux agriculteurs de l'Ontario	3 472 142	939 846
Prêts bancaires garantis	927 851	1 384 789
Divers	1 986 864	1 172 480
	25 736 344	16 625 247
Ministère de l'Environnement		
Municipalités	22 128 285	23 213 251
Gouvernement du Canada	2 875 091	
Divers	5 111	2 381
	25 008 487	23 215 632

ÉTATS DIVERS

COMPTES DÉBITEURS (suite)

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Ministère des Richesses naturelles		
Comptes relatifs au bois de construction et aux mines	17 974 980	14 512 811
Gouvernement du Canada		
Programme de gestion des terres	706 260	778 529
Divers	2 086 449	5 634 763
	20 767 689	20 926 103
Ministère de l'Éducation		
Gouvernement du Canada		
Langues officielles dans l'enseignement	14 387 821	17 093 800
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	4 024 797	
Affaires indiennes — Écoles pour aveugles	90 318	142 562
Centre d'études indépendantes	21 127	35 786
Personnel en prêt de services	8 613	28 915
Divers	143 612	75 197
	18 676 288	17 376 260
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie		
Prêts garantis accordés aux jeunes entrepreneurs	7 765 562	4 923 869
Prêts garantis accordés aux étudiants entrepreneurs	1 422 088	1 235 020
Subventions remboursables au titre du Fonds d'appui à l'exportation et d'expansion du commerce	4 092 470	3 812 083
Divers	442 346	510 230
	13 722 466	10 481 202
Ministère de la Consommation et du Commerce		
Divers	7 408 791	3 606 473
Ministère du Solliciteur général		
Services contractuels de maintien de l'ordre dans les municipalités	4 952 527	3 961 144
Gouvernement du Canada		
Programme conjoint de planification des services d'urgence	1 326 595	1 491 978
Programme de restriction de l'usage des armes à feu	937 034	707 047
Autres	27 124	21 864
Divers	84 925	230 229
	7 328 205	6 412 262
Ministère du Tourisme et des Loisirs		
Vente de Minaki Lodge	3 000 000	3 000 000
Divers	613 724	588 903
	3 613 724	3 588 903
Ministère des Services correctionnels		
Gouvernement du Canada	2 646 349	739 801
Débiteurs—Institutions	238 278	234 531
Divers	178 453	3 416
	3 063 080	977 748

ÉTATS DIVERS

COMPTES DÉBITEURS (suite)

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Ministère de la Culture et des Communications		
Subventions remboursables	2 696 261	2 681 261
Remboursements de dépenses	42 107	5 794
Vente de services	27 264	6 975
	2 765 632	2 694 030
Ministère du Développement du Nord et des Mines		
Recettes fiscales	1 280 372	890 238
Ventes et locations	677 344	480 132
Département de l'Énergie et des Mines	20 157	92 675
Divers	3 450	8 329
	1 981 323	1 471 374
Ministère des Affaires civiques		
Projets dont les frais sont partagés avec d'autres gouvernements	851 705	851 704
Vente de services	29 245	36 776
	880 950	888 480
Ministère des Transports		
Vente de matériaux, services et droits	854 635	1 020 127
Location et ventes de biens		1 232 964
	854 635	2 253 091
Conseil de gestion		
Divers	314 910	225 789
Ministère du Travail		
Tribunal d'appel des accidents du travail		1 062 599
Divers	273 100	98 572
	273 100	1 161 171
Ministère de l'Énergie		
Divers	195 419	68 651
Office des affaires francophones		
Gouvernement du Canada	177 060	373
Bureau de l'Assemblée législative		
Divers	59 916	89 968
Institutions financières		
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles		56 299 418
Divers	48 756	45 146
	48 756	56 344 564

ÉTATS DIVERS

COMPTES DÉBITEURS (suite)

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Ministère de la Formation professionnelle		
Divers	1 969	70 717
Ministère des Affaires intergouvernementales		
Divers	1 044	1 098
Bureau du Conseil des ministres		
Divers	451	77
Ombudsman Ontario		
Divers	128	1 950
Cabinet du premier ministre		
Divers	68	13
Total : comptes débiteurs	1 967 939 461	1 610 715 357

section 4

état des ministères

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES RÉELLES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

Ministère	Crédits			Dépenses réelles			Dépenses réelles		
	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total	Dépenses réelles	Autres comptes*	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques	70 159 200	51 365	70 210 565	61 761 227	51 259	61 812 486	61 812 486		61 812 486
Affaires intergouvernementales	8 033 900		8 033 900	7 289 653	6 135	7 295 788	7 295 788		7 295 788
Affaires municipales	1 092 348 200	9 808	1 092 358 008	1 079 006 888	30 570	1 079 037 458	1 079 037 458		1 079 037 458
Agriculture et Alimentation	591 782 400	40 852 365	632 634 765	584 912 259	39 643 404	624 555 663	612 041 563	12 514 100	624 555 663
Bureau de l'Assemblée législative	127 057 000	2 074 700	129 131 700	116 265 051	2 066 165	118 331 216	118 331 216		118 331 216
Bureau de la région du grand Toronto	20 295 700		20 295 700	11 840 554		11 840 554	2 485 466	9 355 088	11 840 554
Bureau du Conseil des ministres	13 794 100		13 794 100	10 879 529		10 879 529	10 879 529		10 879 529
Bureau du directeur général des élections	1 096 300		1 096 300	1 012 536	2 873 504	3 886 040	3 886 040		3 886 040
Bureau du lieutenant-gouverneur	686 000		686 000	680 643		680 643	680 643		680 643
Bureau du vérificateur provincial	8 025 800	123 000	8 148 800	7 893 684	115 936	8 009 620	8 009 620		8 009 620
Cabinet du premier ministre	2 602 100	45 240	2 647 340	2 591 048	45 240	2 636 288	2 636 288		2 636 288
Collèges et Universités	3 311 482 500	9 808	3 311 492 308	3 296 323 249	9 806	3 296 333 055	3 296 333 055		3 296 333 055
Conseil de gestion	567 236 500	41 557	567 278 057	68 710 091	30 974	68 741 065	68 741 065		68 741 065
Consommation et Commerce	188 768 200	57 057	188 825 257	174 767 138	41 557	174 808 695	174 808 695		174 808 695
Culture et Communications	332 927 000	41 557	332 968 557	328 230 895	41 557	328 272 452	328 272 452		328 272 452
Développement du Nord et Mines	379 676 000	73 306	379 749 306	356 579 653	52 140	356 631 793	356 631 793		356 631 793
Éducation	5 657 966 000	606 041 557	6 264 007 557	5 543 774 981	870 275 497	6 414 050 478	6 414 050 478		6 414 050 478
Énergie	66 335 700	41 557	66 377 257	56 448 872	37 340	56 486 212	56 486 212		56 486 212
Environnement	779 601 700	51 365	779 653 065	710 496 085	51 311	710 547 396	656 793 678	53 753 718	710 547 396
Fomation professionnelle	263 663 700	41 557	263 705 257	252 015 707	41 557	252 057 264	252 057 264		252 057 264
Institutions financières	71 124 500	41 557	71 166 057	63 298 360	42 826	63 341 186	63 341 186		63 341 186
Industrie Commerce et Technologie	307 750 300	52 691 557	360 441 857	268 493 476	113 114 777	381 608 253	280 353 900	101 254 353	381 608 253
Logement	900 759 300	41 557	900 800 857	847 642 345	41 557	847 683 902	847 474 712	209 190	847 683 902
Office de la condition féminine	24 872 000	15 942	24 887 942	23 035 061	7 078	23 042 139	23 042 139		23 042 139
Office des affaires des personnes âgées	8 219 600		8 219 600	7 934 922		7 934 922	7 934 922		7 934 922
Office des affaires des personnes handicapées	8 834 400		8 834 400	7 086 504		7 086 504	7 086 504		7 086 504
Office des affaires francophones	4 277 100		4 277 100	4 062 808		4 062 808	4 062 808		4 062 808
Ombudsman Ontario	9 716 500		9 716 500	9 623 852		9 623 852	9 623 852		9 623 852
Procureur général	706 635 200	395 557	707 030 757	690 133 647	2 817 349	692 950 996	692 950 996		692 950 996
Revenu	887 040 400	12 920 657	899 961 057	880 903 207	13 395 563	894 298 770	894 298 770		894 298 770
Richesses naturelles	727 752 100	141 557	727 893 657	710 030 500	141 557	710 172 057	710 072 057	100 000	710 172 057
Santé	17 118 243 400	41 557	17 118 284 957	16 827 329 880	71 416	16 827 401 296	16 827 401 296		16 827 401 296
Secrétariat des affaires authochtones de l'Ontario	53 212 000	9 808	53 221 808	30 978 004	9 808	30 987 812	30 987 812		30 987 812
Services correctionnels	593 165 600	9 808	593 175 408	591 410 299	9 741	591 420 040	591 420 040		591 420 040
Services gouvernementaux	872 853 434	26 750	872 880 184	779 013 148	60 276	779 073 424	779 073 424		779 073 424
Services sociaux et communautaires	8 440 738 600	41 557	8 440 780 157	8 314 215 436	41 557	8 314 256 993	8 314 256 993		8 314 256 993
Solliciteur général	622 352 200	54 365	622 406 565	614 685 210	4 923 680	619 608 890	619 608 890		619 608 890
Tourisme et Loisirs	232 183 400	41 557	232 224 957	215 202 451	41 557	215 244 008	210 756 947	4 487 061	215 244 008
Transport	2 929 241 800	41 557	2 929 283 357	2 738 071 538	41 557	2 738 113 095	2 738 113 095		2 738 113 095
Travail	364 178 800	1 601 557	365 780 357	234 231 051	1 626 131	235 857 182	235 857 182		235 857 182
Trésor et Économie	103 278 300	4 535 641 557	4 638 919 857	88 914 954	4 196 195 139	4 285 110 093	4 284 185 194	924 899	4 285 110 093
Total des ministères	48 469 966 934	5 253 314 256	53 723 281 190	46 617 776 396	5 247 995 521	51 865 771 917	51 683 173 508	182 598 409	51 865 771 917

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES RÉELLES (FONCTIONNEMENT)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

Ministère	Crédits			Dépenses réelles			Dépenses réelles		
	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total	Dépenses réelles	Autres comptes*	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques	60 499 200	51 365	60 550 565	52 590 860	51 259	52 642 119	52 642 119		52 642 119
Affaires intergouvernementales	8 033 900		8 033 900	7 289 653	6 135	7 295 788	7 295 788		7 295 788
Affaires municipales	1 056 185 600	9 808	1 056 195 408	1 043 277 183	30 570	1 043 307 753	1 043 307 753		1 043 307 753
Agriculture et Alimentation	570 470 200	40 852 365	611 322 565	565 396 940	39 643 404	605 040 344	592 526 244	12 514 100	605 040 344
Bureau de l'Assemblée législative	127 057 000	2 074 700	129 131 700	116 265 051	2 066 165	118 331 216	118 331 216		118 331 216
Bureau de la région du grand Toronto	20 295 700		20 295 700	11 840 554		11 840 554	2 485 466	9 355 088	11 840 554
Bureau du Conseil des ministres	13 794 100		13 794 100	10 879 529		10 879 529	10 879 529		10 879 529
Bureau du directeur général des élections	1 096 300		1 096 300	1 012 536	2 873 504	3 886 040	3 886 040		3 886 040
Bureau du lieutenant-gouverneur	686 000		686 000	680 643		680 643	680 643		680 643
Bureau du vérificateur provincial	8 025 800	123 000	8 148 800	7 893 684	115 936	8 009 620	8 009 620		8 009 620
Cabinet du premier ministre	2 602 100	45 240	2 647 340	2 591 048	45 240	2 636 288	2 636 288		2 636 288
Collèges et Universités	3 112 103 600	9 808	3 112 113 408	3 097 244 376	9 806	3 097 254 182	3 097 254 182		3 097 254 182
Conseil de gestion	567 236 500	41 557	567 278 057	68 710 091	30 974	68 741 065	68 741 065		68 741 065
Consommation et Commerce	188 768 200	57 057	188 825 257	174 767 138	41 557	174 808 695	174 808 695		174 808 695
Culture et Communications	300 862 100	41 557	300 903 657	298 147 647	41 557	298 189 204	298 189 204		298 189 204
Développement du Nord et Mines	118 572 400	73 306	118 645 706	114 570 421	52 140	114 622 561	114 622 561		114 622 561
Éducation	5 239 145 800	606 041 557	5 845 187 357	5 173 005 124	870 275 497	6 043 280 621	6 043 280 621		6 043 280 621
Énergie	43 052 000	41 557	43 093 557	36 059 347	37 340	36 096 687	36 096 687		36 096 687
Environnement	513 166 700	51 365	513 218 065	460 827 737	51 311	460 879 048	407 125 330	53 753 718	460 879 048
Formation professionnelle	263 663 700	41 557	263 705 257	252 015 707	41 557	252 057 264	252 057 264		252 057 264
Institutions financières	71 124 500	41 557	71 166 057	63 298 360	42 826	63 341 186	63 341 186		63 341 186
Industrie Commerce et Technologie	275 449 300	52 691 557	328 140 857	260 619 851	113 114 777	373 734 628	272 480 275	101 254 353	373 734 628
Logement	767 302 300	41 557	767 343 857	737 723 171	41 557	737 764 728	737 555 538	209 190	737 764 728
Office de la condition féminine	24 872 000	15 942	24 887 942	23 035 061	7 078	23 042 139	23 042 139		23 042 139
Office des affaires des personnes âgées	5 581 100		5 581 100	5 415 473		5 415 473	5 415 473		5 415 473
Office des affaires des personnes handicapées	6 245 900		6 245 900	4 674 214		4 674 214	4 674 214		4 674 214
Office des affaires francophones	4 277 100		4 277 100	4 062 808		4 062 808	4 062 808		4 062 808
Ombudsman Ontario	9 716 500		9 716 500	9 623 852		9 623 852	9 623 852		9 623 852
Procureur général	694 862 200	395 557	695 257 757	680 978 112	2 817 349	683 795 461	683 795 461		683 795 461
Revenu	887 040 400	12 920 657	899 961 057	880 903 207	13 395 563	894 298 770	894 298 770		894 298 770
Richesses naturelles	635 428 600	141 557	635 570 157	625 857 518	141 557	625 999 075	625 899 075	100 000	625 999 075
Santé	16 868 243 400	41 557	16 868 284 957	16 693 671 992	71 416	16 693 743 408	16 693 743 408		16 693 743 408
Secrétariat des affaires authochtones de l'Ontario	31 987 000	9 808	31 996 808	16 499 768	9 808	16 509 576	16 509 576		16 509 576
Services correctionnels	584 215 600	9 808	584 225 408	582 912 740	9 741	582 922 481	582 922 481		582 922 481
Services gouvernementaux	551 290 334	26 750	551 317 084	529 697 972	60 276	529 758 248	529 758 248		529 758 248
Services sociaux et communautaires	8 314 701 700	41 557	8 314 743 257	8 188 338 981	41 557	8 188 380 538	8 188 380 538		8 188 380 538
Solliciteur général	594 567 200	54 365	594 621 565	588 807 627	4 923 680	593 731 307	593 731 307		593 731 307
Tourisme et Loisirs	162 381 500	41 557	162 423 057	147 884 048	41 557	147 925 605	143 438 544	4 487 061	147 925 605
Transport	893 787 000	41 557	893 828 557	891 850 464	41 557	891 892 021	891 892 021		891 892 021
Travail	364 178 800	1 601 557	365 780 357	234 231 051	1 626 131	235 857 182	235 857 182		235 857 182
Trésor et Économie	91 778 300	4 535 641 557	4 627 419 857	78 335 973	4 196 195 139	4 274 531 112	4 273 606 213	924 899	4 274 531 112
Total des ministères	44 054 347 634	5 253 314 256	49 307 661 890	42 743 487 512	5 247 995 521	47 991 483 033	47 808 884 624	182 598 409	47 991 483 033

*Prêts et dotations en capital et autre passif

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES RÉELLES (CAPITAL)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

Ministère	Crédits			Dépenses réelles			Depenses réelles		
	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total	Dépenses réelles	Autres comptes*	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques	9 660 000		9 660 000	9 170 367		9 170 367	9 170 367		9 170 367
Affaires intergouvernementales									
Affaires municipales	36 162 600		36 162 600	35 729 705		35 729 705	35 729 705		35 729 705
Agriculture et Alimentation	21 312 200		21 312 200	19 515 319		19 515 319	19 515 319		19 515 319
Bureau de la région du grand Toronto									
Bureau de l'Assemblée législative									
Bureau du Conseil des ministres									
Bureau du directeur général des élections									
Bureau du lieutenant-gouverneur									
Bureau du vérificateur povincial									
Cabinet du premier ministre									
Collèges et Universités	199 378 900		199 378 900	199 078 873		199 078 873	199 078 873		199 078 873
Conseil de gestion									
Consommation et Commerce									
Culture et Communications	32 064 900		32 064 900	30 083 248		30 083 248	30 083 248		30 083 248
Développement du Nord et Mines	261 103 600		261 103 600	242 009 232		242 009 232	242 009 232		242 009 232
Éducation	418 820 200		418 820 200	370 769 857		370 769 857	370 769 857		370 769 857
Énergie	23 283 700		23 283 700	20 389 525		20 389 525	20 389 525		20 389 525
Environnement	266 435 000		266 435 000	249 668 348		249 668 348	249 668 348		249 668 348
Fomation professionnelle									
Institutions financières									
Industrie Commerce et Technologie	32 301 000		32 301 000	7 873 625		7 873 625	7 873 625		7 873 625
Logement	133 457 000		133 457 000	109 919 174		109 919 174	109 919 174		109 919 174
Office de la condition féminine									
Office des affaires des personnes âgées	2 638 500		2 638 500	2 519 449		2 519 449	2 519 449		2 519 449
Office des affaires des personnes handicapées	2 588 500		2 588 500	2 412 290		2 412 290	2 412 290		2 412 290
Office des affaires francophones									
Ombudsman Ontario									
Procureur général	11 773 000		11 773 000	9 155 535		9 155 535	9 155 535		9 155 535
Revenu									
Richesses naturelles	92 323 500		92 323 500	84 172 982		84 172 982	84 172 982		84 172 982
Santé	250 000 000		250 000 000	133 657 888		133 657 888	133 657 888		133 657 888
Secrétariat des affaires authochtones de l'Ontario	21 225 000		21 225 000	14 478 236		14 478 236	14 478 236		14 478 236
Services correctionnels	8 950 000		8 950 000	8 497 559		8 497 559	8 497 559		8 497 559
Services gouvernementaux	321 563 100		321 563 100	249 315 176		249 315 176	249 315 176		249 315 176
Services sociaux et communautaires	126 036 900		126 036 900	125 876 455		125 876 455	125 876 455		125 876 455
Solliciteur général	27 785 000		27 785 000	25 877 583		25 877 583	25 877 583		25 877 583
Tourisme et Loisirs	69 801 900		69 801 900	67 318 403		67 318 403	67 318 403		67 318 403
Transport	2 035 454 800		2 035 454 800	1 846 221 074		1 846 221 074	1 846 221 074		1 846 221 074
Travail									
Trésor et Économie	11 500 000		11 500 000	10 578 981		10 578 981	10 578 981		10 578 981
Total des ministères	4,415,619,300		4,415,619,300	3,874,288,884		3,874,288,884	3,874,288,884		3,874,288,884

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-10

SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES 4-12

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE 4-14

STRATÉGIE ANTI-RACISTE 4-16

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-10

SOMMAIRE 4-9

ÉTAT DES RECETTES 4-18

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
3 959 460	Administration du ministère	5 763 965	5 239 475
27 927 298	Soutien aux relations civiques	32 875 500	28 781 433
12 170 014	Commission des droits de la personne	14 666 400	14 173 523
3 319 598	Stratégie anti-raciste	7 244 700	4 447 688
47 376 370	**Total (Fonctionnement) du ministère**	60 550 565	52 642 119
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
47 376 370	Total des dépenses	60 550 565	52 642 119
		CAPITAL	
7 995 000	Soutien aux relations civiques	9 660 000	9 170 367
7 995 000	**Total (Capital) du ministère**	9 660 000	9 170 367
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
7 995 000	Total des dépenses	9 660 000	9 170 367

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
601 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 577 500	67 800	1 645 300	Bureau principal	1 626 456
2	3 227 400	300 600	3 528 000	Analyse et planification	3 085 559
3	539 300		539 300	Commissions d'enquête	476 201
	5 344 200	368 400	5 712 600		5 188 216
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	19 616		19 616	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	19 510
	5 395 565	368 400	5 763 965	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	5 239 475

Description du programme :

Ce programme vise à fournir l'orientation générale pour l'élaboration et la planification des politiques du ministère.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 106 489
Avantages sociaux	199 104
Transports et communications	103 210
Services	157 479
Fournitures et matériel	60 174
	1 626 456
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé aux adjoints parlementaires	19 510
Analyse et planification (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 571 768
Avantages sociaux	226 656
Transports et communications	193 769
Services	1 222 900
Fournitures et matériel	133 076
	3 348 169
Moins : recouvrement d'autres ministères	262 610
	3 085 559

Commissions d'enquête (Poste 3)	$
Traitements et salaires	38 854
Avantages sociaux	1 943
Transports et communications	50 511
Services	370 181
Fournitures et matériel	14 712
	476 201
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	5 239 475

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
602				**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES**	
FONCTIONNEMENT					
1	493 100		493 100	Conseil consultatif de l'Ontario sur les relations civiques et multiculturelles	413 088
2	3 702 200		3 702 200	Relations civiques	3 463 386
3	7 647 600	850 000	8 497 600	Services spéciaux aux autochtones	7 182 172
4	14 282 600	129 000	14 411 600	Services régionaux	13 640 099
5	5 771 000		5 771 000	Stratégies relatives au multiculturalisme et aux relations interraciales	4 082 688
	31 896 500	979 000	32 875 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES	28 781 433
CAPITAL					
6	9 660 000		9 660 000	Installations communautaires	9 170 367
	9 660 000		9 660 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES	9 170 367

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'encourager et d'aider les immigrants, les membres des minorités culturelles et raciales et les autochtones à participer à la communauté ontarienne, à titre individuel et collectif, afin que tous les habitants de l'Ontario puissent jouir pleinement et également de leurs droits civiques tout en assumant les responsabilités dont ils sont assortis. Il travaille afin d'éliminer la discrimination raciale. Il fournit un appui à l'acceptation de toutes les cultures et de toutes les races et à la réceptivité à leur égard; au développement économique et culturel des autochtones; ainsi qu'à l'amélioration de l'accès des gens de différentes cultures et races aux programmes et aux services gouvernementaux. Le ministère assiste les immigrants à s'établir et à s'intégrer dans la société.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES — CRÉDIT 602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Conseil consultatif des relations civiques et multiculturelles (Poste 1)	$
Traitements et salaires	207 002
Avantages sociaux	22 178
Transports et communications	69 663
Services	108 796
Fournitures et matériel	5 449
	413 088

Relations civiques (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 977 171
Avantages sociaux		320 876
Transports et communications		200 816
Services		1 027 766
Fournitures et matériel		276 124
		3 802 753
Moins : recouvrements d'autres ministères		339 367
		3 463 386

Services spéciaux aux autochtones (Poste 3)	$	
Traitements et salaires		2 150 755
Avantages sociaux		421 381
Transports et communications		260 877
Services		99 954
Fournitures et matériel		170 442
Paiements de transfert		
Subventions pour des projets et services spéciaux	2 378 334	
Subventions versées pour le compte d'autres ministères	575 152	
Projets de gestion et de formation	1 714 728	4 668 214
		7 771 623
Moins : recouvrements d'autres ministères		589 451
		7 182 172

Services régionaux (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		3 595 142
Avantages sociaux		643 467
Transports et communications		160 496
Services		605 191
Fournitures et matériel		242 551
Paiements de transfert		
Subventions aux relations civiques	600 266	
Subventions pour projets communautaires	2 611 455	
Subventions pour l'établissement et l'intégration	5 471 402	
Redressement par rapport au marché du travail	796 817	
Subventions au titre des services d'interprètes et des programmes de formation	961 492	
Subventions pour le multiculturalisme en milieu de travail	599 700	
Subventions au programme Expérience '91	265 765	11 306 897
		16 553 744
Moins : recouvrements d'autres ministères		2 913 645
		13 640 099

Stratégies relatives au multiculturalisme et aux relations interraciales (Poste 5)	
Services	831 490
Paiements de transfert	
Fonds pour le multiculturalisme et les relations interraciales	3 251 198
	4 082 688
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES	28 781 433

CAPITAL

Installations communautaires (Poste 6)	
Paiements de transfert	
Subventions aux communautés	9 170 367
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES	9 170 367

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
603 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE**	
1	12 209 300	2 457 100	14 666 400	Commission ontarienne des droits de la personne	14 173 523
	12 209 300	2 457 100	14 666 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE	14 173 523

Description du programme :

Ce programme vise à créer, au niveau des collectivités, un climat d'entente et de respect mutuel dans lequel les particuliers seront amenés à se sentir égaux en dignité et en droits; à protéger les habitants de l'Ontario de toute discrimination illégale et à offrir un recours à ceux qui ont subi une atteinte à leurs droits.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE — CRÉDIT 603

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT	
Commission ontarienne des droits de la personne (Poste 1)	$
Traitements et salaires	9 725 901
Avantages sociaux	1 715 993
Transports et communications	860 674
Services	1 279 690
Fournitures et matériel	591 265
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE	14 173 523

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
604 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA STRATÉGIE ANTI-RACISTE**	
1	7 244 700		7 244 700	Secrétariat ontarien contre le racisme ...	4 447 688
	7 244 700		7 244 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA STRATÉGIE ANTI-RACISTE	4 447 688

Description du programme :

Travailler en collaboration avec tous les secteurs de la société (secteurs communautaire, public, parapublic et privé) et leur apporter un appui en vue d'élaborer des initiatives particulières de lutte contre le racisme individuel et systémique. Sensibiliser le public aux problèmes du racisme et prendre des mesures pour transformer les attitudes de la société. Au sein du gouvernement, recommander des modifications aux politiques et aux programmes en vue d'aider les minorités raciales et les peuples autochtones.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME DE LA STRATÉGIE ANTI-RACISTE — CRÉDIT 604

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT		
Secrétariat ontarien contre le racisme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		2 044 412
Avantages sociaux		262 531
Transports et communications		348 284
Services		419 095
Fournitures et matériel		253 651
Paiements de transfert	$	
Fonds d'encouragement destinés aux secteurs public et privé élargis	143 840	
Subventions pour projets communautaires	977 034	
Résolution de différends	77 000	1 197 874
		4 525 847
Moins : recouvrements d'autres ministères		78 159
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA STRATÉGIE ANTI-RACISTE		4 447 688

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Régime d'assistance publique du Canada — Services communautaires aux Indiens		1 021 616
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues		641 423
		1 663 039
VENTES ET LOCATIONS	3 685	10 480
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions retournées	423 098	89 935
Autres	18 144	19 104
	441 242	109 039
DIVERS	(420 174)	529 429
TOTAL DES RECETTES	24 753	2 311 987

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-22

RELATIONS FÉDÉRALES ET INTERPROVINCIALES 4-24

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-22

SOMMAIRE 4-21

ÉTAT DES RECETTES 4-26

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
2 166 291	Administration du ministère	2 391 900	2 114 232
2 809 933	Relations fédérales et interprovinciales	5 642 000	5 181 556
4 976 224	**Total (Fonctionnement) du ministère**	8 033 900	7 295 788
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
4 976 224	Total des dépenses	8 033 900	7 295 788

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2301 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 100 600		1 100 600	Bureau principal	893 447
2	784 300		784 300	Services administratifs et financiers	734 558
3	421 000	86 000	507 000	Services de communications	480 092
	2 305 900	86 000	2 391 900		2 108 097
L				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	6 135
	2 305 900	86 000	2 391 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2 114 232

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des conseils au gouvernement sur les politiques à suivre, ainsi qu'une orientation générale et des services de planification, de gestion et de communications aux programmes du ministère.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	545 095
Avantages sociaux	168 751
Transports et communications	80 828
Services	68 448
Fournitures et matériel	30 325
	893 447

Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	6 135

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	406 518
Avantages sociaux	86 148
Transports et communications	20 140
Services	68 269
Fournitures et matériel	153 483
	734 558

Services de communications (Poste 3)	$
Traitements et salaires	284 532
Avantages sociaux	48 611
Transports et communications	57 608
Services	65 999
Fournitures et matériel	23 342
	480 092

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2 114 232

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
2302 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES RELATIONS FÉDÉRALES ET INTERPROVINCIALES**	
1	5 642 000		5 642 000	Bureau des affaires constitutionnelles et des relations fédérales-provinciales . . .	5 181 556
	5 642 000		5 642 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES RELATIONS FÉDÉRALES ET INTERPROVINCIALES	5 181 556

Description du programme :

Ce programme a pour objet de définir et de promouvoir les intérêts de l'Ontario et les relations qu'il entretient avec les gouvernements fédéral, provinciaux et les territoires du Canada; et donne des conseils sur les questions relatives aux affaires constitutionnelles, conformément aux principaux objectifs poursuivis à ce niveau par le gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME DES RELATIONS FÉDÉRALES ET INTERPROVINCIALES — CRÉDIT 2302

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Affaires constitutionnelles et relations fédérales-provinciales (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 405 691
Avantages sociaux	369 846
Transports et communications	530 876
Services	672 416
Fournitures et matériel	417 638
Paiements de transfert	786 716
	5 183 183
Moins : recouvrements — Programme Expérience '91	1 627
	5 181 556

Relations stratégiques	$		
Traitements et salaires		1 467 356	
Avantages sociaux		241 172	
Transports et communications		178 311	
Services		143 911	
Fournitures et matériel		106 303	
Paiements de transfert	$		
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	492 570		
Institut des relations intergouvernementales	35 000		
Subventions visant à promouvoir les relations fédérales-provinciales	223 646	751 216	2 888 269

Bureau d'Ottawa	$	
Traitements et salaires	403 238	
Avantages sociaux	48 357	
Transports et communications	206 447	
Services	55 105	
Fournitures et matériel	95 056	808 203

Relations constitutionnelles et fédérales-provinciales	$	$
Traitements et salaires	318 531	
Avantages sociaux	49 249	
Transports et communications	48 978	
Services	384 956	
Fournitures et matériel	173 874	
	975 588	
Moins : recouvrements — Programme Expérience '91	1 627	973 961

Bureau de Québec	$	
Traitements et salaires	216 566	
Avantages sociaux	31 068	
Transports et communications	97 140	
Services	88 444	
Fournitures et matériel	42 405	
Paiements de transfert		
Initiatives de la Commission permanente de coopération Ontario-Québec	35 500	511 123

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS FÉDÉRALES ET INTERPROVINCIALES	5 181 556

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Prêts de services	77 890	155 878
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	34 402	2 067
DIVERS	1 955	68
TOTAL DES RECETTES	114 247	158 013

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-30
- POLITIQUES MUNICIPALES 4-32
- OPÉRATIONS MUNICIPALES 4-34
- VÉRIFICATION DES COMPTES MUNICIPAUX DE L'ONTARIO 4-38
- AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS 4-40
- PROGRAMME DES SERVICES EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT EN EAU DE L'ONTARIO 4-42
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-30
- SOMMAIRE 4-29

ÉTAT DES RECETTES 4-44

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-44

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
7 442 616	Administration du ministère	7 631 608	7 028 224
7 290 843	Politiques municipales	10 066 100	8 019 825
983 376 031	Opérations municipales	1 034 228 500	1 024 198 248
1 848 407	Vérification des comptes municipaux de l'Ontario	1 924 000	1 919 505
855 963	Aménagement des secteurs riverains	1 745 200	1 628 693
	Programme relatif aux services en matière d'approvisionnement en eau de l'Ontario	600 000	513 258
1 000 813 860	**Total (Fonctionnement) du ministère**	1 056 195 408	1 043 307 753
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
1 000 813 860	Total des dépenses	1 056 195 408	1 043 307 753
1 000 813 860		1 056 195 408	1 043 307 753
		CAPITAL	
18 279 969	Opérations municipales	36 162 600	35 729 705
18 279 969	**Total (Capital) du ministère**	36 162 600	35 729 705
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
18 132 424	Total des dépenses	36 162 600	35 729 705
147 545	Total des prêts et dotations en capital		
18 279 969		36 162 600	35 729 705

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2701 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	967 000	72 700	1 039 700	Bureau principal	1 034 697
2	1 420 600		1 420 600	Services juridiques	1 393 859
3	5 161 500		5 161 500	Analyse et planification	4 569 098
	7 549 100	72 700	7 621 800		6 997 654
L				Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	21 166
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 404
	7 558 908	72 700	7 631 608	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	7 028 224

Description du programme :

Ce programme définit les objectifs, priorités et orientations, mécanismes de contrôle et normes de présentation et de gestion du ministère des Affaires municipales et coordonne les services de soutien administratifs et opérationnels cédés par le ministère du Logement.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	742 231
Avantages sociaux	138 251
Transports et communications	70 481
Services	62 842
Fournitures et matériel	20 892
	1 034 697
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	21 166
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 404
Services juridiques (Poste 2)	
Traitements et salaires	39 584
Avantages sociaux	4 134
Transports et communications	39 506
Services	1 270 705
Fournitures et matériel	39 930
	1 393 859

Analyse et planification (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 750 742
Avantages sociaux	294 903
Transports et communications	165 185
Services	2 109 169
Fournitures et matériel	256 234
Paiements de transfert Programme Expérience '91	108 965
	4 685 198
Moins : recouvrements d'autres ministères	116 100
	4 569 098
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	7 028 224

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
2702 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES POLITIQUES MUNICIPALES**	
1	1 657 800	323 400	1 981 200	Administration du programme	1 976 827
2	8 084 900		8 084 900	Politiques et planification municipales ...	6 042 998
	9 742 700	323 400	10 066 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES MUNICIPALES	8 019 825

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration des politiques et le soutien des lois et règlements liés à la structure municipale, à ses finances et à la planification de l'utilisation des terrains.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DES POLITIQUES MUNICIPALES — CRÉDIT 2702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 439 970
Avantages sociaux	241 439
Transports et communications	79 860
Services	159 721
Fournitures et matériel	55 837
	1 976 827

Politiques et planification municipales (Poste 2)	$
Traitements et salaires	3 999 120
Avantages sociaux	739 566
Transports et communications	235 695
Services	864 390
Fournitures et matériel	204 227
	6 042 998

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES MUNICIPALES	8 019 825

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2703				**PROGRAMME DES OPÉRATIONS MUNICIPALES**	
FONCTIONNEMENT					
1	3 126 500		3 126 500	Administration du programme	3 095 512
2	7 470 300		7 470 300	Services municipaux	7 366 712
3	4 743 600	336 900	5 080 500	Administration des plans	5 079 093
4	1 018 551 200		1 018 551 200	Subsides	1 008 656 931
	1 033 891 600	336 900	1 034 228 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES OPÉRATIONS MUNICIPALES	1 024 198 248
CAPITAL					
5	36 162 600		36 162 600	Subsides	35 729 705
	36 162 600		36 162 600	TOTAL (CAPITAL) POUR LES OPÉRATIONS MUNICIPALES	35 729 705

Description du programme :

Ce programme supervise la conception, l'élaboration, la coordination, la prestation et le contrôle des activités au nom de tout le ministère.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DES OPÉRATIONS MUNICIPALES — CRÉDIT 2703

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 175 757
Avantages sociaux	415 540
Transports et communications	146 231
Services	306 802
Fournitures et matériel	51 182
	3 095 512

Services municipaux (Poste 2)	
Traitements et salaires	5 045 080
Avantages sociaux	999 963
Transports et communications	654 435
Services	443 492
Fournitures et matériel	223 742
	7 366 712

Administration des plans (Poste 3)	
Traitements et salaires	3 954 710
Avantages sociaux	761 915
Transports et communications	184 733
Services	131 946
Fournitures et matériel	45 789
	5 079 093

Subsides (Poste 4)		
Traitements et salaires		1 615 536
Avantages sociaux		310 417
Transports et communications		81 337
Services		259 666
Fournitures et matériel		87 697
Paiements de transfert	$	
Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario		
Subventions inconditionnelles	946 738 777	
Autres subventions	16 300 459	
	963 039 236	
Paiements en vertu de la	$	
Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	27 379 028	
Impôts acquittés sur les biens-fonds provinciaux occupés par des locataires en vertu de la *Loi sur l'évaluation foncière*	6 756 340	
Aide à l'annexation	193 238	
Services municipaux en français	223 006	
Conseil de la zone de développement de Moosonee	920 028	
Paiements aux associations municipales	173 000	
Programme municipal d'équité d'emploi	410 524	
Assistance en vertu de la *Loi sur l'évaluation foncière*	602 355	
Aménagement communautaire, *Loi sur le ministère des Affaires municipales et du Logement*	56 000	
Assistance accordée aux municipalités, conseils d'aménagement et territoires non érigés en municipalités pour les aider à entreprendre un programme de planification	999 689	
Assistance accordée aux fins de l'administration des activités de planification dans les cantons non érigés en municipalités qui font partie d'une zone d'aménagement officielle	269 588	
Comité intergouvernemental sur la recherche urbaine et régionale	97 906	
Programme de formation et enseignement des affaires municipales	1 335 779	
Programme municipal d'équité salariale	1 229 183	1 003 684 900

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DES OPÉRATIONS MUNICIPALES — CRÉDIT 2703 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT		
Autres opérations	$	$
Remise d'impôt foncier	8 844 079	
Intérêt net sur les prêts accordés dans le cadre du programme d'aide aux propriétaires riverains	131 180	
Intérêt net sur les prêts accordés au titre de l'infrastructure régionale	2 333 047	
Intérêt net sur les prêts accordés dans le cadre du Programme de rénovation des secteurs commerciaux	563 618	11 871 924
		1 017 911 477
Moins : recouvrements d'autres ministères		9 254 546
		1 008 656 931
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES OPÉRATIONS MUNICIPALES		1 024 198 248

CAPITAL	
Subsides (Poste 5)	$
Paiements de transfert	
Programme global d'amélioration et d'aménagement communautaire	33 067 950
Aide à l'augmentation du stock de logements	2 361 755
Aménagement communautaire, *Loi sur le ministère des Affaires Municipales et du Logement*	300 000
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES OPÉRATIONS MUNICIPALES	35 729 705

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2704 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE VÉRIFICATION DES COMPTES MUNICIPAUX DE L'ONTARIO**	
1	1 831 600	92 400	1 924 000	Bureau ontarien de vérification des comptes municipaux	1 919 505
	1 831 600	92 400	1 924 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES MUNICIPAUX DE L'ONTARIO	1 919 505

Description du programme :

Le programme de vérification des comptes municipaux de l'Ontario a pour but d'assurer, pour le compte de douze ministères provinciaux, la vérification des subventions conditionnelles accordées par la province à des municipalités. Le bureau procédera aux opérations de vérification comptable et aux sondages de conformité jugés nécessaires dans certaines municipalités.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DE VÉRIFICATION DES COMPTES MUNICIPAUX DE L'ONTARIO — CRÉDIT 2704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT	
Bureau ontarien de vérification des comptes municipaux (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 371 167
Avantages sociaux	244 649
Transports et communications	198 413
Services	42 624
Fournitures et matériel	62 652
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE VÉRIFICATION DES COMPTES MUNICIPAUX DE L'ONTARIO	1 919 505

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
2705				**PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS**	
FONCTIONNEMENT					
1	1 218 700	526 500	1 745 200	Bureau du conseiller spécial	1 628 693
	1 218 700	526 500	1 745 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS	1 628 693

Description du programme :

Le programme d'aménagement des secteurs riverains a été établi pour promouvoir l'aménagement ordonné des secteurs riverains de la province et pour répondre aux besoins dans les domaines du tourisme, des loisirs, de la conservation du patrimoine et du développement industriel.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS — CRÉDIT 2705

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT	
Bureau du conseiller spécial (Poste 1)	$
Traitements et salaires	371 954
Avantages sociaux	218 192
Transports et communications	35 995
Services	993 802
Fournitures et matériel	8 750
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS	1 628 693

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2706 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT EN EAU DE L'ONTARIO**	
1	600 000		600 000	Secrétariat ontarien des services en matière d'approvisionnement en eau	513 258
	600 000		600 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT EN EAU DE L'ONTARIO	513 258

Description du programme :

Le Secrétariat ontarien des services en matière d'approvisionnement en eau a été mis sur pied avec mandat de fournir des conseils sur les investissements d'infrastructures (installations pour l'approvisionnement en eau et l'épuration des eaux d'égout) qui sont nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. Le Secrétariat doit aussi veiller à ce que ces investissements respectent les objectifs de la province en matière d'aménagement du territoire et de planification communautaire.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DES SERVICES EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT EN EAU DE L'ONTARIO — CRÉDIT 2706

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT	
Secrétariat ontarien des services en matière d'approvisionnement en eau (Poste 1)	$
Traitements et salaires	246 966
Avantages sociaux	83 796
Transports et communications	30 884
Services	137 411
Fournitures et matériel	14 201
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT EN EAU DE L'ONTARIO	513 258

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Programme de revitalisation des centres-villes — Municipalités	1 344 359	1 677 961
Programme de revitalisation de la rue principale — Municipalités	761 505	822 004
Rénovation urbaine — Part des sommes recouvrées revenant à la province	67 692	56 045
	2 173 556	2 556 010
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		70
VENTES ET LOCATIONS	6 912	9 615
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Taxes sur les locaux occupés par des locataires	2 161 505	3 163 648
Subventions	343 990	275 698
Autres	18 277	8 357
	2 523 772	3 447 703
DIVERS		
Intérêts gagnés au titre du Programme de rénovation des secteurs commerciaux	547 808	595 525
Autres	2 710	23 399
	550 518	618 924
TOTAL DES RECETTES	5 254 758	6 632 322

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
PRÊTS AUX MUNICIPALITÉS		
Programme Opération Logement	7 205 372	6 416 303
Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver	2 603 798	2 669 265
Loi de 1973 sur l'aide aux propriétaires riverains	1 326 869	1 146 264
Financement des travaux municipaux	1 238 354	1 175 122
Prêts fédéraux-provinciaux pour la création d'emplois	1 146 600	1 075 500
Programme de rénovation des secteurs commerciaux	1 140 493	1 280 733
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	232 000	219 000
	14 893 486	13 982 187
AUTRES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL		
Aide sous forme de crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	185 460	202 156
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	15 078 946	14 184 343

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-48

SERVICES AGRICOLES ET RURAUX 4-50

DÉVELOPPMENT DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE 4-54

ÉDUCATION ET RECHERCHE 4-56

SERVICES D'INSPECTION ET D'ANALYSE EN LABORATOIRE 4-58

ORGANISMES DU MINISTÈRE 4-60

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-48, 4-50, 4-60

SOMMAIRE 4-47

ÉTAT DES RECETTES 4-62

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-63

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-64

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
28 019 811	Administration du ministère	30 658 465	29 892 796
342 626 742	Services agricoles et ruraux	321 653 300	321 116 292
11 994 975	Développement de l'industrie alimentaire	18 642 800	16 763 098
78 586 329	Éducation et recherche	81 270 200	80 418 351
35 312 095	Services d'inspection et d'analyse en laboratoire	35 686 900	35 446 631
78 325 822	Organismes du ministère	123 410 900	121 403 176
574 865 774	**Total (Fonctionnement) du ministère**	611 322 565	605 040 344
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
562 853 774	Total des dépenses	598 442 565	592 526 244
12 012 000	Total des prêts et dotations en capital	12 880 000	12 514 100
574 865 774		611 322 565	605 040 344
		CAPITAL	
864 889	Administration du ministère	845 000	827 895
18 545 598	Services agricoles et ruraux	8 307 000	8 303 629
3 215 349	Éducation et recherche	9 915 200	8 797 248
712 904	Services d'inspection et d'analyse en laboratoire	2 245 000	1 586 547
23 338 740	**Total (Capital) du ministère**	21 312 200	19 515 319
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
23 338 740	Total des dépenses	21 312 200	19 515 319

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
101 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 674 500	16 100	1 690 600	Bureau principal	1 523 067
2	8 077 300	995 700	9 073 000	Services administratifs et financiers	9 053 616
3	2 269 200	260 900	2 530 100	Ressources humaines	2 392 601
4	3 997 800		3 997 800	Services de communications	3 809 375
5	3 720 000	726 700	4 446 700	Analyse et planification	4 443 045
6	789 400	75 000	864 400	Services juridiques	805 926
7	667 800		667 800	Services de vérification	619 896
8	5 879 400	879 800	6 759 200	Systèmes informatiques	6 758 062
9	557 700	19 800	577 500	Initiatives de Guelph	435 843
	27 633 100	2 974 000	30 607 100		29 841 431
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	19 616		19 616	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	19 616
	27 684 465	2 974 000	30 658 465	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	29 892 796
CAPITAL					
10	600 000	245 000	845 000	Gestion des installations	827 895
	600 000	245 000	845 000	TOTAL (CAPITAL) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	827 895

Description du programme :

Ce programme fournit et coordonne les mécanismes d'élaboration des politiques et des décisions du ministère au niveau des organes directeurs, ainsi que les services de soutien administratif essentiels à l'exécution des programmes du ministère.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 020 129
Avantages sociaux	196 383
Transports et communications	131 017
Services	87 874
Fournitures et matériel	87 664
	1 523 067

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé aux adjoints parlementaires	19 616

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 824 862
Avantages sociaux	1 071 268
Transports et communications	1 112 174
Services	2 489 785
Fournitures et matériel	555 527
	9 053 616

Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 455 697
Avantages sociaux	487 085
Transports et communications	77 141
Services	263 354
Fournitures et matériel	109 324
	2 392 601

Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	2 163 465
Avantages sociaux	396 044
Transports et communications	162 958
Services	697 968
Fournitures et matériel	388 940
	3 809 375

Analyse et planification (Poste 5)	
Traitements et salaires	3 081 813
Avantages sociaux	520 120
Transports et communications	349 739
Services	288 750
Fournitures et matériel	202 623
	4 443 045

Services juridiques (Poste 6)	
Transports et communications	19 058
Services	757 586
Fournitures et matériel	29 282
	805 926

Services de vérification (Poste 7)	$
Traitements et salaires	460 104
Avantages sociaux	73 974
Transports et communications	33 675
Services	10 332
Fournitures et matériel	41 811
	619 896

Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	3 317 794
Avantages sociaux	576 987
Transports et communications	332 628
Services	5 719 035
Fournitures et matériel	431 677
	10 378 121
Moins : recouvrements d'autres ministères	3 620 059
	6 758 062

Initiatives de Guelph (Poste 9)	
Traitements et salaires	298 934
Avantages sociaux	37 410
Transports et communications	28 702
Services	57 537
Fournitures et matériel	13 260
	435 843

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	29 892 796

CAPITAL

Gestion des installations (Poste 10)	
Services	796
Fournitures et matériel	3 456
Acquisition/construction de biens immobiliers	823 643

TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	827 895

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
102				**PROGRAMME DES SERVICES AGRICOLES ET RURAUX**	
FONCTIONNEMENT					
1	298 287 900	12 564 400	310 852 300	Services agricoles et ruraux	310 482 192
	298 287 900	12 564 400	310 852 300		310 482 192
L	10 800 000		10 800 000	Débentures pour le drainage par tuyaux, *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*	10 634 100
L	1 000		1 000	Paiements de garanties, *Loi sur l'administration financière*	
	309 088 900	12 564 400	321 653 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES AGRICOLES ET RURAUX	321 116 292
CAPITAL					
2	8 205 000	102 000	8 307 000	Installations et subventions agricoles et rurales	8 303 629
	8 205 000	102 000	8 307 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SERVICES AGRICOLES ET RURAUX	8 303 629

Description du programme :

Ce programme fournit un appui permanent à l'industrie agricole par : la gestion financière des exploitations agricoles et autres programmes connexes; une assistance aux organisations rurales et agricoles; des services consultatifs et techniques spécialisés; une assistance à la bonification des terres agricoles et à l'aménagement des ressources en eau; et par une représentation des intérêts agricoles dans la planification de l'aménagement des terres. Ce programme comprend des programmes qui fournissent une aide financière au secteur agricole.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DES SERVICES AGRICOLES ET RURAUX — CRÉDIT 102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Services agricoles et ruraux (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		31 789 790
Avantages sociaux		6 005 426
Transports et communications		3 570 092
Services		5 456 606
Fournitures et matériel		3 445 076
Paiements de transfert		
Remises fiscales aux exploitations agricoles	158 560 103	
Programme d'allégement d'intérêts pour les agriculteurs	58 963 997	
Débuts agricoles	11 385 799	
Programme d'aide aux agriculteurs débutants	2 280 335	
Garanties de prêts d'exploitation	304 196	
Indemnisation des dommages causés par les loups, les ours et les chasseurs	736 252	
Société de prêts pour l'établissement des jeunes agriculteurs de l'Ontario	263 557	
Programme d'indemnisation contre la rage	167 896	
Subventions et subsides pour le bétail	176 800	
Réduction des taux d'intérêt pour les exploitations agricoles familiales	89 823	
Subventions pour les prêts bancaires aux agriculteurs	15 269	
Subventions aux municipalités tenant lieu de taxes	48 075	
Gestion des terres II	8 275 597	
Association pour l'amélioration des sols et des cultures de l'Ontario	46 096	
Développement de l'industrie de la viande rouge	4 537 429	
Société d'amélioration du troupeau laitier de l'Ontario	2 750 000	
Aide à l'installation de vétérinaires dans une région désignée	757 246	
Programme des bovins d'engraissement	62 534	
Sociétés agricoles et horticoles	1 208 831	
Autre aide pour les services agricoles et ruraux	1 169 894	
Fondation pour la vie à la campagne	95 000	
Projets agricoles du Nord de l'Ontario	605 686	
Programme d'aide au revenu agricole	338 771	
Stabilisation des revenus nets	4 587 393	
Subventions pour les services accrus de consultation et d'aide en cas d'urgence	325 000	
Programme d'aide spéciale aux récoltes	541 280	258 292 859
Autres opérations		
Bonification d'intérêts sur les débentures et prêts pour installations de drainage au moyen de tuyaux	3 066 992	
Taxes municipales sur les propriétés appartenant au Programme d'aménagement rural et du développement agricole	21 814	3 088 806
		311 648 655
Moins : recouvrements d'autres ministères		1 166 463
		310 482 192
Crédits législatifs		
Prêts et dotations en capital		
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux		10 634 100
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AGRICOLES ET RURAUX		321 116 292

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DES SERVICES AGRICOLES ET RURAUX — CRÉDIT 102 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CAPITAL		
Installations et subventions agricoles et rurales (Poste 2)		$
Services		3 387
Fournitures et matériel		60 437
Acquisition/construction de biens immobiliers		749 180
Paiements de transfert	$	
Drainage par exutoires municipaux	3 164 985	
Gestion des terres II	2 729 151	
Développement de l'industrie de la viande rouge	1 202 499	
Logement des travailleurs saisonniers	308 738	
Aide à la plantation d'arbres à fruits tendres	85 252	7 490 625
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AGRICOLES ET RURAUX		8 303 629

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
103 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE**	
1	18 642 800		18 642 800	Développement de l'industrie alimentaire	16 763 098
	18 642 800		18 642 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE....	16 763 098

Description du programme :

Ce programme contribue au maintien du système agro-alimentaire ontarien en aidant à assurer la compétitivité des entreprises ontariennes de conditionnement et de distribution d'aliments. Il assure aussi la prestation de programmes visant le développement et l'expansion des marchés canadiens et internationaux pour les aliments frais, transformés et produits en Ontario.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE — CRÉDIT 103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT		
Développement de l'industrie alimentaire (Poste 1)		$
Traitements et salaires		2 775 615
Avantages sociaux		462 717
Transports et communications		1 503 031
Services		6 860 248
Fournitures et matériel		870 210
Paiements de transfert	$	
Ontario, terre nourricière — Partage des coûts	1 035 412	
Aide aux ventes à l'exportation	831 393	
Aide à l'industrie du conditionnement des aliments	188 222	
Paiements de soutien du secteur	356 250	2 411 277
Prêts et dotations en capital		
Prêts d'aide au conditionnement des aliments		1 880 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE		16 763 098

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
104 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ÉDUCATION ET DE RECHERCHE**	
1	80 762 500	507 700	81 270 200	Éducation et recherche	80 418 351
	80 762 500	507 700	81 270 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ÉDUCATION ET LA RECHERCHE	80 418 351
CAPITAL					
2	9 915 200		9 915 200	Installations d'éducation et de recherche	8 797 248
	9 915 200		9 915 200	TOTAL (CAPITAL) POUR L'ÉDUCATION ET LA RECHERCHE	8 797 248

Description du programme :

Ce programme assure un soutien continu à l'industrie agro-alimentaire grâce à la recherche en agriculture et en médecine vétérinaire, à des cours menant à un diplôme et à l'éducation permanente, et aux services techniques connexes.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ET DE RECHERCHE — CRÉDIT 104

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Éducation et recherche (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		22 548 577
Avantages sociaux		3 843 419
Transports et communications		1 454 789
Services		4 379 789
Fournitures et matériel		4 644 060
Paiements de transfert	$	
Université de Guelph	40 399 000	
Fonds de recherche sur la production alimentaire 2002	800 000	
Fonds de recherche sur le développement de l'industrie alimentaire	900 000	
Fonds de recherche sur la viande rouge	1 100 000	
Brigade des jeunes environnementalistes	244 460	
Foire agricole royale d'hiver	175 000	
Le Groupement de gestion agricole de Prescott	57 000	
Le Groupement de gestion agricole de Russell	51 900	
Autre appui à l'éducation et à la recherche	57 720	43 785 080
		80 655 714
Moins : recouvrements d'autres ministères		237 363
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ET DE RECHERCHE		80 418 351

CAPITAL

Installations d'éducation et de recherche (Poste 2)	$
Services	148 424
Fournitures et matériel	412 481
Acquisition/construction de biens immobiliers	8 236 343
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ET DE RECHERCHE	8 797 248

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
105				**PROGRAMME DES SERVICES D'INSPECTION ET D'ANALYSE EN LABORATOIRE**	
FONCTIONNEMENT					
1	33 944 100	1 742 800	35 686 900	Services d'inspection et d'analyse en laboratoire	35 446 631
	33 944 100	1 742 800	35 686 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES D'INSPECTION ET D'ANALYSE EN LABORATOIRE	35 446 631
CAPITAL					
2	2 245 000		2 245 000	Laboratoires et centres d'inspection	1 586 547
	2 245 000		2 245 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SERVICES D'INSPECTION ET D'ANALYSE EN LABORATOIRE	1 586 547

Description du programme :

Ce programme assure la confiance continue des consommateurs à l'égard de la sécurité et la qualité des aliments produits et consommés en Ontario, grâce à des inspections régulières et au classement de divers produits tels que le lait et les autres produits laitiers, les fruits, les graines, les légumes, le miel et la viande et ses sous-produits. Ce programme assure également l'analyse en laboratoire en vue de détecter les résidus de pesticides et d'autres contaminants dans les aliments et les maladies chez les animaux.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DES SERVICES D'INSPECTION ET D'ANALYSE EN LABORATOIRE — CRÉDIT 105

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Services d'inspection et d'analyse en laboratoire (Poste 1)		$
Traitements et salaires		21 339 943
Avantages sociaux		4 075 327
Transports et communications		2 955 018
Services		3 833 389
Fournitures et matériel		2 885 475
Paiements de transfert	$	
Commission ontarienne des parcs à bestiaux	338 421	
Subventions à des associations du secteur	19 058	357 479
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES D'INSPECTION ET D'ANALYSE EN LABORATOIRE		35 446 631

CAPITAL

Laboratoires et centres d'inspection (Poste 2)	$
Fournitures et matériel	1 422 505
Acquisition/construction de biens immobiliers	164 042
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES D'INSPECTION ET D'ANALYSE EN LABORATOIRE	1 586 547

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
106				**PROGRAMME DES ORGANISMES DU MINISTÈRE**	
FONCTIONNEMENT					
1	81 544 600	11 866 300	93 410 900	Organismes du ministère	92 445 237
	81 544 600	11 866 300	93 410 900		92 445 237
L	30 000 000		30 000 000	Paiements à la Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario, *Loi sur l'assurance-récolte*	28 957 939
	111 544 600	11 866 300	123 410 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES ORGANISMES DU MINISTÈRE	121 403 176

Description du programme :

Ce programme assure des services et des programmes dans le domaine de l'agriculture par l'entremise d'organismes et de directions du ministère qui ont les fonctions suivantes : surveiller la commercialisation collective des produits agricoles; entendre les appels relatifs à des décisions concernant la commercialisation et la délivrance de permis; administrer les régimes d'assurance-récolte et de stabilisation des revenus agricoles; et gérer les programmes de recherche financés par le ministère.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DES ORGANISMES DU MINISTÈRE — CRÉDIT 106

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT		
Organismes du ministère (Poste 1)		$
Traitements et salaires		5 709 916
Avantages sociaux		921 221
Transports et communications		1 082 308
Services		9 187 040
Fournitures et matériel		521 261
Paiements de transfert	$	
Régime d'assurance du revenu brut	35 261 409	
Stabilisation des revenus agricoles	37 410 771	
Fonds pour l'adaptation de l'industrie du raisin et du vin	2 200 000	
Programme d'aide au revenu agricole (fermes d'élevage d'animaux à fourrure)	91 311	
Paiements de soutien du secteur	60 000	75 023 491
		92 445 237

Crédits législatifs	
Subventions à la Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario	28 957 939
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES DU MINISTÈRE	121 403 176

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Subventions relatives aux primes d'assurance-récolte	15 738 598	14 305 546
Agence canadienne de développement international	1 517 097	1 380 623
Programme d'assurance du revenu de marché	234 518	
Services en français	110 000	
Logement des ouvriers agricoles saisonniers	91 224	388 046
Programme d'indemnisation contre la rage	78 748	127 410
Travaux pour les cercles 4H	57 062	113 134
Programme fédéral de recherche — Essais de pesticides	49 500	47 070
Accord Canada-Ontario de mise en valeur de la main d'oeuvre agricole	21 977	14 427
Programme d'aide aux éleveurs de bestiaux victimes de la sécheresse		17 975
Cours de gestion agricole		2 914
Programme d'aide aux revenus agricoles — Céréales		34 729 354
— Horticulture		15 135 768
— Fermes d'élevage d'animaux à fourrures		4 118 915
— Administration		455 049
	17 898 724	70 836 231
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Enseignement et recherche sous contrat	5 502 929	4 205 510
Analyse du bétail de boucherie	895 813	932 684
Classement des fruits et légumes selon la qualité	307 046	319 727
Classement des tomates selon la qualité	207 321	703 646
Programme des jeunes agriculteurs	64 710	99 600
Missions de commercialisation		5 235
Autres	86 415	161 843
	7 064 234	6 428 245
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Analyse des produits laitiers pour les producteurs et entreprises de transformation	1 326 220	1 231 911
Services vétérinaires fournis dans le cadre de programmes divers	1 132 053	1 296 788
Frais de scolarité versés à des collèges de technologie agricole	320 665	285 122
Outillage agricole; concessionnaires et distributeurs	140 427	99 800
Tests sur les porcs	138 269	17 416
Droits d'entrée dans les musées	76 092	52 802
Négociants en grains	43 375	40 625
Drainage au moyen de tuyaux	30 720	24 845
Permis de vente de bétail à l'encan	23 400	25 750
Analyse de sols	21 237	19 481
Loi sur les médicaments pour le bétail	15 851	14 710
Tests sur les moutons	12 899	12 618
Autres	84 848	88 356
	3 366 056	3 210 224

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
VENTES ET LOCATIONS		
Bétail	805 602	536 035
Fruits et légumes	383 962	386 152
Échantillons pour étalonnage des appareils de contrôle du lait	288 420	315 709
Hébergement des étudiants inscrits dans des collèges d'agriculture	261 229	228 436
Services de traiteur dans le musée	55 148	43 744
Véhicules	39 100	75 900
Location de terres de la Couronne	33 323	29 700
Propriété utilisée dans le cadre des projets de remise en état et de développement des exploitations agricoles	18 748	35 993
Boutique de cadeaux du musée	12 678	15 232
Publications et manuels de cours	5 617	15 847
Autres	98 081	99 617
	2 001 908	1 782 365
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Programme d'achat des excédents de raisins de l'Ontario	1 200 067	
Paiement en trop au titre de subventions	733 930	1 275 819
Programme de réductions fiscales aux exploitations agricoles	107 091	137 739
Programmes de prêts bancaires garantis	22 389	25 192
Autres	200 966	142 337
	2 264 443	1 581 087
DIVERS		
Programme d'aide aux producteurs de tabac	2 950 000	
Agence canadienne de développement international		24 560
Autres	123 605	161 787
	3 073 605	186 347
TOTAL DES RECETTES	35 668 970	84 024 499

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Remboursement des municipalités au titre du drainage au moyen de tuyaux	19 856 643	20 743 749
Prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux pour les territoires non érigés en municipalités	97 749	105 610
Associations coopératives	6 000	6 000
Commission de protection financière des producteurs de céréales		100 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	19 960 392	20 955 359

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Programme d'assurance du revenu de marché	9 606 399	
Caisse de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	52 634	5 049
Legs et bourses	1 993	356
Taxe sur les produits et services	(3 175)	3 179
TOTAL DES DÉPÔTS	9 657 851	8 584

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE 4-68

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-68

SOMMAIRE 4-67

ÉTAT DES RECETTES 4-72

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMME	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
106 177 521	Bureau de l'Assemblée législative	129 131 700	118 331 216
106 177 521	**Total (Fonctionnement) pour le Bureau de l'Assemblée législative**	129 131 700	118 331 216
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
106 177 521	Total des dépenses	129 131 700	118 331 216

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions		Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
201				**PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	
FONCTIONNEMENT					
1	895 800		895 800	Bureau du président de l'Assemblée législative	855 165
2	15 584 500		15 584 500	Bureau du greffier	14 432 878
3	6 642 700		6 642 700	Bibliothèque de l'Assemblée législative	6 584 873
4	12 229 600		12 229 600	Bureau du contrôleur	11 160 788
5	20 252 800		20 252 800	Services à l'Assemblée	17 161 423
6	2 902 800		2 902 800	Ressources à engager aux fins de la session	2 890 690
7	11 771 300		11 771 300	Services de soutien aux groupes parlementaires	10 956 692
8	29 797 800		29 797 800	Services de soutien aux députés	28 215 445
9	11 766 200		11 766 200	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés	11 581 062
10	351 900		351 900	Commission sur les conflits d'intérêts	243 956
11	6 957 300		6 957 300	Commission sur le financement des élections	4 798 060
12	7 904 300		7 904 300	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	7 384 019
	127 057 000		127 057 000		116 265 051
L	2 074 700		2 074 700	Compte des allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative, *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative*	2 066 165
	129 131 700		129 131 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	118 331 216

Description du programme :

Ce programme englobe les indemnités et les allocations ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée, de même que les diverses dépenses liées à l'administration de la Commission sur le financement des élections, du Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée et de la Commission sur les conflits d'intérêts. Tous les fonds sont prélevés sur le Fonds de l'Assemblée législative, qui est distinct et indépendant du Trésor (Ontario).

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE — CRÉDIT 201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau du président de l'Assemblée législative (Poste 1)	$
Traitements et salaires	410 356
Avantages sociaux	65 657
Transports et communications	118 152
Services	154 467
Fournitures et matériel	84 777
Paiements de transfert	
Association parlementaire du Commonwealth	21 756
	855 165

Bureau du greffier (Poste 2)	
Traitements et salaires	5 634 514
Avantages sociaux	804 627
Transports et communications	1 128 245
Services	4 126 711
Fournitures et matériel	2 738 781
	14 432 878

Bibliothèque de l'Assemblée législative (Poste 3)	
Traitements et salaires	4 257 987
Avantages sociaux	666 988
Transports et communications	40 054
Services	535 022
Fournitures et matériel	1 082 243
Paiements de transfert	
Comité du président chargé du fonds fiduciaire du patrimoine documentaire	5 000
	6 587 294
Moins : recouvrements d'autres activités	2 421
	6 584 873

Bureau du contrôleur (Poste 4)	
Traitements et salaires	4 958 056
Avantages sociaux	774 235
Transports et communications	91 639
Services	828 256
Fournitures et matériel	4 348 102
Paiements de transfert	
Programme de stages à l'Assemblée législative	160 500
	11 160 788

Services à l'Assemblée (Poste 5)	$
Traitements et salaires	3 029 158
Avantages sociaux	472 702
Transports et communications	1 111 499
Services	11 691 783
Fournitures et matériel	1 964 965
	18 270 107
Moins : recouvrements d'autres activités	1 108 684
	17 161 423

Ressources à engager aux fins de la session (Poste 6)	
Avantages sociaux	893 841
Transports et communications	622 574
Services	474 406
Fournitures et matériel	899 869
	2 890 690

Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 7)	
Traitements et salaires	6 798 703
Avantages sociaux	1 066 884
Transports et communications	493 974
Services	1 352 967
Fournitures et matériel	1 244 164
	10 956 692

Services de soutien aux députés (Poste 8)	
Traitements et salaires	17 517 887
Avantages sociaux	2 867 521
Transports et communications	2 484 523
Services	2 387 024
Fournitures et matériel	2 958 490
	28 215 445

Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (Poste 9)	
Traitements et salaires	8 406 769
Avantages sociaux	542 507
Transports et communications	1 454 622
Services	1 080 406
Fournitures et matériel	96 758
	11 581 062

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE — CRÉDIT 201 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

Commission sur les conflits d'intérêts (Poste 10)	$
Traitements et salaires	67 440
Avantages sociaux	10 405
Transports et communications	6 943
Services	150 348
Fournitures et matériel	8 820
	243 956

Commission sur le financement des élections (Poste 11)	
Traitements et salaires	718 064
Avantages sociaux	114 118
Transports et communications	40 312
Services	3 927 361
Fournitures et matériel	67 740
	4 867 595
Moins : recouvrements d'autres activités	69 535
	4 798 060

Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 12)	$
Traitements et salaires	4 422 093
Avantages sociaux	739 238
Transports et communications	163 450
Services	1 270 286
Fournitures et matériel	788 952
	7 384 019

Crédits législatifs	
Compte des allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative	2 066 165
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	118 331 216

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992	1991
	$	$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	6 150	7 950
VENTES ET LOCATIONS	80 834	60 622
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	5 826	305 505
DIVERS	392	210
TOTAL DES RECETTES	93 202	374 287

BUREAU DE LA RÉGION DU GRAND TORONTO

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DE LA RÉGION DU GRAND TORONTO 4-76

SOMMAIRE 4-75

BUREAU DE LA RÉGION DU GRAND TORONTO

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMME	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
3 937 304	Bureau de la région du grand Toronto	20 295 700	11 840 554
3 937 304	**Total (Fonctionnement) pour le Bureau de la région du grand Toronto**	20 295 700	11 840 554
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
3 937 304	Total des dépenses	2 870 000	2 485 466
	Total des prêts et dotations en capital	17 425 700	9 355 088
3 937 304		20 295 700	11 840 554

BUREAU DE LA RÉGION DU GRAND TORONTO

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1901 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA RÉGION DU GRAND TORONTO**	
1	2 870 000		2 870 000	Bureau du conseiller spécial	2 485 466
2	17 425 700		17 425 700	Office provisoire de sélection de lieux d'élimination des déchets du grand Toronto	9 355 088
	20 295 700		20 295 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE LA RÉGION DU GRAND TORONTO	11 840 554

Description du programme :

Le Bureau de la région du grand Toronto est responsable de la coordination des politiques, des programmes et des projets du gouvernement visant à faire en sorte que la région urbaine du grand Toronto reste viable sur les plans environnemental et économique tout en connaissant une croissance considérable. Toutes les activités du Bureau sont entreprises en étroite collaboration avec les différents ministères de la province ainsi qu'avec les municipalités locales et régionales de la région du grand Toronto.

BUREAU DE LA RÉGION DU GRAND TORONTO

PROGRAMME DE LA RÉGION DU GRAND TORONTO — CRÉDIT 1901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT	
Bureau du conseiller spécial (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 018 451
Avantages sociaux	143 807
Transports et communications	83 812
Services	1 188 819
Fournitures et matériel	50 577
	2 485 466
Office provisoire de sélection de lieux d'élimination des déchets du grand Toronto (Poste 2)	$
Prêts et dotations en capital	
Avances à l'Office provisoire de sélection de lieux d'élimination des déchets du grand Toronto	9 355 088
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA RÉGION DU GRAND TORONTO	11 840 554

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES 4-82

CONSEILS DU PREMIER MINISTRE 4-84

SOMMAIRE 4-81

ÉTAT DES RECETTES 4-86

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
6 758 229	Bureau du Conseil des ministres	6 319 700	6 181 789
2 855 958	Conseils du premier ministre	7 474 400	4 697 740
9 614 187	**Total (Fonctionnement) pour le Bureau du Conseil des ministres**	13 794 100	10 879 529
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
9 614 187	Total des dépenses	13 794 100	10 879 529

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
401				**PROGRAMME DU BUREAU DU**	
FONCTIONNEMENT				**CONSEIL DES MINISTRES**	
1	5 806 500	350 000	6 156 500	Bureau principal	6 027 470
2	163 200		163 200	Leader parlementaire	154 319
	5 969 700	350 000	6 319 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	6 181 789

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer la coordination des politiques et des services fournis au Conseil des ministres et aux membres du Conseil exécutif, au Conseil des politiques et des priorités et aux autres comités relevant du Conseil des ministres. Il sert également à financer les dépenses de fonctionnement du Bureau du leader parlementaire.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES — CRÉDIT 401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 383 054
Avantages sociaux	719 145
Transports et communications	213 974
Services	482 319
Fournitures et matériel	228 978
	6 027 470

Leader parlementaire (Poste 2)	$
Traitements et salaires	124 608
Avantages sociaux	12 706
Transports et communications	2 477
Services	11 697
Fournitures et matériel	2 831
	154 319

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	6 181 789

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
402				**PROGRAMME DES CONSEILS DU PREMIER MINISTRE**	
FONCTIONNEMENT					
1	7 474 400		7 474 400	Conseils du premier ministre	4 697 740
	7 474 400		7 474 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PREMIER MINISTRE ...	4 697 740

Description du programme :

Ce programme consiste en deux Organismes consultatifs de catégorie I :

— Conseil du premier ministre sur l'économie et la qualité de vie

— Conseil du premier ministre sur la santé, le bien-être et la justice sociale

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DES CONSEILS DU PREMIER MINISTRE — CRÉDIT 402

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT	
Conseils du premier ministre (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 815 402
Avantages sociaux	353 726
Transports et communications	277 189
Services	1 460 258
Fournitures et matériel	791 165
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES CONSEILS DU PREMIER MINISTRE	4 697 740

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992	1991
	$	$
VENTES ET LOCATIONS	222	951
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	736	1 002
DIVERS	203	1 470
TOTAL DES RECETTES	1 161	3 423

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS 4-90

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-90

SOMMAIRE 4-89

ÉTAT DES RECETTES 4-92

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMME	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
42 467 331	Bureau du directeur général des élections	1 096 300	3 886 040
42 467 331	**Total (Fonctionnement) pour le Bureau du directeur général des élections**	1 096 300	3 886 040
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
42 467 331	Total des dépenses	1 096 300	3 886 040

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions		Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
501				**PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	
1	1 096 300		1 096 300	Bureau du directeur général des élections	1 012 536
	1 096 300		1 096 300		1 012 536
L				*Loi électorale*	2 873 504
	1 096 300		1 096 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	3 886 040

Description du programme :

Dans les 130 circonscriptions électorales de la province, le Bureau assure la direction et la formation du directeur ou de la directrice du scrutin; il entreprend des activités diverses afin d'informer et d'expliquer au public la procédure électorale et les droits des personnes durant les élections; il prépare et publie les cartes de sections de vote des circonscriptions électorales; il coordonne la nomination, la formation et la rémunération de tous les membres du personnel électoral; il autorise et surveille l'acquisition des locaux, des fournitures utilisées et de l'équipement dans les bureaux de vote et du personnel électoral et en autorise le paiement.

Le Bureau fournit des services aux ministères du gouvernement, aux organismes et au grand public de façon continue en entreprenant des recherches historiques et comparatives sur le processus électoral et en fournissant des conseils sur les lignes directrices de ce processus ainsi que des renseignements généraux.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS — CRÉDIT 501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau du directeur général des élections (Poste 1)	$
Traitements et salaires	852 609
Avantages sociaux	159 927
	1 012 536

Crédits législatifs	$
Loi électorale	2 873 504
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	3 886 040

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992	1991
	$	$
DIVERS	400	46 600
TOTAL DES RECETTES	400	46 600

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR 4-96

SOMMAIRE 4-95

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMME	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
651 505	Bureau du lieutenant-gouverneur	686 000	680 643
651 505	**Total (Fonctionnement) pour le Bureau du lieutenant-gouverneur**	686 000	680 643
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
651 505	Total des dépenses	686 000	680 643

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2501 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**	
1	661 700	24 300	686 000	Bureau du lieutenant-gouverneur	680 643
	661 700	24 300	686 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR ...	680 643

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir les services administratifs dont a besoin Son Honneur le lieutenant-gouverneur de l'Ontario.

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR — CRÉDIT 2501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT	
Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)	$
Traitements et salaires	432 699
Avantages sociaux	55 370
Transports et communications	45 345
Services	7 396
Fournitures et matériel	21 033
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire	118 800
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	680 643

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

EXERCICF 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL 4-102

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-102

SOMMAIRE 4-101

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMME	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
7 600 474	Bureau du vérificateur provincial	8 148 800	8 009 620
7 600 474	**Total (Fonctionnement) pour le Bureau du vérificateur provincial**	8 148 800	8 009 620
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
7 600 474	Total des dépenses	8 148 800	8 009 620

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions		Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3301				**PROGRAMME DU BUREAU DU**	
FONCTIONNEMENT				**VÉRIFICATEUR PROVINCIAL**	
1	8 025 800		8 025 800	Bureau du vérificateur provincial	7 893 684
	8 025 800		8 025 800		7 893 684
L	123 000		123 000	*Loi sur la vérification des comptes publics*	115 936
	8 148 800		8 148 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL ...	8 009 620

Description du programme :

Le vérificateur provincial a pour fonction d'aider le Parlement à obtenir du gouvernement qu'il rende des comptes sur sa façon de gérer les fonds publics.

Le vérificateur provincial vérifie les comptes de la province et des organismes de la Couronne, en vertu des dispositions de la *Loi sur la vérification des comptes publics* et de diverses autres lois et dispositions ayant force exécutoire et fait chaque année rapport à l'Assemblée législative sur toute question importante soulevée par ces vérifications. En outre, le vérificateur provincial émet des avis sur les états financiers de la province et des organismes de la Couronne, en indiquant s'ils présentent fidèlement la situation, conformément au principe de la continuité et aux pratiques comptables spécifiées.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL — CRÉDIT 3301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau du vérificateur provincial (Poste 1)	$
Traitements et salaires	5 193 635
Avantages sociaux	998 038
Transports et communications	195 528
Services	1 392 156
Fournitures et matériel	64 327
Paiements de transfert	
Fondation canadienne pour la vérification intégrée	50 000
	7 893 684

Crédits législatifs	$
Loi sur la vérification des comptes publics	115 936
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL	8 009 620

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

CABINET DU PREMIER MINISTRE 4-108

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-108

SOMMAIRE 4-107

ÉTAT DES RECETTES 4-110

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMME	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
3 611 438	Cabinet du premier ministre	2 647 340	2 636 288
3 611 438	**Total (Fonctionnement) pour le Cabinet du premier ministre**	2 647 340	2 636 288
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
3 611 438	Total des dépenses	2 647 340	2 636 288

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3201				**PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE**	
FONCTIONNEMENT					
1	2 602 100		2 602 100	Cabinet du premier ministre	2 591 048
	2 602 100		2 602 100		2 591 048
L	45 240		45 240	Traitement versé au premier ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	45 240
	2 647 340		2 647 340	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE	2 636 288

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer le fonctionnement du bureau du premier ministre, ainsi que les services auxiliaires prévus pour aider le premier ministre à s'acquitter de son rôle de chef de gouvernement.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE — CRÉDIT 3201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Cabinet du premier ministre (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 832 302
Avantages sociaux	313 300
Transports et communications	218 602
Services	162 699
Fournitures et matériel	64 145
	2 591 048

Crédits législatifs	$
Traitement versé au premier ministre	45 240
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE	2 636 288

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992	1991
	$	$
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	643	
DIVERS	9	151
TOTAL DES RECETTES	652	151

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-114
- AIDE AUX ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE 4-116
- SOUTIEN AUX ÉTUDIANTS 4-118
- COLLABORATION ET RECHERCHE AU PALIER POSTSECONDAIRE 4-120
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-114
- SOMMAIRE 4-113

ÉTAT DES RECETTES 4-122

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-122

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
5 700 326	Administration du ministère	7 432 008	6 706 685
2 627 683 275	Aide aux établissements d'enseignement postsecondaire	2 818 231 200	2 804 652 961
213 569 234	Soutien aux étudiants	279 913 000	279 799 112
8 841 085	Collaboration et recherche au palier postsecondaire	6 537 200	6 095 424
2 855 793 920	**Total (Fonctionnement) du ministère**	3 112 113 408	3 097 254 182
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
2 855 793 920	Total des dépenses	3 112 113 408	3 097 254 182
		CAPITAL	
5 500 000	Aide aux établissements d'enseignement postsecondaire	199 378 900	199 078 873
5 500 000	**Total (Capital) du ministère**	199 378 900	199 078 873
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
5 500 000	Total des dépenses	199 378 900	199 078 873

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
701				**PROGRAMME D'AMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
FONCTIONNEMENT					
1	1 613 800		1 613 800	Bureau principal	1 288 175
2	1 370 900		1 370 900	Ressources humaines	1 081 703
3	1 242 400	145 800	1 388 200	Services de communications	1 374 804
4	1 173 100	352 000	1 525 100	Analyse et planification	1 433 550
5	169 800	17 400	187 200	Services juridiques	181 727
6	1 337 000		1 337 000	Systèmes informatique	1 336 920
	6 907 000	515 200	7 422 200		6 696 879
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 806
	6 916 808	515 200	7 432 008	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	6 706 685

Description du programme :

Ce programme a pour but de fournir l'orientation d'ensemble requise pour permettre au ministère des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'AMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	603 791
Avantages sociaux	147 904
Transports et communications	79 189
Services	149 786
Fournitures et matériel	86 140
Paiements de transfert	
Subvention au Conseil des ministres de l'Éducation, Canada	221 365
	1 288 175

Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 806

Ressoures humaines (Poste 2)	
Traitements et salaires	389 707
Avantages sociaux	642 570
Transports et communications	7 564
Services	29 746
Fournitures et matériel	12 116
	1 081 703

Services de communications (Poste 3)	
Traitements et salaires	640 012
Avantages sociaux	100 461
Transports et communications	76 455
Services	350 444
Fournitures et matériel	207 432
	1 374 804

Analyse et planification (Poste 4)	$
Traitements et salaires	940 757
Avantages sociaux	134 845
Transports et communications	169 748
Services	127 911
Fournitures et matériel	60 289
	1 433 550

Services juridiques (Poste 5)	
Traitements et salaires	34 840
Avantages sociaux	5 402
Transports et communications	8 378
Services	127 169
Fournitures et matériel	5 938
	181 727

Systèmes informatiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	556 194
Avantages sociaux	81 166
Transports et communications	43 595
Services	319 410
Fournitures et matériel	336 555
	1 336 920

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	6 706 685

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
702				**PROGRAMME D'AIDE AUX ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE**	
FONCTIONNEMENT					
1	326 000	21 400	347 400	Administration du programme	318 414
2	1 970 827 000		1 970 827 000	Aide provinciale aux universités	1 963 090 509
3	844 814 100		844 814 100	Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie	839 302 900
4	916 500	35 700	952 200	Conseil ontarien des affaires universitaires	950 167
5	803 800	174 100	977 900	Conseil ontarien des affaires collégiales	880 301
6	312 600		312 600	Commission des relations de travail dans les collèges	110 670
	2 818 000 000	231 200	2 818 231 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'AIDE AUX ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE	2 804 652 961
CAPITAL					
7	124 258 000	299 400	124 557 400	Aide provinciale aux universités	124 557 373
8	74 821 500		74 821 500	Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie	74 521 500
	199 079 500	299 400	199 378 900	TOTAL (CAPITAL) POUR L'AIDE AUX ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE	199 078 873

Description du programme :

Ce programme a pour objet de faciliter l'élaboration des politiques relatives aux activités des collèges et des universités et d'en financer la mise en oeuvre, pour que les besoins des employeurs et des particuliers en matière d'éducation soient identifiés, reconnus et satisfaits de façon à contribuer au développement économique de l'Ontario.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'AIDE AUX ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE — CRÉDIT 702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		262 990
Avantages sociaux		35 363
Transports et communications		10 056
Services		3 192
Fournitures et matériel		6 813
		318 414

Aide provinciale aux universités (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		1 380 134
Avantages sociaux		198 848
Transports et communications		47 187
Services		137 962
Fournitures et matériel		38 333
Paiements de transfert		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	1 945 073 570	
Subventions versées en compensation des taxes municipales	16 214 475	1 961 288 045
		1 963 090 509

Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		3 249 829
Avantages sociaux		507 013
Transports et communications		196 673
Services		263 323
Fournitures et matériel		157 229
Paiements de transfert		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	826 945 500	
Subventions versées en compensation des taxes municipales	7 361 025	
Association autochtone	622 308	834 928 833
		839 302 900

Conseil ontarien des affaires universitaires (Poste 4)	$
Traitements et salaires	460 352
Avantages sociaux	76 725
Transports et communications	87 238
Services	274 768
Fournitures et matériel	51 084
	950 167

Conseil ontarien des affaires collégiales (Poste 5)	$
Traitements et salaires	502 143
Avantages sociaux	50 997
Transports et communications	86 812
Services	196 942
Fournitures et matériel	43 407
	880 301

Commission des relations de travail dans les collèges (Poste 6)	$
Transports et communications	14 446
Services	66 291
Fournitures et matériel	29 933
	110 670

	$
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'AIDE AUX ÉTABLISSMENTS D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE	2 804 652 961

CAPITAL

Aide provinciale aux universités (Poste 7)	$
Paiements de transfert	
Subventions pour projets d'immobilisation	124 557 373

Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie (Poste 8)	$
Paiements de transfert	
Subventions pour projets d'immobilisation	74 521 500

	$
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME D'AIDE AUX ÉTABLISSMENTS D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE	199 078 873

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
703				**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉTUDIANTS**	
FONCTIONNEMENT					
1	230 792 100	49 120 900	279 913 000	Aide provinciale aux étudiants	279 799 112
	230 792 100	49 120 900	279 913 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SOUTIEN AUX ÉTUDIANTS	279 799 112

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir une aide financière aux étudiants inscrits dans des établissements d'enseignement postsecondaire admissibles, soit en leur octroyant un prêt ou une assistance monétaire à titre d'appoint à leurs ressources personnelles ou à celles de leur famille, soit en accordant des bourses aux étudiants particulièrement doués, pour que tous les résidents de l'Ontario bénéficient de chances égales d'accès à l'éducation.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉTUDIANTS — CRÉDIT 703

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT		
Aide provinciale aux étudiants (Poste 1)		$
Traitements et salaires		4 083 337
Avantages sociaux		623 293
Transports et communications		922 746
Services		1 929 298
Fournitures et matériel		465 910
Paiements de transfert	$	
Programmes de soutien aux étudiants	270 188 715	
Bourses d'échange Ontario-Québec	84 043	
Programmes de langue seconde	1 501 770	271 774 528
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉTUDIANTS		279 799 112

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
704 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE COLLABORATION ET DE RECHERCHE AU PALIER POSTSECONDAIRE**	
1	258 700	11 600	270 300	Administration du programme	233 882
2	655 400		655 400	Développement de la collaboration	538 423
3	3 882 400	1 250 600	5 133 000	Soutien à la recherche et activités internationales	4 867 313
4	459 700	18 800	478 500	Écoles privées de formation professionnelle	455 806
	5 256 200	1 281 000	6 537 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA COLLABORATION ET LA RECHERCHE AU PALIER POSTSECONDAIRE.....	6 095 424

Description du programme :

Ce programme vise le développement de la collaboration entre les établissements d'enseignement postsecondaire, les entreprises, les syndicats, les organismes gouvernementaux et les autres intervenants du domaine de l'éducation postsecondaire, pour faire en sorte que les programmes d'enseignement postsecondaire répondent aux besoins de l'Ontario en matière de développement des ressources humaines.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME DE COLLABORATION ET DE RECHERCHE AU PALIER POSTSECONDAIRE — CRÉDIT 704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	178 093
Avantages sociaux	22 191
Transports et communications	11 593
Services	16 533
Fournitures et matériel	5 472
	233 882

Développement de la collaboration (Poste 2)	
Traitements et salaires	358 942
Avantages sociaux	50 322
Transports et communications	24 597
Services	91 240
Fournitures et matériel	13 322
	538 423

Soutien à la recherche et activités internationales (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		663 715
Avantages sociaux		91 991
Transports et communications		73 310
Services		234 352
Fournitures et matériel		52 431
Paiements de transfert		
Fonds d'encouragement à la recherche dans les universités	6 744 741	
Centres d'entrepreneuriat	900 000	
Centre d'étude du commerce international	1 350 000	
Subvention à l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française	30 000	
Entente Ontario/Jiangsu	350 342	
Centre d'études internationales	579 800	
Initiatives Four Motors	191 372	
Institut canadien de recherche avancée	1 250 000	11 396 255
		12 512 054
Moins : recouvrements d'autres ministères		7 644 741
		4 867 313

Écoles privées de formation professionnelle (Poste 4)	
Traitements et salaires	332 225
Avantages sociaux	48 183
Transports et communications	21 130
Services	41 785
Fournitures et matériel	12 483
	455 806

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE COLLABORATION ET DE RECHERCHE AU PALIER POSTSECONDAIRE	6 095 424

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Langues officielles dans l'enseignement	15 558 409	16 490 808
Régime canadien de prêts aux étudiants — Frais de traitement	1 544 148	1 521 584
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues		2 201 692
	17 102 557	20 214 084
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Effectués par d'autres provinces au titre de la formation d'étudiants en optométrie à l'Université de Waterloo	381 236	507 664
Autres	14 065	2 680
	395 301	510 344
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Inscription dans des écoles privées de formation professionnelle	34 347	41 834
Aides-infirmiers		(19 282)
Autres	2 520	2 689
	36 867	25 241
VENTES ET LOCATIONS	20	1 304
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Bourses d'étude et de perfectionnement et aide financière accordées aux étudiants	7 560 388	8 187 961
Autres	60 962	42 037
	7 621 350	8 229 998
DIVERS	15	20
TOTAL DES RECETTES	25 156 110	28 980 991

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Prix John C. Polanyi	25 762	25 295
Loi sur les écoles privées de formation professionnelle		(48 990)
Bourses de la reine Elizabeth II	(38 743)	10 028
TOTAL DES DÉPÔTS	(12 981)	(13 667)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

CONSEIL DE GESTION

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-126
- POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES 4-128
- ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES 4-130
- RESSOURCES HUMAINES 4-132
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-126, 4-130
- SOMMAIRE 4-125

ÉTAT DES RECETTES 4-134

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
1 384 425	Administration du ministère	492 312 249	1 822 044
11 075 666	Politiques financières et administratives	11 178 800	10 077 418
7 195 230	Administration du Secrétariat des ressources humaines	9 286 208	8 766 487
36 468 393	Ressources humaines	54 500 800	48 075 116
56 123 714	**Total (Fonctionnement) pour le Conseil de gestion**	567 278 057	68 741 065
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
56 123 714	Total des dépenses	567 278 057	68 741 065

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2601 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 280 500		2 280 500	Bureau principal	1 800 878
2	490 000 000		490 000 000	Imprévus	
	492 280 500		492 280 500		1 800 878
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	21 166
	492 312 249		492 312 249	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	1 822 044

Description du programme :

Ce programme vise à assurer l'orientation des politiques et le soutien administratif nécessaires au Conseil de gestion. Il sert également à prévoir le coût de révisions des traitements et salaires et des avantages sociaux, le soutien à l'équité salariale dans les organismes qui reçoivent des paiements de transfert, et le coût des initiatives du gouvernement comprises dans le plan budgétaire.

Le budget des dépenses comprenait les coûts de la révision des salaires et avantages sociaux des employés, du soutien à l'équité salariale pour les organismes qui bénéficient de paiements de transfert, ainsi que les coûts des initiatives ministérielles prévues dans le plan budgétaire. Il n'était cependant pas pratique de répartir ces coûts entre les programmes et activités de chaque ministère. Ainsi, on a inscrit les révisions des salaires et avantages sociaux des employés, le soutien à l'équité salariale pour les organismes bénéficiant de paiements de transfert et les coûts des initiatives ministérielles sous la rubrique «Imprévus».

L'allocation d'un montant total de 404 926 049 $ a été approuvée à cet effet. Il s'agit d'un montant brut ne prenant pas en considération les montants non dépensés dans le cadre de chaque activité. À mesure que les dépenses étaient engagées, elles étaient portées au débit des différents postes budgétaires auxquels elles se rapportaient plutôt qu'au débit de la rubrique «Imprévus». Par conséquent, aucune dépense n'est inscrite sous cette rubrique.

CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT	
Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 217 213
Avantages sociaux	187 268
Transports et communications	86 561
Services	158 421
Fournitures et matériel	151 415
	1 800 878
Crédit législatif	
Traitement versé au ministre	21 166
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	1 822 044

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2602 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES**	
1	4 531 700		4 531 700	Politiques de gestion	3 592 063
2	2 886 700		2 886 700	Techniques informatiques	2 740 846
3	3 560 400	200 000	3 760 400	Programmes et prévisions des dépenses	3 744 509
	10 978 800	200 000	11 178 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES	10 077 418

Description du programme :

Ce programme vise à fournir des avis au Conseil de gestion, à élaborer et à mettre en oeuvre, au nom du Conseil, des modes opératoires, normes et directives conçus pour permettre aux ministères et aux conseils, commissions et organismes désignés d'employer efficacement leurs ressources dans l'intérêt du public; et à assurer aux ministères et organismes désignés une dotation en ressources leur permettant de réaliser efficacement les objectifs fixés par le gouvernement.

CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DE POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES — CRÉDIT 2602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Politiques de gestion (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 477 496
Avantages sociaux	280 422
Transports et communications	112 924
Services	1 560 985
Fournitures et matériel	160 236
	3 592 063

Techniques informatiques (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 595 065
Avantages sociaux	252 512
Transports et communications	44 649
Services	353 542
Fournitures et matériel	495 078
	2 740 846

Programmes et prévisions des dépenses (Poste 3)	$
Traitements et salaires	2 744 416
Avantages sociaux	494 964
Transports et communications	56 973
Services	354 422
Fournitures et matériel	93 734
	3 744 509

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES	10 077 418

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2603 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES**	
1	904 500		904 500	Bureau principal	792 911
2	4 320 000		4 320 000	Services administratifs et financiers	4 318 351
3	2 331 000		2 331 000	Services de communications	2 281 939
4	1 720 900		1 720 900	Analyse et planification	1 363 478
	9 276 400		9 276 400		8 756 679
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	9 286 208		9 286 208	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES	8 766 487

Description du programme :

Ce programme vise à fournir au Secrétariat des ressources humaines l'orientation d'ensemble et le soutien administratif lui permettant de réaliser ses objectifs de gestion d'une manière coordonnée.

CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES — CRÉDIT 2603

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	301 820
Avantages sociaux	39 894
Transports et communications	14 632
Services	402 065
Fournitures et matériel	34 500
	792 911

Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 273 175
Avantages sociaux	411 711
Transports et communications	72 146
Services	1 077 833
Fournitures et matériel	483 486
	4 318 351

Services de communications (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 415 665
Avantages sociaux	239 860
Transports et communications	265 583
Services	2 665 466
Fournitures et matériel	478 654
	5 065 228
Moins : recouvrements d'autres ministères	2 783 289
	2 281 939

Analyse et planification (Poste 4)	
Traitements et salaires	955 598
Avantages sociaux	179 169
Transports et communications	16 945
Services	90 976
Fournitures et matériel	120 790
	1 363 478

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES	8 766 487

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
2604				**PROGRAMME DES RESSOURCES HUMAINES**	
FONCTIONNEMENT					
1	10 450 100		10 450 100	Relations de travail et rémunération	9 245 660
2	44 050 700		44 050 700	Planification des ressources humaines et du leadership.....	38 829 456
	54 500 800		54 500 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES RESSOURCES HUMAINES.....	48 075 116

Description du programme :

Assure un leadership au sein de la fonction publique de l'Ontario en matière de planification et de gestion ministérielles, de perfectionnement des cadres et d'affectation, ainsi que de mise en oeuvre des modifications apportées aux programmes en réponse aux changements sociaux, économiques et technologiques. Ce programme comporte aussi les politiques en matière de rémunération, de classification des emplois et d'avantages sociaux; les responsables du programme agissent au nom du Conseil de gestion du gouvernement en matière de négociations collectives et de relations de travail, et maintiennent des procédures de grief et d'appel équitables, conformément à la loi.

CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DES RESSOURCES HUMAINES — CRÉDIT 2604

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Relations de travail et rémunération (Poste 1)	$
Traitements et salaires	6 312 885
Avantages sociaux	1 092 556
Transports et communications	280 460
Services	765 780
Fournitures et matériel	793 979
	9 245 660

Planification des ressources humaines et du leadership (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		53 250 221
Avantages sociaux		4 790 416
Transports et communications		722 244
Services		5 020 824
Fournitures et matériel		2 468 214
Paiements de transfert		
Subvention versée à l'Institut d'administration publique du Canada	65 800	
Subvention au Niagara Institute	149 300	215 100
Autres transactions		
Programme Expérience '91		7 963 424
		74 430 443
Moins : recouvrements d'autres ministères		35 600 987
		38 829 456
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RESSOURCES HUMAINES		48 075 116

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	94 479	169 754
Prêts de services	19 782	16 562
	114 261	186 316
VENTES ET LOCATIONS		
Personnel temporaire	421 346	495 841
Programmes d'éducation	53 730	139 106
Services de publicité	5 865	3 843
Formation et évaluation des connaissances en français	1 378	4 806
	482 319	643 596
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	45 906	56 080
DIVERS		
Autres	246	547
TOTAL DES RECETTES	642 732	886 539

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-138
- PRATIQUES COMMERCIALES 4-140
- NORMES TECHNIQUES 4-142
- RÉGLEMENTATION DES COURSES DE CHEVAUX 4-144
- ENREGISTREMENT 4-146
- PERMIS DE VENTE D'ALCOOL 4-148
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-138, 4-146
- SOMMAIRE 4-137

ÉTAT DES RECETTES 4-150

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-151

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
23 346 221	Administration du ministère	25 439 957	24 863 404
19 857 948	Pratiques commerciales	14 781 700	13 993 646
14 826 742	Normes techniques	17 470 400	17 383 740
31 928 346	Réglementation des courses de chevaux	32 818 100	32 626 580
72 303 733	Enregistrement	88 478 900	76 105 190
10 366 949	Permis de vente d'alcool	9 836 200	9 836 135
172 629 939	**Total (Fonctionnement) du ministère**	188 825 257	174 808 695
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
172 629 939	Total des dépenses	188 825 257	174 808 695

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
FONCTIONNEMENT					
1	1 360 600	78 300	1 438 900	Bureau principal	1 438 657
2	5 765 900	368 100	6 134 000	Services administratifs et financiers	6 069 318
3	2 322 200		2 322 200	Ressources humaines	2 218 246
4	2 136 400		2 136 400	Services de communications	2 030 369
5	1 500 800	28 200	1 529 000	Analyse et planification	1 479 175
6	2 947 000	185 800	3 132 800	Services juridiques	3 113 987
7	907 300		907 300	Services de vérification	864 034
8	7 756 400	41 400	7 797 800	Systèmes informatiques	7 608 061
	24 696 600	701 800	25 398 400		24 821 847
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	24 738 157	701 800	25 439 957	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	24 863 404

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des services généraux d'administration et de soutien aux ministères de la Consommation et du Commerce et des Institutions financières.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	941 328
Avantages sociaux	229 654
Transports et communications	78 411
Services	130 673
Fournitures et matériel	58 591
	1 438 657

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 925 180
Avantages sociaux	735 609
Transports et communications	591 963
Services	721 948
Fournitures et matériel	94 618
	6 069 318

Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 747 083
Avantages sociaux	336 835
Transports et communications	47 414
Services	76 563
Fournitures et matériel	53 451
	2 261 346
Moins : recouvrements — Programme Expérience '91	43 100
	2 218 246

Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 364 074
Avantages sociaux	256 881
Transports et communications	155 947
Services	103 199
Fournitures et matériel	150 268
	2 030 369

Analyse et planification (Poste 5)	$
Traitements et salaires	1 015 428
Avantages sociaux	172 048
Transports et communications	92 622
Services	126 684
Fournitures et matériel	72 393
	1 479 175

Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	21 228
Transports et communications	21 820
Services	3 022 858
Fournitures et matériel	48 081
	3 113 987

Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	706 865
Avantages sociaux	118 043
Transports et communications	15 958
Services	13 054
Fournitures et matériel	10 114
	864 034

Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	4 035 149
Avantages sociaux	703 880
Transports et communications	230 615
Services	1 633 620
Fournitures et matériel	1 004 797
	7 608 061

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	24 863 404

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
902				**PROGRAMME DES PRATIQUES COMMERCIALES**	
FONCTIONNEMENT					
1	727 000		727 000	Administration du programme	529 174
2	5 343 000	742 500	6 085 500	Réglementation commerciale	5 856 096
3	4 809 000		4 809 000	Services aux consommateurs	4 576 016
4	2 449 600		2 449 600	Normes relatives aux divertissements....	2 322 027
5	608 000	102 600	710 600	Commission d'appel des enregistrements commerciaux	710 333
	13 936 600	845 100	14 781 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES PRATIQUES COMMERCIALES.....	13 993 646

Description du programme :

Ce programme vise à servir et à protéger le public et aussi à encourager le maintien d'un marché honnête, équitable et informé. Pour ce faire, le ministère procède aux enquêtes portant sur les plaintes des consommateurs et veille à l'enregistrement des entreprises et à leur réglementation en vertu des diverses lois traitant de la protection des consommateurs. Il réglemente aussi trois secteurs de divertissements qui incluent des événements publics, soit l'application de la *Loi sur les salles de cinéma*, le commissaire des sports professionnels et les permis de loteries. En outre, dans le cadre de ce programme, le ministère organise des audiences ayant trait aux permis dont il est responsable en vertu de plusieurs lois.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES PRATIQUES COMMERCIALES — CRÉDIT 902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	396 778
Avantages sociaux	65 427
Transports et communications	13 058
Services	23 288
Fournitures et matériel	30 623
	529 174

Réglementation commerciale (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 979 875
Avantages sociaux	824 536
Transports et communications	171 335
Services	667 616
Fournitures et matériel	212 734
	5 856 096

Services aux consommateurs (Poste 3)	
Traitements et salaires	3 380 276
Avantages sociaux	636 080
Transports et communications	255 749
Services	87 372
Fournitures et matériel	136 539
Paiements de transfert	
Subvention à l'Association canadienne des consommateurs	80 000
	4 576 016

Normes relatives aux divertissements (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 349 352
Avantages sociaux	256 713
Transports et communications	140 255
Services	396 841
Fournitures et matériel	178 866
	2 322 027

Commission d'appel des enregistrements commerciaux (Poste 5)	
Traitements et salaires	255 234
Avantages sociaux	62 539
Transports et communications	89 541
Services	287 612
Fournitures et matériel	15 407
	710 333

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES PRATIQUES COMMERCIALES	13 993 646

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
903				**PROGRAMME DES NORMES TECHNIQUES**	
FONCTIONNEMENT					
1	1 866 100	53 800	1 919 900	Administration du programme	1 870 800
2	4 943 000	452 300	5 395 300	Sécurité des appareils sous pression	5 381 463
3	4 465 400	260 100	4 725 500	Appareils de levage	4 704 135
4	4 487 300	512 900	5 000 200	Sécurité des combustibles	4 998 201
5	404 000	25 500	429 500	Articles remboursés	429 141
	16 165 800	1 304 600	17 470 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES NORMES TECHNIQUES	17 383 740

Description du programme :

Ce programme comprend cinq activités d'exploitation, coordonnées par le bureau du sous-ministre adjoint et ayant pour objet de réduire au minimum les risques inhérents à certaines situations environnementales, techniques et d'exploitation. Ainsi, le ministère procède au contrôle technique des ascenseurs, des appareils sous pression, des articles remboursés, du transport, de la distribution et de l'utilisation du gaz naturel, du propane et du mazout, et délivre des permis d'exploitation pour les ascenseurs et appareils sous pression.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES NORMES TECHNIQUES — CRÉDIT 903

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	936 665
Avantages sociaux	164 150
Transports et communications	46 029
Services	623 247
Fournitures et matériel	100 709
	1 870 800

Sécurité des appareils sous pression (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 856 003
Avantages sociaux	831 963
Transports et communications	392 265
Services	204 513
Fournitures et matériel	96 719
	5 381 463

Appareils de levage (Poste 3)	
Traitements et salaires	3 505 287
Avantages sociaux	693 135
Transports et communications	271 796
Services	131 367
Fournitures et matériel	102 550
	4 704 135

Sécurité des combustibles (Poste 4)	$
Traitements et salaires	3 476 803
Avantages sociaux	683 530
Transports et communications	598 558
Services	111 241
Fournitures et matériel	128 069
	4 998 201

Articles remboursés (Poste 5)	
Traitements et salaires	324 543
Avantages sociaux	59 889
Transports et communications	31 883
Services	5 254
Fournitures et matériel	7 572
	429 141

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES NORMES TECHNIQUES	17 383 740

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
904				**PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DES COURSES DE CHEVAUX**	
FONCTIONNEMENT					
1	32 617 900	200 200	32 818 100	Réglementation des courses de chevaux	32 626 580
	32 617 900	200 200	32 818 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA RÉGLEMENTATION DES COURSES DE CHEVAUX....	32 626 580

Description du programme :

Ce programme regroupe les activités nécessaires à la mise en oeuvre de la *Loi sur la Commission des courses de chevaux*.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DES COURSES DE CHEVAUX — CRÉDIT 904

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT	
Réglementation des courses de chevaux (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 015 110
Avantages sociaux	530 867
Transports et communications	592 536
Services	774 626
Fournitures et matériel	178 265
Paiements de transfert	
Arrangement sur le partage des recettes fiscales provenant de la taxe sur le pari mutuel	27 535 176
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DES COURSES DE CHEVAUX	32 626 580

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
905				**PROGRAMME DE L'ENREGISTREMENT**	
FONCTIONNEMENT					
1	945 700	30 000	975 700	Administration du programme	971 874
2	36 899 900	3 228 400	40 128 300	Enregistrement immobilier	40 126 112
3	6 093 400	110 000	6 203 400	Enregistrement des sûretés mobilières	6 117 602
4	8 190 500	2 146 600	10 337 100	Registraire général	10 336 416
5	11 366 500		11 366 500	Sociétés	7 789 029
6	19 452 400		19 452 400	Mise en oeuvre du fichier informatisé d'enregistrement foncier	10 764 157
	82 948 400	5 515 000	88 463 400		76 105 190
L	500		500	Droits en vertu de la *Loi sur l'état civil*	
L	15 000		15 000	Contributions de la Couronne aux régimes de pension des juges, *Loi sur l'enregistrement des actes*	
	82 963 900	5 515 000	88 478 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ENREGISTREMENT	76 105 190

Description du programme :

Ce programme assure l'enregistrement des participations immobilières; la prestation de services juridiques; l'enregistrement des contrats de vente conditionnelle et des gages et nantissements de biens immobiliers en garantie de créances; l'administration de la *Loi sur le mariage*; la collecte et la garde des documents prescrits par la *Loi sur l'état civil*; et la constitution, la dissolution et la reconstitution d'entreprises en sociétés, ainsi que d'autres changements fondamentaux les concernant.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE L'ENREGISTREMENT — CRÉDIT 905

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	678 318
Avantages sociaux	110 544
Transports et communications	83 033
Services	76 467
Fournitures et matériel	23 512
	971 874

Enregistrement immobilier (Poste 2)	
Traitements et salaires	30 323 353
Avantages sociaux	6 560 905
Transports et communications	1 243 430
Services	946 736
Fournitures et matériel	1 093 828
	40 168 252
Moins : recouvrements d'autres ministères	42 140
	40 126 112

Enregistrement des sûretés mobilières (Poste 3)	
Traitements et salaires	3 201 466
Avantages sociaux	653 277
Transports et communications	449 540
Services	1 456 284
Fournitures et matériel	357 035
	6 117 602

Registraire général (Poste 4)	$
Traitements et salaires	5 461 927
Avantages sociaux	926 641
Transports et communications	1 531 635
Services	1 709 564
Fournitures et matériel	706 649
	10 336 416

Sociétés (Poste 5)	
Traitements et salaires	5 015 141
Avantages sociaux	940 655
Transports et communications	83 682
Services	1 267 488
Fournitures et matériel	482 063
	7 789 029

Mise en oeuvre du fichier informatisé d'enregistrement foncier (Poste 6)	
Traitements et salaires	3 344 360
Avantages sociaux	984 992
Transports et communications	89 167
Services	1 314 767
Fournitures et matériel	30 871
Autres opérations	
Société en participation POLARIS	5 000 000
	10 764 157

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE L'ENREGISTREMENT	76 105 190

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
906				**PROGRAMME DES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL**	
FONCTIONNEMENT					
1	9 508 700	327 500	9 836 200	Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario	9 836 135
	9 508 700	327 500	9 836 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL	9 836 135

Description du programme :

Ce programme permet l'application de la *Loi sur les permis de vente d'alcool* en établissant les politiques, les modalités d'autorisation et les contrôles prévus par la loi.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL — CRÉDIT 906

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT	
Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario (Poste 1)	$
Traitements et salaires	6 531 139
Avantages sociaux	1 461 158
Transports et communications	493 074
Services	1 067 375
Fournitures et matériel	283 389
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL	9 836 135

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

		1992 $		1991 $
RECETTES FISCALES				
Imposition—Commission des sports professionnels		22 779		100 048
GOUVERNEMENT DU CANADA				
Remboursements de dépenses				
Subvention afférente à des travaux statistiques		8 698		60 542
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS				
Commission des permis de vente d'alcool	$		$	
Brasseurs — Provinciaux (droits et prélèvements)	431 896 665		389 680 135	
Autres détenteurs de permis (droits et prélèvements)	35 335 693		41 842 836	
Permis pour occasions spéciales	5 821 880		6 105 813	
Brasseurs — Hors province (droits et prélèvements)	5 104 894		5 447 329	
Établissements de fabrication du vin (droits et prélèvements)	3 856 469		3 251 964	
Droits de transfert de permis	1 029 233		601 278	
Brasseries artisanales (droits et prélèvements)	165 258		167 605	
Cartes d'identité	107 139		61 910	
Droits d'enregistrement — Agents/Représentants	18 953		16 965	
Fabricants de spiritueux (droits)	19 450	483 355 634	7 200	447 183 035
Loi sur l'enregistrement des actes et *Loi sur l'enregistrement des droits mobiliers*		54 164 179		55 270 439
Loi sur les sûretés mobilières		26 717 991		24 970 314
Sociétés				
Constitutions en société	12 864 693		12 569 341	
Recherches, certificats et hypothèques	2 367 308		2 336 100	
Enregistrement de noms commerciaux	1 227 138		1 065 088	
En dehors de la province	57 901	16 517 040	77 737	16 048 266
Loi sur l'état civil		6 354 490		5 757 778
Sociétés en nom collectif		6 318 630		5 601 463
Loi sur le courtage commercial et immobilier		4 721 514		3 376 729
Loi sur les ascenseurs et appareils de levage		3 913 442		4 437 330
Loi sur les chaudières et appareils sous pression		3 128 361		3 347 604
Loi sur le mariage		2 875 277		2 387 172
Loi sur les hydrocarbures et *Loi sur la manutention de l'essence*		2 827 244		2 724 514
Administration des loteries		2 010 720		1 661 654
Loi sur la Commission des courses de chevaux		1 878 217		1 858 390
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles		1 708 907		1 999 546
Loi sur les salles de cinéma		1 291 213		885 670
Loi sur les articles rembourrés		759 451		745 776
Loi sur les agences de voyages		622 945		331 500
Loi sur les mécaniciens d'exploitation		537 266		511 421
Loi sur la protection du consommateur		152 715		191 900
Loi sur les agences de recouvrement		118 792		105 813
Loi sur les attractions		85 042		85 126

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS (suite)		
Loi sur le contrôle des sports	27 801	5 962
Loi sur les renseignements concernant le consommateur	15 925	24 900
Loi sur les distributeurs de livres brochés et de périodiques	5 800	6 250
Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée	5 648	10 558
Loi sur les huissiers	2 294	3 300
	620 116 538	579 532 410
AMENDES ET PÉNALITÉS	124 348	143 407
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes de biens	9 700	9 810
Publications	1 842	1 112
	11 542	10 922
BÉNÉFICES TIRÉS DE SOCIÉTÉS DE LA COURONNE ET DE CONSEILS		
Régie des alcools de l'Ontario	675 000 000	650 000 000
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	43 923	65 326
DIVERS		
Commission des courses de l'Ontario, intérêts	90 796	173 360
Chèques en circulation	6 131	18 972
Autres	86 956	74 681
	183 883	267 013
TOTAL DES RECETTES	1 295 511 711	1 230 179 668

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Caisse d'assurance des sûretés mobilières	1 028 754	1 275 840
Dépôts au titre de terres étrangères	93 832	(81 723)
Cautionnements de garantie		
Loi sur le courtage commercial et immobilier	75 095	177 104
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles		(5 000)
Loi sur les agences de recouvrement	(61)	20 000
Loi sur la protection du consommateur	(4 312)	(2 162)
Montants non réclamés	46 457	137 965
Dédommagements	104	
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commissaire des sports professionnels		(4 204)
TOTAL DES DÉPÔTS	1 239 869	1 517 820

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-156

CONSERVATION DU PATRIMOINE 4-158

DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES 4-160

COMMUNICATIONS 4-162

GESTION DES RESSOURCES D'INFORMATION 4-164

SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET SERVICES RÉGIONAUX 4-166

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-156

SOMMAIRE 4-155

ÉTAT DES RECETTES 4-168

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
16 833 985	Administration du ministère	17 233 657	16 232 314
17 140 498	Conservation du patrimoine	12 139 900	12 010 986
200 561 054	Développement culturel et institutions culturelles	209 494 300	208 252 979
3 667 410	Communications	4 671 300	4 492 905
43 650 325	Gestion des ressources d'information	51 276 900	51 172 688
5 363 136	Subventions d'immobilisation et services régionaux	6 087 600	6 027 332
287 216 408	**Total (Fonctionnement) du ministère**	300 903 657	298 189 204
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
287 216 408	Total des dépenses	300 903 657	298 189 204
		CAPITAL	
569 400	Communications	896 000	604 127
36 286 975	Subventions d'immobilisation et services régionaux	31 168 900	29 479 121
36 856 375	**Total (Capital) du ministère**	32 064 900	30 083 248
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
36 856 375	Total des dépenses	32 064 900	30 083 248

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1101 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 323 000	267 300	1 590 300	Bureau principal	1 586 931
2	5 713 400		5 713 400	Services administratifs et financiers	5 616 743
3	1 534 400	30 700	1 565 100	Ressources humaines	1 536 557
4	1 916 800	15 800	1 932 600	Services de communications	1 876 875
5	467 700	10 800	478 500	Analyse et planification	419 247
6	1 273 000		1 273 000	Services juridiques	1 209 342
7	610 600	23 000	633 600	Services de vérification	609 135
8	4 005 600		4 005 600	Systèmes informatiques	3 335 927
	16 844 500	347 600	17 192 100		16 190 757
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	16 886 057	347 600	17 233 657	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	16 232 314

Description du programme :

Ce programme regroupe plusieurs activités ayant pour objet de fournir des services administratifs et de soutien aux programmes opérationnels du ministère.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 141 190
Avantages sociaux	222 181
Transports et communications	72 564
Services	78 526
Fournitures et matériel	72 470
	1 586 931

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 833 593
Avantages sociaux	500 829
Transports et communications	893 915
Services	982 626
Fournitures et matériel	405 780
	5 616 743

Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 017 857
Avantages sociaux	203 154
Transports et communications	24 550
Services	238 329
Fournitures et matériel	52 667
	1 536 557

Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 095 156
Avantages sociaux	164 862
Transports et communications	38 101
Services	534 968
Fournitures et matériel	43 788
	1 876 875

Analyse et planification (Poste 5)	$
Traitements et salaires	332 162
Avantages sociaux	46 171
Transports et communications	6 158
Services	22 352
Fournitures et matériel	12 404
	419 247

Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	86 737
Avantages sociaux	14 464
Transports et communications	35 436
Services	1 025 530
Fournitures et matériel	47 175
	1 209 342

Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	448 137
Avantages sociaux	98 631
Transports et communications	2 845
Services	30 904
Fournitures et matériel	28 618
	609 135

Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 020 054
Avantages sociaux	164 699
Transports et communications	45 416
Services	963 902
Fournitures et matériel	1 141 856
	3 335 927

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	16 232 314

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1102				**PROGRAMME DE**	
FONCTIONNEMENT				**CONSERVATION DU PATRIMOINE**	
1	12 139 900		12 139 900	Administration du patrimoine	12 010 986
	12 139 900		12 139 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA CONSERVATION DU PATRIMOINE	12 010 986

Description du programme :

Ce programme vise à rendre le grand public davantage conscient du patrimoine architectural, archéologique et culturel de l'Ontario et à mieux en apprécier la valeur; les connaissances qu'il acquerra sur notre passé lui permettront de mieux le comprendre et de participer au développement culturel, économique et social de la province.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE CONSERVATION DU PATRIMOINE — CRÉDIT 1102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT		
Administration du patrimoine (Poste 1)		$
Traitements et salaires		3 324 534
Avantages sociaux		613 224
Transports et communications		226 105
Services		641 399
Fournitures et matériel		268 989
Paiements de transfert	$	
Subventions aux musées locaux	3 334 634	
Subventions aux sociétés historiques et pour l'achat de plaques	290 524	
Subventions pour la série d'études historiques sur l'Ontario	173 300	
Subventions de soutien au patrimoine	923 800	
Société d'histoire multiculturelle	671 000	
Subventions pour projets	1 543 477	6 936 735
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE CONSERVATION DU PATRIMOINE		12 010 986

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1103 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES**	
1	9 350 700		9 350 700	Soutien aux arts	8 339 646
2	199 506 700	636 900	200 143 600	Industries et organismes culturels	199 913 333
	208 857 400	636 900	209 494 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES	208 252 979

Description du programme :

Ce programme comporte trois domaines d'activités de base. Le programme de soutien aux arts est responsable du développement de politiques auprès de la communauté des arts sans but lucratif, appuyant les activités culturelles externes et les opérations courantes des organisations. Le programme des organismes culturels est responsable de la fiscalité, des politiques et des programmes de liaison auprès des onze plus importants organismes culturels du ministère. Le programme des industries culturelles s'occupe du développement des politiques et des programmes de soutien favorisant ainsi la croissance continue et la stabilité financière des industries culturelles ontariennes.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES — CRÉDIT 1103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Soutien aux arts (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		1 225 810
Avantages sociaux		191 231
Transports et communications		142 704
Services		518 702
Fournitures et matériel		53 379
Paiements de transfert	$	
Subventions de soutien à la culture	2 909 587	
Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération	197 548	
Subventions pour projets	1 564 185	
Programme «Investissement dans les arts»	1 536 500	6 207 820
		8 339 646

Industries et organismes culturels (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		1 041 997
Avantages sociaux		159 949
Transports et communications		22 608
Services		243 590
Fournitures et matériel		96 243
Paiements de transfert	$	
Programme ontarien de rayonnement culturel	404 000	
Programme d'aide aux éditeurs	467 536	
Programme d'aide aux organismes oeuvrant dans le commerce	113 600	
Musée des beaux-arts de l'Ontario	8 706 336	
Collection McMichael d'art canadien	3 089 456	
Jardins botaniques royaux	1 955 616	
Société CJRT-FM	1 441 493	
Fondation du patrimoine ontarien	2 539 709	
Centre des sciences de l'Ontario	18 673 572	
Conseil des arts de l'Ontario	43 576 500	
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario	63 152 600	
Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne	23 406 836	
Musée royal de l'Ontario	22 226 600	
Science Nord	3 215 503	
Subventions pour projets	948 430	
Stratégie ontarienne en matière d'édition	4 484 999	198 402 786
		199 967 173
Moins : recouvrements d'autres ministères		53 840
		199 913 333
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES		208 252 979

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1104 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE COMMUNICATIONS**	
1	3 768 000	87 500	3 855 500	Administration du programme	3 678 857
2	794 000	21 800	815 800	Commission ontarienne des services téléphoniques	814 048
	4 562 000	109 300	4 671 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES COMMUNICATIONS	4 492 905
CAPITAL					
3	896 000		896 000	Immobilisations et construction	604 127
	896 000		896 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES COMMUNICATIONS	604 127

Description du programme :

Promouvoir les intérêts des usagers des réseaux et services de communications de l'Ontario, accélérer l'acheminement des informations et renforcer les réseaux de communications de l'Ontario, afin de relever le niveau de bien-être économique et social des habitants de la province.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE COMMUNICATIONS — CRÉDIT 1104

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 408 957
Avantages sociaux	406 431
Transports et communications	209 742
Services	633 254
Fournitures et matériel	169 698
Paiements de transfert	
Association canadienne de normalisation	10 000
	3 838 082
Moins : recouvrements d'autres ministères	159 225
	3 678 857
Commission ontarienne des services téléphoniques (Poste 2)	
Traitements et salaires	545 166
Avantages sociaux	91 229
Transports et communications	51 074
Services	58 486
Fournitures et matériel	68 093
	814 048
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE COMMUNICATIONS	4 492 905

CAPITAL

Immobilisations et construction (Poste 3)	$
Paiements de transfert	
Projets d'immobilisations	1 591 467
	1 591 467
Moins : recouvrements d'autres ministères	987 340
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE COMMUNICATIONS	604 127

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1105 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE GESTION DES RESSOURCES D'INFORMATION**	
1	4 891 300	134 800	5 026 100	Archives publiques	4 985 130
2	44 490 200	117 300	44 607 500	Services de bibliothèque	44 568 903
3	1 643 300		1 643 300	Information communautaire	1 618 655
	51 024 800	252 100	51 276 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA GESTION DES RESSOURCES D'INFORMATION	51 172 688

Description du programme :

Ce programme comprend les Archives publiques de l'Ontario, les services de bibliothèque et les activités d'information communautaire. Il vise à mettre à la disposition des résidents de l'Ontario des ressources d'information de grande qualité en assurant une orientation et un appui aux bibliothèques publiques, aux archives et à d'autres services d'information communautaire dans le but de les rendre plus accessibles et efficaces.

Les Archives publiques de l'Ontario ont le mandat d'identifier et de conserver les dossiers permanents du gouvernement de l'Ontario et les documents privés ayant une valeur historique pour la province et de les mettre à la disposition du public. Les Archives assument également la responsabilité de la gestion de l'information enregistrée au sein du gouvernement. Les services de bibliothèque et les activités d'information communautaire ont pour objet d'améliorer l'accessibilité et la diversité des ressources disponibles pour les bibliothèques et les centres d'information communautaire, afin d'encourager la participation du public et de favoriser le développement social et culturel.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE GESTION DES RESSOURCES D'INFORMATION — CRÉDIT 1105

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Archives publiques (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 385 473
Avantages sociaux	661 572
Transports et communications	62 628
Services	460 704
Fournitures et matériel	358 433
Paiements de transfert	
Conseil ontarien des Archives	64 820
	4 993 630
Moins : recouvrements d'autres ministères	8 500
	4 985 130

Services de bibliothèque (Poste 2)	$	
Traitements et salaires		1 047 079
Avantages sociaux		175 808
Transports et communications		74 439
Services		240 589
Fournitures et matériel		44 363
Paiements de transfert		
Subventions aux bibliothèques publiques	40 789 264	
Subventions aux organisations administrant des bibliothèques	95 000	
Subventions pour projets	2 191 141	43 075 405
		44 657 683
Moins : recouvrements d'autres ministères		88 780
		44 568 903

Information communautaire (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		57 885
Avantages sociaux		10 947
Transports et communications		3 155
Services		144 671
Fournitures et matériel		16
Paiements de transfert		
Subventions aux organismes participants	1 183 743	
Subventions pour projets	218 238	1 401 981
		1 618 655
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RESSOURCES D'INFORMATION		51 172 688

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1106				**PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX**	
FONCTIONNEMENT					
1	5 974 700	112 900	6 087 600	Services régionaux	6 027 332
	5 974 700	112 900	6 087 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET LES SERVICES RÉGIONAUX	6 027 332
CAPITAL					
2	31 168 900		31 168 900	Installations communautaires	29 479 121
	31 168 900		31 168 900	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET LES SERVICES RÉGIONAUX	29 479 121

Description du programme :

Ce programme assure le soutien au programme d'immobilisation du ministère, et accorde un soutien consultatif aux programmes du ministère au niveau local, afin d'assurer la participation du public et de permettre à toutes les localités de la province d'avoir accès aux services offerts par le ministère.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX — CRÉDIT 1106

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Services régionaux (Poste 1)		$
Traitements et salaires		2 356 552
Avantages sociaux		395 734
Transports et communications		328 023
Services		241 839
Fournitures et matériel		112 223
Paiements de transfert	$	
Programme Expérience '91	663 941	
Subventions pour projets	2 765 735	3 429 676
		6 864 047
Moins : recouvrements d'autres ministères		836 715
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX		6 027 332

CAPITAL

Installations communautaires (Poste 2)	$
Paiements de transfert	
Conservation de l'architecture en Ontario	1 372 840
Subventions provinciales	16 295 732
Entente de développement économique et régional	1 686 900
Subventions aux communautés	13 310 549
	32 666 021
Moins : recouvrements d'autres ministères	3 186 900
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX	29 479 121

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Organismes de langue française	226 274	518 093
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'entrée	2 257 099	2 396 620
Stationnement	251 086	283 192
	2 508 185	2 679 812
VENTES ET LOCATIONS		
Souvenirs et publications	46 008	54 492
Autres	2 308	731
	48 316	55 223
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions retournées	335 008	183 387
Autres	11 005	83 747
	346 013	267 134
REDEVANCES		
Livres et publications		954
DIVERS	2 989	12 598
TOTAL DES RECETTES	3 131 777	3 533 814

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-172

DÉVELOPPEMENT ET TRANSPORTS DU NORD 4-174

MINES ET MINÉRAUX 4-178

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-172, 4-178

SOMMAIRE 4-171

ÉTAT DES RECETTES 4-180

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-180

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
	DÉVELOPPEMENT DU NORD		
19 864 084	Administration du ministère	20 488 757	18 168 604
58 595 754	Développement et transports du Nord	64 623 400	64 571 413
	MINES		
29 433 258	Mines et minéraux	33 533 549	31 882 544
107 893 096	**Total (Fonctionnement) du ministère**	118 645 706	114 622 561
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
107 893 096	Total des dépenses	118 645 706	114 622 561
		CAPITAL	
	DÉVELOPPEMENT DU NORD		
232 672 172	Développement et transports du Nord	244 103 600	229 374 165
	MINES		
14 122 999	Mines et minéraux	17 000 000	12 635 067
246 795 171	**Total (Capital) du ministère**	261 103 600	242 009 232
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
246 795 171	Total des dépenses	261 103 600	242 009 232

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3001				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
FONCTIONNEMENT					
1	1 678 300	87 600	1 765 900	Bureau principal	1 761 475
2	11 309 100		11 309 100	Services administratifs et financiers	9 067 976
3	1 071 200	37 500	1 108 700	Ressources humaines	1 106 469
4	1 968 900		1 968 900	Services de communications	1 918 536
5	857 100	99 800	956 900	Analyse et planification	953 657
6	595 400		595 400	Services juridiques	593 103
7	443 500	17 300	460 800	Services de vérification	455 107
8	2 251 700	29 800	2 281 500	Systèmes informatiques	2 270 724
	20 175 200	272 000	20 447 200		18 127 047
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	20 216 757	272 000	20 488 757	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	18 168 604

Description du programme :

Ce programme assure l'orientation des principales politiques et fournit des ressources administratives et des services de soutien dont le ministère a besoin pour remplir son mandat.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 056 339
Avantages sociaux	224 944
Transports et communications	224 252
Services	217 939
Fournitures et matériel	38 001
	1 761 475

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 898 873
Avantages sociaux	511 128
Transports et communications	1 633 245
Services	3 356 039
Fournitures et matériel	1 161 602
	9 560 887
Moins : recouvrements d'autres activités	492 911
	9 067 976

Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	775 885
Avantages sociaux	121 291
Transports et communications	103 037
Services	125 799
Fournitures et matériel	77 750
	1 203 762
Moins : recouvrements d'autres ministères	97 293
	1 106 469

Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 163 998
Avantages sociaux	192 592
Transports et communications	113 867
Services	308 366
Fournitures et matériel	139 713
	1 918 536

Analyse et planification (Poste 5)	$
Traitements et salaires	502 878
Avantages sociaux	82 066
Transports et communications	114 520
Services	173 874
Fournitures et matériel	80 319
	953 657

Services juridiques (Poste 6)	
Transports et communications	35 151
Services	533 954
Fournitures et matériel	23 998
	593 103

Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	310 940
Avantages sociaux	54 709
Transports et communications	36 224
Services	9 299
Fournitures et matériel	43 935
	455 107

Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 282 366
Avantages sociaux	222 485
Transports et communications	196 827
Services	1 117 673
Fournitures et matériel	692 714
	3 512 065
Moins : recouvrements d'autres activités	1 241 341
	2 270 724

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	18 168 604

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3002 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE TRANSPORTS DU NORD**	
1	10 706 000	555 700	11 261 700	Administration du programme	11 256 420
2	19 141 300	11 020 700	30 162 000	Développement du Nord	30 161 710
3	1 451 300		1 451 300	Transports, planification et entretien	1 404 883
4	20 622 000	1 126 400	21 748 400	Services de transports	21 748 400
	51 920 600	12 702 800	64 623 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LES TRANSPORTS DU NORD	64 571 413
CAPITAL					
5	58 918 100		58 918 100	Développement du Nord	57 297 732
6	155 185 500		155 185 500	Infrastructure des transports	142 076 433
7	30 000 000		30 000 000	Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	30 000 000
	244 103 600		244 103 600	TOTAL (CAPITAL) POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LES TRANSPORTS DU NORD	229 374 165

Description du programme :

Ce programme fournit une aide financière en vue de favoriser les activités de développement économique du Nord de l'Ontario et d'offrir aux habitants de la région un meilleur accès aux services sociaux et sanitaires. Ce programme vise en outre, à satisfaire les besoins du Nord en matière d'accès et de mobilité, en créant et en maintenant une infrastructure et des services de transport multimodaux.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE TRANSPORTS DU NORD — CRÉDIT 3002

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		7 253 278
Avantages sociaux		1 278 921
Transports et communications		1 255 760
Services		830 410
Fournitures et matériel		638 051
		11 256 420
Développement du Nord (Poste 2)		
Transports et communications		64 230
Services		805 559
Fournitures et matériel		11 620
Paiements de transfert		
Développement économique des collectivités	5 706 597	
Formation professionnelle pour les jeunes du Nord	3 866 668	
Aide économique aux autochtones	417 343	
Autres formes d'aide économique	2 146 379	
Services sociaux et médicaux	2 688 759	
Services d'éducation	491 270	
Aide sociale aux collectivités non enregistrées	957 071	
Aide sociale aux autochtones	165 862	
Autres forme d'aide sociale	1 026 919	
Algoma Central Railway	12 400 000	29 876 868
		30 758 285
Moins : recouvrements d'autres ministères		596 575
		30 161 710
Transports, planification et entretien (Poste 3)		$
Services		1 347 883
Paiements de transfert		
Autres programmes de développement des transports		57 000
		1 404 883
Services de transports (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Commission de transport Ontario Northland — Services aériens		4 781 600
Commission de transport Ontario Northland — Services de chemins de fer et de traversiers		16 966 800
		21 748 400
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE TRANSPORTS DU NORD		64 571 413

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE TRANSPORTS DU NORD — CRÉDIT 3002 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CAPITAL

Développement du Nord (Poste 5)	$	$
Paiements de transfert		
Développement économique des collectivités	18 838 857	
Aide à l'infrastructure	10 171 565	
Subventions économiques aux autochtones	907 999	
Autres formes de développement économique	1 639 055	
Infrastructure de la collectivité autochtone	12 929 224	
Installations sociales et médicales	5 564 763	
Aide à l'éducation	561 621	
Aide sociale aux collectivités non enregistrées	142 531	
Aide sociale aux autochtones	9 250 585	
Autres forme de développement social	10 220 756	70 226 956
		70 226 956
Moins : recouvrements d'autres ministères		12 929 224
		57 297 732

Infrastructure des transports (Poste 6)	$	$
Acquisition/contruction de biens immobiliers		127 946 403
Paiements de transfert	$	
Comité des transports de ressources du Nord de l'Ontario	5 822 215	
Aéroports communautaires	359 856	
Aide au transport communautaire	6 947 959	
Commission de transport Ontario Northland — Services de chemins de fer et de traversiers	1 000 000	14 130 030
		142 076 433
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario (Poste 7)		
Paiements de transfert		30 000 000
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE TRANSPORTS DU NORD		229 374 165

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3003				**PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	
FONCTIONNEMENT					
1	2 274 600		2 274 600	Bureau principal	2 246 136
2	4 723 500	530 100	5 253 600	Terrains miniers	5 248 724
3	7 277 400		7 277 400	Exploitation minérale	6 120 688
4	18 695 200		18 695 200	Ressources minérales	18 256 073
5	1 000		1 000	Entente Canada/Ontario sur l'exploitation minérale	340
	32 971 700	530 100	33 501 800		31 871 961
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	10 583
	33 003 449	530 100	33 533 549	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES MINES ET LES MINÉRAUX	31 882 544
CAPITAL					
6	17 000 000		17 000 000	Exploitation minérale	12 635 067
	17 000 000		17 000 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES MINES ET LES MINÉRAUX	12 635 067

Description du programme :

Ce programme vise à stimuler et à réglementer l'utilisation des ressources minérales de la province.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX — CRÉDIT 3003

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 067 767
Avantages sociaux	157 222
Transports et communications	497 773
Services	351 480
Fournitures et matériel	171 894
	2 246 136

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	10 583

Terrains miniers (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 300 749
Avantages sociaux	552 421
Transports et communications	745 151
Services	440 374
Fournitures et matériel	210 029
	5 248 724

Exploitation minérale (Poste 3)		
Traitements et salaires		2 783 263
Avantages sociaux		443 219
Transports et communications		735 164
Services		1 178 229
Fournitures et matériel		633 206
Paiements de transfert		
Subventions pour l'exploitation minérale		347 607
		6 120 688

Ressources minérales (Poste 4)	$	
Traitements et salaires		10 429 721
Avantages sociaux		1 664 468
Transports et communications		1 035 946
Services		2 106 971
Fournitures et matériel		1 905 960
Paiements de transfert		
Subventions pour recherches en géoscience	692 377	
Autres subventions pour recherches en géoscience	420 630	
Brigade des jeunes environementalistes	230 823	1 343 830
		18 486 896
Moins : recouvrements d'autres ministères		230 823
		18 256 073

Entente Canada/Ontario sur l'exploitation minérale (Poste 5)	$
Traitements et salaires	500 878
Avantages sociaux	42 302
Transports et communications	65 639
Services	50 336
Fournitures et matériel	67 398
	726 553
Moins : recouvrements d'autres ministères	726 213
	340
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX	31 882 544

CAPITAL

Exploitation des minéraux (Poste 6)	$	
Services		449 502
Paiements de transfert		
Encouragement à l'exploration minière de l'Ontario	7 311 038	
Aide aux prospecteurs de l'Ontario	4 259 691	
Réclamation relative au chantier minier abandonné	614 836	12 185 565
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX		12 635 067

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière (*Loi sur les mines*)	511 360	473 728
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Énergie, Mines et Ressources		
Entente Canada-Ontario sur l'exploitation minérale	65 617	379 862
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Emploi et Immigration		
Projet d'ajustement communautaire de Sudbury		651
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'exploitation minière (*Loi sur les mines*)	443 817	
Échantillonage et essais	41 445	231 652
Droits d'enregistrement des exploitations minières	17 583	662 262
Analyses chimiques et essais	9 082	21 687
	511 927	915 601
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Dégâts matériels	2 110	
Confiscations	170	2 040
	2 280	2 040
VENTES ET LOCATIONS		
Concessions minières	241 909	250 517
Permis d'occupation des exploitations minières	100 284	95 938
Autres	178 466	142 245
	520 659	488 700
REDEVANCES		
Mines de sel	883 782	734 374
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiements de transfert	61 061	168 365
DIVERS	75 633	21 104
TOTAL DES RECETTES	2 632 319	3 184 425

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Taxe sur les produits et services	(80)	19
TOTAL DES DÉPÔTS	(80)	19

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-184

SOUTIEN EN MATIÈRE D'ÉDUCATION 4-186

SERVICES ÉDUCATIFS 4-188

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-184, 4-186

SOMMAIRE 4-183

ÉTAT DES RECETTES 4-190

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-191

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
34 434 676	Administration du ministère	37 367 857	35 462 536
4 795 426 160	Soutien en matière d'éducation	5 561 172 900	5 761 588 382
660 791 693	Services éducatifs	246 646 600	246 229 703
5 490 652 529	**Total (Fonctionnement) du ministère**	5 845 187 357	6 043 280 621
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
5 490 652 529	Total des dépenses	5 845 187 357	6 043 280 621
		CAPITAL	
32 000 000	Soutien en matière d'éducation	418 820 200	370 769 857
32 000 000	**Total (Capital) du ministère**	418 820 200	370 769 857
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
32 000 000	Total des dépenses	418 820 200	370 769 857

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1301 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	4 570 000	203 000	4 773 000	Bureau principal	4 700 820
2	9 078 100		9 078 100	Services administratifs et financiers	8 255 545
3	5 108 300	471 900	5 580 200	Ressources humaines	5 504 968
4	3 954 700	279 100	4 233 800	Services de communications	4 096 557
5	3 814 200		3 814 200	Analyse et planification	3 336 728
6	1 513 500	175 300	1 688 800	Services juridiques	1 682 578
7	931 800	150 900	1 082 700	Services de vérification	1 071 430
8	7 075 500		7 075 500	Systèmes informatiques	6 787 447
	36 046 100	1 280 200	37 326 300		35 436 073
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 655
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	36 087 657	1 280 200	37 367 857	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	35 462 536

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Éducation d'atteindre ses objectifs; et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à l'exécution des programmes de fonctionnement du ministère de l'Éducation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 105 659
Avantages sociaux	559 056
Transports et communications	241 251
Services	591 814
Fournitures et matériel	203 040
	4 700 820

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	16 655
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	5 907 836
Avantages sociaux	977 624
Transports et communications	785 322
Services	1 078 563
Fournitures et matériel	443 051
	9 192 396
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	936 851
	8 255 545

Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 836 038
Avantages sociaux	2 220 013
Transports et communications	76 060
Services	277 537
Fournitures et matériel	95 320
	5 504 968

Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	2 442 958
Avantages sociaux	339 406
Transports et communications	119 534
Services	1 076 230
Fournitures et matériel	118 429
	4 096 557

Analyse et planification (Poste 5)	$
Traitements et salaires	2 308 576
Avantages sociaux	391 161
Transports et communications	58 461
Services	331 565
Fournitures et matériel	246 965
	3 336 728

Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	638 368
Avantages sociaux	108 678
Transports et communications	38 791
Services	860 356
Fournitures et matériel	36 385
	1 682 578

Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	871 118
Avantages sociaux	149 965
Transports et communications	10 222
Services	19 840
Fournitures et matériel	20 285
	1 071 430

Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	4 138 307
Avantages sociaux	728 257
Transports et communications	101 735
Services	2 698 482
Fournitures et matériel	281 121
	7 947 902
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	1 160 455
	6 787 447

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	35 462 536

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1302				**PROGRAMME DE SOUTIEN EN MATIÈRE D'ÉDUCATION**	
FONCTIONNEMENT					
1	4 917 375 600		4 917 375 600	Politiques relatives aux programmes d'études et aux ressources	4 853 936 550
2	33 830 500	3 966 800	37 797 300	Liaison et évaluations	37 402 798
	4 951 206 100	3 966 800	4 955 172 900		4 891 339 348
L	606 000 000		606 000 000	Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario — *Loi sur le régime de retraite des enseignants*	870 249 034
	5 557 206 100	3 966 800	5 561 172 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SOUTIEN EN MATIÈRE D'ÉDUCATION	5 761 588 382
CAPITAL					
3	418 820 200		418 820 200	Politiques relatives aux programmes d'études et aux ressources	370 769 857
	418 820 200		418 820 200	TOTAL (CAPITAL) POUR LE SOUTIEN EN MATIÈRE D'ÉDUCATION	370 769 857

Description du programme :

Ce programme vise à orienter les programmes et politiques en matière d'enseignement élémentaire et secondaire dans les écoles ontariennes financées par les fonds publics. Grâce à des consultations et des relations avec les parents, les élèves, les enseignants, les conseillers scolaires et les administrateurs, on élabore dans le cadre de ce programme des politiques concernant les programmes d'études et les ressources humaines et financières. Ce programme prévoit aussi des évaluations en vue d'accroître l'obligation de rendre compte des résultats des élèves et de l'utilisation des ressources.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME DE SOUTIEN EN MATIÈRE D'ÉDUCATION — CRÉDIT 1302

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Politiques relatives aux programmes d'études et aux ressources (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		11 101 075
Avantages sociaux		1 775 515
Transports et communications		1 516 625
Services		6 803 221
Fournitures et matériel		1 873 381
Paiements de transfert		
Subventions générales	4 807 565 748	
Programmes d'éducation — Autres	23 300 985	4 830 866 733
		4 853 936 550

Liaison et évaluations (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		18 832 695
Avantages sociaux		3 135 097
Transports et communications		2 943 599
Services		3 264 618
Fournitures et matériel		915 004
Paiements de transfert		
Projets en langues officielles	6 635 000	
Jeunes voyageurs de l'Ontario	491 907	
Programmes d'échanges éducatifs	3 308	
Projets d'enseignement aux autochtones	1 200 500	
Programme Expérience '91	375 883	8 706 598
		37 797 611
Moins : recouvrements du programme Expérience '91		394 813
		37 402 798

Crédits législatifs	$	$
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario		
Paiements de transfert		
Contribution gouvernementale, *Loi sur le régime de retraite des enseignants*		871 653 422
Moins : recouvrements d'autres ministères		1 404 388
		870 249 034
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SOUTIEN EN MATIÈRE D'ÉDUCATION		5 761 588 382

CAPITAL

Politiques relatives aux programmes d'études et aux ressources (Poste 3)	$
Acquisition/construction de biens immobiliers	960 711
Paiements de transfert	
Subventions d'immobilisation	369 809 146
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE SOUTIEN EN MATIÈRE D'ÉDUCATION	370 769 857

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
1303				**PROGRAMME DES SERVICES ÉDUCATIFS**	
FONCTIONNEMENT					
1	182 874 900	4 218 500	187 093 400	Prestation de services directs et par l'entremise des collectivités	186 898 348
2	53 395 300	6 157 900	59 553 200	Éducation de l'enfance en difficulté et écoles provinciales	59 331 355
	236 270 200	10 376 400	246 646 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES ÉDUCATIFS	246 229 703

Description du programme :

Ce programme assure la prestation des services éducatifs directs et par l'entremise des collectivités. Le ministère administre les écoles externes et les internats pour les aveugles et les sourds de la province; assure des services d'enseignement par correspondance par l'intermédiaire du Centre d'études indépendantes; finance des programmes d'alphabétisation et des programmes d'emploi pour les jeunes par l'entremise des collèges communautaires et d'autres groupes communautaires. Dans le cadre de ce programme, le ministère administre également un réseau informatique coopératif pour les conseils scolaires.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME DES SERVICES ÉDUCATIFS — CRÉDIT 1303

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Prestation de services directs et par l'entremise des collectivités (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		13 988 482
Avantages sociaux		2 393 900
Transports et communications		2 053 336
Services		7 891 849
Fournitures et matériel		3 897 270
Paiements de transfert	$	
Programmes d'accès	49 256 685	
Formation et emploi des jeunes	109 342 524	
Subvention à l'Association canadienne de l'éducation	214 500	
Subvention au Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques	897 507	
Subvention au Conseil des ministres de l'Éducation, Canada	332 048	
Subvention à l'Ontario Federation of School Athletic Associations	70 000	
Subvention à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario	2 625 000	
Subvention à la Société éducative de visites et d'échanges au Canada	208 000	
Subvention aux United World Colleges	73 000	
Subventions diverses (à verser conformément aux directives du ministre)	380 549	
Expérience '91	624 719	164 024 532
		194 249 369
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		6 726 302
Recouvrements Expérience '91		624 719
		186 898 348

Éducation de l'enfance en difficulté et écoles provinciales (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		38 235 005
Avantages sociaux		6 716 322
Transports et communications		2 556 455
Services		8 053 645
Fournitures et matériel		3 696 361
Paiements de transfert	$	
Paiements tenant lieu de taxes municipales	60 375	
Formation des enseignants en milieu de travail	13 192	73 567
		59 331 355
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES ÉDUCATIFS		246 229 703

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Langues officielles dans l'enseignement	56 219 308	50 378 438
Commission du régime de retraite des enseignants — Ministère de la Défense nationale	430 398	398 668
Programme coopératif du gouvernement fédéral	170 038	
Alphabétisation en français		145 349
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues		14 963 846
Autres		5 101
	56 819 744	65 891 402
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Paiements au titre de prêts de services	354 255	485 417
Autres		212 690
	354 255	698 107
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais de scolarité versés par le gouvernement du Canada pour les Indiens inscrits fréquentant des écoles pour aveugles et sourds de l'Ontario	282 634	213 916
Révisions au niveau provincial	72 200	198 800
Inspection des écoles secondaires privées	41 363	26 967
Certificats — Enseignants, étudiants	34 741	33 388
Transcriptions pour enseignants	28 114	28 899
Frais de scolarité versés par d'autres provinces pour des non-résidents fréquentant des écoles pour aveugles et sourds de l'Ontario		155 720
	459 052	657 690
VENTES ET LOCATIONS		
Locaux mis en location	649 177	630 959
Matériel pédagogique du Centre d'études indépendantes	171 086	335 919
Avantages accessoires	69 399	57 674
Diffusion de l'information : rapports de recherche		47 670
Autres	13 392	3 521
	903 054	1 075 743
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions remboursées — Autres	245 417	366 932
Fournisseurs	82 799	44 293
Programme d'emplois d'été	12 605	49 366
Taxe fédérale de vente — Recouvrements	8 096	205 144
Autres	9 954	11
	358 871	665 746
DIVERS	16 416	18 339
TOTAL DES RECETTES	58 911 392	69 007 027

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Legs et bourses	2 830	24 788
Taxe sur les produits et services	(2 664)	
TOTAL DES DÉPÔTS	166	24 788

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-196
- POLITIQUES ET PLANIFICATION 4-198
- DÉVELOPPEMENT ET GESTION DE L'ÉNERGIE 4-200
- COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO 4-202
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-196
- SOMMAIRE 4-195

ÉTAT DES RECETTES 4-204

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
12 350 513	Administration du ministère	12 644 757	10 741 639
4 021 110	Politiques et planification	6 260 200	5 411 583
11 619 830	Développement et gestion de l'énergie	18 045 000	15 272 245
4 935 711	Commission de l'énergie de l'Ontario	6 143 600	4 671 220
32 927 164	**Total (Fonctionnement) du ministère**	43 093 557	36 096 687
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
32 927 164	Total des dépenses	43 093 557	36 096 687
		CAPITAL	
12 689 047	Développement et gestion de l'énergie	23 283 700	20 389 525
12 689 047	**Total (Capital) du ministère**	23 283 700	20 389 525
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
12 689 047	Total des dépenses	23 283 700	20 389 525

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1401 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 398 700		1 398 700	Bureau principal	1 322 428
2	3 276 400	150 000	3 426 400	Services administratifs et financiers	3 324 918
3	7 198 200		7 198 200	Services de communications	5 627 292
4	579 900		579 900	Services juridiques	429 661
	12 453 200	150 000	12 603 200		10 704 299
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	27 586
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 754
	12 494 757	150 000	12 644 757	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	10 741 639

Description du programme :

Ce programme a pour objet de coordonner l'élaboration des politiques et des plans du ministère, et de donner l'orientation générale et le soutien administratif nécessaires à la mise en oeuvre de ces politiques et plans.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	960 684
Avantages sociaux	175 766
Transports et communications	70 752
Services	95 806
Fournitures et matériel	19 420
	1 322 428
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	27 586
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 754
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 762 428
Avantages sociaux	338 027
Transports et communications	62 042
Services	421 874
Fournitures et matériel	747 618
	3 331 989
Moins : recouvrements d'autres ministères	7 071
	3 324 918

Services de communications (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 486 449
Avantages sociaux	325 882
Transports et communications	297 678
Services	2 771 866
Fournitures et matériel	745 417
	5 627 292
Services juridiques (Poste 4)	
Transports et communications	6 297
Services	411 586
Fournitures et matériel	11 778
	429 661
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	10 741 639

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1402				**PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION**	
FONCTIONNEMENT					
1	2 974 500		2 974 500	Approvisionnements et distribution	2 516 386
2	3 285 700		3 285 700	Économie de l'énergie	2 895 197
	6 260 200		6 260 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES ET LA PLANIFICATION	5 411 583

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'élaborer des politiques conçues pour améliorer l'approvisionnement en énergie et promouvoir son utilisation rationnelle en Ontario; ses responsables ont pour mission, au nom du gouvernement, de représenter les intérêts de l'Ontario en matière d'énergie devant les autorités et organismes fédéraux et provinciaux.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION — CRÉDIT 1402

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Approvisionnements et distribution (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 507 910
Avantages sociaux	307 179
Transports et communications	85 061
Services	563 618
Fournitures et matériel	27 169
Paiements de transfert	
Subventions pour la planification des mesures d'urgence	25 449
	2 516 386

Économie de l'énergie (Poste 2)	$
Traitements et salaires	1 768 135
Avantages sociaux	385 387
Transports et communications	67 663
Services	345 954
Fournitures et matériel	33 275
Paiements de transfert	
Subventions pour les économies d'énergie	294 783
	2 895 197
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION	5 411 583

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1403 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DE L'ÉNERGIE**	
1	18 045 000		18 045 000	Développement et gestion de l'énergie ..	15 272 245
	18 045 000		18 045 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA GESTION DE L'ÉNERGIE	15 272 245
CAPITAL					
2	23 283 700		23 283 700	Développement et gestion de l'énergie ..	20 389 525
	23 283 700		23 283 700	TOTAL (CAPITAL) POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA GESTION DE L'ÉNERGIE	20 389 525

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'accélérer la mise au point et l'implantation de technologies, de produits et de pratiques énergétiques, afin d'améliorer le rendement énergétique et la gestion de l'énergie en Ontario.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DE L'ÉNERGIE — CRÉDIT 1403

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Développement et gestion de l'énergie (Poste 1)		$
Traitements et salaires		3 440 688
Avantages sociaux		653 475
Transports et communications		261 126
Services		4 493 501
Fournitures et matériel		77 982
Paiements de transfert	$	
Subventions aux recherches sur l'énergie	2 499 926	
Subventions aux initiatives de conservation	3 501 050	
Subventions pour l'amélioration du rendement des installations industrielles	344 497	6 345 473
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DE L'ÉNERGIE		15 272 245

CAPITAL

Développement et gestion de l'énergie (Poste 2)		$
Transports et communications		6 390
Services		9 805 968
Fournitures et matériel		48
Paiements de transfert	$	
Subventions aux recherches sur l'énergie	56 860	
Subventions aux initiatives de conservation	2 617 841	
Subventions pour l'amélioration du rendement des installations industrielles	3 847 418	
Subventions pour l'utilisation des déchets comme source d'énergie	4 055 000	10 577 119
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DE L'ÉNERGIE		20 389 525

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1404				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO**	
FONCTIONNEMENT					
1	6 143 600		6 143 600	Commission de l'énergie de l'Ontario ...	4 671 220
	6 143 600		6 143 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO	4 671 220

Description du programme :

Ce programme a pour objet de réglementer les sociétés de distribution de gaz naturel et de surveiller les activités d'Ontario Hydro, de manière à concilier les intérêts des investisseurs, des consommateurs et du public en général et à élaborer des arrangements mutuellement avantageux pour tous.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO — CRÉDIT 1404

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT	
Commission de l'énergie de l'Ontario (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 481 606
Avantages sociaux	553 488
Transports et communications	158 373
Services	1 147 364
Fournitures et matériel	330 389
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO	4 671 220

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Commission de l'énergie de l'Ontario — Frais d'audience	4 376 785	2 890 658
Autres	45 386	20 741
	4 422 171	2 911 399
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	7 878	7 579
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursements de subventions	113 088	174 571
Autres	122 571	66 347
	235 659	240 918
DIVERS		
Dividendes de la Société de l'énergie de l'Ontario	82 273 269	
Autres	65	867
	82 273 334	867
TOTAL DES RECETTES	86 939 042	3 160 763

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-208

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX 4-210

CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT 4-214

PLANIFICATION ET EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS 4-218

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-208

SOMMAIRE 4-207

ÉTAT DES RECETTES 4-220

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-221

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-221

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
33 560 509	Administration du ministère	45 316 765	38 235 698
106 762 636	Services environnementaux	138 273 300	130 296 836
117 986 384	Contrôle de l'environnement	124 046 500	118 442 065
167 877 984	Planification et exploitation des services publics	205 581 500	173 904 449
426 187 513	**Total (Fonctionnement) du ministère**	513 218 065	460 879 048
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
363 533 209	Total des dépenses	428 918 065	407 125 330
62 654 304	Total des prêts et dotations en capital	84 300 000	53 753 718
426 187 513		513 218 065	460 879 048
		CAPITAL	
35 615 055	Services environnementaux	85 100 000	77 695 880
2 500 000	Contrôle de l'environnement	2 500 000	2 500 000
180 971 583	Planification et exploitation des services publics	178 835 000	169 472 468
219 086 638	**Total (Capital) du ministère**	266 435 000	249 668 348
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
219 086 638	Total des dépenses	266 435 000	249 668 348

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1501				**PROGRAMME**	
FONCTIONNEMENT				**D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 604 500	121 200	1 725 700	Bureau principal	1 700 012
2	12 188 200		12 188 200	Services administratifs et financiers	10 145 838
3	6 066 100		6 066 100	Ressources humaines	5 830 312
4	9 069 000		9 069 000	Services de communications	7 064 696
5	6 021 800		6 021 800	Analyse et planification	3 890 821
6	4 359 900	122 700	4 482 600	Services juridiques	4 365 162
7	1 067 300		1 067 300	Services de vérification	992 382
8	4 644 700		4 644 700	Systèmes informatiques	4 195 164
	45 021 500	243 900	45 265 400		38 184 387
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	19 616		19 616	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	19 562
	45 072 865	243 900	45 316 765	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	38 235 698

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des services financiers, administratifs, d'élaboration de la politique et de la planification ministérielles, d'appui en personnel et de développement des systèmes. Il comprend également des services juridiques et d'information.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 186 742
Avantages sociaux	225 797
Transports et communications	117 714
Services	69 941
Fournitures et matériel	99 818
	1 700 012

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	19 562

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	5 219 010
Avantages sociaux	932 646
Transports et communications	385 114
Services	1 908 189
Fournitures et matériel	1 700 879
	10 145 838

Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 999 075
Avantages sociaux	523 390
Transports et communications	330 009
Services	1 605 109
Fournitures et matériel	372 729
	5 830 312

Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 949 758
Avantages sociaux	292 738
Transports et communications	673 398
Services	3 830 144
Fournitures et matériel	318 658
	7 064 696

Analyse et planification (Poste 5)	$
Traitements et salaires	2 315 214
Avantages sociaux	389 520
Transports et communications	49 353
Services	1 018 095
Fournitures et matériel	118 639
	3 890 821

Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	172 339
Avantages sociaux	15 185
Transports et communications	263 159
Services	3 671 078
Fournitures et matériel	243 401
	4 365 162

Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	731 189
Avantages sociaux	125 643
Transports et communications	13 605
Services	83 502
Fournitures et matériel	38 443
	992 382

Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 695 378
Avantages sociaux	312 122
Transports et communications	34 790
Services	1 112 896
Fournitures et matériel	1 039 978
	4 195 164

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	38 235 698

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
1502				**PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX**	
FONCTIONNEMENT					
1	365 200	47 600	412 800	Administration du programme	401 000
2	14 718 400		14 718 400	Ressources atmosphériques	13 943 064
3	24 781 700		24 781 700	Ressources en eau	24 701 849
4	50 679 800		50 679 800	Gestion des déchets	48 522 378
5	21 134 900	425 700	21 560 600	Services de laboratoire	21 546 688
6	21 517 100		21 517 100	Recherche en matière d'environnement	17 165 131
7	4 602 900		4 602 900	Polluants dangereux	4 016 726
	137 800 000	473 300	138 273 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX	130 296 836
CAPITAL					
8	30 000 000		30 000 000	Ressources en eau	29 999 661
9	55 100 000		55 100 000	Gestion des déchets	47 696 219
	85 100 000		85 100 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX	77 695 880

Description du programme :

Ce programme a pour objet de mettre au point des plans et des programmes visant à préserver la qualité de l'air, à assurer le maintien de la qualité et de la quantité des eaux souterraines et de surface, à gérer les déchets, à encourager le recyclage et à maintenir la qualité de l'eau potable à un niveau satisfaisant. Ce programme fournit également des services de laboratoire et des services de soutien techniques spécialisés, des subventions à la recherche et le budget de la Brigade des jeunes environnementalistes.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX — CRÉDIT 1502

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	293 363
Avantages sociaux	62 081
Transports et communications	4 447
Services	16 743
Fournitures et matériel	24 366
	401 000

Ressources atmosphériques (Poste 2)	
Traitements et salaires	6 119 668
Avantages sociaux	1 087 934
Transports et communications	653 846
Services	3 497 339
Fournitures et matériel	2 584 277
	13 943 064

Ressources en eau (Poste 3)		
Traitements et salaires		11 625 410
Avantages sociaux		2 005 790
Transports et communications		974 326
Services		8 580 738
Fournitures et matériel		1 503 585
Paiements de transfert	$	
Subventions pour les études sur les plages	7 000	
Subvention au Dorset Laboratory Daycare and Learning Centre	5 000	12 000
		24 701 849

Gestion des déchets (Poste 4)	
Traitements et salaires	7 529 587
Avantages sociaux	1 159 580
Transports et communications	505 995
Services	10 103 547
Fournitures et matériel	719 536

Paiements de transfert	$	$
Programme d'aide au recyclage des ordures ménagères	25 453 005	
Programme de réduction et de réutilisation des ordures ménagères	249 970	
Subventions pour la collecte des déchets domestiques dangereux	1 045 595	
Subventions pour la réduction, la réutilisation, et le recyclage (3R) des déchets industriels	865 781	
Subvention au Recycling Council of Ontario	576 282	
Subvention à la bourse canadienne des déchets	25 000	
Subvention à la bourse ontarienne des déchets	150 000	
Subvention au Conservation Council of Ontario	21 000	
Subvention à l'Association of Municipal Recycling Coordinators	117 500	28 504 133
		48 522 378

Services de laboratoire (Poste 5)	$
Traitements et salaires	12 523 211
Avantages sociaux	2 362 472
Transports et communications	544 754
Services	3 192 443
Fournitures et matériel	2 923 808
	21 546 688

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX — CRÉDIT 1502 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Recherche en matière d'environnement (Poste 6)	$	$
Traitements et salaires		1 240 919
Avantages sociaux		173 160
Transports et communications		59 384
Services		1 039 327
Fournitures et matériel		62 278
Paiements de transfert		
Subventions pour la recherche sur la protection de l'environnement et de la santé	1 511 773	
Subventions aux universités pour bourses post-doctorat	114 430	
Subventions pour bourses d'excellence en recherche	7 041	
Subventions à la Fédération des pêcheurs et chasseurs de l'Ontario	75 000	
Subventions pour des projets d'information du public et des conférences en matière d'environnement	914 277	
Subventions pour le développement de techniques appliquées dans le domaine de l'environnement	3 564 934	
Subventions à la Brigade des jeunes environnementalistes	8 402 608	14 590 063
		17 165 131

Polluants dangereux (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 962 104
Avantages sociaux	343 889
Transports et communications	172 202
Services	1 026 587
Fournitures et matériel	126 122
Paiements de transfert	
Subventions pour la recherche sur les pesticides	385 822
	4 016 726

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX	130 296 836

CAPITAL

Ressources en eau (Poste 8)	$
Paiements de transfert	
Municipalités remplissant les conditions requises pour recevoir une aide pour la restauration des plages	29 999 661

Gestion des déchets (Poste 9)	
Paiements de transfert	
Subventions pour le traitement et l'élimination des déchets et la réduction, la réutilisation et le recyclage des déchets	47 696 219
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX	77 695 880

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1503				**PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT**	
FONCTIONNEMENT					
1	29 168 800	603 400	29 772 200	Administration du programme	28 925 214
2	775 500		775 500	Société d'indemnisation environnementale	518 601
3	4 151 600		4 151 600	Commission des évaluations environnementales	3 373 179
4	4 515 200		4 515 200	Développement des politiques et relations intergouvernementales	2 880 560
5	44 744 400	2 393 300	47 137 700	Application et exécution des règlements	46 719 173
6	28 177 800	1 840 000	30 017 800	Autorisations environnementales et appui technique	29 513 143
7	4 602 900		4 602 900	Évaluations environnementales	3 509 057
8	3 050 200	23 400	3 073 600	La Commission de l'escarpement du Niagara	3 003 138
	119 186 400	4 860 100	124 046 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT	118 442 065
CAPITAL					
9	2 500 000		2 500 000	La Commission de l'escarpement du Niagara	2 500 000
	2 500 000		2 500 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT	2 500 000

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'exécution des activités destinées à préserver la qualité de l'air, à assurer le maintien de la qualité et de la quantité des eaux souterraines et de surface, à gérer les déchets, à maintenir la qualité de l'eau potable à un niveau satisfaisant, à réglementer l'utilisation des pesticides, et à encourager les responsables de la planification et de la mise en oeuvre de projets à tenir compte de l'environnement. Il vise également à assurer la coordination des mesures relatives aux questions considérées comme particulièrement critiques et des activités entreprises au niveau intergouvernemental.

L'indemnisation des victimes de déversement accidentel est assurée par l'entremise de la Société d'indemnisation environnementale. Un Centre d'intervention en cas de déversement est ouvert 24 heures sur 24 pour permettre la collecte de renseignements et coordonner les enquêtes sur les déversements.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT — CRÉDIT 1503

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		1 100 285
Avantages sociaux		172 330
Transports et communications		324 056
Services		18 055 745
Fournitures et matériel		310 848
Paiements de transfert		
Subventions pour les enquêtes sur les dépôts de goudron de houille	122 656	
Subventions à l'Association des ingénieurs municipaux de l'Ontario	55 000	
Subvention à la municipalité régionale de Waterloo	6 400 000	
Subvention au canton de Woolwich	484 294	
Subvention à la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk	1 900 000	8 961 950
		28 925 214

Société d'indemnisation environnementale (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		133 668
Avantages sociaux		25 420
Transports et communications		26 747
Services		171 376
Fournitures et matériel		6 337
Paiements de transfert		
Subventions au titre des indemnités à verser en vertu de la Partie IX de la *Loi sur la protection de l'environnement*	62 571	
Subvention à la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk	92 482	155 053
		518 601

Commission des évaluations environnementales (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 640 357
Avantages sociaux	232 128
Transports et communications	201 523
Services	956 162
Fournitures et matériel	219 654
Paiements de transfert	
Financement des intervenants—Évaluation environnementale de la gestion forestière	246 710
	3 496 534
Moins : recouvrements d'autres ministères	123 355
	3 373 179

Développement des politiques et relations intergouvernementales (Poste 4)	$
Traitements et salaires	922 426
Avantages sociaux	137 898
Transports et communications	211 187
Services	1 505 497
Fournitures et matériel	103 552
	2 880 560

Application et exécution des règlements (Poste 5)	$
Traitements et salaires	32 698 412
Avantages sociaux	5 893 526
Transports et communications	3 374 276
Services	2 535 888
Fournitures et matériel	2 209 571
Paiements de transfert	
Subvention au Ninety-Nines—Opération Skywatch	7 500
	46 719 173

Autorisations environnementales et appui technique (Poste 6)	$
Traitements et salaires	16 583 587
Avantages sociaux	2 895 679
Transports et communications	806 363
Services	1 995 494
Fournitures et matériel	1 433 579
Paiements de transfert	
Subventions au titre des ententes prévues à la Partie VII de la *Loi sur la protection de l'environnement*	5 798 441
	29 513 143

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT — CRÉDIT 1503 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Évaluations environnementales (Poste 7)	$
Traitements et salaires	2 464 904
Avantages sociaux	392 228
Transports et communications	180 711
Services	337 245
Fournitures et matériel	133 969
	3 509 057

La Commission de l'escarpement du Niagara (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 988 431
Avantages sociaux	360 913
Transports et communication	167 963
Services	369 623
Fournitures et matériel	116 208
	3 003 138

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT	118 442 065

CAPITAL

La Commission de l'escarpement du Niagara (Poste 9)	$
Paiements de transfert	
Fonds de l'escarpement du Niagara	2 500 000
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT	2 500 000

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1504 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE PLANIFICATION ET D'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS**	
1	87 213 600		87 213 600	Services d'ingénierie	57 088 035
2	105 067 900		105 067 900	Exploitation des services publics	103 516 414
3	13 300 000		13 300 000	Société ontarienne de gestion des déchets	13 300 000
	205 581 500		205 581 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA PLANIFICATION ET L'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS	173 904 449
CAPITAL					
4	178 835 000		178 835 000	Services d'ingénierie	169 472 468
	178 835 000		178 835 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LA PLANIFICATION ET L'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS	169 472 468

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'établissement et la gestion d'installations de traitement des eaux usées, de stations de traitement des eaux et de l'installation provinciale de traitement et d'élimination des déchets industriels.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE PLANIFICATION ET D'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS — CRÉDIT 1504

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Services d'ingénierie (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 465 847
Avantages sociaux	442 332
Transports et communications	127 748
Services	181 177
Fournitures et matériel	117 213
Prêts et dotations en capital	
Dotations en capital destinées à financer l'acquisition d'installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	53 753 718
	57 088 035
Exploitation des services publics (Poste 2)	
Traitements et salaires	37 037 793
Avantages sociaux	7 043 135
Transports et communications	1 914 354
Services	15 481 999
Fournitures et matériel	42 039 133
	103 516 414
Société ontarienne de gestion des déchets (Poste 3)	
Paiements de transfert	
Subventions à la Société ontarienne de gestion des déchets	13 300 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PLANIFICATION ET D'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS	173 904 449

CAPITAL

Services d'ingénierie (Poste 4)	$	$
Paiements de transfert		
Municipalités remplissant les conditions requises pour recevoir une aide :		
Projets municipaux	144 248 773	
Projets provinciaux	13 871 892	
Études de planification de l'infrastructure	3 600 805	
Restauration des infrastructures	7 735 998	
Priorités régionales	3 541 440	172 998 908
Moins : recouvrements d'autres ministères		3 526 440
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE PLANIFICATION ET D'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS		169 472 468

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Site contaminé par les BPC — Smithville	6 964 966	
Programme national d'assainissement des lieux contaminés — Dépenses admissibles engagées lors du feu de Tyre King à Townsend (Ontario)	1 485 174	
Entente sur la qualité des eaux des Grands Lacs : Programme de surveillance	579 040	2 036 897
	9 029 180	2 036 897
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Frais de nettoyage :		
Ville de London	88 941	
Battronics Inc.	62 500	
Fonds de garantie	40 000	
Autres	68 526	2 148
	259 967	2 148
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Contrôle des pesticides	653 106	612 647
Réseaux d'égouts	144 498	184 653
Entreprises de forage de puits	32 995	27 365
	830 599	824 665
VENTES ET LOCATIONS		
Véhicules	59 561	41 401
Autres	17 644	11 518
	77 205	52 919
FRAIS D'ABONNEMENT AUX SERVICES PUBLICS	159 686 544	143 129 016
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Chèques annulés	1 892 874	259,126
Paiement en trop de subventions	451 805	293 783
Paiements tenant lieu de notes de crédit	5 208	83 184
Autres	6 724	36,123
	2 356 611	672 216
DIVERS		
Frais d'inscription :		
Formation et accréditation	118 054	128 170
Conférence sur les transferts de technologie	71 868	1 542
Conférence ontarienne sur les déchets industriels	43 574	43 893
Règlements de sinistres et versements de dommages-intérêts	134 632	22 123
Autres	116 002	103 849
	484 130	299 577
TOTAL DES RECETTES	172 724 236	147 017 438

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Dotations en capital au titre des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets		
Paiements effectués par des municipalités au titre de frais de construction ne faisant pas l'objet de financement à long terme	29 322 276	13 683 250
Amortissement de projets susceptibles d'être facturés au taux de service	5 983 020	6 050 186
Capitalisation de la remise de la taxe sur les produits et services	616 275	(1 532 473)
Paiements effectués par des municipalités au Fonds d'amortissement en vue du recouvrement du coût d'immobilisations	(4 151 067)	2 519 761
Autres	5 243 070	4 095 161
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	37 013 574	24 815 885

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Fonds en fiducie d'assurance — *Loi sur la protection de l'environnement*	603 655	1 456 833
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchets dans des puits à remblai	45 316	90 279
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	18 165	6 984
Taxe sur les produits et services	(1 050)	4 154
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	(430 096)	1 215 121
TOTAL DES DÉPÔTS	235 990	2 773 371

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-226

FORMATION PROFESSIONNELLE 4-228

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-226

SOMMAIRE 4-225

ÉTAT DES RECETTES 4-230

ÉTAT DES AUTRES DÉPOTS (NET) 4-230

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMME	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
8 339 348	Administration du ministère	9 587 457	8 757 813
234 856 483	Formation professionnelle	254 117 800	243 299 451
243 195 831	**Total (Fonctionnement) du ministère**	263 705 257	252 057 264
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
243 195 831	Total des dépenses	263 705 257	252 057 264

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3601 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 369 200		1 369 200	Bureau principal	1 365 583
2	6 150 100		6 150 100	Services administratifs et financiers	5 592 527
3	2 026 600		2 026 600	Services de communications	1 758 146
	9 545 900		9 545 900		8 716 256
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	9 587 457		9 587 457	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	8 757 813

Description du programme :

Ce programme fournit les services administratifs, financiers et de communications nécessaires au soutien des activités du ministère.

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	952 967
Avantages sociaux	203 927
Transports et communications	104 047
Services	50 956
Fournitures et matériel	53 686
	1 365 583

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 447 225
Avantages sociaux	823 129
Transports et communications	353 926
Services	717 745
Fournitures et matériel	250 502
	5 592 527

Services de communications (Poste 3)	$
Traitements et salaires	875 358
Avantages sociaux	140 519
Transports et communications	121 227
Services	325 275
Fournitures et matériel	295 767
	1 758 146

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	8 757 813

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
3602				**PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE**	
FONCTIONNEMENT					
1	311 100		311 100	Administration du programme	290 892
2	253 806 700		253 806 700	Politiques et prestation des programmes	243 008 559
	254 117 800		254 117 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE	243 299 451

Description du programme :

Ce programme vise à appuyer la prestation des services de formation destinés aux employés et aux entreprises ayant des besoins en matière de formation professionnelle.

Ce programme assure une orientation des façons suivantes : en présentant des possibilités d'action et en fournissant des programmes et des services spécifiques, y compris l'apprentissage et la formation en milieu de travail; en négociant et en suivant de près les initiatives et les dépenses du gouvernement fédéral en matière de formation; et en formant des associations avec l'entreprise privée, le milieu syndical et des particuliers en vue de stimuler les activités de formation.

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE — CRÉDIT 3602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	225 026
Avantages sociaux	38 622
Transports et communications	10 463
Services	9 297
Fournitures et matériel	7 484
	290 892

Politiques et prestation des programmes (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		14 534 867
Avantages sociaux		2 690 115
Transports et communications		1 462 432
Services		2 522 491
Fournitures et matériel		1 630 174
Paiements de transfert		
Aide aux employeurs et à la communauté	22 722 993	
Encouragement à la formation	50 178 367	
Société ontarienne de formation	4 575 000	
Entente Canada/Ontario sur la formation professionnelle	112 296 166	
Programme d'apprentissage	30 395 954	220 168 480
		243 008 559
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE		243 299 451

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Entente sur la *Loi nationale sur la formation professionnelle*		
Formation	113 216 369	111 926 422
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Chambre avec pension	57 600	58 728
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Gens de métier et apprentis	2 557 237	1 629 870
VENTES ET LOCATIONS		2 300
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursement de subventions	87 310	375 488
Autres	95 528	305 396
	182 838	680 884
DIVERS	15 693	11 558
TOTAL DES RECETTES	116 029 737	114 309 762

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Taxe sur les produits et services	(28)	
TOTAL DES DÉPÔTS	(28)	

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-234

SOUTIEN À L'INDUSTRIE, AU COMMERCE ET AUX RELATIONS INTERNATIONALES 4-236

SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO 4-240

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-234, 4-236, 4-240

SOMMAIRE 4-233

ÉTAT DES RECETTES 4-246

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
13 887 559	Administration du ministère	15 532 057	14 044 755
171 604 419	Soutien à l'industrie, au commerce et aux relations internationales	180 167 100	222 622 119
127 676 497	Sociétés de développement de l'Ontario	132 441 700	137 067 754
313 168 475	**Total (Fonctionnement) du ministère**	328 140 857	373 734 628
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
267 540 240	Total des dépenses	277 540 857	272 480 275
45 628 235	Total des prêts et dotations en capital	50 600 000	101 254 353
313 168 475		328 140 857	373 734 628
		CAPITAL	
2 833 133	Soutien à l'industrie, au commerce et aux relations internationales	28 801 000	4 373 625
	Sociétés de développement de l'Ontario	3 500 000	3 500 000
2 833 133	**Total (Capital) du ministère**	32 301 000	7 873 625
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
2 833 133	Total des dépenses	32 301 000	7 873 625

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2201 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 675 800	233 900	1 909 700	Bureau principal	1 896 073
2	2 380 900		2 380 900	Services administratifs et financiers	2 363 325
3	1 814 000		1 814 000	Ressources humaines	1 779 483
4	2 183 900		2 183 900	Services de communications	2 071 045
5	1 488 100		1 488 100	Analyse et planification	708 967
6	1 229 700		1 229 700	Services juridiques	1 110 579
7	841 500		841 500	Services de vérification	659 923
8	3 642 700		3 642 700	Systèmes informatiques	3 407 668
	15 256 600	233 900	15 490 500		13 997 063
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	15 943
	15 298 157	233 900	15 532 057	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	14 044 755

Description du programme :

Ce programme assure les services administratifs et juridiques, les services d'information et de planification et d'autres services de soutien aux programmes du ministère et à certains de ses organismes.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 201 468
Avantages sociaux	252 428
Transports et communications	148 195
Services	219 234
Fournitures et matériel	74 748
	1 896 073

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitements versés aux adjoints parlementaires	15 943

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 702 745
Avantages sociaux	283 585
Transports et communications	56 025
Services	316 610
Fournitures et matériel	55 947
	2 414 912
Moins : recouvrements d'autres activités	51 587
	2 363 325

Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 206 007
Avantages sociaux	215 067
Transports et communications	57 664
Services	235 953
Fournitures et matériel	64 792
	1 779 483

Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 151 243
Avantages sociaux	225 316
Transports et communications	114 818
Services	447 517
Fournitures et matériel	132 151
	2 071 045

Analyse et planification (Poste 5)	$
Traitements et salaires	552 935
Avantages sociaux	91 917
Transports et communications	8 727
Services	44 891
Fournitures et matériel	10 497
	708 967

Services juridiques (Poste 6)	
Transports et communications	14 548
Services	1 074 192
Fournitures et matériel	21 839
	1 110 579

Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	463 413
Avantages sociaux	79 898
Transports et communications	35 126
Services	53 064
Fournitures et matériel	28 422
	659 923

Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 652 135
Avantages sociaux	232 853
Transports et communications	353 988
Services	735 782
Fournitures et matériel	432 910
	3 407 668

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	14 044 755

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2202 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE, AU COMMERCE ET AUX RELATIONS INTERNATIONALES**	
1	8 421 500		8 421 500	Politiques et développement	7 423 341
2	41 543 100		41 543 100	Commerce et relations internationales	38 030 825
3	42 489 100		42 489 100	Développement de l'industrie et de la technologie	40 560 556
4	1 784 200		1 784 200	Industrie du Nord	1 702 027
5	4 014 200	190 000	4 204 200	Société internationale de l'Ontario	4 180 437
6	81 000 000	725 000	81 725 000	Fonds de technologie	81 724 933
	179 252 100	915 000	180 167 100		173 622 119
L				Programme ontarien de l'aérospatiale, *Loi sur les sociétés de développement*	49 000 000
	179 252 100	915 000	180 167 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SOUTIEN À L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE	222 622 119
CAPITAL					
7	28 801 000		28 801 000	Développement industriel	4 373 625
	28 801 000		28 801 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LE SOUTIEN À L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE	4 373 625

Description du programme :

Ce programme favorise la croissance du secteur privé de l'Ontario et sa compétitivité en ayant recours à la planification stratégique et la coordination des politiques; des programmes visant à stimuler l'expansion des exportations, l'attraction de nouveaux investissements, la création de petites entreprises, l'innovation technologique et le développement de l'industrie du Nord; la coordination des exigences administratives et financières de la Société Ortech (anciennement la Fondation de recherches de l'Ontario), et du fonds de technologie. Il fait aussi valoir les intérêts et les relations de l'Ontario auprès de gouvernements à l'étranger ainsi que leur représentants en Ontario tout en respectant les objectifs du gouvernement ontarien.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE, AU COMMERCE ET AUX RELATIONS INTERNATIONALES — CRÉDIT 2202

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Politiques et développement (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		4 133 464
Avantages sociaux		682 811
Transports et communications		430 588
Services		1 957 575
Fournitures et matériel		218 903
		7 423 341
Commerce et relations internationales (Poste 2)		
Traitements et salaires		8 338 883
Avantages sociaux		1 425 443
Transports et communications		3 512 847
Services		19 309 558
Fournitures et matériel		1 721 847
Paiements de transfert	$	
Fondation Asie-Pacifique	200 000	
Soutien financier à l'expansion commerciale	62 500	
Aide internationale aux sinistrés	200 000	
Jiangsu, China-Ontario, Canada — Centre des sciences et de technologie	40 822	
Bourse John B. Aird	5 000	
Programme de stagiaires en commerce international	598 009	
Bourse Pauline McGibbon	5 000	
Fonds d'aide à l'expansion du commerce — Subventions	2 899 921	
Subventions à l'appui d'activités internationales	10 000	4 021 252
		38 329 830
Moins : recouvrements d'autres ministères		299 005
		38 030 825

Développement de l'industrie et de la technologie (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		9 317 573
Avantages sociaux		1 604 425
Transports et communications		1 563 134
Services		6 938 926
Fournitures et matériel		1 003 434
Paiements de transfert	$	
Centre d'études de la production industrielle	1 046 886	
Centres d'information communautaires des petites entreprises	112 500	
Programme de développement économique communautaire de l'Est de l'Ontario	518 099	
Subventions de soutien au développement de l'industrie	231 580	
Subventions de soutien aux petites entreprises	296 363	
Subventions aux associations des secteurs	262 300	
Centre de services consultatifs aux entreprises de Hamilton	65 000	
Société Ortech	5 200 000	
Centre de l'expansion commerciale de Toronto	227 100	
Subvention à Energy and Chemical Workers Union	85 000	
Programme de subventions au plan de recouvrement	267 460	
Programme de subventions à la gestion et la commercialisation	145 466	
Réseau de consultation universitaire des petites entreprises	324 092	
Fonds d'aide aux zones frontalières	692 854	
Fonds pour les jeunes entrepreneurs	95 017	9 569 717

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE, AU COMMERCE ET AUX RELATIONS INTERNATIONALES — CRÉDIT 2202 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

	$	$
Autres opérations		
Garanties honorées		
Programme de prêts garantis accordés aux jeunes entrepreneurs	2 431 376	
Programme de prêts garantis accordés aux étudiants	505 699	
Aide à l'industrie	2 529 091	5 466 166
Prêts et dotations en capital		
Prêts — Assistance financière aux industries		5 132 181
		40 595 556
Moins : recouvrements d'autres ministères		35 000
		40 560 556

Crédits législatifs

Société ontarienne de l'aérospatiale

Prêts et dotations en capital	
Prêts — Société ontarienne de l'aérospatiale	49 000 000

Industrie du Nord (Poste 4)

	$	$
Traitements et salaires		860 762
Avantages sociaux		151 223
Transports et communications		216 258
Services		248 284
Fournitures et matériel		52 981
Paiements de transfert		
Soutien financier à l'industrie du Nord	13 485	
Bureau d'information sur les matériaux de construction	78 263	
Subvention à Forintex Canada Corporation	161 542	253 290
		1 782 798
Moins : recouvrements d'autres ministères		80 771
		1 702 027

Société internationale de l'Ontario (Poste 5)

	$	$
Traitements et salaires		1 471 757
Avantages sociaux		204 780
Transports et communications		352 974
Services		344 299
Fournitures et matériel		126 714
Paiements de transfert		
Aide fournie à des consortiums	13 081	
Programme d'échange commerciale avec les pays de la ceinture du Pacifique/ Ambassadeurs pour l'avenir	24 060	37 141
Autres opérations		
Fonds d'aide à l'expansion du commerce — Subventions remboursables		1 642 772
		4 180 437

Fonds de technologie (Poste 6)

Paiements de transfert	81 724 933
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE, AU COMMERCE ET AUX RELATIONS INTERNATIONALES	222 622 119

CAPITAL

Développement industriel (Poste 7)

	$	$
Paiements de transfert		
Programme de développement économique communautaire de l'Est de l'Ontario	1 104 691	
Société Ortech	1 676 000	2 780 691
Autres opérations		
Subventions remboursables — Assistance financière aux industries		1 592 934
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE, AU COMMERCE ET AUX RELATIONS INTERNATIONALES		4 373 625

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2203				**PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO**	
FONCTIONNEMENT					
1	45 256 500	6 076 900	51 333 400	Société de développement de l'Ontario	50 303 703
2	4 227 300		4 227 300	Société de développement du Nord de l'Ontario	3 377 186
3	3 466 700		3 466 700	Société de développement de l'Est de l'Ontario	3 033 951
4	20 764 300		20 764 300	Société Innovation Ontario	16 285 829
	73 714 800	6 076 900	79 791 700		73 000 669
L	23 750 000		23 750 000	Société de développement de l'Ontario, *Loi sur les sociétés de développement*	26 058 791
L	7 200 000		7 200 000	Société de développement de l'Ontario, *Loi sur l'administration financière*	9 540 447
L	9 900 000		9 900 000	Société de développement du Nord de l'Ontario, *Loi sur les sociétés de développement*	9 590 957
L	1 400 000		1 400 000	Société de développement du Nord de l'Ontario, *Loi sur l'administration financière*	5 893 290
L	9 000 000		9 000 000	Société de développement de l'Est de l'Ontario, *Loi sur les sociétés de développement*	11 472 424
L	1 400 000		1 400 000	Société de développement de l'Est de l'Ontario, *Loi sur l'administration financière*	1 511 176
	126 364 800	6 076 900	132 441 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO	137 067 754

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2203 CAPITAL				**PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO**	
5	3 500 000		3 500 000	Société de développement de l'Ontario	3 500 000
	3 500 000		3 500 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO	3 500 000

Description du programme :

Ce programme stimule l'innovation, la création d'emplois et le développement régional en fournissant des services consultatifs et financiers aux entreprises et aux chefs d'entreprises de l'Ontario exploitant les technologies modernes.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO — CRÉDIT 2203

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Société de développement de l'Ontario (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		7 198 343
Avantages sociaux		1 250 491
Transports et communications		754 880
Services		2 105 968
Fournitures et matériel		452 710
Paiements de transfert		
Subside d'intérêt garanti		16 937
Autres opérations	$	
Bonifications d'intérêts		
— Directe	770 000	
— Organisme	968 497	
Subventions remboursables		
Ajustement vinicole	11 200 000	
Garanties honorées		
Nouvelles entreprises	20 075 278	
Autres :		
— Directe	6 479 096	
— Organisme	3 146 146	42 639 017
Prêts et dotations en capital		
Prêts — Organisme		7 012 181
		61 430 527
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	$	
Dépenses	4 114 643	
Prêts	7 012 181	11 126 824
		50 303 703

Crédits législatifs	
Pertes sur prêts	9 540 447
Prêts et dotations en capital	
Programme de prêts	17 506 291
Programme de relance du secteur manufacturier	8 552 500

Société de développement du Nord de l'Ontario (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		1 169 488
Avantages sociaux		206 482
Transports et communications		226 211
Services		73 265
Fournitures et matériel		50 657
Paiements de transfert		
Subside d'intérêt sur les garanties		123 724
Autres opérations	$	
Bonifications d'intérêts		
— Directe	1 018 000	
— Organisme	499 762	
Garanties honorées		
— Directe	509 359	
— Organisme	1 005 838	3 032 959
Prêts et dotations en capital		
Prêts — Organisme		3 473 616
		8 356 402
Moins : recouvrements d'autres ministères	$	
Dépenses	1 505 600	
Prêts	3 473 616	4 979 216
		3 377 186

Crédits législatifs	
Pertes sur prêts	5 893 290
Prêts et dotations en capital	
Programme de prêts	9 590 957

Société de développement de l'Est de l'Ontario (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		717 893
Avantages sociaux		128 607
Transports et communications		179 374
Services		55 116
Fournitures et matériel		22 896
Paiements de transfert		
Subside d'intérêt sur les garanties		89 065
Autres opérations	$	
Bonifications d'intérêts		
— Directe	1 841 000	
— Organisme	550 886	
Garanties honorées		
— Organisme	1 213 282	3 605 168
Prêts et dotations en capital		
Prêts — Organisme		1 013 445
		5 811 564
Moins : recouvrements d'autres ministères	$	
Dépenses	1 764 168	
Prêts	1 013 445	2 777 613
		3 033 951

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO — CRÉDIT 2203 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Crédits législatifs	$
Pertes sur prêts	1 511 176
Prêts et doiutions en capital	
Programme de prêts	11 472 424
Société Innovation Ontario (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 278 063
Avantages sociaux	250 064
Transports et communications	130 267
Services	473 520
Fournitures et matériel	69 419
Autres opérations	
Assistance fournie avant le lancement d'une entreprise technologique	14 084 496
	16 285 829
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO	137 067 754

CAPITAL

Société de développement de l'Ontario (Poste 5)	$
Services	3 500 000
Autres opérations	
Subventions remboursables — Organisme	843 294
	4 343 294
Moins : recouvrements d'autres activités	843 294
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO	3 500 000

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur — Prêts de services	51 603	
Programme Échanges Canada — Prêt de services	10 084	
Entente Canada/Ontario sur la promotion des langues officielles		10 717
	61 687	10 717
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Sociétés de développement — Traitements et avantages sociaux	1 024 182	1 011 358
Fonds d'appui à l'exportation et d'expansion du commerce — Subventions remboursables	122 928	94 568
Société de développement de l'Ontario — Prêt de services	60 176	
Université York — Prêts de services	33 663	
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto	32 320	63 127
Canadien Pacifique Limitée — Prêt de services	13 753	
Programme du Centre Innovation		56 705
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario		29 469
Autres		2 050
	1 287 022	1 257 277
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'inscription à des conférences et colloques	5 365	37 213
Accès à l'information	85	318
Autres	(2 397)	
	3 053	37 531
VENTES ET LOCATIONS		
Location du bureau de New York	318 373	238 195
Vente de mobilier et de véhicules excédentaires	1 739	179
Autres	2 469	1 491
	322 581	239 865
REDEVANCES	1 769	1 875
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Prêts accordés aux jeunes entrepreneurs	305 967	261 752
Prêts accordés aux étudiants entrepreneurs	235 921	256 981
Fonds d'investissement pour le Centre de technologie minière et forestière de l'Ontario	150 000	
Remboursements de la taxe de vente fédérale	37 429	87 407
Centre de technologie de fabrication avancée de l'Ontario	12 406	120 755
Remboursements de dépôts de garantie	10 837	134 412
Remboursements de fournisseurs	6 048	8 405
Remboursement de frais — Sociétés de développement	4 281	36 540
Centre de technologie de microélectronique de l'Ontario	3 369	154 715
Centre de technologie agricole de l'Ontario	(9 837)	720 318
Autres	124 710	94 482
	881 131	1 875 767
DIVERS		
Sociétés de développement — Dividende	3 600 000	2 200 000
Varity/Massey Ferguson — Dividende	1 523 437	
Autres	15 408	31 093
	5 138 845	2 231 093
TOTAL DES RECETTES	7 696 088	5 654 125

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-250

NORMES FINANCIÈRES 4-252

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-250

SOMMAIRE 4-249

ÉTAT DES RECETTES 4-254

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-254

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-255

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
6 429 518	Administration du ministère	19 628 857	17 465 312
48 596 137	Normes financières	51 537 200	45 875 874
55 025 655	**Total (Fonctionnement) du ministère**	71 166 057	63 341 186
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
55 025 655	Total des dépenses	71 166 057	63 341 186
55 025 655		71 166 057	63 341 186

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1601 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 342 000	1 300	1 343 300	Bureau principal	1 329 142
2	2 749 600	106 400	2 856 000	Services administratifs et financiers	2 735 602
3	1 297 600	12 277 600	13 575 200	Analyse et planification	11 697 177
4	1 812 800	-	1 812 800	Services juridiques	1 660 565
	7 202 000	12 385 300	19 587 300		17 422 486
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	33 018
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	7 243 557	12 385 300	19 628 857	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	17 465 312

Description du programme :

Ce programme consiste en quatre types d'activités représentant les programmes administratifs du ministère. Le programme d'administration comprend la section d'enquête qui fournit des services de soutien aux bureaux des surintendants des établissements de dépôt. Des services de soutien supplémentaires sont fournis par le ministère de la Consommation et du Commerce.

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	885 984
Avantages sociaux	192 540
Transports et communications	140 840
Services	50 538
Fournitures et matériel	59 240
	1 329 142
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	33 018
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 785 226
Avantages sociaux	281 847
Transports et communications	82 510
Services	402 757
Fournitures et matériel	159 062
Paiements de transfert	
Le Conference Board du Canada	35 000
	2 746 402
Moins : recouvrements d'autres ministères	10 800
	2 735 602

Analyse et planification (Poste 3)	$
Traitements et salaires	3 736 087
Avantages sociaux	525 562
Transports et communications	198 916
Services	6 716 603
Fournitures et matériel	520 009
	11 697 177
Services juridiques (Poste 4)	
Traitements et salaires	18 199
Avantages sociaux	5
Transports et communications	17 705
Services	1 592 655
Fournitures et matériel	32 001
	1 660 565
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	17 465 312

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1602				**PROGRAMME DES NORMES FINANCIÈRES**	
FONCTIONNEMENT					
1	7 114 200		7 114 200	Établissements de dépôt	6 533 319
2	19 061 600		19 061 600	Commission de l'assurance de l'Ontario	14 421 647
3	1 000		1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	
4	17 784 100	1 467 000	19 251 100	Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	19 071 375
5	6 109 300		6 109 300	Commission des régimes de retraite de l'Ontario	5 849 533
	50 070 200	1 467 000	51 537 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES NORMES FINANCIÈRES	45 875 874

Description du programme :

Ce programme consiste en cinq types d'activités visant à assurer la réglementation, la surveillance et l'orientation stratégique des institutions financières de l'Ontario. Le principal objet de ce programme est de défendre les intérêts des particuliers faisant affaire avec le secteur des services financiers, tout en créant un climat commercial propice au renforcement de la capacité concurrentielle de l'Ontario, au Canada et à l'étranger. Pour ce faire, le ministère prescrit la divulgation des éléments essentiels de certaines opérations, notamment les émissions de titres et valeurs mobilières; il exige l'inscription et l'agrément officiel des intermédiaires qui traitent avec le public, afin de garantir le plus haut degré de compétence et d'intégrité; il examine et surveille la situation et les pratiques financières des entreprises. Ce programme comprend en outre, dans le cadre de la mise en oeuvre de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles*, l'évaluation et le règlement des demandes d'indemnisation des dégâts et préjudices résultant de la conduite de véhicules automobiles volés, non identifiés ou non assurés.

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

PROGRAMME DES NORMES FINANCIÈRES — CRÉDIT 1602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Établissements de dépôt (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 461 831
Avantages sociaux	809 162
Transports et communications	273 029
Services	736 549
Fournitures et matériel	186 418
Paiements de transfert	
Intérêts sur les emprunts de la Société ontarienne d'assurance des actions et dépôts	66 330
	6 533 319

Commission de l'assurance de l'Ontario (Poste 2)	
Traitements et salaires	8 974 447
Avantages sociaux	1 552 154
Transports et communications	436 285
Services	2 074 727
Fournitures et matériel	1 381 034
Paiements de transfert	
Association canadienne des consommateurs	3 000
	14 421 647

Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 207 647
Avantages sociaux	214 097
Transports et communications	41 703
Services	1 560 279
Fournitures et matériel	28 824
	3 052 550
Moins : recouvrement de dépenses administratives	3 052 550

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (Poste 4)	
Traitements et salaires	11 582 481
Avantages sociaux	1 922 832
Transports et communications	565 818
Services	4 127 583
Fournitures et matériel	872 661
	19 071 375

Commission des régimes de retraite de l'Ontario (Poste 5)	
Traitements et salaires	3 875 302
Avantages sociaux	686 299
Transports et communications	176 155
Services	744 486
Fournitures et matériel	367 291
	5 849 533

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES NORMES FINANCIÈRES	45 875 874

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
RECETTES FISCALES		
Échanges avec des parties accordant la réciprocité et sociétés non autorisées	2 220 408	1 771 857
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Sociétés de prêt et de fiducie	34 143	34 637
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Loi de 1990 modifiant des lois concernant l'assurance	27 961 475	
Loi sur les valeurs mobilières	20 744 870	16 135 688
Loi sur les régimes de retraite	6 636 778	5 877 383
Loi sur les assurances	3 729 497	3 558 818
Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie	936 027	806 450
Loi sur les courtiers en hypothèques	540 323	493 647
Loi sur les contrats de placement	67 275	40 815
Loi sur les caisses populaires et les credit unions	16 700	10 164
Loi sur les coopératives	14 830	14 820
Loi sur les services hospitaliers et médicaux prépayés	1 400	425
	60 649 175	26 938 210
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur les courtiers d'assurances inscrits	99 100	27 250
VENTES ET LOCATIONS		
Publications	25 182	19 249
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	11 106	23 289
DIVERS	136 174	328 618
TOTAL DES RECETTES	63 175 288	29 143 110

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Prêts au Fonds de garantie des prestations de retraite		3 000 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL		3 000 000

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	4 718 779	7 381 829
Montants non réclamés — Credit Unions	24 176	19 979
TOTAL DES DÉPÔTS	4 742 955	7 401 808

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-260
- SERVICES DU BÂTIMENT 4-262
- ACTIVITÉS RELATIVES AU LOGEMENT ET À LA RÉVISION DES LOYERS 4-264
- POLITIQUE DE LOGEMENT 4-268
- COMMISSION DE RÉVISION DES LOYERS ET CONSEIL DES NORMES DE LOCATION RÉSIDENTIELLE 4-270
- AMÉNAGEMENT DE NORTH PICKERING 4-272
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-260
- SOMMAIRE 4-259

ÉTAT DES RECETTES 4-274

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-274

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
20 797 588	Administration du ministère	24 730 757	21 675 800
4 017 598	Services du bâtiment	4 701 000	4 586 341
505 231 476	Activités relatives au logement et à la révision des loyers	710 289 600	692 769 752
7 155 224	Politique de logement	11 242 800	9 658 959
9 986 425	Commission de révision des loyers et Conseil des normes de location résidentielle	10 991 700	8 864 686
514 279	Aménagement de North Pickering	5 388 000	209 190
547 702 590	**Total (Fonctionnement) du ministère**	767 343 857	737 764 728
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
547 188 311	Total des dépenses	761 955 857	737 555 538
514 279	Total des prêts et dotations en capital	5 388 000	209 190
547 702 590		767 343 857	737 764 728
		CAPITAL	
105 747 227	Activités relatives au logement et à la révision des loyers	133 457 000	109 919 174
1 137 870	Politique de logement		
106 885 097	**Total (Capital) du ministère**	133 457 000	109 919 174
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
106 885 097	Total des dépenses	133 457 000	109 919 174

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2101 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 288 200	325 800	1 614 000	Bureau principal	1 580 929
2	2 631 600		2 631 600	Services de communications	2 106 496
3	6 592 900		6 592 900	Services administratifs et financiers	5 875 906
4	2 679 900		2 679 900	Ressources humaines	2 661 136
5	1 816 300		1 816 300	Services juridiques	1 758 163
6	1 155 900		1 155 900	Services de vérification	943 984
7	8 198 600		8 198 600	Systèmes informatiques	6 707 629
	24 363 400	325 800	24 689 200		21 634 243
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	24 404 957	325 800	24 730 757	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	21 675 800

Description du programme :

Ce programme a pour objet de contribuer à l'établissement des priorités, des directives et des objectifs destinés au ministère du Logement; d'assurer d'une manière effective l'organisation, la gestion et la mise en oeuvre des ressources du ministère; de surveiller les mécanismes de contrôle, et d'établir les normes de rapport et de gestion du ministère. Ce programme assure également des services de soutien administratif et opérationnel au ministère du Logement et au ministère des Affaires municipales, ainsi qu'aux organismes qui en relèvent.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 088 946
Avantages sociaux	344 564
Transports et communications	56 311
Services	54 870
Fournitures et matériel	36 238
	1 580 929
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services de communications (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 487 457
Avantages sociaux	281 287
Transports et communications	123 152
Services	825 101
Fournitures et matériel	39 099
	2 756 096
Moins : recouvrements d'autres activités	649 600
	2 106 496
Services administratifs et financiers (Poste 3)	
Traitements et salaires	6 544 982
Avantages sociaux	1 197 576
Transports et communications	435 201
Services	1 888 453
Fournitures et matériel	697 894
	10 764 106
Moins : recouvrements d'autres activités	4 888 200
	5 875 906
Ressources humaines (Poste 4)	
Traitements et salaires	2 879 790
Avantages sociaux	481 250
Transports et communications	71 337
Services	328 089
Fournitures et matériel	171 323
Paiements de transfert Programme Expérience '91	7 720
	3 939 509
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	1 278 373
	2 661 136

Services juridiques (Poste 5)	$
Traitements et salaires	200 156
Avantages sociaux	10 267
Transports et communications	20 849
Services	2 341 516
Fournitures et matériel	55 775
	2 628 563
Moins : recouvrements d'autres activités	870 400
	1 758 163
Services de vérification (Poste 6)	
Traitements et salaires	1 240 750
Avantages sociaux	213 482
Transports et communications	74 219
Services	27 691
Fournitures et matériel	39 342
	1 595 484
Moins : recouvrements d'autres activités	651 500
	943 984
Systèmes informatiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	3 900 641
Avantages sociaux	611 094
Transports et communications	470 298
Services	3 618 165
Fournitures et matériel	1 120 731
	9 720 929
Moins : recouvrements d'autres activités	3 013 300
	6 707 629
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	21 675 800

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2102				**PROGRAMME DES SERVICES DU BÂTIMENT**	
FONCTIONNEMENT					
1	4 427 800	273 200	4 701 000	Services du bâtiment	4 586 341
	4 427 800	273 200	4 701 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES DU BÂTIMENT	4 586 341

Description du programme :

Le but de ce programme est de faire avancer les objectifs environnementaux et sociaux du gouvernement, de promouvoir la sécurité publique et le confort dans les édifices et d'accroître la productivité et l'efficacité de l'industrie du bâtiment; à cette fin, on élabore des modifications aux lois, règlements, politiques et normes se rapportant à la construction de nouveaux immeubles, aux matériaux de construction et aux autres innovations technologiques, à la rénovation et l'entretien des immeubles existants. Ce programme comprend en outre l'administration des codes du bâtiment et de la plomberie de l'Ontario, la réforme des règlements et les services d'instruction, de formation et de consultation offerts à l'industrie et aux municipalités.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DES SERVICES DU BÂTIMENT — CRÉDIT 2102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT	
Services du bâtiment (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 576 505
Avantages sociaux	465 756
Transports et communications	181 937
Services	1 099 812
Fournitures et matériel	58 797
Paiements de transfert	
Améliorations aux règlements municipaux relatifs au bâtiment	203 534
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DU BÂTIMENT	4 586 341

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2103 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ACTIVITÉS RELATIVES AU LOGEMENT ET À LA RÉVISION DES LOYERS**	
1	927 900		927 900	Administration du programme	825 212
2	461 018 600		461 018 600	Activités régionales de logement	446 861 414
3	22 564 500	1 975 300	24 539 800	Activités relatives à la révision des loyers	24 504 611
4	77 800	9 600	87 400	Services d'appui technique	11 018
5	750 300		750 300	Élaboration de programmes de logement	482 130
6	222 965 600		222 965 600	Société de logement de l'Ontario	220 085 367
	708 304 700	1 984 900	710 289 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES ACTIVITÉS RELATIVES AU LOGEMENT ET À LA RÉVISION DES LOYERS ...	692 769 752
CAPITAL					
7	73 598 000		73 598 000	Activités régionales de logement	54 739 774
8	59 859 000		59 859 000	Société de logement de l'Ontario	55 179 400
	133 457 000		133 457 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES ACTIVITÉS RELATIVES AU LOGEMENT ET À LA RÉVISION DES LOYERS	109 919 174

Description du programme :

Ce programme a pour objectif de répondre aux besoins en logements sociaux des habitants de l'Ontario, en collaboration avec le secteur du logement à but non lucratif et des coopératives d'habitation, le secteur privé, d'autres ministères et d'autres niveaux de gouvernement. Ses activités comprennent l'élaboration de programmes de logement social et la mise en oeuvre de programmes de logement social et autres couvrant tous les aspects du marché du logement. Elles consistent notamment à assurer la construction, l'entretien, la gestion et l'administration, pour le compte de la Société de logement de l'Ontario, de logements à loyer indexé sur le revenu destinés aux familles économiquement faibles, aux personnes âgées, aux handicapés et à d'autres personnes admissibles, pour leur donner l'accès à des logements sûrs, bien entretenus, et à prix abordable.

Ce programme a pour deuxième objectif d'appliquer la *Loi sur la réglementation des loyers d'habitation* en assurant les fonctions suivantes : prendre des décisions sur les demandes de révision des loyers et d'autres questions connexes présentées par les locateurs et les locataires; conseiller le public sur tout ce qui a trait à la location résidentielle; gérer le registre des loyers d'habitation; et examiner et recommander les mesures à prendre au sujet des demandes présentées en vertu de la *Loi sur la protection des logements locatifs* et des demandes d'exemption dans le cadre de cette loi.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ACTIVITÉS RELATIVES AU LOGEMENT ET À LA RÉVISION DES LOYERS — CRÉDIT 2103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	439 933
Avantages sociaux	76 910
Transports et communications	67 436
Services	387 274
Fournitures et matériel	9 659
	981 212
Moins : recouvrements d'autres activités	156 000
	825 212

Activités régionales de logement (Poste 2)	$	
Traitements et salaires		15 396 946
Avantages sociaux		2 475 665
Transports et communications		1 628 642
Services		2 529 076
Fournitures et matériel		473 124
Paiements de transfert		
Subventions pour les exposés de principes des municipalités en matière de logement	856 815	
Subventions pour la préservation et l'augmentation du stock de logements	691 264	
Subventions pour l'exploitation de logements à but non lucratif	428 181 682	429 729 761
		452 233 214
Moins : recouvrements d'autres activités		5 371 800
		446 861 414

Activités relatives à la révision des loyers (Poste 3)	
Traitements et salaires	16 655 310
Avantages sociaux	2 878 287
Transports et communications	2 536 112
Services	1 711 404
Fournitures et matériel	616 856
Paiements de transfert	
Subventions pour des projets d'éducation à l'intention des locateurs et des locataires	106 642
	24 504 611

Services d'appui techniques (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 664 444
Avantages sociaux	287 688
Transports et communications	105 488
Services	252 734
Fournitures et matériel	72 264
	2 382 618
Moins : recouvrements d'autres activités	2 371 600
	11 018

Élaboration de programmes de logement (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 451 314
Avantages sociaux	217 264
Transports et communications	144 384
Services	1 006 114
Fournitures et matériel	93 454
	2 912 530
Moins : recouvrements d'autres activités	2 430 400
	482 130

Société de logement de l'Ontario (Poste 6)	
Paiements de transfert	
Paiements à titre de supplément au loyer	71 910 767
Perte subie sur l'exploitation des logements publics	147 374 600
Subventions pour les initiatives de participation des locataires	800 000
	220 085 367

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ACTIVITÉS RELATIVES AU LOGEMENT ET À LA RÉVISION DES LOYERS	692 769 752

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ACTIVITÉS RELATIVES AU LOGEMENT ET À LA RÉVISION DES LOYERS — CRÉDIT 2103 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CAPITAL

Activités régionales (Poste 7)	$	$
Traitements et salaires		456 735
Avantages sociaux		45 185
Transports et communications		21 251
Services		15 253
Paiements de transfert	$	
Programme de subventions pour la construction de logements locatifs de l'Ontario	25 703	
Aide à la création de logements sociaux — Subventions	111 000	
Subventions pour la restauration/construction de logements locatifs à but non lucratif	2 448 000	
Subventions pour la conservation d'énergie des logements à but non lucratif	4 816 206	
Réparation et restauration des logements des autochtones	6 720 284	
Aide à la réparation de logements dans le Nord de l'Ontario	499 776	
Projets pilotes illustrant des formules de logements innovatrices	3 000	14 623 969
Autres opérations	$	
Programme de rénovation des logements de l'Ontario	6 372 038	
Prêts de restauration et de développement du marché des logements locatifs	29 166 515	
Prêts d'aide à l'aménagement de logements à but non lucratif	4 338 828	39 877 381
		55 039 774
Moins : recouvrements — Réparation et restauration des logements des autochtones		300 000
		54 739 774

Société de logement de l'Ontario (Poste 8)	$
Paiements de transfert	
Réparations des logements publics	49 761 400
Développement du logement rural	5 242 000
Fonds d'exploitation des logements publics	176 000
	55 179 400
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME D'ACTIVITÉS RELATIVES AU LOGEMENT ET À LA RÉVISION DES LOYERS	109 919 174

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2104 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE POLITIQUE DE LOGEMENT**	
1	472 300		472 300	Administration du programme	375 967
2	2 600 900		2 600 900	Politique de logement	2 380 072
3	2 419 300		2 419 300	Recherche et planification statégique....	1 961 314
4	5 750 300		5 750 300	Appui au logement	4 941 606
	11 242 800		11 242 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA POLITIQUE DE LOGEMENT	9 658 959

Description du programme :

L'un des principaux objectifs de ce programme est d'élaborer des recommandations de principe et des plans stratégiques et de mettre sur pied en Ontario des programmes en vue d'encourager et de faciliter l'offre de logements abordables et convenables, en location et en propriété, y compris la construction de nouveaux logements, la remise en état de logements anciens et l'utilisation plus efficace des logements existants. Ce programme établit également le processus de réglementation des loyers d'habitation en Ontario.

Ce programme vise aussi à promouvoir la création de logements abordables par ses interventions; à encourager l'utilisation des terrains gouvernementaux pour la création de logements abordables; à modifier les mécanismes de planification et d'approbation relatifs à l'utilisation des terrains pour la création de logements abordables; et à négocier et à consolider des accords avec tous les secteurs pour appuyer la production de logements abordables.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DE POLITIQUE DE LOGEMENT — CRÉDIT 2104

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	271 851
Avantages sociaux	52 358
Transports et communications	8 822
Services	17 806
Fournitures et matériel	25 130
	375 967

Politique de logement (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 557 135
Avantages sociaux	238 991
Transports et communications	76 739
Services	425 522
Fournitures et matériel	81 685
	2 380 072

Recherche et planification stratégique (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 374 204
Avantages sociaux	275 317
Transports et communications	20 261
Services	253 650
Fournitures et matériel	37 882
	1 961 314

Appui au logement (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 060 422
Avantages sociaux	191 601
Transports et communications	37 114
Services	393 345
Fournitures et matériel	23 284
Paiements de transfert	
Subventions pour l'appui au logement et aux secteurs	3 235 840
	4 941 606

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE POLITIQUE DE LOGEMENT	9 658 959

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
2105 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE RÉVISION DES LOYERS ET DU CONSEIL DES NORMES DE LOCATION RÉSIDENTIELLE**	
1	9 900 000		9 900 000	Commission de révision des loyers	7 849 951
2	1 042 200	49 500	1 091 700	Conseil des normes de location résidentielle	1 014 735
	10 942 200	49 500	10 991 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA COMMISSION DE RÉVISION DES LOYERS ET LE CONSEIL DES NORMES DE LOCATION RÉSIDENTIELLE	8 864 686

Description du programme :

Ce programme consiste en la Commission de révision des loyers qui a pour objectif d'entendre les appels des décisions de révision de loyers, et le Conseil des normes de location résidentielle qui vise à assurer le maintien en état des logements locatifs.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE RÉVISION DES LOYERS ET DU CONSEIL DES NORMES DE LOCATION RÉSIDENTIELLE — CRÉDIT 2105

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Commission de révision des loyers (Poste 1)	$
Traitements et salaires	5 459 694
Avantages sociaux	869 049
Transports et communications	523 354
Services	863 152
Fournitures et matériel	134 702
	7 849 951

Conseil des normes de location résidentielle (Poste 2)	$
Traitements et salaires	694 333
Avantages sociaux	98 478
Transports et communications	96 365
Services	113 150
Fournitures et matériel	12 409
	1 014 735

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DE RÉVISION DES LOYERS ET LE CONSEIL DES NORMES DE LOCATION RÉSIDENTIELLE	8 864 686

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2106 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DE NORTH PICKERING**	
1	5 388 000		5 388 000	Aménagement de North Pickering	209 190
	5 388 000		5 388 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'AMÉNAGEMENT DE NORTH PICKERING	209 190

Description du programme :

L'objectif de ce programme consiste à surveiller l'aménagement de North Pickering afin de s'assurer qu'il s'appuie sur un processus de consultation continue avec le public et qu'il respecte les caractéristiques naturelles et environnementales de la zone d'aménagement de North Pickering, et à appliquer les politiques que formule de temps à autre le ministre au sujet de cette zone. Un autre objectif consiste à tirer le meilleur parti possible des terrains de la Société d'aménagement de North Pickering sur le plan financier, conformément aux politiques du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DE NORTH PICKERING — CRÉDIT 2106

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT	
Aménagement de North Pickering (Poste 1)	$
Prêts et dotations en capital	
Avances à la Société d'aménagement de North Pickering	209 190
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DE NORTH PICKERING	209 190

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses, logements sans but lucratif	125 878 587	80 004 806
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Aide à la création de logements sociaux	13 547 856	14 730 200
Subventions pour l'exploitation de logements à but non lucratif	3 984 787	3 613 429
Remboursements — Programme d'aide au logement communautaire de l'Ontario	916 585	727 433
Programme de rénovation des logements de l'Ontario		
— Municipalités	347 321	234 466
— Particuliers résidant dans des territoires non érigés en municipalités	194 474	226 498
— Personnes handicapées	86 365	60 880
Projet de conversion des locaux d'habitation locatifs	477 353	397 931
Programme de remise en état des petits immeubles	440 422	450 341
	19 995 163	20 441 178
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais de cours de formation en administration du bâtiment	156 139	200 880
Autres	4 500	7 180
	160 639	208 060
VENTES ET LOCATIONS		
Services de révision des loyers	40 392	61 602
Autres	48 745	19 028
	89 137	80 630
DIVERS	12 130	47 432
TOTAL DES RECETTES	146 135 656	100 782 106

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Société de logement de l'Ontario — Comptes de dépôts	4 525	40 102
TOTAL DES DÉPÔTS	4 525	40 102

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE 4-278

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-278

SOMMAIRE 4-277

ÉTAT DES RECETTES 4-280

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-280

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMME	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
19 355 691	Office de la condition féminine	24 887 942	23 042 139
19 355 691	**Total (Fonctionnement) pour l'Office de la condition féminine**	24 887 942	23 042 139
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
19 355 691	Total des dépenses	24 887 942	23 042 139

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
4101 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE**	
1	540 600		540 600	Bureau principal	486 426
2	23 924 300		23 924 300	Direction générale de la condition féminine	22 174 009
3	400 000	7 100	407 100	Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine	374 626
	24 864 900	7 100	24 872 000		23 035 061
L	15 942		15 942	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	7 078
	24 880 842	7 100	24 887 942	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE	23 042 139

Description du programme :

La Direction générale de la condition féminine de l'Ontario a pour fonction de promouvoir l'égalité économique, sociale et juridique des femmes de l'Ontario en établissant des rapports de coopération dans les secteurs public et privé. Elle joue le rôle de conseiller politique principal sur les questions touchant les femmes au sein du gouvernement de l'Ontario; coordonne les politiques du gouvernement provincial relatives à l'égalité des femmes en matière d'emploi, la violence faite aux femmes et l'agression sexuelle; donne des conseils au secteur des affaires, aux milieux syndicaux et gouvernementaux, aux organisations communautaires et à d'autres groupes sur l'élaboration et l'exécution de programmes, services et ressources visant à améliorer la condition de la femme; informe le public et le sensibilise aux questions intéressant les femmes.

Le Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine donne des conseils indépendants au gouvernement sur les questions intéressant les femmes.

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

PROGRAMME DE L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE — CRÉDIT 4101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	375 755
Avantages sociaux	43 036
Transports et communications	19 472
Services	38 157
Fournitures et matériel	10 006
	486 426

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre sans portefeuille	7 078

Direction générale de la condition féminine (Poste 2)	
Traitements et salaires	6 806 828
Avantages sociaux	1 025 754
Transports et communications	794 288
Services	4 434 649
Fournitures et matériel	947 918
Paiements de transfert	
Subvention pour la fourniture de services et l'élaboration de programmes pour les femmes	8 164 572
	22 174 009

Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine (Poste 3)	$
Traitements et salaires	144 720
Avantages sociaux	30 412
Transports et communications	87 282
Services	99 586
Fournitures et matériel	12 626
	374 626

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE	23 042 139

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992	1991
	$	$
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	(1 920)	28 303
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	12 813	38 583
DIVERS	52 015	39 195
TOTAL DES RECETTES	62 908	106 081

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992	1991
	$	$
Taxe sur les produits et services	3 170	914
TOTAL DES DÉPÔTS	3 170	914

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES 4-284

SOMMAIRE 4-283

ÉTAT DES RECETTES 4-286

OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMME	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
5 857 126	Office des affaires des personnes âgées	5 581 100	5 415 473
5 857 126	**Total (Fonctionnement) pour l'Office des affaires des personnes âgées**	5 581 100	5 415 473
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
5 857 126	Total des dépenses	5 581 100	5 415 473
		CAPITAL	
2 319 773	Office des affaires des personnes âgées	2 638 500	2 519 449
2 319 773	**Total (Capital) pour l'Office des affaires des personnes âgées**	2 638 500	2 519 449
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
2 319 773	Total des dépenses	2 638 500	2 519 449

OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3501 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE L'OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES**	
1	4 496 500		4 496 500	Services généraux	4 349 531
2	1 084 600		1 084 600	Conseil consultatif de l'Ontario sur l'âge d'or	1 065 942
	5 581 100		5 581 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES	5 415 473
CAPITAL					
3	2 638 500		2 638 500	Services généraux — Fonds d'accès	2 519 449
	2 638 500		2 638 500	TOTAL (CAPITAL) POUR L'OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES	2 519 449

Description du programme :

L'Office des affaires des personnes âgées favorise l'élaboration de politiques coordonnées au sein du gouvernement pour veiller à ce que les intérêts des personnes âgées soient bien servis; il fournit un service central d'information concernant les politiques, les programmes et les services visant les personnes âgées; il crée les ressources nécessaires pour motiver les organismes et les entreprises des collectivités et les aider à répondre aux besoins des personnes âgées; il encourage l'autonomie et la participation des personnes âgées; il veille à ce que l'apport des personnes âgées dans la société soit reconnu.

OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

PROGRAMME DE L'OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES — CRÉDIT 3501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Services généraux (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 944 416
Avantages sociaux	319 273
Transports et communications	355 059
Services	1 328 952
Fournitures et matériel	410 013
	4 357 713
Moins : recouvrements d'autres ministères	8 182
	4 349 531
Conseil consultatif de l'Ontario sur l'âge d'or (Poste 2)	
Traitements et salaires	163 048
Avantages sociaux	22 949
Transports et communications	558 509
Services	159 814
Fournitures et matériel	161 622
	1 065 942
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE L'OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES	5 415 473

CAPITAL

Services généraux — Fonds d'accès (Poste 3)	$
Paiements de transfert	
Fonds d'accès aux installations	2 519 449
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE L'OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES	2 519 449

OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992	1991
	$	$
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	278	(238)
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	10 303	105 475
TOTAL DES RECETTES	10 581	105 237

OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES HANDICAPÉES

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES HANDICAPÉES 4-290

SOMMAIRE 4-289

ÉTAT DES RECETTES 4-292

OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES HANDICAPÉES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMME	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
5 532 672	Office des affaires des personnes handicapées	6 245 900	4 674 214
5 532 672	**Total (Fonctionnement) pour l'Office des affaires des personnes handicapées**	6 245 900	4 674 214
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
5 532 672	Total des dépenses	6 245 900	4 674 214
		CAPITAL	
2 489 104	Office des affaires des personnes handicapées	2 588 500	2 412 290
2 489 104	**Total (Capital) pour l'Office des affaires des personnes handicapées**	2 588 500	2 412 290
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
2 489 104	Total des dépenses	2 588 500	2 412 290

OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES HANDICAPÉES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1201 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE L'OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES HANDICAPÉES**	
1	4 850 500		4 850 500	Services généraux	4 121 253
2	395 400		395 400	Conseil consultatif ontarien des affaires des personnes handicapées	309 551
3	1 000 000		1 000 000	Intervention en faveur des adultes vulnérables	243 410
	6 245 900		6 245 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES HANDICAPÉES	4 674 214
CAPITAL					
4	2 588 500		2 588 500	Services généraux	2 412 290
	2 588 500		2 588 500	TOTAL (CAPITAL) POUR L'OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES HANDICAPÉES	2 412 290

Description du programme :

L'Office des affaires des personnes handicapées a pour responsabilité de faire valoir le point de vue des personnes handicapées lors de l'élaboration des politiques et de la prise des décisions du gouvernement. Il assure le fonctionnement d'un service central d'information sur les activités et les programmes gouvernementaux destinés aux consommateurs handicapés et aux organisations chargées de les représenter; il élabore des initiatives visant à mieux renseigner le public sur les aptitudes et les besoins des personnes handicapées et entretient des relations communautaires.

Le Conseil consultatif ontarien des affaires des personnes handicapées est un organisme indépendant du gouvernement de l'Ontario qui, donne son avis au ministre délégué aux Affaires des personnes handicapées sur des questions touchant ces dernières. Ses activités publiques comprennent des consultations auprès de la population dans toute la province.

OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES HANDICAPÉES

PROGRAMME DE L'OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES HANDICAPÉES — CRÉDIT 1201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Services généraux (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 635 332
Avantages sociaux		260 377
Transports et communications		137 711
Services		216 300
Fournitures et matériel		70 928
Paiements de transfert	$	
Fonds d'initiatives communautaires	1 220 605	
Subvention versée au Centre de conception d'environnement sans obstacles physiques	210 000	
Liaison-logement	370 000	1 800 605
		4 121 253

Conseil consultatif ontarien des affaires des personnes handicapées (Poste 2)	
Traitements et salaires	153 389
Avantages sociaux	28 019
Transports et communications	38 282
Services	75 178
Fournitures et matériel	14 683
	309 551

Intervention en faveur des adultes vulnérables (Poste 3)	$
Traitements et salaires	91 416
Avantages sociaux	13 856
Transports et communications	2 411
Services	99 034
Fournitures et matériel	36 693
	243 410

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE L'OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES HANDICAPÉES	4 674 214

CAPITAL

Services généraux (Poste 4)	
Paiements de transfert	
Fonds d'accès aux installations	2 412 290

TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE L'OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES HANDICAPÉES	2 412 290

OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES HANDICAPÉES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992	1991
	$	$
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	5 080	11 117
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	95 825	62 586
TOTAL DES RECETTES	100 905	73 703

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

AFFAIRES FRANCOPHONES 4-296

SOMMAIRE 4-295

ÉTAT DES RECETTES 4-298

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMME	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
4 127 406	Affaires francophones	4 277 100	4 062 808
4 127 406	**Total (Fonctionnement) pour l'Office des affaires francophones**	4 277 100	4 062 808
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
4 127 406	Total des dépenses	4 277 100	4 062 808

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
1701				**PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	
FONCTIONNEMENT					
1	4 277 100		4 277 100	Coordination des Affaires francophones	4 062 808
	4 277 100		4 277 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES AFFAIRES FRANCOPHONES	4 062 808

Description du programme :

Ce programme a pour objet de donner des conseils au gouvernement, aux ministères et aux organismes gouvernementaux sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation de services en français, en élaborant des politiques et en formulant les programmes appropriés. Il coordonne, contrôle et surveille la mise en oeuvre de la *Loi sur les services en français* par les ministères et fait des recommandations sur le financement des mesures prises à cette fin. Il évalue aussi la qualité, la quantité et la pertinence des services fournis par les ministères à la population francophone.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES — CRÉDIT 1701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT	
Coordination des Affaires francophones (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 675 360
Avantages sociaux	265 346
Transports et communications	141 145
Services	881 563
Fournitures et matériel	59 894
Paiements de transfert	
Programme des services en français	1 039 500
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	4 062 808

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Mise en oeuvre de la *Loi sur les services en français*	512 500	400 347
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	380	11 933
DIVERS	29	
TOTAL DES RECETTES	512 909	412 280

OMBUDSMAN ONTARIO

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

OMBUDSMAN ONTARIO 4-302

SOMMAIRE 4-301

ÉTAT DES RECETTES 4-304

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMME	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
8 268 400	Ombudsman Ontario	9 716 500	9 623 852
8 268 400	**Total (Fonctionnement) pour Ombudsman Ontario**	9 716 500	9 623 852
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
8 268 400	Total des dépenses	9 716 500	9 623 852

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions		Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3101 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME OMBUDSMAN ONTARIO**	
1	9 716 500		9 716 500	Ombudsman	9 623 852
	9 716 500		9 716 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR OMBUDSMAN ONTARIO	9 623 852

Description du programme :

Faire enquête sur toute décision prise, toute recommandation faite ou tout acte accompli ou omis dans le cadre de l'administration d'un «organisme gouvernemental» et touchant toute personne ou tout groupe de personnes à titre personnel. Par «organisme gouvernemental», on entend tout ministère, commission, conseil, office ou autre service administratif du gouvernement de l'Ontario, de même que toute entité qui y est rattachée.

OMBUDSMAN ONTARIO

PROGRAMME OMBUDSMAN ONTARIO [1] — CRÉDIT 3101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT	
Ombudsman (Poste 1)	$
Traitements et salaires	5 392 467
Avantages sociaux	1 240 077
Transports et communications	431 814
Services	2 187 881
Fournitures et matériel	371 613
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME OMBUDSMAN ONTARIO	9 623 852

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
VENTES ET LOCATIONS		
Vente de véhicule	1 350	13 350
Vente de rapports	1 950	
	3 300	13 350
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	10 986	29 857
DIVERS		
Intérêts	6 332	14 529
Autres	16	7 598
	6 348	22 127
TOTAL DES RECETTES	20 634	65 334

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- AVOCAT DE LA COURONNE 4-308
- SERVICES ADMINISTRATIFS 4-310
- SERVICES DU TUTEUR ET CURATEUR 4-312
- SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE 4-314
- SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF 4-316
- ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX 4-318
- TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS 4-320
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-308, 4-314, 4-318
- SOMMAIRE 4-307

ÉTAT DES RECETTES 4-322

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-323

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
159 343 658	Avocat de la Couronne	233 958 457	231 751 007
26 392 363	Services administratifs	29 686 800	26 887 231
22 927 608	Services du tuteur et curateur	24 742 700	22 871 486
85 578 493	Services juridiques de la Couronne	94 385 500	95 158 644
5 506 674	Services du conseiller législatif	9 152 500	7 045 079
234 837 423	Administration des tribunaux	270 015 300	269 248 088
25 840 907	Tribunaux administratifs	33 316 500	30 833 926
560 427 126	**Total (Fonctionnement) du ministère**	695 257 757	683 795 461
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
560 427 126	Total des dépenses	695 257 757	683 795 461
		CAPITAL	
4 424 690	Administration des tribunaux	11 773 000	9 155 535
4 424 690	**Total (Capital) du ministère**	11 773 000	9 155 535
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
4 424 690	Total des dépenses	11 773 000	9 155 535

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
301				**PROGRAMME DE L'AVOCAT DE LA COURONNE**	
FONCTIONNEMENT					
1	826 600	7 500	834 100	Procureur général	748 136
2	2 060 000		2 060 000	Sous-procureur général	873 004
3	168 268 700	58 543 800	226 812 500	Élaboration des politiques	226 135 405
4	1 670 200	63 800	1 734 000	Recherche juridique (Commission de réforme du droit de l'Ontario)	1 693 829
5	1 474 600	1 001 700	2 476 300	Commissions royales	2 265 211
	174 300 100	59 616 800	233 916 900		231 715 585
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	3 673
	174 341 657	59 616 800	233 958 457	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'AVOCAT DE LA COURONNE	231 751 007

Description du programme :

Ce programme assure l'orientation et le contrôle de l'administration de la justice en Ontario, ainsi que la contribution provinciale au Régime d'aide juridique de l'Ontario.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE L'AVOCAT DE LA COURONNE — CRÉDIT 301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Procureur général (Poste 1)	$
Traitements et salaires	554 341
Avantages sociaux	50 374
Transports et communications	56 587
Services	43 135
Fournitures et matériel	43 699
	748 136
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	3 673
Sous-procureur général (Poste 2)	
Traitements et salaires	546 796
Avantages sociaux	130 034
Transports et communications	40 491
Services	118 573
Fournitures et matériel	37 110
	873 004

Élaboration des politiques (Poste 3)	$	$	$
Traitements et salaires			3 090 125
Avantages sociaux			474 485
Transports et communications			136 222
Services			185 275
Fournitures et matériel			283 623
Paiements de transfert	$		
Fonds d'éducation et d'action juridiques pour les femmes		100 000	
Subvention au Conseil sur les relations interraciales et la surveillance		24 200	
Contribution au Fonds d'aide juridique :	$		
Programme de certificats	192 178 400		
Cliniques d'aide juridique	29 525 500		
Projet pilote d'accès supervisé	137 575	221 841 475	221 965 675
			226 135 405
Recherche juridique (Poste 4) (Commission de réforme du droit de l'Ontario)			
Traitements et salaires			1 039 755
Avantages sociaux			169 858
Transports et communications			34 254
Services			287 594
Fournitures et matériel			162 368
			1 693 829
Commissions royales (Poste 5)			
Traitements et salaires			397 908
Avantages sociaux			29 884
Transports et communications			108 162
Services			1 669 059
Fournitures et matériel			60 198
			2 265 211
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE L'AVOCAT DE LA COURONNE			231 751 007

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
302				**PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS**	
FONCTIONNEMENT					
1	4 173 800		4 173 800	Bureau principal	3 140 801
2	5 316 800	2 613 900	7 930 700	Services administratifs et financiers	7 878 517
3	4 186 400	889 200	5 075 600	Ressources humaines	5 068 126
4	3 804 600	98 400	3 903 000	Services de communications	3 609 508
5	1 448 400	63 600	1 512 000	Services de vérification	1 496 883
6	7 091 700		7 091 700	Systèmes informatiques	5 693 396
	26 021 700	3 665 100	29 686 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES ADMINISTRATIFS	26 887 231

Description du programme :

Ce programme fournit les services administratifs et financiers nécessaires aux programmes de fonctionnement du ministère.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS — CRÉDIT 302

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 802 546
Avantages sociaux	373 978
Transports et communications	61 390
Services	588 704
Fournitures et matériel	294 543
Paiements de transfert	
Subventions pour projets spéciaux	143 230
	3 264 391
Moins : recouvrements d'autres ministères	123 590
	3 140 801

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 831 111
Avantages sociaux	835 646
Transports et communications	317 320
Services	1 942 531
Fournitures et matériel	454 919
	8 381 527
Moins : recouvrements d'autres activités	503 010
	7 878 517

Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	3 969 853
Avantages sociaux	752 993
Transports et communications	87 249
Services	94 408
Fournitures et matériel	163 623
	5 068 126

Services de communications (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 175 008
Avantages sociaux	216 927
Transports et communications	70 823
Services	1 592 723
Fournitures et matériel	202 934
Paiements de transfert	
Soutien aux groupes communautaires et de citoyens	351 093
	3 609 508

Services de vérification (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 157 152
Avantages sociaux	211 433
Transports et communications	76 228
Services	33 619
Fournitures et matériel	18 451
	1 496 883

Systèmes informatiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	2 853 741
Avantages sociaux	570 642
Transports et communications	100 873
Services	1 953 322
Fournitures et matériel	214 818
	5 693 396

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS	26 887 231

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
303 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES DU TUTEUR ET CURATEUR**	
1	11 067 400	555 800	11 623 200	Tuteur public	11 590 862
2	12 653 500		12 653 500	Curateur public	10 815 450
3	421 000	45 000	466 000	Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)	465 174
	24 141 900	600 800	24 742 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES DU TUTEUR ET CURATEUR	22 871 486

Description du programme :

Ce programme assure la gestion des fonds en fiducie judiciaire et de ceux constitués pour gérer le patrimoine des mineurs et des personnes atteintes d'incapacité mentale, le contrôle des intérêts financiers des oeuvres de bienfaisance, ainsi que la protection et la préservation des droits de retour de la Couronne du chef de l'Ontario.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES DU TUTEUR ET CURATEUR — CRÉDIT 303

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Tuteur public (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 483 886
Avantages sociaux	775 392
Transports et communications	221 866
Services	5 987 655
Fournitures et matériel	162 301
	11 631 100
Moins : recouvrements d'autres ministères	40 238
	11 590 862

Curateur public (Poste 2)	
Traitements et salaires	7 359 425
Avantages sociaux	1 233 556
Transports et communications	295 647
Services	1 631 817
Fournitures et matériel	295 005
	10 815 450

Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale) (Poste 3)	$
Traitements et salaires	328 902
Avantages sociaux	54 629
Transports et communications	8 403
Services	30 282
Fournitures et matériel	42 958
	465 174

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DU TUTEUR ET DU CURATEUR	22 871 486

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
304 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE**	
1	80 775 000	2 581 000	83 356 000	Droit criminel	82 303 901
2	7 078 600		7 078 600	Droit civil	6 897 542
3	2 794 700	27 800	2 822 500	Droit constitutionnel et politiques	2 766 329
4	683 400	443 000	1 126 400	Services juridiques fournis à d'autres ministères	1 126 073
	91 331 700	3 051 800	94 383 500		93 093 845
L	1 000		1 000	Paiements en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*	343 754
L	1 000		1 000	*Loi sur les actions contre la Couronne*	1 721 045
	91 333 700	3 051 800	94 385 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE	95 158 644

Description du programme :

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans tous les tribunaux de la province et fournit des services juridiques au gouvernement et à ses organismes.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE — CRÉDIT 304

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Droit criminel (Poste 1)	$
Traitements et salaires	56 203 846
Avantages sociaux	9 372 325
Transports et communications	2 835 442
Services	11 289 077
Fournitures et matériel	2 603 211
	82 303 901
Crédits législatifs	
Paiements en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*	343 754

Droit civil (Poste 2)	
Traitements et salaires	5 368 952
Avantages sociaux	933 609
Transports et communications	191 827
Services	467 829
Fournitures et matériel	251 328
	7 213 545
Moins : recouvrements d'autres ministères	316 003
	6 897 542

Droit constitutionnel et politiques (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 109 570
Avantages sociaux	343 050
Transports et communications	74 240
Services	111 227
Fournitures et matériel	128 242
	2 766 329
Crédits législatifs	
Loi sur les instances introduites contre la Couronne	1 721 045

Services juridiques fournis à d'autres ministères (Poste 4)		$
Traitements et salaires		30 847 384
Avantages sociaux		5 160 917
Transports et communications		12 724
Services		338 861
Fournitures et matériel		27 381
		36 387 267
Moins : recouvrements d'autres ministères		35 261 194
		1 126 073
Administration	$	
Traitements et salaires	345 262	
Avantages sociaux	58 628	
Transports et communications	12 061	
Services	94 091	
Fournitures et matériel	15 140	525 182
Directions des services juridiques	$	
Traitements et salaires	30 502 122	
Avantages sociaux	5 102 289	
Transports et communications	663	
Services	244 770	
Fournitures et matériel	12 241	
	35 862 085	
Moins : recouvrements d'autres ministères	35 261 194	600 891
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE		95 158 644

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
305 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF**	
1	9 152 500		9 152 500	Services du conseiller législatif	7 045 079
	9 152 500		9 152 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF.....	7 045 079

Description du programme :

Ce programme fournit des services législatifs aux ministres de la Couronne, aux députés de l'Assemblée législative, aux ministères et organismes du gouvernement ainsi qu'aux particuliers qui soumettent des projets de loi d'intérêt privé. Ce programme fournit également des services de rédaction de projets de loi et de règlements, assure la préparation des registres des lois publiés chaque année, et permet de tenir un registre des règlements de l'Ontario et de les publier.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF — CRÉDIT 305

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT	
Services du conseiller législatif (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 863 500
Avantages sociaux	693 450
Transports et communications	81 600
Services	1 796 371
Fournitures et matériel	610 158
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF	7 045 079

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
306				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX**	
FONCTIONNEMENT					
1	225 795 500	19 249 300	245 044 800	Administration de la justice	244 066 049
2	24 618 500		24 618 500	Exécution des ordonnances alimentaires et de garde d'enfants	24 464 911
	250 414 000	19 249 300	269 663 300		268 530 960
L	105 800		105 800	Allocations aux juges de la Cour suprême, *Loi sur les services extrajudiciaires*	238 209
L	246 200		246 200	Allocations aux juges, *Loi sur les services extrajudiciaires*	478 919
	250 766 000	19 249 300	270 015 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX	269 248 088
CAPITAL					
3	11 773 000		11 773 000	Administration de la justice	9 155 535
	11 773 000		11 773 000	TOTAL (CAPITAL) POUR L'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX	9 155 535

Description du programme :

Ce programme fournit les services administratifs dont ont besoin les cours civiles et criminelles de l'Ontario.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX — CRÉDIT 306

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration de la justice (Poste 1)	$
Traitements et salaires	143 117 605
Avantages sociaux	28 280 722
Transports et communications	10 815 528
Services	50 052 783
Fournitures et matériel	9 967 514
Paiements de transfert	1 831 897
	244 066 049

Administration	$	
Traitements et salaires	3 982 958	
Avantages sociaux	555 563	
Transports et communications	196 849	
Services	826 506	
Fournitures et matériel	252 630	
Paiements de transfert		
Programme de travailleurs judiciaires autochtones	1 405 700	7 220 206

Opérations de tribunaux	$	
Traitements et salaires	139 134 647	
Avantages sociaux	27 725 159	
Transports et communications	10 618 679	
Services	49 226 277	
Fournitures et matériel	9 714 884	
Paiements de transfert	$	
Bibliothèque des juges	10 000	
Juge en chef de l'Ontario — Conférences et colloques	3 300	
Bibliothèques de droit de comté et de district	9 600	
Subvention — Service d'orientation des familles de Frontenac	119 784	
Centre canadien de la magistrature	83 513	
Subvention à la Première nation de Sandy Lake	100 000	
Subvention à la Première nation Attawapiskat	100 000	426 197	236 845 843

Crédits législatifs	
Allocations aux juges de la Cour suprême	238 209
Allocations aux juges	478 919

Exécution des ordonnances alimentaires et de garde d'enfants (Poste 2)	
Traitements et salaires	11 989 163
Avantages sociaux	1 794 110
Transports et communications	2 291 038
Services	6 868 465
Fournitures et matériel	1 522 135
	24 464 911

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX	269 248 088

CAPITAL

Administration de la justice — Administration (Poste 3)	
Acquisition/construction de biens immobiliers	9 155 535
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX	9 155 535

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
307				**PROGRAMME DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS**	
FONCTIONNEMENT					
1	4 847 200	648 800	5 496 000	Commission de révision de l'évaluation foncière	5 344 266
2	155 500		155 500	Commission de négociation	132 063
3	11 833 900	2 567 800	14 401 700	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	14 258 990
4	7 743 500		7 743 500	Commission des affaires municipales de l'Ontario	7 460 399
5	5 000 500		5 000 500	Bureau du commissaire aux plaintes du public	3 449 970
6	519 300		519 300	Commissions d'enquête	188 238
	30 099 900	3 216 600	33 316 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS	30 833 926

Description du programme :

Ce programme assure le fonctionnement des tribunaux administratifs prévus par la loi et relevant du procureur général.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS — CRÉDIT 307

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Commission de révision de l'évaluation foncière (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 829 545
Avantages sociaux	503 775
Transports et communications	337 959
Services	1 526 270
Fournitures et matériel	146 717
	5 344 266

Commission de négociation (Poste 2)	
Traitements et salaires	95 397
Avantages sociaux	17 960
Transports et communications	10 461
Services	8 092
Fournitures et matériel	153
	132 063

Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 387 295
Avantages sociaux	254 235
Transports et communications	70 095
Services	281 878
Fournitures et matériel	47 798
Paiements de transfert	
Indemnisation des victimes d'actes criminels	12 217 689
	14 258 990

Commission des affaires municipales de l'Ontario (Poste 4)	$
Traitements et salaires	5 183 134
Avantages sociaux	990 405
Transports et communications	602 447
Services	389 816
Fournitures et matériel	284 597
Paiements de transfert	
Subvention au titre des rapports de la Commission des affaires municipales de l'Ontario	10 000
	7 460 399

Bureau du commissaire aux plaintes du public (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 814 510
Avantages sociaux	261 001
Transports et communications	243 660
Services	935 271
Fournitures et matériel	195 528
	3 449 970

Commissions d'enquête (Poste 6)	
Traitements et salaires	39 392
Avantages sociaux	4 481
Transports et communications	7 485
Services	67 582
Fournitures et matériel	69 298
	188 238

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS	30 833 926

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Aide juridique — Criminel	35 572 822	36 463 742
— Civil	17 851 029	18 844 114
— *Loi sur les jeunes contrevenants*	7 096 588	8 383 817
Travailleurs judiciaires autochtones	875 513	504 435
Services en français	624 140	82 500
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels		6 650 105
Autres		31 500
	62 020 092	70 960 213
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Curateur public	7 736 513	10 855 278
Communauté urbaine de Toronto (projet de la police de la communauté urbaine de Toronto en matière de griefs)	891 645	754 000
Comptable, Cour suprême de l'Ontario	502 909	987 956
Tuteur public	378 756	204 604
Communauté urbaine de Toronto (contraventions de stationnement)		269 974
	9 509 823	13 071 812
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Greffiers des cours des successions	30 104 081	27 006 333
Régistraires	26 469 999	28 094 907
Shérifs	15 860 788	12 566 410
Commission des affaires municipales de l'Ontario	1 252 599	1 157 204
Cours provinciales (Division civile) — Greffiers et huissiers	694 513	593 077
Cour unifiée de la famille	330 304	280 884
Autres	35 077	162 847
	74 747 361	69 861 662
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Cours provinciales		
Division criminelle	135 851 597	144 476 027
Division de la famille	29 920	91 894
Cours de comté et de district	955,583	897 831
Réalisation de cautionnements	461 326	425 539
Cautionnements non réclamés et restitutions	295 448	133 166
Cour suprême de l'Ontario	1 667	823
	137 595 541	146 025 280
VENTES ET LOCATIONS		
Photocopies	196 026	176 769
Transcriptions	11 313	10 859
Autres	14 825	
	222 164	187 628
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 287 588	380 979
DIVERS		
Curateur public — Fonds d'administration	5 000 000	27 000 000
Intérêts	1 033 098	683 089
Curateur public — Biens en déshérence	899 323	1 437 998
Chèques en circulation et montants non réclamés	587 829	314 817
Dépenses adjugées par les tribunaux	159 672	421 499
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels		27 067
Autres	3 335 063	699 871
	11 014 985	30 584 341

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
TOTAL DES RECETTES	296 397 554	331 071 915

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Taxe sur les produits et services	(5 747)	5 725
TOTAL DES DÉPÔTS	(5 747)	5 725

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DU REVENU

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-328
- RECETTES FISCALES ET SUBVENTIONS 4-332
- ÉVALUATION FONCIÈRE 4-336
- CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO 4-338
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-328, 4-338
- SOMMAIRE 4-327

ÉTAT DES RECETTES 4-340

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-341

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
31 867 001	Administration du ministère	33 898 857	32 709 977
711 702 339	Recettes fiscales et subventions	727 642 700	722 867 442
109 101 136	Évaluation foncière	125 540 400	125 367 345
13 481 019	Caisse d'épargne de l'Ontario	12 879 100	13 354 006
866 151 495	**Total (Fonctionnement) du ministère**	899 961 057	894 298 770
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
866 151 495	Total des dépenses	899 961 057	894 298 770

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3401 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 402 500	259 700	1 662 200	Bureau principal	1 655 535
2	1 279 900	180 000	1 459 900	Services juridiques	1 435 806
3	1 571 200		1 571 200	Services de vérification	1 505 892
4	1 437 200		1 437 200	Analyse et planification	1 257 746
5	4 340 800	238 600	4 579 400	Services administratifs et financiers	4 574 174
6	3 172 300	415 000	3 587 300	Ressources humaines	3 551 747
7	1 745 800	140 000	1 885 800	Services de communications	1 882 388
8	1 983 000	43 000	2 026 000	Gestion des installations	2 012 725
9	429 500	184 400	613 900	Développement des systèmes informatiques	613 760
10	7 652 300	1 104 400	8 756 700	Systèmes et installations	8 756 394
11	6 277 700		6 277 700	Administration des systèmes et recherche	5 422 253
	31 292 200	2 565 100	33 857 300		32 668 420
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	31 333 757	2 565 100	33 898 857	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	32 709 977

Description du programme :

Ce programme administratif, qui comprend le Bureau du ministre et du sous-ministre du Revenu, regroupe les fonctions de planification, de consultation et de contrôle financier nécessaires pour assurer l'orientation et la gestion générale des programmes opérationnels conformément aux politiques et aux directives législatives du gouvernement de l'Ontario. Il offre des services techniques et professionnels à l'appui des programmes opérationnels afin de réaliser les économies d'échelle inhérentes à la centralisation et à la normalisation du contrôle de gestion.

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 065 877
Avantages sociaux	437 299
Transports et communications	65 839
Services	60 967
Fournitures et matériel	25 553
	1 655 535
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services juridiques (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 778
Transports et communications	32 336
Services	1 348 694
Fournitures et matériel	50 998
	1 435 806

Services de vérification (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 224 041
Avantages sociaux	217 182
Transports et communications	22 328
Services	28 736
Fournitures et matériel	13 605
	1 505 892

Analyse et planification (Poste 4)	
Traitements et salaires	989 811
Avantages sociaux	207 427
Transports et communications	7 990
Services	32 963
Fournitures et matériel	19 555
	1 257 746

Services administratifs et financiers (Poste 5)	
Traitements et salaires	3 186 513
Avantages sociaux	590 960
Transports et communications	341 239
Services	350 985
Fournitures et matériel	104 477
	4 574 174

Ressources humaines (Poste 6)	$
Traitements et salaires	2 702 842
Avantages sociaux	502 571
Transports et communications	87 098
Services	217 760
Fournitures et matériel	41 476
	3 551 747

Services de communications (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 412 959
Avantages sociaux	252 936
Transports et communications	68 641
Services	22 384
Fournitures et matériel	125 468
	1 882 388

Gestion des installations (Poste 8)	
Traitements et salaires	811 792
Avantages sociaux	150 276
Transports et communications	836 519
Services	197 627
Fournitures et matériel	16 511
	2 012 725

Développement des systèmes informatiques (Poste 9)	
Traitements et salaires	2 898 464
Avantages sociaux	536 316
Transports et communications	19 142
Services	3 224 555
Fournitures et matériel	12 677
	6 691 154
Moins : recouvrements d'autres activités	6 077 394
	613 760

Systèmes et installations (Poste 10)	
Traitements et salaires	1 950 956
Avantages sociaux	325 855
Transports et communications	1 504 803
Services	7 737 872
Fournitures et matériel	640 132
	12 159 618
Moins : recouvrements d'autres activités	3 403 224
	8 756 394

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3401 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT	
Administration des systèmes et recherche (Poste 11)	$
Traitements et salaires	2 600 755
Avantages sociaux	456 259
Transports et communications	67 246
Services	1 065 537
Fournitures et matériel	1 310 901
	5 500 698
Moins : recouvrements d'autres activités	78 445
	5 422 253
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	32 709 977

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
3402				**PROGRAMME DE RECETTES FISCALES ET DE SUBVENTIONS**	
FONCTIONNEMENT					
1	1 441 800	26 000	1 467 800	Administration du programme	1 467 242
2	3 403 400	87 800	3 491 200	Appels en matière fiscale	3 481 554
3	2 981 500	169 000	3 150 500	Enquêtes spéciales	3 143 090
4	2 569 400		2 569 400	Recherche sur les recettes et les applications	2 154 995
5	4 675 700	706 300	5 382 000	Services aux contribuables	5 353 774
6	7 056 800	158 400	7 215 200	Centre de données fiscales	7 213 453
7	27 036 500	75 600	27 112 100	Imposition des sociétés et autres taxes	27 109 336
8	9 336 100	714 300	10 050 400	Taxe sur les carburants et autres taxes	10 028 228
9	29 851 400	1 384 400	31 235 800	Taxe de vente au détail et autres taxes	31 219 209
10	11 334 100	191 300	11 525 400	Impôt prélevé sur les employeurs, relatif aux services de santé	11 200 448
11	624 442 900		624 442 900	Revenu annuel garanti et subventions fiscales	620 496 113
	724 129 600	3 513 100	727 642 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES RECETTES FISCALES ET SUBVENTIONS	722 867 442

Description du programme :

Les aspects de ce programme qui concernent les recettes fiscales visent à préserver l'intégrité des systèmes d'autocotisation de l'Ontario qui alimentent le Trésor. Des services d'information et d'assistance aux contribuables, ainsi que la déréglementation favorisent le civisme fiscal, tandis que les vérifications et les enquêtes contribuent à la lutte contre les abus et la fraude fiscale. Le programme comprend l'administration des lois fiscales suivantes : *Loi sur l'imposition des corporations, Loi de l'impôt sur l'exploitation minière, Loi de l'impôt sur le revenu, Loi de 1989 sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé, Loi de la taxe sur l'essence, Loi de la taxe sur le tabac, Loi de la taxe sur les carburants, Loi de l'impôt sur les concentrations commerciales, Loi sur les droits de succession, Loi sur les droits de cession immobilière, Loi sur l'impôt foncier provincial, Loi sur la taxe de vente au détail* et *Loi de la taxe sur le pari mutuel*.

Le programme assure le versement de suppléments de revenu aux personnes agées dans le cadre du Régime de garantie du revenu, tandis que certains retraités sont admissibles à la subvention de la taxe de vente et de l'impôt foncier. Il comprend également le Régime d'épargne-logement de l'Ontario conçu pour aider les contribuables à revenu faible ou moyen, à épargner en vue d'acheter leur premier logement. En outre, des subventions à l'expansion des petites entreprises sont accordées en vertu de la *Loi sur les sociétés pour l'expansion des petites entreprises*. Des subventions sont aussi accordées dans le cadre du Régime d'actionnariat des employés, afin d'encourager les employés des petites et moyennes entreprises à acheter des actions ordinaires nouvellement émises par leur employeur.

Le programme fournit également des services d'information et certaines modalités administratives du système de crédits d'impôt concernant l'impôt foncier, ainsi que des crédits d'impôt au titre de la taxe de vente pour les contribuables à faibles revenus, âgés de moins de 65 ans, afin de tenir compte de la capacité contributive des individus; il accorde aux contribuables admissibles, des crédits d'impôt pour contribution politique, afin de favoriser la participation à la vie politique.

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DE RECETTES FISCALES ET DE SUBVENTIONS — CRÉDIT 3402

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	749 375
Avantages sociaux	137 344
Transports et communications	241 954
Services	300 705
Fournitures et matériel	37 864
	1 467 242

Appels en matière fiscale (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 787 414
Avantages sociaux	507 976
Transports et communications	64 151
Services	65 009
Fournitures et matériel	57 004
	3 481 554

Enquêtes spéciales (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 489 099
Avantages sociaux	432 307
Transports et communications	108 228
Services	78 175
Fournitures et matériel	35 281
	3 143 090

Recherche sur les recettes et les applications (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 760 077
Avantages sociaux	296 988
Transports et communications	13 329
Services	51 845
Fournitures et matériel	32 756
	2 154 995

Services aux contribuables (Poste 5)	
Traitements et salaires	3 891 176
Avantages sociaux	685 239
Transports et communications	532 920
Services	194 204
Fournitures et matériel	50 235
	5 353 774

Centre de données fiscales (Poste 6)	$
Traitements et salaires	5 374 492
Avantages sociaux	861 897
Transports et communications	48 477
Services	825 107
Fournitures et matériel	103 480
	7 213 453

Imposition des sociétés et autres taxes (Poste 7)	
Traitements et salaires	19 051 579
Avantages sociaux	3 873 827
Transports et communications	1 392 501
Services	2 364 183
Fournitures et matériel	427 246
	27 109 336

Taxe sur les carburants et autres taxes (Poste 8)	
Traitements et salaires	6 896 717
Avantages sociaux	1 276 241
Transports et communications	552 641
Services	769 569
Fournitures et matériel	533 060
	10 028 228

Taxe de vente au détail et autres taxes (Poste 9)	
Traitements et salaires	22 581 231
Avantages sociaux	4 112 091
Transports et communications	3 053 417
Services	976 007
Fournitures et matériel	496 463
	31 219 209

Impôt prélevé sur les employeurs, relatif aux services de santé (Poste 10)	
Traitements et salaires	5 736 129
Avantages sociaux	1 013 920
Transports et communications	2 132 338
Services	1 879 522
Fournitures et matériel	438 539
	11 200 448

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DE RECETTES FISCALES ET DE SUBVENTIONS — CRÉDIT 3402 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT		
Revenu annuel garanti et subventions fiscales (Poste 11)		$
Traitements et salaires		8 814 058
Avantages sociaux		1 635 470
Transports et communications		569 596
Services		1 596 231
Fournitures et matériel		387 282
Paiements de transfert	$	
Système de revenu annuel garanti	88 411 409	
Subventions pour impôt foncier et taxe de vente aux retraités de l'Ontario	511 899 569	
Subventions en vertu de la *Loi sur les sociétés pour l'expansion des petites entreprises*	7 178 736	
Subventions en vertu du Régime d'actionnariat des employés	3 762	607 493 476
		620 496 113
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RECETTES FISCALES ET DE SUBVENTIONS		722 867 442

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
3403				**PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE**	
FONCTIONNEMENT					
1	426 600	19 300	445 900	Administration du programme	441 850
2	1 229 000	51 500	1 280 500	Politiques et priorités	1 275 333
3	488 600	19 900	508 500	Services d'évaluation	495 502
4	109 147 100	10 226 200	119 373 300	Bureaux d'évaluation régionaux	119 233 770
5	1 711 600	64 100	1 775 700	Biens fonciers de caractère spécial	1 772 782
6	2 093 600	62 900	2 156 500	Services informatiques et développement des systèmes	2 148 108
	115 096 500	10 443 900	125 540 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE	125 367 345

Description du programme :

Ce programme vise à déterminer la valeur imposable de tous les biens fonciers et immobiliers et à établir les rôles d'évaluation utilisés pour fins d'impôt par les gouvernements municipaux. Lorsque la base d'évaluation a changé depuis la dernière notification, un avis d'évaluation est remis au contribuable pour confirmer la nouvelle valeur imposable du bien ainsi que la fraction de la cotisation qui est destinée au soutien scolaire. Le programme prévoit une base équitable d'évaluation pour la répartition des contributions et subventions provinciales aux municipalités et aux conseils scolaires et pour le recouvrement de l'impôt foncier provincial. Lorsque des élections municipales doivent se tenir en cours d'année, le programme procède à un recensement municipal afin de faciliter l'établissement des listes électorales primaires et des données du recensement municipal.

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE — CRÉDIT 3403

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	319 114
Avantages sociaux	61 206
Transports et communications	4 884
Services	13 544
Fournitures et matériel	8 102
Paiements de transfert	
Subvention à l'Institut des évaluateurs municipaux	35 000
	441 850

Politiques et priorités (Poste 2)	
Traitements et salaires	977 887
Avantages sociaux	181 253
Transports et communications	22 214
Services	65 685
Fournitures et matériel	28 294
	1 275 333

Services d'évaluation (Poste 3)	
Traitements et salaires	366 306
Avantages sociaux	59 884
Transports et communications	16 458
Services	43 115
Fournitures et matériel	9 739
	495 502

Bureaux d'évaluation régionaux (Poste 4)	$
Traitements et salaires	84 342 307
Avantages sociaux	16 290 735
Transports et communications	9 106 570
Services	7 485 558
Fournitures et matériel	2 066 651
	119 291 821
Moins : recouvrements d'autres ministères	58 051
	119 233 770

Biens fonciers de caractère spécial (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 282 044
Avantages sociaux	225 204
Transports et communications	93 420
Services	124 493
Fournitures et matériel	47 621
	1 772 782

Services informatiques et développement des systèmes (Poste 6)	
Traitements et salaires	1 130 583
Avantages sociaux	191 325
Transports et communications	23 659
Services	774 399
Fournitures et matériel	28 142
	2 148 108

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE	125 367 345

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
				PROGRAMME DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO	
				(*Loi sur les emprunts publics par voie de dépôts*)	
				FONCTIONNEMENT	
L	12 879 100		12 879 100	Administration	13 354 006
	12 879 100		12 879 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO	13 354 006

Description du programme :

La Caisse d'épargne de l'Ontario exploite 22 agences. Elle accepte les dépôts des épargnants dans les comptes individuels portant intérêt sur lesquels les déposants peuvent tirer des chèques. Des certificats de placement garanti peuvent également être achetés. Les liquidités sont déposées auprès du Trésor et offrent une source économique de financement à long terme au trésorier de l'Ontario.

Cette affectation réglementaire fournit des crédits de fonctionnement aux 22 agences à valoir sur les sommes que la Caisse doit leur rembourser.

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO — DÉPENSES PRÉVUES PAR LA LOI

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT	
Crédits législatifs	$
Administration	
Traitements et salaires	7 609 359
Avantages sociaux	1 388 225
Transports et communications	477 582
Services	3 602 856
Fournitures et matériel	275 984
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO	13 354 006

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
RECETTES FISCALES		
Gouvernement du Canada		
Entente sur la perception de l'impôt sur le revenu des particuliers*	13 711 656 402	15 439 869 170
Quote-part de l'impôt sur le revenu prélevé auprès des sociétés privées qui gèrent des services publics		49 362 770
Impôt sur les dividendes des actions privilégiées	7 687 426	1 191 549
Taxe de vente au détail	7 487 432 913	8 175 517 973
Impôt des sociétés	3 184 046 823	3 799 768 648
Impôt — Santé des employeurs	2 647 700 893	2 662 147 427
Taxe sur l'essence	1 618 245 005	1 424 470 648
Taxe sur le tabac	1 027 829 538	874 534 309
Droits de cession immobilière	414 489 880	425 446 365
Taxe sur les carburants	378 813 149	339 704 593
Impôt sur les concentrations commerciales	110 789 475	101 083 905
Taxe sur le pari mutuel	81 619 179	82 937 302
Impôt sur les bénéfices miniers	48 856 131	116 378 363
Impôt foncier provincial	6 324 901	6 093 765
Entente sur l'imposition réciproque — Paiements tenant lieu de la taxe de vente au détail	5 943 027	110 038 651
Droits de succession	2 468 068	1 903 817
	30 733 902 810	33 610 449 255
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Caisse d'épargne de l'Ontario — Remboursement d'avances pour frais d'exploitation	13 354 006	13 481 019
Autres	75 777	22 214
	13 429 783	13 503 233
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	57 902	51 955
VENTES ET LOCATIONS	224 948	259 795
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Sociétés pour l'expansion des petites entreprises	2 103 982	1 499 733
Système de revenu annuel garanti	434 017	437 726
Subventions au titre de l'impôt foncier de l'Ontario	232 031	233 405
Subventions au titre de la taxe de vente de l'Ontario	158 200	164 226
Régime d'actionnariat des employés	308	1 532
Subvention aux acheteurs d'un logement de l'Ontario		534
Autres	37 191	23 415
	2 965 729	2 360 571
DIVERS		
Recettes non réclamées provenant d'impôts des sociétés		36 353
Autres	718 059	626 952
	718 059	663 305
TOTAL DES RECETTES	30 751 299 231	33 627 288 114

*Déduction faite de 375 765 854 $ et de 376 197 410 $ pour 1992 et 1991, respectivement, au titre des crédits d'impôt de l'Ontario. Un montant de 4 234 146 $ (1991 — 3 802 590 $) au titre de frais d'administration réclamés par le gouvernement du Canada a également été soustrait de la somme reçue en 1992.

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Taxe de vente au détail	17 316	(47 153)
TOTAL DES DÉPÔTS	17 316	(47 153)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-346
- RESSOURCES D'INFORMATION ET POLITIQUES 4-348
- OPÉRATIONS 4-350
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-346, 4-350
- SOMMAIRE 4-345

ÉTAT DES RECETTES 4-354

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-355

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-355

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
32 744 863	Administration du ministère	33 427 057	33 311 251
85 204 197	Ressources d'information et des politiques	93 541 000	88 675 570
463 297 140	Opérations	508 602 100	504 012 254
581 246 200	**Total (Fonctionnement) du ministère**	635 570 157	625 999 075
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
580 946 200	Total des dépenses	635 470 157	625 899 075
300 000	Total des prêts et dotations en capital	100 000	100 000
581 246 200		635 570 157	625 999 075
		CAPITAL	
82 641 068	Opérations	92 323 500	84 172 982
82 641 068	**Total (Capital) du ministère**	92 323 500	84 172 982
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
82 641 068	Total des dépenses	92 323 500	84 172 982

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2901 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	5 202 400	221 800	5 424 200	Bureau principal	5 411 532
2	12 634 500	386 000	13 020 500	Services administratifs et financiers	13 003 304
3	6 837 200	139 000	6 976 200	Ressources humaines	6 973 451
4	4 371 900	119 300	4 491 200	Services de communications	4 482 746
5	2 210 000	17 600	2 227 600	Services juridiques	2 212 581
6	1 216 700	29 100	1 245 800	Services de vérification	1 186 080
	32 472 700	912 800	33 385 500		33 269 694
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	32 514 257	912 800	33 427 057	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	33 311 251

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère oriente l'administration et la gestion ainsi que les services généraux en vue d'assurer le développement durable des ressources naturelles de l'Ontario.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 396 376
Avantages sociaux	550 176
Transports et communications	430 096
Services	605 423
Fournitures et matériel	429 461
	5 411 532
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	7 064 540
Avantages sociaux	1 372 790
Transports et communications	1 474 881
Services	1 968 039
Fournitures et matériel	1 299 889
	13 180 139
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	176 835
	13 003 304
Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 939 594
Avantages sociaux	3 810 840
Transports et communications	48 866
Services	99 153
Fournitures et matériel	104 173
	7 002 626
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	29 175
	6 973 451

Services de communications (Poste 4)	$
Traitements et salaires	2 937 823
Avantages sociaux	541 524
Transports et communications	83 390
Services	546 378
Fournitures et matériel	409 316
	4 518 431
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	35 685
	4 482 746
Services juridiques (Poste 5)	
Traitements et salaires	276 427
Avantages sociaux	49 848
Transports et communications	79 224
Services	1 742 961
Fournitures et matériel	64 121
	2 212 581
Services de vérification (Poste 6)	
Traitements et salaires	857 741
Avantages sociaux	162 225
Transports et communications	73 034
Services	40 696
Fournitures et matériel	52 384
	1 186 080
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	33 311 251

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2902 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES RESSOURCES D'INFORMATION ET DES POLITIQUES**	
1	38 841 300		38 841 300	Ressources d'information	34 505 751
2	54 699 700		54 699 700	Politiques	54 169 819
	93 541 000		93 541 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES RESSOURCES D'INFORMATION ET DES POLITIQUES	88 675 570

Description du programme :

Dans le cadre de ce programme, on planifie, élabore, dirige et coordonne des stratégies technologiques et de gestion de l'information pour améliorer la capacité du ministère de contribuer au développement durable des ressources naturelles.

Ce programme englobe également l'élaboration de politiques et de programmes coordonnés et étendus visant la planification stratégique, la gestion intégrée et le développement durable des ressources naturelles de l'Ontario, y compris les terres, les eaux, les forêts, la faune, les pêches, les parcs et les zones de loisirs et de patrimoine naturel.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DES RESSOURCES D'INFORMATION ET DES POLITIQUES — CRÉDIT 2902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Ressources d'information (Poste 1)	$
Traitements et salaires	12 022 992
Avantages sociaux	2 607 814
Transports et communications	1 796 710
Services	12 500 924
Fournitures et matériel	5 117 464
Paiements de transfert	
Programme ontarien des recherches sur les ressources renouvelables	720 491
	34 766 395
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	260 644
	34 505 751

Politiques (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		28 895 949
Avantages sociaux		4 505 832
Transports et communications		2 671 896
Services		11 822 702
Fournitures et matériel		6 310 535
Paiements de transfert		
Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité n° 9	64 058	
Subventions :		
Owl Rehabilitation Research Foundation	5 000	
Conseil ontarien de la préservation de la nature	16 000	
Institut canadien de la fourrure	52 000	
Collège de médecine vétérinaire de l'Ontario	14 000	
Conférence fédérale/provinciale sur les parcs	14 372	
Amis de la Terre	10 000	
La Société canadienne de la Croix-Rouge	45 000	
Ontario Safety League	14 000	
Central Temiskaming E.D.C.	11 250	
Congrès mondial ECO-ED	10 000	255 680
		54 462 594
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		292 775
		54 169 819
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RESSOURCES D'INFORMATION ET DES POLITIQUES		88 675 570

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2903				**PROGRAMME DES OPÉRATIONS**	
FONCTIONNEMENT					
1	299 165 500	8 273 900	307 439 400	Gestion et protection des ressources	307 346 160
2	42 639 600	1 634 100	44 273 700	Opérations relatives aux loisirs	43 865 569
3	57 491 800	3 034 600	60 526 400	Aviation, inondation et gestion des incendies	59 401 057
4	7 454 000	53 000 000	60 454 000	Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies	58 790 238
5	35 808 600		35 808 600	Paiements de transfert locaux pour la conservation et la gestion des ressources	34 509 230
	442 559 500	65 942 600	508 502 100		503 912 254
L	100 000		100 000	Agence de foresterie du parc Algonquin, *Loi sur l'Office de foresterie du parc Algonquin*	100 000
	442 659 500	65 942 600	508 602 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES OPÉRATIONS	504 012 254
CAPITAL					
6	68 051 300		68 051 300	Infrastructure pour les loisirs, la protection et la gestion des ressources	59 948 417
7	21 800 000	2 472 200	24 272 200	Paiements de transfert locaux pour la conservation et la gestion des ressources	24 224 565
	89 851 300	2 472 200	92 323 500	TOTAL (CAPITAL) POUR LES OPÉRATIONS	84 172 982

Description du programme :

Le programme des opérations assure la prestation intégrée et efficace de tous les programmes du ministère.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DES OPÉRATIONS — CRÉDIT 2903

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Gestion et protection des ressources (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		160 983 364
Avantages sociaux		28 651 553
Transports et communications		14 894 905
Services		123 788 994
Fournitures et matériel		31 324 337
Paiements de transfert		
Subventions :		
Vaporisation aérienne	2 237 297	
Assistance aux pêcheurs commerciaux pour la péréquation des tarifs de transport	63 738	
Association forestière de l'Ontario	41 600	
Arbres Ontario	150 000	
Zone de protection de la nature de la région de Long Point	150 000	2 642 635
		362 285 788
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		54 939 628
		307 346 160

Crédits législatifs	
Agence de foresterie du parc Algonquin	
Prêts et dotations en capital	
Prêts	100 000

Opérations relatives aux loisirs (Poste 2)	
Traitements et salaires	27 775 014
Avantages sociaux	3 930 569
Transports et communications	1 461 081
Services	6 252 306
Fournitures et matériel	4 807 895
	44 226 865
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	361 296
	43 865 569

Aviation, inondation et gestion des incendies (Poste 3)	$
Traitements et salaires	34 716 965
Avantages sociaux	5 587 184
Transports et communications	3 788 365
Services	12 913 664
Fournitures et matériel	9 784 592
	66 790 770
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	7 389 713
	59 401 057

Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies (Poste 4)	
Traitements et salaires	17 128 252
Avantages sociaux	607 638
Transports et communications	1 734 450
Services	30 645 692
Fournitures et matériel	8 674 206
	58 790 238

Paiements de transfert locaux pour la conservation et la gestion des ressources (Poste 5)	$	$
Paiements de transfert		
Subventions :		
Municipalités et offices de protection de la nature Frais d'administration	10 987 055	
Programme des opérations	14 678 153	
Réduction fiscale sur les terres protégées Terres de l'Office de protection de la nature	2 660 456	
Autres terres	1 706 382	
Remises fiscales sur les forêts aménagées	4 477 184	
Programme Expérience '91	535 204	35 044 434
Moins : recouvrements d'autres ministères		535 204
		34 509 230
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES OPÉRATIONS		504 012 254

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DES OPÉRATIONS — CRÉDIT 2903 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CAPITAL

Infrastructure pour les loisirs, la protection et la gestion des ressources (Poste 6)	$
Traitements et salaires	6 193 552
Avantages sociaux	555 383
Transports et communications	746 169
Services	43 300 636
Fournitures et matériel	1 350 688
Acquisition/construction de biens immobiliers	1 655 825
	69 802 253
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	9 853 836
	59 948 417

Paiements de transfert locaux pour la conservation et la gestion des ressources (Poste 7)	$
Paiements de transfert	
Subventions aux municipalités et offices de protection de la nature	24 224 565
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES OPÉRATIONS	84 172 982

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Bois d'oeuvre	6 622 654	16 325 238
Affaires indiennes et du Nord Canada — Protection contre les incendies de forêts	1 753 548	
Agence canadienne de développement international	832 814	530 140
Accord sur les ressources renouvelables	444 891	400 568
Cartographie des zones exposées aux inondations et autres mesures de réduction des dégâts	389 632	520 081
Développement industriel	114 740	103 539
Accord sur le développement économique et régional		614 947
Agriculture Canada — Service canadien des forêts		83 971
	10 158 279	18 578 484
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Recouvrement de frais causés par les incendies	969 528	490 383
Ristournes — Avantages sociaux	198 760	199 726
Centre ontarien de télédétection	33 914	25 273
Entente en vertu de la *Loi sur l'amélioration des terrains boisés*	15 728	35 266
Offices de protection de la nature — Remboursement de subventions		40 098
Autres	17 394	67 192
	1 235 324	857 938
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis de chasse et de pêche	36 555 346	36 846 032
Parcs provinciaux	14 006 313	12 766 763
Agrégats	2 178 792	611 311
Pêche commerciale	168 698	163 160
Ressources pétrolières	11 216	11 365
Puits d'extraction et carrières	1 632	17 552
Autres	23 870	21 718
	52 945 867	50 437 901
AMENDES ET PÉNALITÉS	188 286	302 645
VENTES ET LOCATIONS		
Vente de terres et bâtiments de la Couronne	2 296 951	1 973 863
Permis d'utilisation des terres	1 660 541	1 304 129
Location de terres de la Couronne	1 491 501	2 094 594
Produits pour pépinières	1 319 446	1 735 978
Concessions pétrolières et gazières	984 677	563 186
Entente sur les terres — Produits forestiers	690 213	431 550
Location de biens	606 502	649 146
Souvenirs, marchandises	499 813	508 091
Hébergement au Centre Frost	497 900	499 705
Matériel	337 721	830 038
Concessions dans les parcs provinciaux	125 925	129 243
Ventes à partir de camionnettes — Vêtements de travail et articles de toilette	89 195	23 369
Hébergement — Camps de plantation d'arbres	77 283	75 015
Change sur devises étrangères	7 087	6 555
Poissons	4 344	7 449
Articles confisqués	4 047	37 072
Ventes diverses	6 421	2 250
	10 699 567	10 871 233

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
REDEVANCES		
Énergie hydraulique	108 714 637	106 180 611
Droits de coupe	54 341 020	68 925 653
Redevances perçues sur les terrains forestiers	13 208 551	8 980 366
Pétrole et gaz	12 033 273	2 424 910
Redevances pour l'extraction d'agrégats	1 918 860	823 049
Gibier	271 193	472 153
Exploitation minière		370 511
	190 487 534	188 177 253
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Chèques oblitérés	113 787	76 584
Remboursements de fournisseurs	103 620	210 372
Aquisition de terrains	19 148	
Offices de protection de la nature — Subventions retournées	16 388	47 701
Entente avec les sociétés et les organismes gouvernementaux	70	217 683
Autres	56 542	144 029
	309 555	696 369
DIVERS		
Autres	93 852	55 131
TOTAL DES RECETTES	266 118 264	269 976 954

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Agence de foresterie du parc Algonquin	300 000	100 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	300 000	100 000

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Loi sur les puits d'extraction et les carrières	4 252 603	4 536 684
Loi sur les ressources en agrégats	3 199 470	1 157 476
Dépôts de garantie en vertu de contrats	64 575	130 426
TOTAL DES DÉPÔTS	7 516 648	5 824 586

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-360

SOINS EN ÉTABLISSEMENTS 4-364

PRESTATIONS DE SANTÉ 4-366

SERVICES DE SANTÉ À LA COMMUNAUTÉ ET AUX CONSOMMATEURS 4-368

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-360

SOMMAIRE 4-359

ÉTAT DES RECETTES 4-372

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-373

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-373

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
172 863 830	Administration du ministère	160 720 557	144 018 678
7 783 107 609	Soins en établissements	8 832 689 800	8 775 623 725
5 516 731 155	Prestations de santé	6 271 234 900	6 258 693 325
1 343 073 652	Services de santé à la communauté et aux consommateurs	1 603 639 700	1 515 407 680
14 815 776 246	**Total (Fonctionnement) du ministère**	16 868 284 957	16 693 743 408
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
14 815 776 246	Total des dépenses	16 868 284 957	16 693 743 408
		CAPITAL	
196 375 000	Soins en établissements	250 000 000	133 657 888
196 375 000	**Total (Capital) du ministère**	250 000 000	133 657 888
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
196 375 000	Total des dépenses	250 000 000	133 657 888

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2001 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	11 674 800		11 674 800	Bureau principal	11 141 700
2	25 037 500		25 037 500	Services administratifs et financiers	22 797 186
3	6 390 900	516 400	6 907 300	Ressources humaines	6 776 527
4	10 747 300		10 747 300	Services de communications	8 600 275
5	41 926 000		41 926 000	Analyse, recherche et planification	33 812 107
6	2 669 600	247 500	2 917 100	Services juridiques	2 911 078
7	2 032 400	87 400	2 119 800	Services de vérification	2 082 323
8	57 900 400		57 900 400	Systèmes informatiques	54 427 199
9	1 448 800		1 448 800	Conseil de révision du lieutenant-gouverneur	1 398 867
	159 827 700	851 300	160 679 000		143 947 262
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	6 925
L				Pharmacie du gouvernement en vertu de la *Loi sur l'administration financière*	32 742
	159 869 257	851 300	160 720 557	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	144 018 678

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'administration générale du ministère, de fournir des services d'élaboration des politiques, de planification stratégique et de recherche en matière de santé, et de veiller au bon fonctionnement des systèmes d'information nécessaires pour faciliter le processus de prise de décision du ministère. En outre, il fournit un soutien administratif au Conseil de révision du lieutenant-gouverneur, qui exerce ses fonctions en vertu du Code criminel du Canada.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 612 574
Avantages sociaux	1 571 073
Transports et communications	731 026
Services	5 021 410
Fournitures et matériel	205 617
	11 141 700

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	6 925

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	14 297 578
Avantages sociaux	2 821 656
Transports et communications	1 626 097
Services	2 819 439
Fournitures et matériel	1 273 694
	22 838 464
Moins : recouvrements d'autres ministères	41 278
	22 797 186

Crédits législatifs	$	
Compte de la pharmacie du gouvernement — Achats	35 886 496	
Moins : distribution et vente au comptant	35 853 754	32 742

Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	5 361 651
Avantages sociaux	1 069 582
Transports et communications	99 934
Services	175 450
Fournitures et matériel	69 910
	6 776 527

Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	2 778 993
Avantages sociaux	358 009
Transports et communications	451 103
Services	3 848 806
Fournitures et matériel	1 163 364
	8 600 275

Analyse, recherche et planification (Poste 5)	$	$
Traitements et salaires		3 814 562
Avantages sociaux		673 278
Transports et communications		186 966
Services		1 083 893
Fournitures et matériel		329 953
Paiements de transfert		
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé	12 121 200	
Plan de développement des ressources dans le domaine de la santé	15 602 255	27 723 455
		33 812 107

Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	43 973
Transports et communications	22 099
Services	2 776 907
Fournitures et matériel	68 099
	2 911 078

Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 663 832
Avantages sociaux	298 014
Transports et communications	78 863
Services	17 330
Fournitures et matériel	24 284
	2 082 323

Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	14 310 600
Avantages sociaux	2 516 767
Transports et communications	3 957 012
Services	27 422 300
Fournitures et matériel	6 220 520
	54 427 199

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2001 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT	
Conseil de révision du lieutenant-gouverneur (Poste 9)	$
Traitements et salaires	278 800
Avantages sociaux	47 669
Transports et communications	170 743
Services	879 160
Fournitures et matériel	22 495
	1 398 867
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	144 018 678

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2002				**PROGRAMME DE SOINS EN ÉTABLISSEMENTS**	
FONCTIONNEMENT					
1	818 600		818 600	Administration du programme	808 563
2	7 849 101 500		7 849 101 500	Hôpitaux et établissements connexes	7 793 384 704
3	435 488 200	28 945 300	464 433 500	Services psychiatriques	463 656 072
4	515 420 700	2 915 500	518 336 200	Services de maisons de soins infirmiers	517 774 386
	8 800 829 000	31 860 800	8 832 689 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SOINS EN ÉTABLISSEMENTS	8 775 623 725
CAPITAL					
5	250 000 000		250 000 000	Hôpitaux et établissements connexes	133 657 888
	250 000 000		250 000 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SOINS EN ÉTABLISSEMENTS	133 657 888

Description du programme :

Ce programme assure le financement des dépenses en capital des hôpitaux publics et des établissements connexes; l'élaboration des politiques et le financement du fonctionnement des hôpitaux publics et privés et des maisons de soins infirmiers. Le programme comprend en outre l'exploitation directe des hôpitaux psychiatriques.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE SOINS EN ÉTABLISSEMENTS — CRÉDIT 2002

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	277 196
Avantages sociaux	55 574
Transports et communications	39 552
Services	406 786
Fournitures et matériel	29 455
	808 563

Hôpitaux et établissements connexes (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		6 693 836
Avantages sociaux		1 032 422
Transports et communications		307 865
Services		552 791
Fournitures et matériel		171 719
Paiements de transfert		
Exploitation des hôpitaux	7 192 962 914	
Exploitation des établissements connexes	387 643 738	
Subventions versées en compensation des taxes municipales — Hôpitaux publics	4 067 550	
Enseignement clinique	199 951 869	7 784 626 071
		7 793 384 704

Services psychiatriques (Poste 3)	$
Traitements et salaires	336 558 424
Avantages sociaux	70 952 723
Transports et communications	5 690 132
Services	29 362 067
Fournitures et matériel	30 330 080
Paiements de transfert	
Subventions versées en compensation des taxes municipales — Hôpitaux psychiatriques	323 100
	473 216 526
Moins : recouvrements d'autres ministères	9 560 454
	463 656 072

Services de maisons de soins infirmiers (Poste 4)	$
Traitements et salaires	4 039 416
Avantages sociaux	743 358
Transports et communications	536 446
Services	161 397
Fournitures et matériel	90 217
Paiements de transfert	
Programme de soins prolongés	512 203 552
	517 774 386

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SOINS EN ÉTABLISSEMENTS	8 775 623 725

CAPITAL

Hôpitaux et établissements connexes (Poste 5)	$
Paiements de transfert	
Établissements de santé	133 657 888

TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE SOINS EN ÉTABLISSEMENTS	133 657 888

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2003 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE PRESTATIONS DE SANTÉ**	
1	5 324 080 400	103 957 200	5 428 037 600	Assurance-santé et prestations	5 418 454 352
2	836 995 300	6 202 000	843 197 300	Régime de médicaments gratuits	840 238 973
	6 161 075 700	110 159 200	6 271 234 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES PRESTATIONS DE SANTÉ	6 258 693 325

Description du programme :

Ce programme assure la gestion des Régimes d'assurance-santé et de médicaments gratuits de l'Ontario. L'assurance-santé offre aux résidents de l'Ontario des prestations assurées dont le but est de faciliter l'accès à une vaste gamme de services de santé. Le Régime de médicaments gratuits vise à défrayer les coûts des médicaments et des traitements aux résidents admissibles de l'Ontario.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE PRESTATIONS DE SANTÉ — CRÉDIT 2003

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Assurance-santé et prestations (Poste 1)	$
Traitements et salaires	50 273 012
Avantages sociaux	10 016 581
Transports et communications	4 280 380
Services	1 980 255
Fournitures et matériel	3 740 165
Paiements de transfert	
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par les médecins et autres praticiens	5 348 163 959
	5 418 454 352

Régime de médicaments gratuits (Poste 2)	$
Traitements et salaires	3 874 498
Avantages sociaux	680 109
Transports et communications	240 907
Services	543 467
Fournitures et matériel	498 887
Paiements de transfert	
Régime de médicaments gratuits de l'Ontario	834 401 105
	840 238 973
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PRESTATIONS DE SANTÉ	6 258 693 325

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2004				**PROGRAMME DE SERVICES DE SANTÉ À LA COMMUNAUTÉ ET AUX CONSOMMATEURS**	
FONCTIONNEMENT					
1	16 222 000		16 222 000	Administration du programme	11 109 098
2	507 148 700		507 148 700	Services communautaires de santé	494 381 999
3	337 734 900		337 734 900	Services communautaires de santé mentale	310 221 853
4	259 944 300		259 944 300	Santé publique	254 901 509
5	36 834 000	1 559 100	38 393 100	Services de laboratoire	38 379 361
6	304 681 300		304 681 300	Services de santé d'urgence	289 379 148
7	110 123 100		110 123 100	Services des appareils et accessoires fonctionnels	90 019 783
8	20 355 100		20 355 100	Conseils régionaux de santé	18 839 390
9	9 037 200		9 037 200	Fonds Innovation Santé	8 175 539
	1 602 080 600	1 559 100	1 603 639 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES DE SANTÉ À LA COMMUNAUTÉ ET AUX CONSOMMATEURS	1 515 407 680

Description du programme :

Ce programme vise à assurer l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes conçus pour assurer la prestation efficace de soins de santé dans les communautés, la protection de la santé et l'exécution de programmes de promotion dans toutes les régions de la province. Il comprend les services d'urgence complets englobant les soins préalables à l'hospitalisation, les départements des services d'urgence des hôpitaux et la planification en cas d'imprévu. Il est en outre chargé de la planification et de l'élaboration des activités et des politiques administratives relatives au Programme de services des appareils et accessoires fonctionnels.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE SERVICES DE SANTÉ À LA COMMUNAUTÉ ET AUX CONSOMMATEURS — CRÉDIT 2004

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 317 078
Avantages sociaux	290 499
Transports et communications	222 322
Services	1 469 192
Fournitures et matériel	248 218
Paiements de transfert	
Programme de promotion de la santé	6 561 789
	11 109 098

Services communautaires de santé (Poste 2)		
Traitements et salaires		2 043 534
Avantages sociaux		323 086
Transports et communications		157 353
Services		140 213
Fournitures et matériel		149 373
Paiements de transfert	$	
Soins à domicile	450 786 571	
La Société d'arthrite—Division de l'Ontario	3 738 661	
Services de coordination des placements	5 891 200	
Programme des services aux régions insuffisamment desservies	15 119 717	
Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales	11 480 774	
Établissements de santé autonomes	4 551 517	491 568 440
		494 381 999

Services communautaires de santé mentale (Poste 3)		
Traitements et salaires		2 021 508
Avantages sociaux		349 257
Transports et communications		145 329
Services		187 052
Fournitures et matériel		34 481
Paiements de transfert	$	
Foyers de soins spéciaux	73 392 321	
Programmes communautaires de santé mentale	138 547 456	
Fondation ontarienne de la santé mentale	480 800	
Programme de lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie	58 080 434	
Fondation de la recherche sur la toxicomanie	36 983 215	307 484 236
		310 221 853

Santé publique (Poste 4)		$
Traitements et salaires		3 716 386
Avantages sociaux		599 491
Transports et communications		324 983
Services		2 365 276
Fournitures et matériel		264 120
Paiements de transfert	$	
Organismes officiels locaux responsables de la santé	186 401 709	
Planification familiale	17 610 861	
Programmes d'orthophonie et d'audiologie	3 383 054	
Épidémies	24 544 258	
Prévention et contrôle du SIDA	13 604 731	
Prévention de la tuberculose	1 198 702	
Lutte contre les maladies vénériennes	445 196	
Associations des organismes locaux officiels responsables de la santé	265 292	
Association pour l'accréditation en services de santé communautaire	68 100	
Association pour la santé publique de l'Ontario	59 800	
Subventions diverses	49 550	247 631 253
		254 901 509

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE SERVICES DE SANTÉ À LA COMMUNAUTÉ ET AUX CONSOMMATEURS — CRÉDIT 2004 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

		$
Services de laboratoire (Poste 5)		
Traitements et salaires		22 555 851
Avantages sociaux		4 577 649
Transports et communications		970 972
Services		928 297
Fournitures et matériel		6 995 913
Paiements de transfert		
Vérification de la qualité des services de laboratoire		2 350 679
		38 379 361
Services de santé d'urgence (Poste 6)		
Traitements et salaires		34 827 499
Avantages sociaux		6 371 467
Transports et communications		4 299 653
Services		19 698 227
Fournitures et matériel		17 334 765
Paiements de transfert	$	
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes :		
Services d'ambulance municipaux	39 657 950	
Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	167 189 587	206 847 537
		289 379 148
Services des appareils et accessoires fonctionnels (Poste 7)		
Traitements et salaires		1 980 219
Avantages sociaux		299 496
Transports et communications		200 081
Services		676 498
Fournitures et matériel		262 830
Paiements de transfert		
Services des appareils et accessoires fonctionnels	85 735 859	
Association canadienne du diabète, division de l'Ontario	854 880	86 590 659
		90 019 783
Conseils régionaux de santé (Poste 8)		
Traitements et salaires		2 515 789
Avantages sociaux		370 235
Transports et communications		395 208
Services		1 034 361
Fournitures et matériel		136 317
Paiements de transfert		
Conseils régionaux de santé		14 387 470
		18 839 380
Fonds Innovation Santé (Poste 9)		
Traitements et salaires		218 170
Avantages sociaux		16 418
Transports et communications		16 348
Services		226 531
Fournitures et matériel		8 944
Paiements de transfert		7 689 128
		8 175 539
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SERVICES DE SANTÉ À LA COMMUNAUTÉ ET AUX CONSOMMATEURS		1 515 407 680

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur la réadaptation professionnelle des personnes handicapées	16 158 784	
Accord pour le traitement et la réadaptation des toxicomanes	7 371 033	7 110 105
Remboursements de dépenses		
Régime d'assistance publique du Canada		
Foyers de soins spéciaux — Frais de résidence	6 673 544	8 880 292
Régime de médicaments de l'Ontario — Frais d'administration remboursés en vertu de la *Loi sur les prestations familiales*	551 764	
Accord pour les ateliers de réadaptation professionnelle		3 683 001
	30 755 125	19 673 398
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Régime d'assurance-santé de l'Ontario — Subrogation	6 957 694	25 968 543
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Paiements d'entretien		
Foyers pour soins spéciaux	17 273 424	19 332 766
Hôpitaux psychiatriques	98 126	83 852
Sommes non réparties — Foyers pour soins spéciaux/hôpitaux	8 177	16 506
Vérification de la qualité des services des laboratoires	781 655	660 448
Octroi de permis aux laboratoires	245 290	231 360
Octroi de permis aux centres de dépôt de spécimens	76 138	83 020
Droits d'examen des transporteurs ambulanciers	29 760	7 867
Quote-part des usagers des services d'ambulance	13 148	6 420
Événements spéciaux — Services d'ambulance	1 938	6 023
Autres	1 230 089	305 270
	19 757 745	20 733 532
VENTES ET LOCATIONS		
Repas	1 238 295	1 306 580
Atelier de formation professionnelle	732 039	884 868
Buanderie	366 663	314 868
Réparations et entretien des ambulances	131 555	91 674
Véhicules automotives	115 400	258 041
Transports	35 883	40 301
Ferraille et matériaux de récupération	2 514	3 969
Autres	108 573	51 342
	2 730 922	2 951 643

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Laboratoires privés	1 803 236	1 050 580
Redressements de factures	605 480	710 124
Régime de médicaments de l'Ontario	374 589	29 670
Bourses	142 459	146 835
Accidents de véhicules automobiles	136 715	42 406
Compte de la pharmacie du gouvernement		15 046
Autres	488 558	199 370
	3 551 037	2 194 031
DIVERS		
Chèques en circulation du Régime d'assurance-santé de l'Ontario virés de la réserve	679 287	790 459
Intérêts — Bourses	10 558	23 034
Service de juré	5 029	3 809
Régime d'assurance-santé de l'Ontario		3 812 495
Autres	193 523	654 492
	888 397	5 284 289
TOTAL DES RECETTES	64 640 920	76 805 436

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Prêts à des hôpitaux publics	2 710 349	4 638 231
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	2 710 349	4 638 231

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Réserve pour chèques en circulation	282 614	173 217
T.E.F. — Legs Seagram	144	
Fonds de recherche Terry Fox	(69 994)	2 833
TOTAL DES DÉPÔTS	212 764	176 050

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO 4-378

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-378

SOMMAIRE 4-377

ÉTAT DES RECETTES 4-380

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-380

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMME	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
7 070 194	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	31 996 808	16 509 576
7 070 194	**Total (Fonctionnement) pour le Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario**	31 996 808	16 509 576
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
7 070 194	Total des dépenses	31 996 808	16 509 576
		CAPITAL	
	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	21 225 000	14 478 236
	Total (Capital) pour le Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	21 225 000	14 478 236
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
	Total des dépenses	21 225 000	14 478 236

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2801 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO**	
1	8 124 000	8 863 000	16 987 000	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	16 499 768
2	15 000 000		15 000 000	Revendications territoriales et initiatives de gouvernement autonome	
	23 124 000	8 863 000	31 987 000		16 499 768
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	23 133 808	8 863 000	31 996 808	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	16 509 576
CAPITAL					
3	21 225 000		21 225 000	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	14 478 236
	21 225 000		21 225 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LE SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	14 478 236

Description du programme :

Le Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario fournit des services de soutien au ministre responsable des Affaires autochtones. Le Secrétariat élabore et surveille les politiques gouvernementales relatives aux affaires autochtones, coordonne l'élaboration des politiques et programmes applicables aux ministères et aux organismes centraux, recommande des solutions gouvernementales aux questions traitant des affaires autochtones, négocie et règle les revendications territoriales et gère les activités du gouvernement dans le cadre des négociations relatives à l'autonomie des autochtones.

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO — CRÉDIT 2801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		2 457 714
Avantages sociaux		449 251
Transports et communications		505 782
Services		1 826 753
Fournitures et matériel		370 027
Paiements de transfert	$	
Soutien fourni dans le cadre des entretiens tripartites et des négociations sur les questions constitutionnelles et sur l'autonomie qui ont lieu entre les autorités gouvernementales et les groupes autochtones	1 804 225	
Subventions pour l'élaboration des politiques — Affaires autochtones	15 000	
Chiefs of Ontario	277 620	
Ontario Native Women's Association	422 100	
Ontario Federation of Indian Friendship Centres	506 415	
Ontario Metis and Aboriginal Association	210 700	
Conseil autochtone de l'Ontario sur la justice	56 598	
Conseil chargé d'étudier la question de l'invalidité causée par le mercure dans la région d'Islington/Grassy Narrows	5 045	
Participation économique des autochtones	203 080	
Soutien aux négotiations sur les ressources et sur l'environnement	4 951 429	
Ententes communautaires	1 924 800	
Fonds pour les consultations et les négociations en matière d'affaires autochtones	517 265	10 894 277
		16 503 804
Moins : recouvrements d'autres ministères		4 036
		16 499 768
Crédits législatifs		
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		9 808
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO		16 509 576

CAPITAL

Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario (Poste 3)	$
Paiements de transfert	
Projets provinciaux	14 478 236
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	14 478 236

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992	1991
	$	$
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	(28 001)	61 255
DIVERS	480	
TOTAL DES RECETTES	(27 521)	61 255

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992	1991
	$	$
Taxe sur les produits et services	34	22
TOTAL DES DÉPÔTS	34	22

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-384

OPÉRATIONS 4-386

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-384

SOMMAIRE 4-383

ÉTAT DES RECETTES 4-390

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-390

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
33 292 167	Administration du ministère	31 165 208	31 055 543
510 121 813	Opérations	553 060 200	551 866 938
543 413 980	**Total (Fonctionnement) du ministère**	584 225 408	582 922 481
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
543 413 980	Total des dépenses	584 225 408	582 922 481
		CAPITAL	
2 186 861	Opérations	8 950 000	8 497 559
2 186 861	**Total (Capital) du ministère**	8 950 000	8 497 559
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
2 186 861	Total des dépenses	8 950 000	8 497 559

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1001 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 787 900	238 000	2 025 900	Bureau principal	2 025 229
2	3 663 700	399 000	4 062 700	Services administratifs et financiers	4 049 257
3	6 797 400	597 000	7 394 400	Ressources humaines	7 393 608
4	770 000	38 000	808 000	Services de communications	807 425
5	3 636 500	151 000	3 787 500	Analyse et planification	3 783 906
6	631 400	60 000	691 400	Services juridiques	677 272
7	1 470 000		1 470 000	Services de vérification	1 399 610
8	6 147 200	433 000	6 580 200	Systèmes informatiques	6 576 601
9	4 297 300	38 000	4 335 300	Commission ontarienne des libérations conditionnelles	4 332 894
	29 201 400	1 954 000	31 155 400		31 045 802
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 741
	29 211 208	1 954 000	31 165 208	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	31 055 543

Description du programme :

Ce programme regroupe plusieurs activités consistant à fournir des services d'administration et de soutien aux programmes assurant le fonctionnement du ministère. En plus des activités de soutien habituelles, ce programme fournit des services au Comité consultatif du ministre sur les services correctionnels et à la Commission ontarienne des libérations conditionnelles.

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 395 527
Avantages sociaux	265 586
Transports et communications	138 856
Services	132 846
Fournitures et matériel	92 414
	2 025 229

Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 741

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 750 635
Avantages sociaux	569 561
Transports et communications	248 839
Services	361 041
Fournitures et matériel	119 181
	4 049 257

Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	4 132 708
Avantages sociaux	689 844
Transports et communications	1 478 461
Services	672 743
Fournitures et matériel	488 319
	7 462 075
Moins : recouvrements d'autres ministères	68 467
	7 393 608

Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	541 134
Avantages sociaux	87 989
Transports et communications	17 440
Services	123 379
Fournitures et matériel	37 483
	807 425

Analyse et planification (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 722 516
Avantages sociaux	437 942
Transports et communications	260 995
Services	233 380
Fournitures et matériel	129 073
	3 783 906

Services juridiques (Poste 6)	$
Traitements et salaires	5 913
Avantages sociaux	57
Transports et communications	41 365
Services	588 902
Fournitures et matériel	41 035
	677 272

Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 019 806
Avantages sociaux	170 272
Transports et communications	167 983
Services	22 496
Fournitures et matériel	19 053
	1 399 610

Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	4 221 017
Avantages sociaux	686 955
Transports et communicatic	369 404
Services	1 065 669
Fournitures et matériel	233 556
	6 576 601

Commission ontarienne des libérations conditionnelles (Poste 9)	
Traitements et salaires	2 422 481
Avantages sociaux	415 118
Transports et communications	430 833
Services	976 018
Fournitures et matériel	88 444
	4 332 894

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	31 055 543

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1002 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES OPÉRATIONS**	
1	8 127 900	507 000	8 634 900	Administration du programme	8 534 774
2	7 433 800		7 433 800	Programmation des services aux contrevenants	7 292 068
3	398 581 300	21 807 000	420 388 300	Services en établissements	419 944 229
4	111 123 200	5 480 000	116 603 200	Services communautaires	116 095 867
	525 266 200	27 794 000	553 060 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES OPÉRATIONS	551 866 938
CAPITAL					
5	7 300 000		7 300 000	Services en établissements	6 847 787
6	1 200 000	450 000	1 650 000	Services communautaires	1 649 772
	8 500 000	450 000	8 950 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES OPÉRATIONS	8 497 559

Description du programme :

Ce programme fournit une vaste gamme de services de garde et de services communautaires aux contrevenants et aux tribunaux, pour assurer la protection et la sécurité de la société et encourager les contrevenants à s'amender. Les principaux services consistent notamment à assurer le fonctionnement des centres correctionnels, des centres de détention, des prisons, des centres de ressources communautaires et des services de surveillance des adultes en liberté surveillée et en liberté conditionnelle; des centres de détention et de résidence communautaire séparés et des services de probation pour les contrevenants âgés de 16 et 17 ans; des programmes d'enseignement, de formation professionnelle et d'apprentissage fonctionnel, et des services de consultation et de traitement pour adultes et jeunes contrevenants.

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES OPÉRATIONS — CRÉDIT 1002

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	6 073 730
Avantages sociaux	1 051 622
Transports et communications	661 307
Services	409 244
Fournitures et matériel	338 871
	8 534 774

Programmation des services aux contrevenants (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 641 594
Avantages sociaux	853 732
Transports et communications	457 073
Services	351 983
Fournitures et matériel	439 744
Paiements de transfert	547 942
	7 292 068

Élaboration et soutien des programmes en établissements	$	
Traitements et salaires	3 757 979	
Avantages sociaux	742 842	
Transports et communications	341 899	
Services	293 720	
Fournitures et matériel	400 941	5 537 381

Élaboration des programmes communautaires	$	
Traitements et salaires	883 615	
Avantages sociaux	110 890	
Transports et communications	115 174	
Services	58 263	
Fournitures et matériel	38 803	
Paiements de transfert		
Subventions à des organismes communautaires à but non lucratif pour l'élaboration de programmes communautaires	547 942	1 754 687

Services en établissements (Poste 3)	$
Traitements et salaires	284 950 979
Avantages sociaux	56 223 919
Transports et communications	8 504 190
Services	29 521 779
Fournitures et matériel	42 827 442
Paiements de transfert	686 303
	422 714 612
Moins : recouvrements d'autres ministères	2 770 383
	419 944 229

Institutions	$	$	
Traitements et salaires		283 032 377	
Avantages sociaux		55 937 112	
Transports et communications		8 391 814	
Services		28 879 971	
Fournitures et matériel		42 242 943	
Paiements de transfert			
Subventions versées pour compenser les taxes municipales	632 540		
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	53 763	686 303	419 170 520

Services industriels	$	
Traitements et salaires	1 918 602	
Avantages sociaux	286 807	
Transports et communications	112 376	
Services	641 808	
Fournitures et matériel	584 499	
	3 544 092	
Moins : recouvrements d'autres ministères	2 770 383	773 709

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES OPÉRATIONS — CRÉDIT 1002 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Services communautaires (Poste 4)	$
Traitements et salaires	46 538 772
Avantages sociaux	8 802 022
Transports et communications	2 086 101
Services	57 239 480
Fournitures et matériel	1 416 473
Paiements de transfert	
Aide à la réinsertion sociale des détenus	13 019
	116 095 867
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES OPÉRATIONS	551 866 938

CAPITAL

Services en établissements (Poste 5)	$
Acquisition/construction de biens immobiliers	6 847 787
Services communautaires (Poste 6)	
Acquisition/construction de biens immobiliers	1 649 772
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES OPÉRATIONS	8 497 559

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Partage des coûts des programmes en faveur des jeunes contrevenants	37 697 354	40 038 737
Centre de traitement du Nord	4 550 151	8 727 035
Honoraires — Ministère de l'Immigration	2 295 696	1 485 947
Placement direct en pénitencier	1 746 533	3 499 494
Allocations familiales spéciales	177 589	170 500
	46 467 323	53 921 713
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Administrations municipales — Frais d'incarcération	7 952	8 382
VENTES ET LOCATIONS		
Vente de produits industriels fabriqués par les détenus	704 558	616 015
Avantages accessoires	423 859	384 501
Allocations alimentaires versées aux détenus	118 722	158 272
Bois à brûler	20 908	125
Automobiles	13 666	48 157
Programme d'activités industrielles — Location de locaux	7 601	111 851
Autres	11 680	24 373
	1 300 994	1 343 294
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	70 306	177 654
DIVERS	38 989	16 661
TOTAL DES RECETTES	47 885 564	55 467 704

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Sommes d'argent non réclamées	26 364	14 976
Taxe sur les produits et services	(878)	878
TOTAL DES DÉPÔTS	25 486	15 854

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-394

SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS 4-396

APPROVISIONNEMENT ET SERVICES 4-398

SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS 4-402

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-394, 4-398

SOMMAIRE 4-393

ÉTAT DES RECETTES 4-404

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-405

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-406

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
23 433 796	Administration du ministère	27 035 750	25 697 249
353 217 213	Services des biens immobiliers	410 650 600	394 261 614
67 494 839	Approvisionnement et services	94 354 734	91 208 199
19 934 108	Services d'informatique et de télécommunications	19 276 000	18 591 186
464 079 956	**Total (Fonctionnement) du ministère**	551 317 084	529 758 248
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
464 079 956	Total des dépenses	551 317 084	529 758 248
		CAPITAL	
231 169 160	Services des biens immobiliers	321 563 100	249 315 176
231 169 160	**Total (Capital) du ministère**	321 563 100	249 315 176
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
231 169 160	Total des dépenses	321 563 100	249 315 176

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1801 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 017 400	716 400	1 733 800	Bureau principal	1 659 132
2	6 735 400	359 600	7 095 000	Services administratifs et financiers	7 065 322
3	1 014 600		1 014 600	Analyse et planification	854 622
4	1 758 600	26 400	1 785 000	Services juridiques	1 748 605
5	1 110 300	26 400	1 136 700	Services de vérification	1 121 301
6	6 304 100		6 304 100	Systèmes informatiques	6 208 442
7	1 910 700		1 910 700	Services de communications	1 852 603
8	3 948 400	124 500	4 072 900	Ressources humaines	3 896 249
9	500 700		500 700	Ministres sans portefeuille	413 858
10	1 456 500		1 456 500	Secrétariat des nominations	819 616
	25 756 700	1 253 300	27 010 000		25 639 750
L				Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	15 942		15 942	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	15 942
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	25 782 450	1 253 300	27 035 750	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	25 697 249

Description du programme :

Fournir au ministère des services de soutien administratif afin de favoriser la réalisation des objectifs de ses programmes.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 133 211
Avantages sociaux	260 396
Transports et communications	86 340
Services	112 808
Fournitures et matériel	66 377
	1 659 132

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 998 638
Avantages sociaux	731 194
Transports et communications	551 863
Services	1 626 853
Fournitures et matériel	164 266
	7 072 814
Moins : recouvrements d'autres ministères	7 492
	7 065 322

Analyse et planification (Poste 3)	
Traitements et salaires	671 333
Avantages sociaux	115 037
Transports et communications	11 082
Services	47 429
Fournitures et matériel	9 741
	854 622

Services juridiques (Poste 4)	
Traitements et salaires	93 749
Avantages sociaux	2 082
Transports et communications	41 932
Services	1 505 201
Fournitures et matériel	105 641
	1 748 605

Services de vérification (Poste 5)	
Traitements et salaires	803 808
Avantages sociaux	153 910
Transports et communications	20 934
Services	96 192
Fournitures et matériel	46 457
	1 121 301

Systèmes informatiques (Poste 6)	$
Traitements et salaires	3 460 471
Avantages sociaux	570 472
Transports et communications	254 614
Services	1 279 387
Fournitures et matériel	734 548
	6 299 492
Moins : recouvrements d'autres activités	91 050
	6 208 442

Services de communications (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 266 080
Avantages sociaux	223 884
Transports et communications	98 909
Services	213 646
Fournitures et matériel	129 084
	1 931 603
Moins : recouvrements d'autres ministères	79 000
	1 852 603

Ressources humaines (Poste 8)	
Traitements et salaires	2 807 709
Avantages sociaux	642 881
Transports et communications	105 605
Services	273 153
Fournitures et matériel	66 901
	3 896 249

Ministres sans portefeuille (Poste 9)	
Traitements et salaires	318 926
Avantages sociaux	44 893
Transports et communications	9 377
Services	23 246
Fournitures et matériel	17 416
	413 858

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre sans portefeuille	15 942

Secrétariat des nominations (Poste 10)	
Traitements et salaires	434 871
Avantages sociaux	99 356
Transports et communications	4 714
Services	211 702
Fournitures et matériel	68 973
	819 616

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**25 697 249**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1802				**PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS**	
FONCTIONNEMENT					
1	7 278 900		7 278 900	Administration du programme	6 653 431
2	69 003 700	5 407 200	74 410 900	Opérations entreprises dans le cadre du programme	73 668 203
3	328 960 800		328 960 800	Exécution du programme	313 939 980
	405 243 400	5 407 200	410 650 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS	394 261 614
CAPITAL					
4	321 563 100		321 563 100	Dépenses en capital	249 315 176
	321 563 100		321 563 100	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS	249 315 176

Description du programme :

Ce programme a pour objet de donner les orientations requises pour assurer la gestion des biens immobiliers de la province, de manière à satisfaire aux exigences du gouvernement de l'Ontario et de ses ministères, en fournissant de la manière la plus rentable les services de conception, de construction, de location et de gestion immobilière nécessaires pour répondre aux besoins en locaux des ministères et des organismes gouvernementaux; en assurant la gestion, l'aménagement et la vente de biens immobiliers appartenant au gouvernement en vue d'accélérer la réalisation de ses objectifs sociaux et économiques, et d'optimiser les mouvements de recettes versées à la province; et en élaborant et maintenant des normes et procédures propres à faciliter l'exécution des tâches énoncées ci-dessus.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS — CRÉDIT 1802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 720 059
Avantages sociaux	893 635
Transports et communications	157 349
Services	683 413
Fournitures et matériel	198 975
	6 653 431
Opérations entreprises dans le cadre du programme (Poste 2)	
Traitements et salaires	60 224 393
Avantages sociaux	12 550 035
Transports et communications	2 955 440
Services	1 327 052
Fournitures et matériel	646 763
	77 703 683
Moins : recouvrements d'autres ministères	4 035 480
	73 668 203
Exécution du programme (Poste 3)	
Transports et communications	13 852 505
Services	$
Location	204 408 444
Autres	71 437 560
	275 846 004
Fournitures et matériel	48 336 596
Paiements de transfert	
Bonifications d'intérêt — Société d'hypothèques de l'Ontario	66 873
	338 101 978
Moins : recouvrements d'autres ministères	24 161 998
	313 939 980
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS	394 261 614

CAPITAL

Dépenses en capital (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		8 784 596
Avantages sociaux		1 576 739
Transports et communications		544 391
Services		129 250 034
Fournitures et matériel		7 012 839
Acquisition/construction de biens immobiliers	$	
Terrains	43 481 555	
Autres dépenses	126 821 633	170 303 188
		317 471 787
Moins : recouvrements d'autres ministères		68 156 611
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS		249 315 176

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1803				**PROGRAMME DE L'APPROVISIONNEMENT ET DES SERVICES**	
FONCTIONNEMENT					
1	398 400		398 400	Administration du programme	323 816
2	2 866 000	6 859 800	9 725 800	Services d'achat	8 794 461
3	9 782 600		9 782 600	Services d'information gouvernementale	9 245 067
4	9 050 100	1 199 200	10 249 300	Services divers	10 243 615
5	3 314 600	269 100	3 583 700	Services de santé et de sécurité aux employés	3 478 981
6	32 551 500	28 062 434	60 613 934	Service d'information sur les ressources humaines	59 119 482
	57 963 200	36 390 534	94 353 734		91 205 422
L	1 000		1 000	Compte de papeterie du gouvernement, *Loi sur l'administration financière*	2 777
	57 964 200	36 390 534	94 354 734	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'APPROVISIONNEMENT ET LES SERVICES	91 208 199

Description du programme :

Ce programme vise à fournir le soutien nécessaire aux programmes gouvernementaux et au public dans les secteurs des services désignés, facultatifs et obligatoires, de l'accès à l'information officielle et de l'adjudication des marchés publics, dans le but d'établir de meilleures communications avec les autres ministères, les organismes officiels et le public, et de promouvoir l'augmentation des rendements et les économies d'échelle dans les achats effectués par le gouvernement. Il fournit également aux employés de toute la fonction publique des conseils et des informations relatives aux salaires et avantages sociaux.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DE L'APPROVISIONNEMENT ET DES SERVICES — CRÉDIT 1803

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	268 109
Avantages sociaux	39 107
Transports et communications	6 074
Services	5 980
Fournitures et matériel	4 546
	323 816

Services d'achat (Poste 2)	
Traitements et salaires	5 686 978
Avantages sociaux	905 438
Transports et communications	1 282 357
Services	2 013 597
Fournitures et matériel	15 532 588
	25 420 958
Moins : recouvrements d'autres activités	16 626 497
	8 794 461

Crédits législatifs	
Compte de papeterie du gouvernement — Imprimerie	2 777

Services d'information gouvernementale (Poste 3)		$
Traitements et salaires		7 041 876
Avantages sociaux		1 422 457
Transports et communications		13 153 262
Services		1 953 687
Fournitures et matériel	$	
Inventaire des publications	1 630 828	
Autres fournitures et matériel	1 156 790	2 787 618
		26 358 900
Moins : recouvrements d'autres activités :		
Inventaires des publications	5 802 142	
Autres recouvrements	15 479 727	
Moins : montants crédités au compte de recettes	4 168 036	17 113 833
		9 245 067

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DE L'APPROVISIONNEMENT ET DES SERVICES — CRÉDIT 1803 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Services divers (Poste 4)	$
Traitements et salaires	3 660 941
Avantages sociaux	682 470
Transports et communications	4 001 601
Services	1 163 820
Fournitures et matériel	734 783
	10 243 615

Services de santé et de sécurité aux employés (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 605 436
Avantages sociaux	551 481
Transports et communications	143 864
Services	66 012
Fournitures et matériel	112 188
	3 478 981

Service d'information sur les ressources humaines (Poste 6)	$	$
Traitements et salaires		4 531 411
Avantages sociaux		664 776
Transports et communications		159 985
Services		6 054 545
Fournitures et matériel		1 375 232
Avantages sociaux (contributions gouvernementales)		
La Loi de 1989 sur le régime de retraite des fonctionnaires	264 949 447	
Caisse de retraite des juges provinciaux	9 635 000	
Fonds de pension complémentaire des sous-ministres	2 590 000	
Régime de pensions du Canada	59 485 859	
Assurance-chômage	110 164 177	
Assurance-vie collective	6 610 354	
Protection du revenu à long terme	35 720 571	
Impôt-santé des employeurs	78 766 960	
Régime de soins de santé et hospitaliers supplémentaires	32 091 874	
Régime de soins dentaires	27 590 979	
Dette non provisionnée	118 720 934	
Prestations aux employés retraités, articles de recettes et primes d'assurance contre les accidents de voyage	24 151 198	770 477 353
		783 263 302
Moins : recouvrements d'autres activités		724 143 820
		59 119 482
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE L'APPROVISIONNEMENT ET DES SERVICES		91 208 199

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1804				**PROGRAMME DES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS**	
FONCTIONNEMENT					
1	1 000		1 000	Services d'informatique et de télécommunications — Dépenses recouvrables	
2	19 275 000		19 275 000	Services d'informatique et de télécommunications — Dépenses non recouvrables	18 591 186
	19 276 000		19 276 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	18 591 186

Description du programme :

Contribuer au rendement et à la productivité des services gouvernementaux en fournissant et en favorisant la prestation de services informatiques aux ministères et organismes publics autorisés et financés par des fonds publics, à des prix et niveaux de service compétitifs.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS — CRÉDIT 1804

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Services d'informatique et de télécommunications — Dépenses recouvrables (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		18 787 925
Avantages sociaux		3 347 753
Transports et communications		42 216 178
Services		23 567 290
Fournitures et matériel		9 236 619
		102 155 765
Moins : recouvrements d'autres activités :		
Facturation de services fournis à divers clients	102 273 343	
Moins : montants crédités au compte de recettes	117 578	102 155 765

Services d'informatique et de télécommunications — Dépenses non recouvrables (Poste 2)	$
Traitements et salaires	1 944 213
Avantages sociaux	343 578
Transports et communications	15 338 981
Services	660 323
Fournitures et matériel	304 091
	18 591 186
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	18 591 186

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Société canadienne d'hypothèques et de logement	1 653 065	3 693 141
Taxe de vente fédérale	474 184	389 366
Droits acquittés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour la gestion des terrains	237 124	286 946
	2 364 373	4 369 453
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Société d'hypothèques de l'Ontario :		
Programme ontarien d'accession à la propriété	2 983 080	2 964 463
Programme de prêts pour la construction de logements locatifs de l'Ontario	706 080	115 157
Aménagement des terrains	120 525	
Services offerts aux commissions de régimes de retraite		1 423 542
	3 809 685	4 503 162
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Commissions pour		
Affidavits	230 432	237 629
Notaires	115 741	106 108
Notaires	91 499	85 290
Copies de livrets de la Couronne	37 557	46 867
Autres	1 300	(73)
	476 529	475 821
VENTES ET LOCATIONS		
Terrains et bâtiments	27 919 602	28 546 651
Locations		
Immeubles	11 230 650	10 359 764
Stationnement	6 301 875	5 726 885
Location de terrains	4 439 612	4 109 473
Réparation et entretien des bâtiments	1 401 362	1 353 707
Services téléphoniques	650 352	1 223 541
Services d'informatique	604 960	597 048
Taxe de vente provinciale au détail	396 711	
Ristournes sur les distributions automatiques	332 665	83 751
Publications du gouvernement — *La Gazette de l'Ontario*	213 935	3 454 995
Fournitures de bureau	154 236	852 503
Matériaux et véhicules excédentaires	99 931	236 807
Matériaux recyclables	70 509	
Réparation de véhicules et services de camionnage	31 666	
Services d'expédition par la poste	5 974	7 368
Cadeaux	5 020	11 422
Services d'impression en sous-traitance		743
Autres	10 958	282 677
	53 870 018	56 847 335

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Services offerts aux commissions de régime de retraite	2 209 617	1 423 542
Services des biens immobiliers	805 818	700 914
Fournitures de bureau	113 156	
Services téléphoniques	96 231	67 168
Services d'informatique	56 396	
Publications du gouvernement	38 430	
Réparation de véhicules et services de camionnage	34 090	
Services d'expédition par la poste	20 092	
Services du centre d'entreposage des dossiers	4 474	
Avantages sociaux des employés du gouvernement		21 785
Services d'impression en sous-traitance		8 576
Autres	1 528	29 172
	3 379 832	2 251 157
DIVERS		
Fonds excédentaires : publications gouvernementales	4 168 036	
Société d'hyphothèques de l'Ontario — Dividendes et remboursements du surplus d'apport	2 587 683	2 755 203
Service central de recouvrement	2 278 921	1 629 162
Intérêt hypothécaire	933 906	30 127
Surplus à l'échéance des débentures à fonds d'amortissement de la communauté urbaine de Toronto	811 702	837 824
Encouragement aux locataires	262 313	707 978
Plan de réinstallation du personnel propriétaire	229 188	192 045
Prêts aux municipalités	166 816	213 295
Fonds excédentaires : services d'informatique	117 578	
Commission sur les téléphones	88 220	93 497
Réserve pour chèques en circulation	19 883	
Remboursement d'assurance	7 553	
Appels d'offres—Publicité	2 225	8 818
Remboursement du compte de dépôts de l'employeur		6 220 000
Autres	195 106	55 107
	11 869 130	12 743 056
TOTAL DES RECETTES	75 769 567	81 189 984

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario	338 423	487 845
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	338 423	487 845

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Compte en fiducie des services des biens immobiliers	378 047	(806 828)
Dépôt de garantie en vertu de contrats — Plan et soumission	2 200	(5 950)
Taxe sur les produits et services	(35 276)	38 235
TOTAL DES DÉPÔTS	344 971	(774 543)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-410

SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS 4-412

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-410

SOMMAIRE 4-409

ÉTAT DES RECETTES 4-418

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-419

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
47 781 938	Administration du ministère	49 758 757	48 994 206
6 283 066 016	Services aux adultes et aux enfants	8 264 984 500	8 139 386 332
6 330 847 954	**Total (Fonctionnement) du ministère**	8 314 743 257	8 188 380 538
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
6 330 847 954	Total des dépenses	8 314 743 257	8 188 380 538
		CAPITAL	
102 835 759	Services aux adultes et aux enfants	126 036 900	125 876 455
102 835 759	**Total (Capital) du ministère**	126 036 900	125 876 455
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
102 835 759	Total des dépenses	126 036 900	125 876 455

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
801 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 468 400	163 100	1 631 500	Bureau principal	1 627 927
2	15 474 700	650 900	16 125 600	Services administratifs et financiers	16 125 058
3	5 601 800	142 900	5 744 700	Ressources humaines	5 743 917
4	2 328 300		2 328 300	Services de communications	2 295 196
5	2 817 000	143 900	2 960 900	Services juridiques	2 898 606
6	2 894 500		2 894 500	Services de vérification	2 754 444
7	13 614 100		13 614 100	Systèmes informatiques	13 163 655
8	4 317 500	100 100	4 417 600	Commission de révision de l'aide sociale	4 343 846
	48 516 300	1 200 900	49 717 200		48 952 649
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	48 557 857	1 200 900	49 758 757	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	48 994 206

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des services généraux d'administration et de soutien au ministère.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 131 821
Avantages sociaux	235 449
Transports et communications	80 147
Services	95 811
Fournitures et matériel	84 699
	1 627 927

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	11 242 453
Avantages sociaux	2 067 830
Transports et communications	644 296
Services	1 606 463
Fournitures et matériel	564 016
	16 125 058

Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	3 952 556
Avantages sociaux	781 207
Transports et communications	133 516
Services	508 453
Fournitures et matériel	368 185
	5 743 917

Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 470 116
Avantages sociaux	232 534
Transports et communications	178 948
Services	268 390
Fournitures et matériel	145 208
	2 295 196

Services juridiques (Poste 5)	$
Traitements et salaires	269 107
Avantages sociaux	14 971
Transports et communications	63 128
Services	2 492 355
Fournitures et matériel	59 045
	2 898 606

Services de vérification (Poste 6)	
Traitements et salaires	1 988 053
Avantages sociaux	340 742
Transports et communications	131 780
Services	212 627
Fournitures et matériel	81 242
	2 754 444

Systèmes informatiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	6 855 647
Avantages sociaux	1 252 141
Transports et communications	503 527
Services	3 486 566
Fournitures et matériel	1 065 774
	13 163 655

Commission de révision de l'aide sociale (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 413 382
Avantages sociaux	256 910
Transports et communications	410 340
Services	2 091 498
Fournitures et matériel	171 716
	4 343 846

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	48 994 206

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
802 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS**	
1	36 955 900	1 238 500	38 194 400	Administration du programme	37 079 284
2	26 792 300	644 100	27 436 400	Administration des services régionaux	27 395 971
3	5 000 793 400	182 400 000	5 183 193 400	Maintien du revenu	5 077 451 024
4	964 396 800		964 396 800	Services sociaux aux adultes	954 724 447
5	1 169 438 800		1 169 438 800	Services à l'enfance	1 160 415 479
6	861 229 300	21 095 400	882 324 700	Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale	882 320 127
	8 059 606 500	205 378 000	8 264 984 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS	8 139 386 332
CAPITAL					
7	122 258 900	3 778 000	126 036 900	Services aux adultes et aux enfants	125 876 455
	122 258 900	3 778 000	126 036 900	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS	125 876 455

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'élaboration des politiques, la mise en oeuvre et la prestation à long terme de services aux adultes et aux enfants. Les services offerts comprennent l'aide financière aux personnes qui sont dans le besoin; les services d'aide à l'emploi; les programmes de réadaptation professionnelle; les services en établissement et à domicile pour les personnes âgées et pour les personnes atteintes d'un handicap physique; les programmes pour les victimes de la violence familiale; les services offerts en établissement et dans la collectivité aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale; et les services en établissement, les services de soins directs et de prévention offerts pour aider les enfants et leur famille. Ces services sont fournis par le ministère et par l'intermédiaire des municipalités et d'organismes tels que les foyers pour les personnes âgées, les sociétés d'aide à l'enfance et les établissements agréés en vertu de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, et autres.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS — CRÉDIT 802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		20 376 222
Avantages sociaux		4 175 059
Transports et communications		1 926 456
Services		8 714 723
Fournitures et matériel		1 530 794
Paiements de transfert		
Projets d'élaboration des politiques et des programmes	150 530	
Conseil canadien de développement social	66 000	
Conseil de développement social de l'Ontario	66 000	
Association pour l'intégration communautaire de l'Ontario	73 500	356 030
		37 079 284

Administration des services régionaux (Poste 2)	$
Traitements et salaires	21 251 190
Avantages sociaux	4 353 422
Transports et communications	1 226 548
Services	295 894
Fournitures et matériel	268 917
	27 395 971

Maintien du revenu (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		63 079 860
Avantages sociaux		12 922 450
Transports et communications		3 481 038
Services		6 974 745
Fournitures et matériel		2 120 880
Paiements de transfert		
Allocations et prestations versées par la province	2 732 614 597	
Allocations et prestations versées par les municipalités	2 052 281 716	
Régime de médicaments de l'Ontario		
Provincial	146 467 050	
Municipal	57 499 288	203 966 338
Légion canadienne, Commandement provincial de l'Ontario — Fonds du coquelicot de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique	1 200	
Fonds du souvenir	1 000	
Association des services sociaux municipaux de l'Ontario	7 200	4 988 872 051
		5 077 451 024

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS — CRÉDIT 802 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Services sociaux aux adultes (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		18 339 349
Avantages sociaux		3 757 068
Transports et communications		3 266 727
Services		2 042 785
Fournitures et matériel		771 972
Paiements de transfert		
Personnes âgées	527 068 012	
Services d'appui, de consultation et services dispensés en établissements	356 829 170	
Ateliers, dépenses de formation et services de réadaptation pour les personnes handicapées	45 077 864	
Royal Canadian Humane Association	500	
Association des centres pour personnes âgées de l'Ontario	6 000	
Association des organismes de services à la famille de l'Ontario	33 500	
Infirmières visiteuses de l'Ordre de Ste-Elizabeth	4 000	
Infirmières de l'Ordre de Victoria (Ontario)	25 000	
Association canadienne de gérontologie	2 500	929 046 546
		957 224 447
Moins : recouvrements d'autres ministères		2 500 000
		954 724 447

Services à l'enfance (Poste 5)	$	$
Traitements et salaires		54 893 291
Avantages sociaux		11 245 645
Transports et communications		3 378 963
Services		15 329 899
Fournitures et matériel		6 107 365
Paiements de transfert		
Services de soutien communautaire	17 821 378	
Services d'aide à l'enfance	347 768 461	
Services d'intervention auprès des enfants et des familles	186 841 303	
Services de garde d'enfants	417 645 604	
Services de traitement pour les enfants	22 871 125	
Services aux jeunes contrevenants	76 479 895	
Paiements tenant lieu de taxes municipales	5 850	
Association des sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario	7 200	
Association pour l'éducation des petits, Ontario	6 000	
Association ontarienne des centres de santé mentale pour enfants	6 000	
Société ontarienne pour enfants autistiques	7 500	1 069 460 316
		1 160 415 479

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS — CRÉDIT 802 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale (Poste 6)		$
Traitements et salaires		237 912 510
Avantages sociaux		48 739 647
Transports et communications		3 783 994
Services		10 335 684
Fournitures et matériel		22 727 939
Paiements de transfert	$	
Services en établissement et centres de ressources communautaires	246 231 588	
Ateliers protégés, services de protection et autres services de soutien	312 350 565	
Paiements tenant lieu de taxes municipales	393 000	558 975 153
		882 474 927
Moins : recouvrements d'autres ministères		154 800
		882 320 127
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS		8 139 386 332

CAPITAL

Services aux adultes et aux enfants (Poste 7)	$
Acquisition/construction de biens immobiliers	3 663 568
Paiements de transfert	
Subventions d'immobilisation	122 212 887
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS	125 876 455

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Régime d'assistance publique du Canada	2 134 072 814	2 452 402 024
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	91 557 712	68 509 877
Accord sur la réadaptation professionnelle des handicapés	33,577 865	43 472 244
Accord sur les jeunes contrevenants	25 454 414	20 241 623
Allocations familiales spéciales	236 428	220 142
Remboursements de la taxe de vente fédérale	140 959	453 056
Autres	33 323	15 838
	2 285 073 515	2 585 314 804
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Pensions alimentaires de parents ayant abandonné leurs enfants	21 337 531	15 339 151
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Entretien des installations pour les déficients mentaux	2 311 770	2 141 198
Garderies	22 865	21 904
Pensions	21 700	12 900
Droits d'adoption	3,545	7 793
	2 359 880	2 183 795
VENTES ET LOCATIONS		
Repas	392 168	360 696
Location de maisons	47 036	51 377
Véhicule automobile et équipement	46 175	40 975
Repas livrés à domicile	8 374	9 823
Autres	634 119	6 439
	1 127 872	469 310
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	954 644	1 207 447
Frais de fonctionnement	663 929	212 307
Remboursements — Bourses et subventions pour la formation du personnel	30 887	37 441
Remboursements — Pensions de sécurité du revenu aux personnes âgées	11 236	34 714
Subventions d'immobilisation		87 746
	1 660 696	1 579 655
DIVERS	358 005	273 171
TOTAL DES RECETTES	2 311 917 499	2 605 159 886

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Legs et bourses	(89 246)	(11 901)
TOTAL DES DÉPÔTS	(89 246)	(11 901)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-424

SÉCURITÉ PUBLIQUE 4-428

SERVICES INTERNES DE LA POLICE 4-430

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 4-432

SECRÉTARIAT PROVINCIAL DE L'ACTION ANTIDROGUE 4-436

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-424, 4-432

SOMMAIRE 4-423

ÉTAT DES RECETTES 4-438

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-439

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
29 704 597	Administration du ministère	38 755 765	41 218 385
46 547 365	Sécurité publique	53 393 700	52 464 226
19 269 511	Services internes de la police	23 809 400	23 752 067
434 279 486	Police provinciale de l'Ontario	471 765 800	469 707 949
	Secrétariat provincial de l'action antidrogue	6 896 900	6 588 680
529 800 959	**Total (Fonctionnement) du ministère**	594 621 565	593 731 307
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
529 800 959	Total des dépenses	594 621 565	593 731 307
		CAPITAL	
388 328	Administration du ministère	875 000	417 345
	Services internes de la police	1 600 000	1 596 464
36 498 725	Police provinciale de l'Ontario	25 310 000	23 863 774
36 887 053	**Total (Capital) du ministère**	27 785 000	25 877 583
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
36 887 053	Total des dépenses	27 785 000	25 877 583

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3701 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	4 031 600		4 031 600	Bureau principal	3 687 701
2	6 734 700	83 800	6 818 500	Services administratifs et financiers	6 612 295
3	2 853 500		2 853 500	Ressources humaines	2 723 092
4	877 300	161 400	1 038 700	Services de communications	1 027 740
5	13 302 300		13 302 300	Analyse et planification	12 884 913
6	1 350 300		1 350 300	Services juridiques	1 231 015
7	650 700		650 700	Services de vérification	516 735
8	8 656 800		8 656 800	Systèmes informatiques	7 684 056
	38 457 200	245 200	38 702 400		36 367 547
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la *Loi de 1990 sur les services policiers*	257 166
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*	4 543 812
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	19 616		19 616	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	18 111
	38 510 565	245 200	38 755 765	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	41 218 385
CAPITAL					
9	875 000		875 000	Services administratifs et financiers	417 345
	875 000		875 000	TOTAL (CAPITAL) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	417 345

Description du programme :

Assurer l'orientation, l'encadrement et la coordination des affaires du ministère et fournir des services de soutien administratif et financier à tous les programmes du ministère.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 181 251
Avantages sociaux	405 089
Transports et communications	292 464
Services	643 287
Fournitures et matériel	165 610
	3 687 701
Crédits législatifs	
Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers*	257 166
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*	4 543 812
Traitement versé au ministre	31 749
Traitements versés aux adjoints parlementaires	18 111
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 968 844
Avantages sociaux	765 856
Transports et communications	326 683
Services	1 091 316
Fournitures et matériel	459 596
	6 612 295
Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 972 753
Avantages sociaux	358 432
Transports et communications	140 116
Services	280 075
Fournitures et matériel	63 397
	2 814 773
Moins : recouvrements d'autres ministères	91 681
	2 723 092
Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	445 850
Avantages sociaux	93 604
Transports et communications	50 044
Services	340 889
Fournitures et matériel	97 353
	1 027 740

Analyse et planification (Poste 5)	$	$
Traitements et salaires		1 977 587
Avantages sociaux		244 886
Transports et communications		167 256
Services		65 307
Fournitures et matériel		249 042
Paiements de transfert		
Subventions pour les initiatives d'aide aux victimes de violence sexuelle	7 560 855	
Subventions pour les services communautaires d'urgence	528 000	
Subventions au Conseil autochtone ontarien sur la justice	56 588	
Subventions pour les services d'aide aux victimes	1 209 865	
Subventions pour la sensibilisation à la violence conjuguale	605 820	
Subventions au programme parents-secours de l'Ontario	12 000	
Subventions au Conseil des relations interraciales	19 500	
Subventions — Diverses	188 207	10 180 835
		12 884 913
Services juridiques (Poste 6)		
Traitements et salaires		43 498
Transports et communications		22 394
Services		1 104 600
Fournitures et matériel		60 523
		1 231 015
Services de vérification (Poste 7)		
Traitements et salaires		415 752
Avantages sociaux		80 862
Transports et communications		8 621
Services		6 476
Fournitures et matériel		5 024
		516 735

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3701 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Systèmes informatiques (Poste 8)	$
Traitements et salaires	4 597 583
Avantages sociaux	738 921
Transports et communications	3 638 440
Services	1 001 661
Fournitures et matériel	1 602 109
	11 578 714
Moins : recouvrements d'autres activités	3 894 658
	7 684 056
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	41 218 385

CAPITAL

Services administratifs et financiers (Poste 9)	$
Services	417 345
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	417 345

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
3702 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE**	
1	415 900	5 900	421 800	Administration du programme	415 649
2	28 938 900	579 800	29 518 700	Services des sciences judiciaires et du coroner	28 651 615
3	20 150 000	1 920 600	22 070 600	Services de prévention des incendies	22 017 069
4	1 159 900	222 700	1 382 600	Planification des services d'urgence	1 379 893
	50 664 700	2 729 000	53 393 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	52 464 226

Description du programme :

Éliminer ou réduire à un minimum les causes et effets des risques auxquels les personnes et les biens peuvent être exposés.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE — CRÉDIT 3702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		215 466
Avantages sociaux		31 883
Transports et communications		11 463
Services		24 031
Fournitures et matériel		2 806
Paiements de transfert		
Subvention à la Société de protection des animaux de l'Ontario		130 000
		415 649

Services des sciences judiciaires et du coroner (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		9 670 528
Avantages sociaux		1 721 635
Transports et communications		863 535
Services		10 188 240
Fournitures et matériel		5 805 177
Paiements de transfert		
Subventions à des associations	2 500	
Subventions pour la recherche médico-légale en pédiatrie	400 000	402 500
		28 651 615

Services de prévention des incendies (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		13 967 222
Avantages sociaux		2 683 642
Transports et communications		1 351 789
Services		1 922 126
Fournitures et matériel		1 973 290
Paiements de transfert		
Subventions pour la prévention des incendies	101 000	
Programme de dégagement des victimes d'accident de l'Ontario	18 000	119 000
		22 017 069

Planification des services d'urgence (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		897 175
Avantages sociaux		162 014
Transports et communications		95 040
Services		27 318
Fournitures et matériel		61 346
Paiements de transfert		
Subvention à La Société canadienne de la Croix-Rouge	42 000	
Subventions versées au titre des opérations d'urgence	95 000	137 000
		1 379 893

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE	52 464 226

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
3703				**PROGRAMME DE SERVICES INTERNES DE LA POLICE**	
FONCTIONNEMENT					
1	1 714 800	275 100	1 989 900	Administration du programme	1 962 044
2	8 933 800	404 200	9 338 000	Collège de police de l'Ontario	9 322 873
3	12 330 900	150 600	12 481 500	Normes policières et services de soutien	12 467 150
	22 979 500	829 900	23 809 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES INTERNES DE LA POLICE	23 752 067
CAPITAL					
4	1 600 000		1 600 000	Normes policières et services de soutien	1 596 464
	1 600 000		1 600 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SERVICES INTERNES DE LA POLICE	1 596 464

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'aider à assurer la protection de la société et des particuliers en contribuant à l'amélioration permanente des services internes de la police de la province.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE SERVICES INTERNES DE LA POLICE — CRÉDIT 3703

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 223 004
Avantages sociaux	146 567
Transports et communications	182 821
Services	159 544
Fournitures et matériel	250 108
	1 962 044

Collège de police de l'Ontario (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 526 917
Avantages sociaux	823 916
Transports et communications	402 114
Services	2 509 573
Fournitures et matériel	1 073 223
	9 335 743
Moins : recouvrements d'autres ministères	12 870
	9 322 873

Normes policières et services de soutien (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		4 094 423
Avantages sociaux		617 202
Transports et communications		821 074
Services		4 034 903
Fournitures et matériel		374 628
Paiements de transfert		
Subventions pour les services de police communautaire et les programmes de prévention du crime	295 109	
Subventions pour les programmes municipaux RIDE	549 176	
Subventions aux corps de police municipaux	1 408 996	
Subventions aux associations de police	265 275	
Subventions pour les programmes d'équité d'emploi	6 364	2 524 920
		12 467 150
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SERVICES INTERNES DE LA POLICE		23 752 067

CAPITAL

Normes policières et services de soutien (Poste 4)	
Fournitures et matériel	1 596 464
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE SERVICES INTERNES DE LA POLICE	1 596 464

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3704				**PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	
FONCTIONNEMENT					
1	5 421 600		5 421 600	Bureau du commissaire	3 492 561
2	418 637 200	35 801 300	454 438 500	Police provinciale de l'Ontario	454 241 293
3	11 826 800	77 900	11 904 700	Système de télécommunications	11 901 253
	435 885 600	35 879 200	471 764 800		469 635 107
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la *Loi de 1990 sur les services policiers*	72 842
	435 886 600	35 879 200	471 765 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	469 707 949
CAPITAL					
4	510 000		510 000	Police provinciale de l'Ontario	498 413
5	24 800 000		24 800 000	Système de télécommunications	23 365 361
	25 310 000		25 310 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	23 863 774

Description du programme :

Assurer l'application uniforme et impartiale de la loi dans toutes les régions de la province relevant de sa compétence et fournir une aide et des services, sur demande, à d'autres organismes chargés de l'application de la loi.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO — CRÉDIT 3704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau du commissaire (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 423 422
Avantages sociaux	455 378
Transports et communications	286 131
Services	102 889
Fournitures et matériel	224 741
	3 492 561

Crédits législatifs	
Paiements effectués en vertu de la *Loi de 1990 sur les services policiers*	72 842

Police provinciale de l'Ontario (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		320 772 429
Avantages sociaux		65 569 290
Transports et communications		15 020 955
Services		21 823 894
Fournitures et matériel		30 821 294
Paiements de transfert		403 723
		454 411 585
Moins : recouvrements d'autres ministères		170 292
		454 241 293
Services	$	
Traitements et salaires	16 453 623	
Avantages sociaux	3 399 459	
Transports et communications	9 840 630	
Services	10 309 784	
Fournitures et matériel	27 195 289	67 198 785
Opérations régionales	$	
Traitements et salaires	281 647 080	
Avantages sociaux	57 860 675	
Transports et communications	3 417 030	
Services	10 679 570	
Fournitures et matériel	2 890 825	
Paiements de transfert		
Accord fédéral-provincial sur les services de maintien de l'ordre des autochtones	403 723	
	356 898 903	
Moins : recouvrements d'autres ministères	170 292	356 728 611
Enquêtes	$	
Traitements et salaires	22 671 726	
Avantages sociaux	4 309 156	
Transports et communications	1 763 295	
Services	834 540	
Fournitures et matériel	735 180	30 313 897

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO — CRÉDIT 3704 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Système de télécommunications (Poste 3)	$
Traitements et salaires	2 089 682
Avantages sociaux	278 792
Transports et communications	3 554 509
Services	3 592 132
Fournitures et matériel	2 386 138
	11 901 253
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	469 707 949

CAPITAL

Police provinciale de l'Ontario — Opérations régionales (Poste 4)	$
Services	498 413
Système de télécommunications (Poste 5)	
Transports et communications	276 366
Services	379 863
Fournitures et matériel	22 709 132
	23 365 361
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	23 863 774

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
3705 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU SECRÉTARIAT PROVINCIAL DE L'ACTION ANTIDROGUE**	
1	6 896 900		6 896 900	Administration du programme	6 588 680
	6 896 900		6 896 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SECRÉTARIAT PROVINCIAL DE L'ACTION ANTIDROGUE	6 588 680

Description du programme :

Ce programme vise à prévenir la toxicomanie et à en réduire les effets.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DU SECRÉTARIAT PROVINCIAL DE L'ACTION ANTIDROGUE — CRÉDIT 3705

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		440 146
Avantages sociaux		56 807
Transports et communications		139 599
Services		456 411
Fournitures et matériel		246 642
Paiements de transfert	$	
Services de traitement	857 939	
Programmes communautaires	3 324 800	
Initiatives jeunesse	1 066 336	5 249 075
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT PROVINCIAL DE L'ACTION ANTIDROGUE		6 588 680

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Agents de police des Premières Nations	5 680 644	2 154 765
Programme de restriction de l'usage des armes à feu	946 047	928 401
	6 626 691	3 083 166
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités	15 590 504	14 849 809
Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario	2 110 722	1 692 599
Recouvrements : dommages aux automobiles de la P.P.O.	482 982	562 274
Recouvrement d'avantages sociaux, traitements et frais médicaux à la suite d'accidents	470 551	375 033
Ontario Hydro : (au titre du programme nucléaire)	283 883	282 200
Recouvrements se rapportant au service ontarien de renseignements sur la criminalité	102 868	69 090
Recouvrement de frais d'inscription à des cours	87 073	25 683
Escorte pour chargement large	81 940	82 067
Remboursement de frais d'enquête	60 777	36 185
Accident aérien de Dryden		153 906
Recouvrement de salaires et de dépenses pour prêts de services		17 796
Autres		240
	19 271 300	18 146 882
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis de détectives privés et de gardes de sécurité	618 515	648 692
Frais pour déposition ou communication de renseignements sur des événements déterminés	418 594	484 285
Programme de restriction des armes à feu	233 736	27 154
Autres	7 958	6 902
	1 278 803	1 167 033
VENTES ET LOCATIONS		
Véhicules	1 822 015	2 593 443
Location de logements à des agents de police	746 145	763 847
Collège de police de l'Ontario — Pension et chambre	133 912	104 999
Photographies prises sur les lieux d'accidents	68 615	72 442
Vente de nourriture et de breuvages	17 391	
Biens meubles non réclamés	11 177	
Autres	2 693	9 845
	2 801 948	3 544 576
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Police provinciale de l'Ontario	287 257	136 301
Services internes de la police	39 121	70 819
Administration du ministère	27 816	15 487
Sécurité publique	7 354	11 675
	361 548	234 282
DIVERS	55 218	52 951
TOTAL DES RECETTES	30 395 508	26 228 890

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Fonds commémoratif Craig Campbell	611	12 536
Planification des services d'urgence		(20 000)
Fonds de fiducie de la bibliothèque du Collège de police de l'Ontario	(1 694)	(885)
Taxe sur les produits et services	(6 434)	6 421
TOTAL DES DÉPÔTS	(7 517)	(1 928)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-444
- TOURISME 4-446
- LOISIRS 4-448
- OPÉRATIONS 4-450
- ORGANISMES ET ATTRACTIONS TOURISTIQUES 4-452
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-444
- SOMMAIRE 4-443

ÉTAT DES RECETTES 4-454

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-455

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
12 527 208	Administration du ministère	13 889 757	12 449 959
36 390 543	Tourisme	35 323 100	32 458 618
25 859 244	Loisirs	25 440 900	24 184 795
35 079 021	Opérations	41 132 200	32 248 199
46 590 284	Organismes et attractions touristiques	46 637 100	46 584 034
156 446 300	**Total (Fonctionnement) du ministère**	162 423 057	147 925 605
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
151 845 998	Total des dépenses	152 823 057	143 438 544
4 600 302	Total des prêts et dotations en capital	9 600 000	4 487 061
156 446 300		162 423 057	147 925 605
		CAPITAL	
1 173 882	Tourisme	1 962 000	1 834 413
1 640 000	Loisirs	5 880 000	5 527 502
40 736 560	Opérations	43 728 500	41 792 619
8 513 129	Organismes et attractions touristiques	18 231 400	18 163 869
52 063 571	**Total (Capital) du ministère**	69 801 900	67 318 403
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
52 063 571	Total des dépenses	69 801 900	67 318 403

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3801 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	3 475 000		3 475 000	Bureau principal	2 860 418
2	2 392 000		2 392 000	Services administratifs et financiers	2 305 095
3	1 491 600		1 491 600	Ressources humaines	1 398 228
4	2 405 900		2 405 900	Services de communications	2 021 259
5	353 900		353 900	Services juridiques	348 812
6	640 300	53 400	693 700	Services de vérification	658 289
7	2 493 500		2 493 500	Systèmes informatiques	2 446 685
8	542 600		542 600	Programme de déménagement	369 616
	13 794 800	53 400	13 848 200		12 408 402
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	13 836 357	53 400	13 889 757	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	12 449 959

Description du programme :

Ce programme assure l'administration générale de l'ensemble du ministère.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 832 608
Avantages sociaux	337 283
Transports et communications	153 290
Services	430 126
Fournitures et matériel	107 111
	2 860 418

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 613 199
Avantages sociaux	259 074
Transports et communications	40 211
Services	313 784
Fournitures et matériel	78 827
	2 305 095

Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 228 019
Avantages sociaux	183 436
Transports et communications	53 454
Services	88 846
Fournitures et matériel	48 375
Paiements de transfert	
Subventions au programme Expérience '91	965 753
	2 567 883
Moins : recouvrements d'autres ministères	1 169 655
	1 398 228

Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 161 590
Avantages sociaux	181 989
Transports et communications	140 456
Services	443 079
Fournitures et matériel	94 145
	2 021 259

Services juridiques (Poste 5)	$
Transports et communications	5 512
Services	322 905
Fournitures et matériel	20 395
	348 812

Services de vérification (Poste 6)	
Traitements et salaires	512 080
Avantages sociaux	85 565
Transports et communications	33 992
Services	10 287
Fournitures et matériel	16 365
	658 289

Systèmes informatiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	853 909
Avantages sociaux	139 178
Transports et communications	80 278
Services	926 361
Fournitures et matériel	446 959
	2 446 685

Programme de déménagement (Poste 8)	
Traitements et salaires	259 067
Avantages sociaux	35 168
Transports et communications	9 172
Services	47 092
Fournitures et matériel	19 117
	369 616

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	12 449 959

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3802				**PROGRAMME DU TOURISME**	
FONCTIONNEMENT					
1	4 978 400	6 800	4 985 200	Développement du tourisme	4 841 093
2	30 337 900		30 337 900	Commercialisation touristique	27 617 525
	35 316 300	6 800	35 323 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE TOURISME	32 458 618
CAPITAL					
3	1 962 000		1 962 000	Développement du tourisme	1 834 413
	1 962 000		1 962 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LE TOURISME	1 834 413

Description du programme :

Ce programme favorise la mise en valeur systématique des infrastructures touristiques de l'Ontario (établissements d'accueil, installations de loisirs, attractions touristiques, services connexes), ainsi que la fréquentation optimale de ces infrastructures en assurant la promotion de l'Ontario au Canada et à l'étranger comme lieu de destination et de séjour pour les vacanciers et autres voyageurs. Ce programme comprend le financement et la coordination de la participation de l'Ontario à divers événements et activités d'envergure internationale.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DU TOURISME — CRÉDIT 3802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Développement du tourisme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		1 696 480
Avantages sociaux		302 476
Transports et communications		318 505
Services		1 735 951
Fournitures et matériel		169 261
Paiements de transfert		
Commission de la promenade St. Clair	472 500	
Paiements de transfert		
Subvention à la Société Expo '98	200 000	672 500
		4 895 173
Moins : recouvrements d'autres ministères		54 080
		4 841 093

Commercialisation touristique (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 074 146
Avantages sociaux	684 951
Transports et communications	3 534 661
Services	16 095 793
Fournitures et matériel	3 227 974
	27 617 525
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TOURISME	32 458 618

CAPITAL

Développement du tourisme (Poste 3)	$	$
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 500 000
Paiements de transfert		
Entente Canada/Ontario sur le développement du tourisme	1 216 325	
Commission de la promenade St. Clair	334 413	1 550 738
		3 050 738
Moins : recouvrements d'autres ministères		1 216 325
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DU TOURISME		1 834 413

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
3803				**PROGRAMME DES LOISIRS**	
FONCTIONNEMENT					
1	4 211 900		4 211 900	Développement des programmes	3 386 469
2	21 229 000		21 229 000	Loisirs provinciaux	20 798 326
	25 440 900		25 440 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DES LOISIRS	24 184 795
CAPITAL					
3	5 880 000		5 880 000	Loisirs provinciaux	5 527 502
	5 880 000		5 880 000	TOTAL (CAPITAL) POUR DES LOISIRS	5 527 502

Description du programme :

Ce programme vise à favoriser l'élaboration de programmes municipaux de loisirs, de sports et de conditionnement physique, ainsi qu'à soutenir les organismes provinciaux de loisirs et les associations sportives provinciales, dans le but de favoriser la participation et la poursuite de l'excellence. Les Tremplins de ski de Thunder Bay Ltée, de renommée mondiale, permettent l'entraînement des sportifs amateurs de ski.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES LOISIRS — CRÉDIT 3803

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Développement des programmes (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 660 376
Avantages sociaux		322 036
Transports et communications		284 390
Services		850 607
Fournitures et matériel		169 060
Paiements de transfert		
Subventions pour la recherche		100 000
		3 386 469

Loisirs provinciaux (Poste 2)		
Traitements et salaires		2 132 555
Avantages sociaux		415 664
Transports et communications		257 778
Services		942 092
Fournitures et matériel		703 583
Paiements de transfert	$	
Subventions aux Tremplins de ski de Thunder Bay Ltée	830 600	
Subventions pour les camps de vacances sans but lucratif	14 333	
Subventions aux associations sportives provinciales	8 515 154	
Subventions au Centre des sports de l'Ontario	4 860 422	
Aide financière pour les programmes spéciaux d'activités sportives et de conditionnement physique	1 632 584	
Subventions pour la sécurité dans les sports et les activités physiques	493 561	
Subventions pour les initiatives mettant l'accent sur la jeunesse	210 000	16 556 654
		21 008 326
Moins : recouvrements d'autres ministères		210 000
		20 798 326
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES LOISIRS		24 184 795

CAPITAL

Loisirs provinciaux (Poste 3)		$
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 872 502
Paiements de transfert	$	
Subventions aux Tremplins de ski de Thunder Bay Ltée	3 405 000	
Championnats nordiques mondiaux	250 000	3 655 000
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES LOISIRS		5 527 502

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3804				**PROGRAMME DES OPÉRATIONS**	
FONCTIONNEMENT					
1	41 132 200		41 132 200	Opérations	32 248 199
	41 132 200		41 132 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DES OPÉRATIONS	32 248 199
CAPITAL					
2	43 409 000	319 500	43 728 500	Opérations	41 792 619
	43 409 000	319 500	43 728 500	TOTAL (CAPITAL) POUR DES OPÉRATIONS	41 792 619

Description du programme :

Ce programme vise à accroître la productivité et l'emploi dans l'industrie touristique grâce à des programmes d'aide financière et à la prestation directe de services d'experts-conseils aux exploitants, aux municipalités et aux associations touristiques; à fournir des programmes de loisirs communautaires et des subventions d'immobilisation, afin de réaliser les objectifs du ministère en matière de loisirs, de sports et de conditionnement physique.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES OPÉRATIONS — CRÉDIT 3804

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Opérations (Poste 1)		$
Traitements et salaires		6 762 397
Avantages sociaux		1 293 856
Transports et communications		1 366 670
Services		706 863
Fournitures et matériel		635 206
Paiements de transfert	$	
Subventions pour les programmes de loisirs municipaux	5 601 801	
Subventions pour le développement des loisirs	7 820 050	
Subventions aux associations touristiques	2 790 219	
Programme de développement régional du Nord de l'Ontario	38 632	
Programme de formation «Accueil Plus»	830 000	
Subventions pour la Brigade des jeunes environnementalistes	408 525	17 489 227
Prêts et dotations en capital	$	
Programme de prêts pour le tourisme dans l'Est de l'Ontario	1 013 445	
Programme d'aide à la construction d'immobilisations dans le Nord de l'Ontario	3 473 616	4 487 061
		32 741 280
Moins : recouvrements d'autres ministères		493 081
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES OPÉRATIONS		32 248 199

CAPITAL

Opérations (Poste 2)	$	$
Paiements de transfert		
Subventions aux installations de loisirs	25 837 800	
Programme de subventions pour le développement du tourisme dans l'Est de l'Ontario	523 818	
Aménagement des sites riverains communautaires	1 759 006	
Centre des congrès de London	3 500 000	
Programme d'encouragement au développement touristique	4 850 995	
Centre International Cleary	3 500 000	
Subventions aux initiatives communautaires	1 821 000	41 792 619
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES OPÉRATIONS		41 792 619

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3805 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES ORGANISMES ET DES ATTRACTIONS TOURISTIQUES**	
1	3 874 800	2 553 300	6 428 100	Société d'exploitation de la Place Ontario	6 428 078
2	17 000 000		17 000 000	Fondation Trillium de l'Ontario	17 000 000
3	290 400		290 400	Centre des congrès d'Ottawa	290 400
4	3 530 900	172 800	3 703 700	Vieux Fort William	3 703 651
5	2 864 600	268 700	3 133 300	Parcs historiques de la Huronie	3 105 886
6	15 779 300	302 300	16 081 600	Commission des parcs du Saint-Laurent	16 056 019
	43 340 000	3 297 100	46 637 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES ORGANISMES ET LES ATTRACTIONS TOURISTIQUES	46 584 034
CAPITAL					
7	6 591 000		6 591 000	Société d'exploitation de la Place Ontario	6 591 000
8	603 300		603 300	Centre des congrès d'Ottawa	603 300
9	5 047 000	120 000	5 167 000	Vieux Fort William	5 149 566
10	2 055 100	800 000	2 855 100	Parcs historiques de la Huronie	2 855 075
11	3 015 000		3 015 000	Commission des parcs du Saint-Laurent	2 964 928
	17 311 400	920 000	18 231 400	TOTAL (CAPITAL) POUR LES ORGANISMES ET LES ATTRACTIONS TOURISTIQUES	18 163 869

Description du programme :

Ce programme fournit des subventions de fonctionnement aux organismes et attractions touristiques d'immobilisations : la Société des loteries de l'Ontario, le Palais des congrès du Toronto métropolitain et la Commission des parcs du Niagara relèvent du ministre du Tourisme et des Loisirs mais ne sont pas présentement financés par le ministère.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES ORGANISMES ET DES ATTRACTIONS TOURISTIQUES — CRÉDIT 3805

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Société d'exploitation de la Place de l'Ontario (Poste 1)	$
Paiements de transfert	
Subventions d'exploitation	6 428 078
	6 428 078

Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Subvention à la Fondation Trillium de l'Ontario	17 000 000
	17 000 000

Centre des congrès d'Ottawa (Poste 3)	
Paiements de transfert	
Subventions d'exploitation	290 400
	290 400

Vieux Fort William (Poste 4)	
Traitements et salaires	2 608 466
Avantages sociaux	462 351
Transports et communications	62 909
Services	337 915
Fournitures et matériel	232 010
	3 703 651

Parcs historiques de la Huronie (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 111 356
Avantages sociaux	402 269
Transports et communications	63 899
Services	253 025
Fournitures et matériel	275 337
	3 105 886

Commission des parcs du Saint-Laurent (Poste 6)	
Traitements et salaires	10 445 242
Avantages sociaux	1 795 288
Transports et communications	288 327
Services	1 281 011
Fournitures et matériel	2 224 824
Paiements de transfert	
Subventions aux municipalités tenant lieu de taxes	21 327
	16 056 019

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES ET ATTRACTIONS TOURISTIQUES	46 584 034

CAPITAL

Société d'exploitation de la Place de l'Ontario (Poste 7)	$
Paiements de transfert	
Subventions d'immobilisation	6 591 000
	6 591 000

Centre des congrès d'Ottawa (Poste 8)	
Paiements de transfert	
Subventions d'immobilisation	603 300
	603 300

Vieux Fort William (Poste 9)	
Services	4 764 414
Fournitures et matériel	385 152
	5 149 566

Parcs historiques de la Huronie (Poste 10)	
Services	792 113
Fournitures et matériel	572 267
Acquisition/construction de biens immobiliers	1 490 695
	2 855 075

Commission des parcs du Saint-Laurent (Poste 11)	
Services	458 838
Fournitures et matériel	378 099
Acquisition/construction de biens immobiliers	2 127 991
	2 964 928

TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES ET ATTRACTIONS TOURISTIQUES	18 163 869

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Dégrèvement sur la taxe de vente fédérale	22 802	622 175
Projet d'investissement — Département de la Défense nationale		75 000
	22 802	697 175
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Commission de la promenade St. Clair	20 625	20 625
Tokyo Kosan — Expo 90 Osaka		500 000
Xerox Canada Ltée — Prêt de service		68 825
L'office du tourisme et des congrès de la capitale du Canada		1 716
	20 625	591 166
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'entrée — Parcs du Saint-Laurent	3 003 051	2 759 675
Droits d'entrée — Autres	647 539	555 566
Permis touristiques	80 780	90 860
Demandes d'accès à l'information		7
	3 731 370	3 406 108
VENTES ET LOCATIONS		
Souvenirs	1 679 705	1 660 406
Concessions	114 651	181 987
Autres	22 073	19 152
	1 816 429	1 861 545
REDEVANCES		596
BÉNÉFICES DE SOCIÉTÉS DE LA COURONNE		
Société des loteries de l'Ontario		
Lotto 6/49	308 000 000	307 000 000
Jeux à résultat instantané	59 000 000	71 000 000
Lottario	31 000 000	34 000 000
Encore	19 000 000	16 000 000
Wintario	18 000 000	24 000 000
Pick 3	12 000 000	10 000 000
La Provinciale	6 000 000	6 000 000
Rafle nette	1 128 447	1 000 000
Événements spéciaux	1 000 000	1 000 000
	455 128 447	470 000 000
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions retournées	848 050	1 017 786
Remboursements de fournisseurs	37 745	36 812
Autres	10 182	12 458
	895 977	1 067 056
DIVERS	1 597	4 728
TOTAL DES RECETTES	461 617 247	477 628 374

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commission des parcs du Saint-Laurent	(500)	(3 950)
TOTAL DES DÉPÔTS	(500)	(3 950)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-460
- TRANSPORTS PROVINCIAUX 4-462
- RÉGLEMENTATION DU TRANSPORT 4-464
- ROUTES PROVINCIALES 4-466
- TRANSPORTS EN COMMUN PROVINCIAUX 4-468
- TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX 4-470
- ROUTES MUNICIPALES 4-472
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-460
- SOMMAIRE 4-459

ÉTAT DES RECETTES 4-474

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
62 373 017	Administration du ministère	62 559 457	61 839 468
424 280 551	Transports provinciaux	41 420 800	41 068 818
111 260 686	Réglementation du transport	125 535 400	125 133 728
309 411 033	Routes provinciales	327 874 500	327 676 597
65 600 000	Transports en commun provinciaux	69 900 000	69 900 000
228 583 060	Transports en commun municipaux	251 770 100	251 762 385
13 813 298	Routes municipales	14 768 300	14 511 025
1 215 321 645	**Total (Fonctionnement) du ministère**	893 828 557	891 892 021
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
1 215 321 645	Total des dépenses	893 828 557	891 892 021
		CAPITAL	
8 692 981	Transports provinciaux	12 551 700	10 844 588
172 384	Réglementation du transport	1 611 000	1 297 206
619 556 363	Routes provinciales	742 622 600	717 719 577
217 470 000	Transports en commun provinciaux	180 199 000	115 199 000
175 175 740	Transports en commun municipaux	247 827 000	172 930 996
757 968 870	Routes municipales	850 643 500	828 229 707
1 779 036 338	**Total (Capital) du ministère**	2 035 454 800	1 846 221 074
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
1 779 036 338	Total des dépenses	2 035 454 800	1 846 221 074

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3901 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	4 211 800	406 000	4 617 800	Bureau principal	4 585 555
2	28 975 200		28 975 200	Services administratifs et financiers	28 857 754
3	8 762 300	79 000	8 841 300	Services juridiques	8 840 844
4	7 207 700	732 000	7 939 700	Ressources humaines	7 869 637
5	3 365 700	417 000	3 782 700	Services de communications	3 745 199
6	3 954 000	125 000	4 079 000	Services de vérification	3 875 518
7	4 097 200	185 000	4 282 200	Systèmes informatiques	4 023 404
	60 573 900	1 944 000	62 517 900		61 797 911
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	60 615 457	1 944 000	62 559 457	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	61 839 468

Description du programme :

Ce programme comprend les services des cadres supérieurs chargés de l'orientation et de la coordination des programmes du ministère, ainsi que les activités des unités administratives qui fournissent les systèmes de soutien essentiels et les services généraux nécessaires aux programmes du ministère.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 358 222
Avantages sociaux	586 886
Transports et communications	201 482
Services	254 627
Fournitures et matériel	191 531
	4 592 748
Moins : recouvrements d'autres activités	7 193
	4 585 555

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	13 583 803
Avantages sociaux	7 312 607
Transports et communications	4 660 540
Services	3 733 003
Fournitures et matériel	3 291 828
	32 581 781
Moins : recouvrements d'autres activités	3 724 027
	28 857 754

Services juridiques (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 091 748
Avantages sociaux	197 123
Transports et communications	66 344
Services	7 382 310
Fournitures et matériel	108 820
	8 846 345
Moins : recouvrements d'autres activités	5 501
	8 840 844

Ressources humaines (Poste 4)	
Traitements et salaires	5 435 960
Avantages sociaux	1 157 392
Transports et communications	293 177
Services	1 054 788
Fournitures et matériel	445 659
	8 386 976
Moins : recouvrements d'autres activités	517 339
	7 869 637

Services de communications (Poste 5)	$
Traitements et salaires	2 299 015
Avantages sociaux	438 622
Transports et communications	99 809
Services	520 942
Fournitures et matériel	391 282
	3 749 670
Moins : recouvrements d'autres activités	4 471
	3 745 199

Services de vérification (Poste 6)	
Traitements et salaires	2 918 343
Avantages sociaux	719 974
Transports et communications	149 237
Services	143 426
Fournitures et matériel	57 306
	3 988 286
Moins : recouvrements d'autres activités	112 768
	3 875 518

Systèmes informatiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	4 238 039
Avantages sociaux	807 747
Transports et communications	1 718 274
Services	9 894 680
Fournitures et matériel	289 788
	16 948 528
Moins : recouvrements d'autres activités	12 925 124
	4 023 404

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	61 839 468

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3902				**PROGRAMME DES TRANSPORTS PROVINCIAUX**	
FONCTIONNEMENT					
1	9 391 700	24 626 100	34 017 800	Politique des transports, technologie et industrie	33 748 834
2	6 851 800	551 200	7 403 000	Transport aérien	7 319 984
	16 243 500	25 177 300	41 420 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES TRANSPORTS PROVINCIAUX	41 068 818
CAPITAL					
3	12 551 700		12 551 700	Transport aérien	10 844 588
	12 551 700		12 551 700	TOTAL (CAPITAL) POUR LES TRANSPORTS PROVINCIAUX	10 844 588

Description du programme :

Ce programme vise à faciliter l'élaboration de politiques se rapportant au transport des personnes et des marchandises entre les villes, en vue d'atteindre les objectifs socio-économiques de la province.

Il vise également à mener des travaux de recherche et de développement ainsi que des projets pilotes dans le domaine de la technologie des transports afin d'augmenter le rendement et l'efficacité des réseaux de transport, d'accroître la productivité industrielle et d'accélérer la croissance économique.

En outre, il facilite les mouvements de personnes et de marchandises entre les villes de l'Ontario et à l'extérieur de la province par l'exploitation intégrée des modes de transport aérien, ferroviaire et maritime.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES TRANSPORTS PROVINCIAUX — CRÉDIT 3902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Politique des transports, technologie et industrie (Poste 1)		$
Traitements et salaires		6 730 261
Avantages sociaux		1 270 993
Transports et communications		570 367
Services		1 659 631
Fournitures et matériel		593 842
Paiements de transfert	$	
Association des transports du Canada	88 712	
Société de développement des transports de l'Ontario	23 000 000	23 088 712
		33 913 806
Moins : recouvrements d'autres ministères		164 972
		33 748 834

Transport aérien (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 168 164
Avantages sociaux		621 423
Transports et communications		839 000
Services		428 518
Fournitures et matériel		1 462 854
Paiements de transfert	$	
Entretien des aéroports municipaux	1 173 135	
Airport Management Conference of Ontario	25 000	1 198 135
		7 718 094
Moins : recouvrements d'autres ministères		398 110
		7 319 984

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES TRANSPORTS PROVINCIAUX	41 068 818

CAPITAL

Transport aérien (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 391 876
Avantages sociaux	99 195
Transports et communications	706 833
Services	4 613 765
Fournitures et matériel	3 475 917
Paiements de transfert	
Construction d'aéroports municipaux	6 841 201
	17 128 787
Moins : recouvrements d'autres ministères	6 284 199
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES TRANSPORTS PROVINCIAUX	10 844 588

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3903 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DU TRANSPORT**	
1	4 474 400		4 474 400	Administration du programme	4 075 826
2	106 675 000	14 386 000	121 061 000	Permis, examen et application	121 057 902
	111 149 400	14 386 000	125 535 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA RÉGLEMENTATION DU TRANSPORT	125 133 728
CAPITAL					
3	1 611 000		1 611 000	Permis, examen et application	1 297 206
	1 611 000		1 611 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LA RÉGLEMENTATION DU TRANSPORT	1 297 206

Description du programme :

Relever le niveau des aptitudes et qualifications des usagers du réseau et des services de transport routier, en utilisant des moyens de contrôle et de pression approuvés, de manière à accroître la sécurité routière et la mobilité de la population, et à accélérer les flux de marchandises.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DU TRANSPORT — CRÉDIT 3903

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		2 054 135
Avantages sociaux		600 501
Transports et communications		89 266
Services		536 966
Fournitures et matériel		401 765
Paiements de transfert		
American Association of Motor Vehicle Administrators	23 692	
Canada Safety Council	13 000	
Conseil canadien des administrateurs et transport motorisé	150 696	
Commercial Vehicle Safety Alliance	2 340	
Subventions pour la sécurité autoroutière	13 387	
Subventions pour la recherche sur la sécurité routière	124 090	
Ontario Safety League	30 000	
Association des transports du Canada	10 302	
Fondation de recherche sur les blessures de la route	30 000	397 507
		4 080 140
Moins : recouvrements d'autres ministères		4 314
		4 075 826

Permis, examen et application (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		72 227 486
Avantages sociaux		13 197 533
Transports et communications		7 881 893
Services		19 854 634
Fournitures et matériel		8 034 804
		121 196 350
Moins : recouvrements d'autres ministères		138 448
		121 057 902
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DU TRANSPORT		125 133 728

CAPITAL

Permis, examen et application (Poste 3)	$
Transports et communications	42 612
Services	867 810
Fournitures et matériel	386 784
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DU TRANSPORT	1 297 206

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3904				**PROGRAMME DES ROUTES PROVINCIALES**	
FONCTIONNEMENT					
1	19 762 900	1 108 800	20 871 700	Administration du programme	20 747 260
2	149 938 800	6 464 000	156 402 800	Exploitation et entretien général	156 329 796
3	128 800 000	21 800 000	150 600 000	Entretien des routes en hiver	150 599 541
	298 501 700	29 372 800	327 874 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES ROUTES PROVINCIALES	327 676 597
CAPITAL					
4	36 355 000	3 030 900	39 385 900	Administration du programme	38 814 018
5	156 474 400	14 381 000	170 855 400	Recherche et conception	170 788 273
6	532 381 300		532 381 300	Immobilisations et construction	508 117 286
	725 210 700	17 411 900	742 622 600	TOTAL (CAPITAL) POUR LES ROUTES PROVINCIALES	717 719 577

Description du programme :

Fournir et entretenir un réseau routier provincial capable de répondre aux besoins sociaux et institutionnels des résidents de l'Ontario, ainsi qu'à leurs exigences en matière de mobilité et de conservation de l'énergie. Promouvoir les objectifs du gouvernement en mettant à la disposition du public des réseaux et des services de transport sûrs, fiables, efficaces et acceptables du point de vue de leurs effets sur l'environnement.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES ROUTES PROVINCIALES — CRÉDIT 3904

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		11 116 950
Avantages sociaux		2 760 753
Transports et communications		1 046 956
Services		1 867 250
Fournitures et matériel		3 867 445
Paiements de transfert		
Association des transports du Canada		523 217
		21 182 571
Moins : recouvrements d'autres ministères		435 311
		20 747 260

Exploitation et entretien général (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		91 852 999
Avantages sociaux		20 112 855
Transports et communications		4 747 310
Services		35 481 944
Fournitures et matériel		47 637 450
Paiements de transfert		
Conférence sur la circulation routière de l'Ontario	32 000	
Études d'amélioration de la circulation routière	157 383	189 383
		200 021 941
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		43 692 145
		156 329 796

Entretien des routes en hiver (Poste 3)	$
Traitements et salaires	39 309 044
Avantages sociaux	6 845 703
Transports et communications	513 210
Services	65 046 212
Fournitures et matériel	40 859 101
	152 573 270
Moins : recouvrements d'autres ministères	1 973 729
	150 599 541

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ROUTES PROVINCIALES	$
	327 676 597

CAPITAL

Administration du programme (Poste 4)	$
Traitements et salaires	21 396 322
Avantages sociaux	4 154 495
Transports et communications	2 194 796
Services	3 540 184
Fournitures et matériel	7 528 221
	38 814 018

Recherche et conception (Poste 5)	$
Traitements et salaires	74 572 576
Avantages sociaux	14 301 634
Transports et communications	4 029 782
Services	73 637 522
Fournitures et matériel	4 546 824
	171 088 338
Moins : recouvrements d'autres ministères	300 065
	170 788 273

Immobilisations et construction (Poste 6)	$	$
Traitements et salaires		45 597 836
Avantages sociaux		9 429 334
Transports et communications		6 022 081
Services		65 091 165
Fournitures et matériel		34 994 718
Acquisition/construction de biens immobiliers		467 309 771
Paiements de transfert		
Routes urbaines	107 176	
Autres opérations Routes urbaines	246 238	353 414
		628 798 319
Moins : recouvrements d'autres ministères		120 681 033
		508 117 286

TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES ROUTES PROVINCIALES	$
	717 719 577

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3905				**PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN PROVINCIAUX**	
FONCTIONNEMENT					
1	69 900 000		69 900 000	Exploitation	69 900 000
	69 900 000		69 900 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES TRANSPORTS EN COMMUN PROVINCIAUX	69 900 000
CAPITAL					
2	180 199 000		180 199 000	Immobilisations et construction	115 199 000
	180 199 000		180 199 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES TRANSPORTS EN COMMUN PROVINCIAUX	115 199 000

Description du programme :

Mettre sur pied et exploiter un réseau interrégional de transports en commun qui réponde aux besoins du grand public sur le territoire relevant de la Régie des transports en commun de la région de Toronto. Ce réseau permet de remplacer avantageusement l'automobile privée, en faisant l'acquisition des terrains, du matériel, des bâtiments et de l'outillage nécessaires pour assurer le service, en favorisant le développement des services sur les itinéraires existants et en fournissant les nouveaux services demandés par le gouvernement, de façon à réduire les encombrements et les pressions exercées par les groupes réclamant un agrandissement du réseau routier.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN PROVINCIAUX — CRÉDIT 5985

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT	$
Exploitation (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Régie des transports en commun de la région de Toronto	69 900 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN PROVINCIAUX	69 900 000

CAPITAL	$
Immobilisations et construction (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Capital	
Régie des transports en commun de la région de Toronto	115 199 000
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN PROVINCIAUX	115 199 000

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3906				**PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX**	
FONCTIONNEMENT					
1	2 822 700	150 000	2 972 700	Administration du programme	2 965 443
2	248 797 400		248 797 400	Exploitation	248 796 942
	251 620 100	150 000	251 770 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX	251 762 385
CAPITAL					
3	247 827 000		247 827 000	Immobilisations et construction	172 930 996
	247 827 000		247 827 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX	172 930 996

Description du programme :

Assurer aux municipalités l'aide financière, technique et technologique nécessaires pour leur permettre d'offrir des services de transports en commun capables de répondre aux besoins, en matière de mobilité et de transports, des résidents de l'Ontario habitant des municipalités urbanisées.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX — CRÉDIT 3906

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 406 744
Avantages sociaux	261 393
Transports et communications	118 388
Services	260 798
Fournitures et matériel	108 785
Paiements de transfert	
Études sur les transports urbains	809 922
	2 966 030
Moins : recouvrements d'autres ministères	587
	2 965 443
Exploitation (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Subsides pour l'exploitation de transports en commun	210 905 793
Projets pilotes dans le domaine des transports en commun	815 983
Transport pour les handicapés	37 075 166
	248 796 942
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX	251 762 385

CAPITAL

Immobilisations et construction (Poste 3)	$
Services	1 179 501
Paiements de transfert	
Subsides d'immobilisation pour les transports en commun de surface	101 529 293
Subsides pour la construction de transports en commun rapides	8 346 783
Projets pilotes dans le domaine des transports en commun	61 875 419
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX	172 930 996

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3907 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES ROUTES MUNICIPALES**	
1	7 726 300	2 119 600	9 845 900	Administration du programme	9 844 551
2	4 161 600	760 800	4 922 400	Planification des politiques	4 666 474
	11 887 900	2 880 400	14 768 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES ROUTES MUNICIPALES	14 511 025
CAPITAL					
3	850 643 500		850 643 500	Immobilisations, construction et entretien	828 229 707
	850 643 500		850 643 500	TOTAL (CAPITAL) POUR LES ROUTES MUNICIPALES	828 229 707

Description du programme :

Aider les municipalités et les groupes participants des régions non érigées en municipalités à se doter de services de transport routier susceptibles de répondre aux besoins économiques et sociaux locaux et de contribuer à la réalisation des objectifs que le ministère s'est fixés en matière de services de transport dans la province. Appuyer et encourager tous les aspects de la planification des transports municipaux.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES ROUTES MUNICIPALES — CRÉDIT 3907

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		6 982 990
Avantages sociaux		1 225 435
Transports et communications		618 200
Services		189 782
Fournitures et matériel		385 050
Paiements de transfert		
Ontario Good Roads Association	207 049	
Association of Ontario Road Superintendents	8 303	
Association des transports du Canada	128 614	
Subvention au comité tripartite	60 800	
Études sur la planification urbaine	52 628	457 394
		9 858 851
Moins : recouvrements d'autres ministères		14 300
		9 844 551

Planification des politiques (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 507 801
Avantages sociaux	501 050
Transports et communications	102 836
Services	589 152
Fournitures et matériel	113 716
Paiements de transfert	
Études sur les transports urbains et régionaux	907 350
	4 721 905
Moins : recouvrements d'autres ministères	55 431
	4 666 474

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ROUTES MUNICIPALES	14 511 025

CAPITAL

Immobilisations, construction et entretien (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		2 866 725
Avantages sociaux		405 592
Transports et communications		197 290
Services		13 305 215
Fournitures et matériel		2 451 025
Acquisition/construction de biens immobiliers		27 749
Paiements de transfert	$	
Subsides pour routes municipales	768 314 138	
Routes pour lotissements	5 697 651	
Voies de jonction	43 064 851	
Trottoirs des cantons	324 247	817 400 887
		836 654 483
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		8 424 776
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES ROUTES MUNICIPALES		828 229 707

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

		1992 $		1991 $
IMPOSITION				
Entente relative à l'imposition réciproque — Paiements tenant lieu de droits d'immatriculation des véhicules automobiles		1 280 730		1 350 539
GOUVERNEMENT DU CANADA				
Remboursement de dépenses				
Ministère des Transports				
Code national de la sécurité		500 019		250 000
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES				
Chemins de fer (Réseau GO)		1 842 918		
Services de construction et d'entretien		260 564		957 028
Exploitation d'aéroports				30 115
		2 103 482		987 143
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	$		$	
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules automobiles, permis de conduire et droits d'examen de conduite automobile	674 220 722		685 360 954	
Moins : commissions des agents	22 592 487	651 628 235	20 998 800	664 362 154
Permis d'utilisation de panneaux spéciaux et de transport de logement		394 194		543 357
Permis d'empiètement		180 300		133 342
Permis de construction et d'utilisation des terres		61 491		74 020
Permis d'entrée		53 791		57 130
		652 318 011		665,170 003
AMENDES ET PÉNALITÉS				
Dommages matériels		3 881 029		4 384 031
Dommages-intérêts conventionnels		333 517		233 032
		4 214 546		4 617 063
VENTES ET LOCATIONS				
Location de centres de services		7 612 456		7 247 119
Terrains et bâtiments		2 570 531		2 253 089
Matériel		1 385 979		1 422 792
Location de biens		1 292 310		2 194 584
Plans, manuels, brochures sur la circulation		383 448		99 236
Panneaux de signalisation		265 185		81 617
Location de véhicules		160 775		164 618
Ferraille, pièces et matériaux désuets		92 015		54 847
Cartes		83 158		112 842
Autres		118 140		13 969
		13 963 997		13 644 713

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Services de construction et d'entretien	865 731	599 698
Exploitation d'aéroports		185 415
Autres	65 489	1 128 296
	931 220	1 913 409
DIVERS	524 754	263 613
TOTAL DES RECETTES	675 836 759	688 196 483

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-480

RELATIONS INDUSTRIELLES 4-482

COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL 4-484

POLITIQUES RELATIVES AU TRAVAIL 4-486

OPÉRATIONS 4-488

PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL 4-490

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE 4-492

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-480, 4-488

SOMMAIRE 4-479

ÉTAT DES RECETTES 4-494

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-495

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
25 661 078	Administration du ministère	29 433 657	28 820 682
12 733 518	Relations industrielles	14 335 500	13 592 392
9 700 440	Commission des relations de travail	10 238 200	10 231 315
7 739 499	Programme des politiques relatives au travail	12 054 300	11 598 501
90 186 433	Opérations	279 499 300	153 111 698
11 238 234	Programme consultatif sur les accidents du travail	11 844 900	11 680 929
6 652 235	Commission de l'équité salariale	8 374 500	6 821 665
163 911 437	**Total (Fonctionnement) du ministère**	365 780 357	235 857 182
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
163 911 437	Total des dépenses	365 780 357	235 857 182

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2401				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
FONCTIONNEMENT					
1	5 704 800	535 800	6 240 600	Bureau principal	6 191 817
2	6 875 700		6 875 700	Services administratifs et financiers	6 408 062
3	2 716 900	412 500	3 129 400	Ressources humaines	3 103 664
4	1 814 600	72 700	1 887 300	Services de communications	1 881 850
5	2 981 300	846 400	3 827 700	Services juridiques	3 815 340
6	734 300		734 300	Services de vérification	681 515
7	6 643 000	54 100	6 697 100	Systèmes informatiques	6 696 877
	27 470 600	1 921 500	29 392 100		28 779 125
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	27 512 157	1 921 500	29 433 657	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	28 820 682

Description du programme :

Ce programme a pour objectif de fournir au ministère une aide et un appui général en matière de formation, de planification stratégique et d'évaluation, afin d'assurer l'efficacité de la gestion, de la coordination et de l'expertise professionnelle, et ce, en vue de rendre les programmes du ministère les plus efficaces possible.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 685 475
Avantages sociaux	789 649
Transports et communications	367 441
Services	1 028 066
Fournitures et matériel	321 186
	6 191 817

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 094 633
Avantages sociaux	751 391
Transports et communications	625 922
Services	670 762
Fournitures et matériel	265 354
	6 408 062

Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 508 067
Avantages sociaux	393 194
Transports et communications	96 473
Services	173 313
Fournitures et matériel	80 374
Paiements de transfert	
Subventions pour la formation des étudiants	28 658
	3 280 079
Moins : recouvrements d'autres ministères	176 415
	3 103 664

Services de communications (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 127 743
Avantages sociaux	178 974
Transports et communications	157 991
Services	312 211
Fournitures et matériel	104 931
	1 881 850

Services juridiques (Poste 5)	
Traitements et salaires	309 736
Avantages sociaux	27 403
Transports et communications	244 467
Services	3 066 731
Fournitures et matériel	167 003
	3 815 340

Services de vérification (Poste 6)	
Traitements et salaires	549 149
Avantages sociaux	90 144
Transports et communications	7 057
Services	24 983
Fournitures et matériel	10 182
	681 515

Systèmes informatiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	2 844 939
Avantages sociaux	477 613
Transports et communications	89 308
Services	2 658 630
Fournitures et matériel	626 387
	6 696 877

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	28 820 682

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2402 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES RELATIONS INDUSTRIELLES**	
1	1 014 700		1 014 700	Administration du programme	887 883
2	4 742 200		4 742 200	Bureau de médiation	4 686 610
3	3 012 300	64 600	3 076 900	Bureau d'arbitrage	3 073 326
4	1 177 600	277 500	1 455 100	Bureau de renseignements sur la négociation collective	1 454 703
5	3 580 800	465 800	4 046 600	Commissions d'appel de la fonction publique	3 489 870
	13 527 600	807 900	14 335 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES RELATIONS INDUSTRIELLES	13 592 392

Description du programme :

Ce programme comprend des activités visant à contribuer à l'instauration et au maintien de relations harmonieuses dans le cadre des négociations collectives et à l'amélioration générale des relations de travail entre employeurs et syndicats afin de réduire les risques de coûteux arrêts de travail qui pourraient perturber inutilement l'économie de l'Ontario.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES RELATIONS INDUSTRIELLES — CRÉDIT 2402

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	459 878
Avantages sociaux	73 454
Transports et communications	24 324
Services	322 328
Fournitures et matériel	7 899
	887 883

Bureau de médiation (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 034 218
Avantages sociaux	583 414
Transports et communications	584 022
Services	419 449
Fournitures et matériel	65 507
	4 686 610

Bureau d'arbitrage (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 535 055
Avantages sociaux	257 597
Transports et communications	377 406
Services	874 012
Fournitures et matériel	29 256
	3 073 326

Bureau d'information sur les conventions collectives (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 152 886
Avantages sociaux	189 216
Transports et communications	38 261
Services	26 050
Fournitures et matériel	48 290
	1 454 703

Commissions d'appel de la fonction publique (Poste 5)	
Traitements et salaires	483 665
Avantages sociaux	79 657
Transports et communications	360 583
Services	2 527 875
Fournitures et matériel	38 090
	3 489 870

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS INDUSTRIELLES	13 592 392

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
2403 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL**	
1	9 918 900	319 300	10 238 200	Commission des relations de travail	10 231 315
	9 918 900	319 300	10 238 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL	10 231 315

Description du programme :

La Commission des relations de travail est un tribunal quasi-judiciaire responsable de l'administration de la *Loi sur les relations de travail*.

Ce programme vise à favoriser le recours à la négociaton collective entre le patronat et les syndicats et la libre désignation des représentants des employés afin de promouvoir l'harmonie dans les relations entre employeurs et employés.

La Commission est également chargée de protéger les employés lorsqu'ils exercent leurs droits fondamentaux en vertu de lois comme la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* et la *Loi sur la protection de l'environnement*.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL — CRÉDIT 2403

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT	
Commission des relations de travail (Poste 1)	$
Traitements et salaires	7 153 547
Avantages sociaux	1 220 473
Transports et communications	789 727
Services	728 840
Fournitures et matériel	338 728
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL	10 231 315

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2404				**PROGRAMME DES POLITIQUES RELATIVES AU TRAVAIL**	
FONCTIONNEMENT					
1	794 200	2 499 700	3 293 900	Administration du programme	3 073 352
2	3 599 400		3 599 400	Politiques et règlements relatifs à la santé et à la sécurité	3 475 141
3	4 093 800	1 067 200	5 161 000	Politiques relatives aux pratiques d'emploi	5 050 008
	8 487 400	3 566 900	12 054 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES RELATIVES AU TRAVAIL	11 598 501

Description du programme :

Ce programme assure la recherche et l'élaboration de politiques, de lois et de règlements pour le ministère dans des domaines tels que la santé et la sécurité, la reconversion de la main-d'oeuvre, les pratiques d'emploi, l'indemnisation des accidents du travail, l'équité salariale et les questions concernant le marché du travail.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES POLITIQUES RELATIVES AU TRAVAIL — CRÉDIT 2404

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	924 418
Avantages sociaux	142 823
Transports et communications	107 622
Services	502 982
Fournitures et matériel	567 451
Paiements de transfert	
Subventions aux organismes afin de promouvoir l'amélioration de pratiques de relations de travail	623 055
Conseil ontarien de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre	205 001
	3 073 352

Politiques et règlements relatifs à la santé et à la sécurité (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 474 401
Avantages sociaux	459 878
Transports et communications	73 738
Services	406 325
Fournitures et matériel	60 799
	3 475 141

Politiques relatives aux pratiques d'emploi (Poste 3)	$
Traitements et salaires	3 342 987
Avantages sociaux	541 738
Transports et communications	126 333
Services	848 966
Fournitures et matériel	189 984
	5 050 008

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES RELATIVES AU TRAVAIL	11 598 501

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2405				**OPÉRATIONS**	
FONCTIONNEMENT					
1	12 422 000	344 500	12 766 500	Administration du programme	12 757 396
2	52 538 600	2 249 100	54 787 700	Opérations relatives à la santé et à la sécurité	54 783 263
3	210 385 100		210 385 100	Opérations relatives aux pratiques d'emploi	83 986 465
	275 345 700	2 593 600	277 939 300		151 527 124
L	1 560 000		1 560 000	Formation des équipes de sauvetage dans les mines, la *Loi sur les mines* ...	1 584 574
	276 905 700	2 593 600	279 499 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES OPÉRATIONS	153 111 698

Description du programme :

Ce programme assure l'administration et l'application de la *Loi sur les normes d'emploi* et de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*.

Le programme relatif aux pratiques d'emploi assure la protection des travailleurs ontariens grâce à des normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Le respect des normes est assuré par des promotions, des consultations, des enquêtes et des mesures d'application, dans le but d'obtenir des conditions d'emploi souhaitables sur le plan social.

Le Bureau de reconversion de la main-d'oeuvre est chargé de la coordination des programmes du gouvernement visant à aider les travailleurs touchés par des mises à pied et des fermetures d'usines, en fournissant une aide financière aux comités syndical-patronal en milieu de travail et en offrant des services d'orientation professionnelle, d'éducation de base et de perfectionnement par l'intermédiaire des Centres d'aide et du programme Transition destinés aux travailleurs ayant besoin d'aide.

Les opérations relatives à la santé et à la sécurité assurent le respect de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, et aident à créer des milieux de travail sanitaires et sécuritaires. Par l'application de la loi et de ses règlements, ce programme encourage les employeurs et les employés à collaborer à l'identification et au contrôle des dangers pour la santé et la sécurité.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

OPÉRATIONS — CRÉDIT 2405

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		6 012 026
Avantages sociaux		1 033 231
Transports et communications		1 778 402
Services		2 511 338
Fournitures et matériel		1 422 399
		12 757 396

Opérations relatives à la santé et à la sécurité (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		36 745 366
Avantages sociaux		6 530 654
Transports et communications		3 849 343
Services		1 532 409
Fournitures et matériel		2 493 891
Paiements de transfert		
Subvention à l'Agence pour la santé et sécurité au travail pour la recherche appliquée et formation de la main-d'oeuvre et la promotion de la santé et de la sécurité au travail	3 453 100	
Subventions aux centres de santé au travail pour les travailleurs de l'Ontario	150 000	
Subventions à l'Institut canadien de radioprotection	60 000	3 663 100
		54 814 763
Moins : recouvrement d'autres ministères		31 500
		54 783 263

Opérations relatives aux pratiques d'emploi (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		14 988 403
Avantages sociaux		2 543 237
Transports et communications		1 714 166
Services		2 097 526
Fournitures et matériel		1 599 553
Paiements de transfert		
Programme d'adaptation pour les travailleurs âgés	12 145 934	
Programme Transition	10 939 220	
Centres d'aide	1 971 491	
Aide aux comités sur la reconversion de la main-d'oeuvre	3 364 297	
Possibilités d'emploi	17 700	
Indemnisation des travailleurs aveugles	5 520	
Fonds de protection des salaires	32 599 418	61 043 580
		83 986 465

Crédits législatifs

Formation des équipes de sauvetage dans les mines	$
Traitements et salaires	655 139
Avantages sociaux	105 242
Transports et communications	138 809
Services	180 563
Fournitures et matériel	487 028
Autres opérations	17 793
	1 584 574
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES OPÉRATIONS	153 111 698

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
2406				**PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL**	
FONCTIONNEMENT					
1	175 300	8 000	183 300	Administration du programme	162 032
2	8 078 900	703 500	8 782 400	Bureau du conseiller des travailleurs	8 756 407
3	2 044 000	59 700	2 103 700	Bureau du conseiller du patronat	2 103 018
4	775 500		775 500	Comité des normes en matière de maladies professionnelles	659 472
	11 073 700	771 200	11 844 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL	11 680 929

Description du programme :

Ce programme vise à prêter assistance aux travailleurs et aux employeurs, notamment lors des recours au Tribunal d'appel des accidents du travail, et à fournir des conseils sur le prélèvement des cotisations et le fonctionnement de la *Loi sur les accidents du travail*. Il fournit des conseils à la Commission des accidents du travail quant aux risques de maladies professionnelles et aux règles de recevabilité des demandes de prestations.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL — CRÉDIT 2406

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	131 354
Avantages sociaux	22 077
Transports et communications	1 018
Services	4 712
Fournitures et matériel	2 871
	162 032

Bureau du conseiller des travailleurs (Poste 2)	
Traitements et salaires	5 726 260
Avantages sociaux	955 397
Transports et communications	647 065
Services	650 477
Fournitures et matériel	280 208
Paiements de transfert	
Paiements au titre des initiatives de formation de la Commission des accidents du travail	497 000
	8 756 407

Bureau du conseiller du patronat (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 488 769
Avantages sociaux	262 808
Transports et communications	182 774
Services	65 649
Fournitures et matériel	103 018
	2 103 018

Comité des normes en matière de maladies professionnelles (Poste 4)	
Traitements et salaires	317 074
Avantages sociaux	47 532
Transports et communications	43 336
Services	168 379
Fournitures et matériel	47 305
Paiements de transfert	
Subventions de recherche pour des études en matière de maladies professionnelles	35 846
	659 472

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL	11 680 929

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil du Trésor	Total		
	$	$	$		$
2407 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**	
1	8 374 500		8 374 500	Commission de l'équité salariale	6 821 665
	8 374 500		8 374 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	6 821 665

Description du programme :

La Commission de l'équité salariale a pour objectif l'instauration de l'équité salariale en Ontario, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé; à cette fin, ses programmes fournissent des services éducatifs, des enquêtes et des tentatives de conciliation en cas de divergences d'opinions sur ce qui constitue l'équité salariale, ainsi qu'un processus d'appel pour les litiges non résolus.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE — CRÉDIT 2407

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT	
Commission de l'équité salariale (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 223 747
Avantages sociaux	683 574
Transports et communications	466 993
Services	1 171 514
Fournitures et matériel	275 837
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	6 821 665

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Inspections et études, mines d'uranium	150 438	300 838
Prêt de services — Personnel	55 237	90 929
Étude sur les mineurs de l'Ontario — Commission de contrôle de l'énergie atomique		17 014
	205 675	408 781
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Commission des accidents du travail de l'Ontario		
Programme consultatif sur les accidents du travail — C.A.T.	12 857 297	11 581 234
Loi sur la santé et la sécurité au travail	9 563 000	8 694 000
Formation des équipes de sauvetage dans les mines	1 649 195	1 640 440
Cliniques thoraciques du Nord		326 832
Étude sur les mineurs de l'Ontario		6 982
Autres	61 288	48 243
	24 130 780	22 297 731
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Étude de plans de bâtiments	1 294 245	1 450 688
Loi sur les agences de placement	594 670	497 780
Essai de câbles	298 734	316 142
	2 187 649	2 264 610
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur les normes d'emploi	168 743	168 555
VENTES ET LOCATIONS		
Publications	70 600	61 282
Photocopies	60 372	54 973
Véhicules et biens	36 085	134 954
Autres	9 982	16 530
	177 039	267 739
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	74 402	41 969
DIVERS		
Intérêts bancaires	70 117	45 750
Salles de réunion	36 950	5 700
Programme de protection des salaires des employés		5 005 482
Salaires non réclamés et chèques périmés		128 061
Autres	16 637	10 677
	123 704	5 195 670
TOTAL DES RECETTES	27 067 992	30 645 055

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Normes d'emploi — Salaires non réclamés	183 524	68 198
Taxe sur les produits et services	(2 765)	(907)
TOTAL DES DÉPÔTS	180 759	67 291

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

EXERCICE 1991-1992

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-500

TRÉSOR 4-504

BUDGET ET FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES 4-506

POLITIQUES ÉCONOMIQUES 4-508

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-500, 4-504

SOMMAIRE 4-499

ÉTAT DES RECETTES 4-510

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-511

ÉTAT DES DÉPÔTS À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-511

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

1990-1991 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1991-1992 Crédits autorisés	1991-1992 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
9 449 656	Administration du ministère	11 931 657	11 787 099
4 105 679 440	Trésor	4 548 672 000	4 206 959 385
8 903 416	Budget et finances intergouvernementales	11 299 500	11 134 610
42 083 497	Politiques économiques	55 516 700	44 650 018
4 166 116 009	**Total (Fonctionnement) du ministère**	4 627 419 857	4 274 531 112
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
4 166 021 185	Total des dépenses	4 617 619 857	4 273 606 213
94 824	Total des prêts et dotations en capital	9 800 000	924 899
4 166 116 009		4 627 419 857	4 274 531 112
		CAPITAL	
8 003 160	Politiques économiques	11 500 000	10 578 981
8 003 160	**Total (Capital) du ministère**	11 500 000	10 578 981
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
8 003 160	Total des dépenses	11 500 000	10 578 981

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
4001 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 594 000	168 000	1 762 000	Bureau principal	1 723 223
2	4 273 100		4 273 100	Services administratifs et financiers	4 252 552
3	1 753 000	180 000	1 933 000	Ressources humaines	1 925 715
4	1 152 000	581 000	1 733 000	Services de communications	1 721 998
5	771 000		771 000	Analyse et planification	732 184
6	619 000	24 000	643 000	Services juridiques	637 101
7	775 000		775 000	Services de vérification	752 769
	10 937 100	953 000	11 890 100		11 745 542
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	10 978 657	953 000	11 931 657	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	11 787 099

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer la planification, l'orientation et le contrôle nécessaires pour atteindre les objectifs du ministère, et de fournir les services administratifs et financiers requis pour soutenir les programmes du ministère et de certains autres ministères et organismes centraux.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 4001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 202 891
Avantages sociaux	190 030
Transports et communications	107 525
Services	161 283
Fournitures et matériel	61 494
	1 723 223

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 012 387
Avantages sociaux	556 669
Transports et communications	213 656
Services	847 244
Fournitures et matériel	965 423
	5 595 379
Moins : recouvrements d'autres activités et ministères	1 342 827
	4 252 552

Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 436 841
Avantages sociaux	274 773
Transports et communications	91 610
Services	46 618
Fournitures et matériel	81 258
	1 931 100
Moins : recouvrements — Programme Expérience '91	5 385
	1 925 715

Services de communications (Poste 4)		$
Traitements et salaires		570 864
Avantages sociaux		89 328
Transports et communications		184 215
Services		521 626
Fournitures et matériel		355 965
		1 721 998

Services des communications	$	
Traitements et salaires	343 419	
Avantages sociaux	54 358	
Transports et communications	78 862	
Services	58 196	
Fournitures et matériel	73 031	607 866

Secrétariat du budget	$	
Traitements et salaires	227 445	
Avantages sociaux	34 970	
Transports et communications	105 353	
Services	463 430	
Fournitures et matériel	282 934	1 114 132

Analyse et planification (Poste 5)	
Traitements et salaires	510 125
Avantages sociaux	102 101
Transports et communications	11 775
Services	79 638
Fournitures et matériel	28 545
	732 184

Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	5 838
Transports et communications	9 341
Services	571 665
Fournitures et matériel	50 257
	637 101

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 4001 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

Services de vérification (Poste 7)	$
Traitements et salaires	587 638
Avantages sociaux	107 565
Transports et communications	14 587
Services	26 397
Fournitures et matériel	19 906
	756 093
Moins : recouvrements — Programme Expérience '91	3 324
	752 769
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	11 787 099

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
4002				**PROGRAMME DU TRÉSOR**	
FONCTIONNEMENT					
1	13 072 000		13 072 000	Trésor	10 805 803
	13 072 000		13 072 000		10 805 803
L	4 535 000 000		4 535 000 000	Intérêts sur la dette contractée aux fins de la province, *Loi sur l'administration financière*	**4 196 153 582
L	600 000		600 000	Prêts et dotations en capital — Prêts de développement, *Loi sur la Société ontarienne d'aménagement municipal*	
	4 548 672 000		4 548 672 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE TRÉSOR	4 206 959 385

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'élaborer, orienter et mettre en application des politiques pour la gestion de la trésorerie, des investissements, des dettes et des finances de la province, ainsi que pour la comptabilité, l'administration financière et les activités de contrôle; l'administration des systèmes d'information financière, de contrôle et de production de rapports portant sur la situation financière de la province à l'Assemblée législative, aux investisseurs et au grand public; de surveiller les activités financières des sociétés de la Couronne et des organismes gouvernementaux; de financer et honorer les garanties du gouvernement de l'Ontario relatives aux emprunts contractés par les sociétés de la Couronne et les organismes gouvernementaux. Ce programme assure également la garde et la gestion financière des valeurs mobilières détenues par le gouvernement de l'Ontario et certains de ses organismes.

Déduction faite des intérêts et autres revenus de placement totalisant 597 299 295 $.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME DU TRÉSOR — CRÉDIT 4002

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Trésor (Poste 1)	$
Traitements et salaires	6 469 983
Avantages sociaux	1 133 186
Transports et communications	267 022
Services	1 489 272
Fournitures et matériel	1 450 174
	10 809 637
Moins : recouvrements — Programme Expérience '91	3 834
	10 805 803

Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette contractée aux fins de la province		$
Intérêts sur les titres de l'Ontario	$	
Émis à des fins générales	431 005 371	
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	1 452 057 420	
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	1 738 807 217	
Régime de retraite des fonctionnaires	702 071 413	
Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario	117 250 593	
Autres	28 444 264	4 469 636 278
Intérêts sur les dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario		148 905 557
Autres paiements au titre des intérêts, du déport, d'escomptes et de commissions		174 911 042
		4 793 452 877
Moins : intérêt et autres revenus de placements		
Placements temporaires et titres négociables	538 229 560	
Organismes du gouvernement de l'Ontario	17 951 517	
Investissement dans des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	14 556 488	
Prêts aux administrations locales	22 494 461	
Autres	4 067 269	597 299 295
		4 196 153 582
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR		4 206 959 385

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
4003 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUDGET ET DES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES**	
1	7 866 000	571 000	8 437 000	Budget et finances intergouvernementales	8 363 987
2	2 862 500		2 862 500	Commission de l'équité fiscale	2 770 623
	10 728 500	571 000	11 299 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUDGET ET LES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES ..	11 134 610

Description du programme :

Ce programme sert à gérer les mécanismes utilisés par la province pour élaborer ses politiques et stratégies fiscales, financières, de taxation et connexes; à fournir des conseils et une aide au trésorier et au gouvernement lors de la formulation de la politique budgétaire de l'Ontario, y compris la détermination du cadre fiscal, des politiques de taxation, des priorités en matière de dépenses, des recettes à atteindre, des initiatives à prendre pour stabiliser l'économie, et des politiques de financement fédérales-provinciales et provinciales-locales; à fournir des conseils au trésorier sur les politiques de réforme en matière de taxation, à assurer le suivi des mesures prévues dans le budget et à faire rapport sur leurs résultats, et à fournir des conseils au trésorier sur la politique à appliquer en matière de pensions et de soutien du revenu.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME DU BUDGET ET DES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES — CRÉDIT 4003

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Budget et finances intergouvernementales (Poste 1)	$
Traitements et salaires	5 277 239
Avantages sociaux	942 357
Transports et communications	210 427
Services	961 354
Fournitures et matériel	972 610
	8 363 987

Commission de l'équité fiscale (Poste 2)	$
Traitements et salaires	1 312 019
Avantages sociaux	156 404
Transports et communications	261 034
Services	717 319
Fournitures et matériel	323 847
	2 770 623
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUDGET ET DES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES	11 134 610

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil du Trésor	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
4004				**PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES**	
FONCTIONNEMENT					
1	55 516 700		55 516 700	Politiques économiques	44 650 018
	55 516 700		55 516 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES	44 650 018
CAPITAL					
2	11 500 000		11 500 000	Politiques économiques	10 578 981
	11 500 000		11 500 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES	10 578 981

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des conseils et une aide au trésorier et au gouvernement en vue de la mise en oeuvre et de la coordination des politiques économiques et des stratégies de développement de la province en élaborant des prévisions démographiques et économiques à court et à moyen terme, et en poursuivant des recherches sur les politiques macro-économiques, les questions économiques intergouvernementales, les ressources humaines, les finances, l'énergie ainsi que la conception et la mise en oeuvre d'études sectorielles et régionales de l'économie.

Ce programme conseille en outre le gouvernement sur la politique statistique; il administre la *Loi sur la statistique de l'Ontario* et assure la liaison et la poursuite des négociations avec Statistiques Canada.

Il élabore et coordonne certains programmes et mesures de transfert conçus pour promouvoir le développement économique.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES — CRÉDIT 4004

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1992

FONCTIONNEMENT

Politiques économiques (Poste 1)	$
Traitements et salaires	5 337 463
Avantages sociaux	1 010 275
Transports et communications	175 395
Services	34 384 162
Fournitures et matériel	356 573
Paiements de transfert	2 465 825
Prêts et dotations en capital	924 899
	44 654 592
Moins : recouvrements — Programme Expérience '91	4 574
	44 650 018

Politiques économiques	$	
Traitements et salaires	5 337 463	
Avantages sociaux	1 010 275	
Transports et communications	175 395	
Services	559 028	
Fournitures et matériel	356 573	
Paiements de transfert		
Subventions de soutien à la recherche sur la politique économique	204 500	
	7 643 234	
Moins : recouvrements — Programme Expérience '91	4 574	7 638 660
Fonds de développement régional	$	
Services	33 825 134	
Paiements de transfert		
Développement économique	2 261 325	
Prêts et dotations en capital		
Développement économique	924 899	37 011 358
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES		44 650 018

CAPITAL

Politiques économiques — Fonds de développement régional (Poste 2)	$
Paiements de transfert	
Développement économique	10 578 981
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES	10 578 981

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992		1991
	$	$	$
GOUVERNEMENT DU CANADA			
Remboursements de dépenses			
Remboursement de la taxe fédérale d'accise sur l'essence	52 491	171 272	
Expansion industrielle régionale			
MEIR — Entente Canada-Ontario sur le développement du tourisme	29 492	81 983	69 618	240 890
Autres			
Financement des programmes établis			
Contributions en espèces	3 001 300 000	2 140 280 125	
Services complémentaires de santé	522 539 000	503 708 000	
Programme Innovaction, *Loi sur les brevets*	9 151 369		
Subvention annuelle par personne, *Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord Britannique*	6 057 479	5 675 064	
Intérêts sur le Fonds des écoles communes	76 662	76 662	
Subvention annuelle, *L.A.N.B.* 1907		240 000	
Subvention annuelle (défalcation pour dettes)		142 414	
	3 539 124 510		2 650 122 265
	3 539 206 493		2 650 363 155
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES			
Ontario Hydro, frais d'administration	71 799		153 404
Autres	88 003		31 299
	159 802		184 703
AUTRE DROITS ET PERMIS			
Ontario Hydro — Droits de garantie des dettes	147 002 912		133 431 826
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES			
Remboursements du produit des prêts radiés et des garanties honorées			
Société de développement de l'Ontario	8 720 827		5 930 024
Société de développement du Nord de l'Ontario	1 531 163		421 685
Société de développement de l'Est de l'Ontario	849 047		575 810
Autres	(91 898)		465 376
	11 009 139		7 392 895
DIVERS			
Réserve pour le transfert des chèques en circulation	811 868		821 482
Dons à la Couronne	950		
Autres	25 085 170		67 929
	25 897 988		889 411
TOTAL DES RECETTES	3 723 276 334		2 792 261 990

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Prêts et dotations en capital — Sociétés, conseils et commissions		
Société de développement de l'Ontario	48 412 681	24 910 503
Société de développement du Nord de l'Ontario	11 401 957	9 569 143
Société de développement de l'Est de l'Ontario	7 690 827	9 090 768
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	2 980 876	3 213 791
Société ontarienne d'aménagement municipal	2 203 048	2 533 538
Société de développement de l'Ontario — Remboursement des prêts de l'organisme	1 716 196	7 779 684
Société d'hypothèques de l'Ontario : Société canadienne d'hypothèques et de logement	1 319 150	1 618 767
	75 724 735	58 716 194
Prêts aux administrations locales		
Au titre de l'éducation	21 979 763	27 240 822
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto	3 324 000	3 156 000
Stadium Corporation of Ontario Limited	680 893	680 893
Aide aux municipalités pour le financement des bibliothèques publiques	454 000	477 000
Ville de Kapuskasing	116 000	
Conseil de développement de Moosonee		12 000
	26 554 656	31 566 715
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	102 279 391	90 282 909

ÉTAT DES DÉPÔTS À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1992

	1992 $	1991 $
Caisse d'épargne de l'Ontario	144 737 225	130 428 376
Autres dépôts		
Déductions salariales (montant net)	15 058 860	(726 567)
Caisse de retraite des juges provinciaux	14 496 337	11 487 789
Compte de prestations supplémentaires des sous-ministres	4 044 692	2 799 870
Fonds d'indexation des pensions de retraite (Ryerson)	3 026 916	2 604 739
Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative	2 892 893	2 877 502
Réserve pour chèques en circulation	1 777 845	2 218 966
Fonds des producteurs de lait et de crème	310 084	406 468
Réserve pour capital et intérêts non réclamés au titre des débentures	(12 473)	(274 313)
Fonds non réclamés		(345)
Divers	(2 500)	
DÉPÔTS NETS À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRES DÉPÔTS	186 329 879	151 822 485

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME 1

Page

A

Activités régionales de logement 4-264
Administration de la justice 4-318
Administration des tribunaux 4-307
Administration du patrimoine 4-158
Aéroports communautaires 4-177
Affaires civiques (ministère) 4-7
Affaires intergouvernementales (ministère) 4-19
Affaires francophones 4-295
Affaires municipales (ministère) 4-27
Agriculture et alimentation (ministère) 4-45
Aide à la création de logements sociaux 4-267
Aide à la plantation d'arbres à fruits tendres 4-53
Aide à la réinsertion sociale des détenus 4-389
Aide à la réparation de logements dans le Nord de l'Ontario 4-267
Aide à l'éducation 4-177
Aide à l'industrie du conditionnement des aliments 4-55
Aide à l'infrastructure 4-177
Aide à l'installation de vétérinaires dans une région désignée 4-50
Aide au transport communautaire 4-177
Aide aux comités sur la reconversion la main-d'oeuvre 4-489
Aide aux établissements d'enseignement postsecondaire 4-113
Aide aux employeurs et à la communauté 4-229
Aide aux prospecteurs de l'Ontario 4-179
Aide aux ventes à l'exportation 4-55
Aide économique aux autochtones 4-175
Aide financière pour les programmes spéciaux d'activités sportives et de conditionnement physique 4-449
Aide fournie à des consortiums 4-239
Aide internationale aux sinistrés 4-237
Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie 4-116
Aide provinciale aux étudiants 4-118
Aide provinciale aux universités 4-116
Aide sociale aux autochtones 4-175
Aide sociale aux collectivités non enregistrées ... 4-175
Airport Management Conference of Ontario ... 4-463
Algoma Central Railway 4-175
Allocations et prestations versées par la province 4-413
Allocations et prestations versées par les municipalités 4-413
Aménagement de North Pickering 4-259
Aménagement des secteurs riverains 4-29
Aménagement des sites riverains communautaires 4-451
American Association of Motor Vehicle Administrators 4-465
Amis de la Terre 4-349
Appareils de levage 4-142
Appels en matière fiscale 4-332
Appui au logement 4-268
Arbres Ontario 4-351
Archives publiques 4-164
Assistance aux pêcheurs commerciaux pour la péréquation des tarifs de transport 4-351
Association canadienne de gérontologie 4-415
Association canadienne du diabète, division de l'Ontario 4-371
Association des centres pour personnes âgées de l'Ontario 4-415
Association des organismes de services à la famille de l'Ontario 4-415

Page

Association des services sociaux municipaux de l'Ontario 4-413
Association des sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario 4-415
Association des transports du Canada 4-463
Association forestière de l'Ontario 4-351
Association of Ontario Road Superintendents .. 4-473
Association ontarienne des centres de santé mentale pour enfants 4-415
Association pour la santé publique de l'Ontario . 4-369
Association pour l'accréditation en services de santé communautaire 4-369
Association pour l'amélioration des sols et des cultures de l'Ontario 4-50
Association pour l'éducation des petits, Ontario . 4-415
Association pour l'intégration communautaire de l'Ontario 4-413
Associations des organismes locaux officiels responsables de la santé 4-369
Assurance-santé et prestations 4-366
Ateliers, dépenses de formation et services de réadaptation pour les personnes handicapées .. 4-415
Aviation, inondation et gestion des incendies ... 4-350

B

Bibliothèque de l'Assemblée législative 4-69
Bonification d'intérêts sur les débentures et prêts pour installations de drainage au moyen de tuyaux 4-50
Bonifications d'intérêts — Société d'hypothèques de l'Ontario 4-397
Bourse John B. Aird 4-237
Bourse Pauline McGibbon 4-237
Bourses d'échange Ontario-Québec 4-118
Brigade des jeunes environnementalistes 4-57, 179
Budget et finances intergouvernementales 4-499, 506
Bureau de la région du grand Toronto 4-73, 75
Bureau de l'Assemblée législative 4-65
Bureau de renseignements sur la négociation collective 4-482
Bureau des affaires constitutionnelles et des relations fédérales-provinciales 4-24
Bureau d'information sur les matériaux de construction 4-239
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée 4-71
Bureau du commissaire aux plaintes du public ... 4-320
Bureau du conseil des ministres 4-79
Bureau du conseiller des travailleurs 4-490
Bureau du conseiller du patronat 4-490
Bureau du directeur général des élections 4-87
Bureau du lieutenant-gouverneur 4-93
Bureau du président de l'Assemblée législative .. 4-69
Bureau du vérificateur provincial 4-99
Bureau ontarien de vérification des comptes municipaux 4-38
Bureaux d'évaluation régionaux 4-336

C

Cabinet du premier ministre 4-105
Caisse d'épargne de l'Ontario 4-327
Canada Safety Council 4-465
Central Temiskaming E.D.C. 4-349
Centre de données fiscales 4-332

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME 1

	Page
Centre de l'expansion commerciale de Toronto	4-237
Centre de services consultatifs aux entreprises de Hamilton	4-237
Centre d'étude du commerce international	4-121
Centre d'études de la production industrielle	4-237
Centre d'études internationales	4-121
Centre des congrès de London	4-451
Centre des congrès d'Ottawa	4-452
Centre des sciences de l'Ontario	4-161
Centre International Cleary	4-451
Centres d'entrepreneuriat	4-121
Centres d'information communautaires des petites entreprises	4-237
Championnats nordiques mondiaux	4-449
Chiefs of Ontario	4-379
Cliniques d'aide juridique	4-309
Collaboration et recherche au palier postsecondaire	4-113
Collection McMichael d'art canadien	4-161
Collège de médecine vétérinaire de l'Ontario	4-349
Collège de police de l'Ontario	4-430
Collèges et universités (ministère)	4-111
Comité des normes en matière de maladies professionnelles	4-490
Comité des transports de ressources du Nord de l'Ontario	4-177
Commerce et relations internationales	4-236
Commercial Vehicle Safety Alliance	4-465
Commercialisation touristique	4-446
Commission d'appel des enregistrements commerciaux	4-140
Commission de la promenade St Clair	4-447
Commission de l'assurance de l'Ontario	4-252
Commission de l'énergie de l'Ontario	4-195, 202
Commission de l'équité fiscale	4-506
Commission de l'équité salariale	4-479, 492
Commission de l'escarpement du Niagara	4-214
Commission de révision de l'aide sociale	4-410
Commission de révision de l'évaluation foncière	4-320
Commission de révision des loyers	4-270
Commission de révision des loyers et Conseil des normes de location résidentielle	4-259
Commission de transport Ontario Northland — Services de chemins de fer et de traversiers	4-177
Commission des affaires municipales de l'Ontario	4-320
Commission des droits de la personne	4-9
Commission des évaluations environnementales	4-214
Commission des parcs du Saint-Laurent	4-452
Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario	4-148
Commission des régimes de retraite de l'Ontario	4-252
Commission des relations de travail	4-479
Commission des relations de travail dans les collèges	4-116
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	4-252
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	4-320
Commission ontarienne des droits de la personne	4-14
Commission ontarienne des libérations conditionnelles	4-384
Commission ontarienne des parcs à bestiaux	4-59
Commission ontarienne des services téléphoniques	4-162
Commission sur le financement des élections	4-71
Commission sur les conflits d'intérêts	4-71
Commissions d'appel de la fonction publique	4-482
Commissions royales	4-308
Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)	4-312
Conférence fédérale/provinciale sur les parcs	4-349
Conférence sur la circulation routière de l'Ontario	4-467
Congrès mondial ECO-ED	4-349
Conseil autochtone de l'Ontario sur la justice	4-379
Conseil canadien de développement social	4-413
Conseil canadien des administrateurs et transport motorisé	4-465
Conseil chargé d'étudier la question de l'invalidité causée par le mercure dans la région d'Islington/Grassy Narrows	4-379
Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine	4-278
Conseil consultatif de l'Ontario sur l'âge d'or	4-284
Conseil consultatif de l'Ontario sur les relations civiques et multiculturelles	4-12
Conseil consultatif ontarien des affaires des personnes handicapées	4-290
Conseil de développement social de l'Ontario	4-413
Conseil de gestion	4-123
Conseil de révision du lieutenant-gouverneur	4-360
Conseil des normes de location résidentielle	4-270
Conseil ontarien de la préservation de la nature	4-349
Conseil ontarien des affaires collégiales	4-116
Conseil ontarien des affaires universitaires	4-116
Conseils du premier ministre	4-81
Conseils régionaux de santé	4-368, 371
Conservation du patrimoine	4-155
Consommation et commerce (ministère)	4-135
Contribution au Fonds d'aide juridique:	4-309
Contribution gouvernementale, *Loi sur le régime de retraite des enseignants*	4-187
Culture et communications (ministère)	4-153
Curateur public	4-312

D

Débuts agricoles	4-50
Développement culturel et institutions culturelles	4-155
Développement de la collaboration	4-120
Développement de l'industrie alimentaire	4-47
Développement de l'industrie de la viande rouge	4-50, 53
Développement de l'industrie et de la technologie	4-236
Développement des politiques et relations intergouvernementales	4-214
Développement des programmes	4-448
Développement des systèmes informatiques	4-328
Développement du Nord	4-174
Développement du Nord et Mines (ministère)	4-169
Développement du tourisme	4-446
Développement économique des collectivités	4-175, 177
Développement et gestion de l'énergie	4-195, 200
Développement et transports du Nord	4-171
Développement industriel	4-236
Direction générale de la condition féminine de l'Ontario	4-278
Drainage par exutoires municipaux	4-53

E

Écoles privées de formation professionnelle	4-120
Économie de l'énergie	4-198
Éducation (ministère)	4-181

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

Page

Éducation de l'enfance en difficulté et écoles provinciales ... 4-188
Élaboration de programmes de logement ... 4-264
Épidémies ... 4-369
Établissements de santé autonomes ... 4-369
Études d'amélioration de la circulation routière ... 4-467
Études de planification de l'infrastructure ... 4-219
Études sur la planification urbaine ... 4-473
Évaluation foncière ... 4-327
Évaluations environnementales ... 4-214
Encouragement à la formation ... 4-229
Encouragement à l'exploration minière de l'Ontario ... 4-179
Énergie (ministère) ... 4-193
Enregistrement des sûretés mobilières ... 4-146
Enregistrement immobilier ... 4-146
Enseignement clinique ... 4-365
Entente Canada/Ontario sur la formation professionnelle ... 4-229
Entente Canada/Ontario sur le développement du tourisme ... 4-447
Entente Canada/Ontario sur l'exploitation minérale ... 4-178
Entente Ontario/Jiangsu ... 4-121
Entretien des aéroports municipaux ... 4-463
Entretien des routes en hiver ... 4-466
Environnement (ministère) ... 4-205
Exécution des ordonnances alimentaires et de garde d'enfants ... 4-318
Expérience '91 ... 4-189
Exploitation des établissements connexes ... 4-365
Exploitation des hôpitaux ... 4-365
Exploitation des services publics ... 4-218
Exploitation minérale ... 4-178

F

Foire agricole royale d'hiver ... 4-57
Fondation Asie-Pacifique ... 4-237
Fondation de la recherche sur la toxicomanie ... 4-369
Fondation de recherche sur les blessures de la route ... 4-465
Fondation du patrimoine ontarien ... 4-161
Fondation ontarienne de la santé mentale ... 4-369
Fondation pour la vie à la campagne ... 4-50
Fondation Trillium de l'Ontario ... 4-452
Fonds d'aide à l'expansion du commerce — Subventions ... 4-237
Fonds d'aide aux zones frontalières ... 4-237
Fonds de protection des salaires ... 4-489
Fonds de recherche sur la production alimentaire 2002 ... 4-57
Fonds de recherche sur la viande rouge ... 4-57
Fonds de recherche sur le développement de l'industrie alimentaire ... 4-57
Fonds de technologie ... 4-236
Fonds d'éducation et d'action juridiques pour les femmes ... 4-309
Fonds d'encouragement à la recherche dans les universités ... 4-121
Fonds d'encouragement destinés aux secteurs public et privé élargis ... 4-17
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles ... 4-252
Fonds d'initiatives communautaires ... 4-291
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario ... 4-174
Fonds du souvenir ... 4-413

Page

Fonds Innovation Santé ... 4-368
Fonds pour l'adaptation de l'industrie du raisin et du vin ... 4-61
Fonds pour les jeunes entrepreneurs ... 4-237
Formation des enseignants en milieu de travail ... 4-189
Formation et emploi des jeunes ... 4-189
Formation professionnelle (ministère) ... 4-223
Formation professionnelle pour les jeunes du Nord 4-175
Foyers de soins spéciaux ... 4-369

G

Garanties de prêts d'exploitation ... 4-50
Gestion des déchets ... 4-210
Gestion des ressources d'information ... 4-155
Gestion des terres II ... 4-50, 53
Gestion et protection des ressources ... 4-350
Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération ... 4-161
Groupement de gestion agricole de Prescott ... 4-57
Groupement de gestion agricole de Russell ... 4-57

I

Impôt prélevé sur les employeurs, relatif aux services de santé ... 4-332
Indemnisation des dommages causés par les loups, les ours et les chasseurs ... 4-50
Indemnisation des travailleurs aveugles ... 4-489
Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés ... 4-69
Industrie du Nord ... 4-236
Industrie, Commerce et Technologie (ministère) ... 4-231
Industries et organismes culturels ... 4-160
Infirmières de l'Ordre de Victoria (Ontario) ... 4-415
Infirmières visiteuses de l'Ordre de Ste-Elizabeth 4-415
Infrastructure de la collectivité autochtone ... 4-177
Infrastructure des transports ... 4-174
Infrastructure pour les loisirs, la protection et la gestion des ressources ... 4-350
Initiatives de Guelph ... 4-48
Initiatives Four Motors ... 4-121
Initiatives jeunesse ... 4-437
Installations d'éducation et de recherche ... 4-56
Installations et subventions agricoles et rurales ... 4-50
Installations sociales et médicales ... 4-177
Institut canadien de la fourrure ... 4-349
Institut canadien de recherche avancée ... 4-121
Institutions financières (ministère) ... 4-247
Intervention en faveur des adultes vulnérables ... 4-290

J

Jardins botaniques royaux ... 4-161
Jeunes voyageurs de l'Ontario ... 4-187
Jiangsu, China-Ontario, Canada — Centre des sciences et de technologie ... 4-237

L

Légion canadienne, Commandement provincial de l'Ontario — Fonds du coquelicot de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique ... 4-413
Liaison-logement ... 4-291
Logement (ministère) ... 4-257
Logement des travailleurs saisonniers ... 4-53
Lutte contre les maladies vénériennes ... 4-369

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

Page

M

Maintien du revenu 4-412
Mines et minéraux 4-171
Municipalités et offices de protection 4-351
Musée des beaux-arts de l'Ontario 4-161

N

Normes policières et services de soutien 4-430
Normes relatives aux divertissements 4-140

O

Office de la condition féminine 4-275, 277
Office des affaires des personnes âgées 4-281, 283
Office des affaires des personnes handicapées ... 4-287, 289
Office des affaires francophones 4-293
Office provisoire de sélection de lieux d'élimination des déchets du grand Toronto .. 4-76
Ombudsman Ontario 4-299, 301
Ontario Federation of Indian Friendship Centres 4-379
Ontario Good Roads Association 4-473
Ontario Metis and Aboriginal Association 4-379
Ontario Native Women's Association 4-379
Ontario Safety League 4-349, 465
Ontario, terre nourricière — Partage des coûts .. 4-55
Opérations relatives à la santé et à la sécurité ... 4-488
Opérations relatives aux loisirs 4-350
Opérations relatives aux pratiques d'emploi 4-488
Organismes et attractions touristiques 4-443
Organismes officiels locaux responsables de la santé 4-369
Owl Rehabilitation Research Foundation 4-349

P

Paiements de transfert locaux pour la conservation et la gestion des ressources 4-350
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes 4-371
Paiements tenant lieu de taxes municipales 4-189, 415, 417
Parcs historiques de la Huronie 4-452
Participation économique des autochtones 4-379
Permis de vente d'alcool 4-137
Plan de développement des ressources dans le domaine de la santé 4-361
Planification des services d'urgence 4-428
Planification et exploitation des services publics . 4-207
Planification familiale 4-369
Police provinciale de l'Ontario 4-423, 432
Politique de logement 4-259, 268
Politique des transports, technologie et industrie . 4-462
Politiques et règlements relatifs à la santé et à la sécurité 4-486
Politiques municipales 4-29
Politiques relatives aux pratiques d'emploi 4-486
Politiques relatives aux programmes d'études et aux ressources 4-186
Polluants dangereux 4-210

Page

Prêts d'aide à l'aménagement de logements à but non lucratif 4-267
Prêts de restauration et de développement du marché des logements locatifs 4-267
Prévention de la tuberculose 4-369
Prévention et contrôle du SIDA 4-369
Prestation de services directs et par l'entremise des collectivités 4-188
Prestations de santé 4-359
Procureur général (ministère) 4-305, 308
Programmation des services aux contrevenants .. 4-386
Programme consultatif sur les accidents du travail 4-479
Programme d'adaptation pour les travailleurs âgés 4-489
Programme d'aide à la construction d'immobilisations dans le Nord de l'Ontario .. 4-451
Programme d'aide au revenu agricole 4-50
Programme d'aide aux agriculteurs débutants ... 4-50
Programme d'aide aux éditeurs 4-161
Programme d'aide aux organismes oeuvrant dans le commerce 4-161
Programme d'aide spéciale aux récoltes 4-50
Programme d'allégement d'intérêts pour les agriculteurs 4-50
Programme d'apprentissage 4-229
Programme de certificats 4-309
Programme d'échange commercial avec les pays de la ceinture du Pacifique/Ambassadeurs pour l'avenir 4-239
Programme de dégagement des victimes d'accident de l'Ontario 4-429
Programme de déménagement 4-444
Programme de développement économique communautaire de l'Est de l'Ontario 4-237, 239
Programme de développement régional du Nord de l'Ontario 4-451
Programme de formation «Accueil Plus» 4-451
Programme de lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie 4-369
Programme d'encouragement au développement touristique 4-451
Programme de prêts pour le tourisme dans l'Est de l'Ontario 4-451
Programme de rénovation des logements de l'Ontario 4-267
Programme de stagiaires en commerce international 4-237
Programme de subventions à la gestion et la commercialisation 4-237
Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales 4-369
Programme de subventions au plan de recouvrement 4-237
Programme de subventions pour la construction de logements locatifs de l'Ontario 4-267
Programme de subventions pour le développement du tourisme dans l'Est de l'Ontario 4-451
Programme des bovins d'engraissement 4-50
Programme des politiques relatives au travail ... 4-479
Programme des services aux régions insuffisamment desservies 4-369
Programme des services en français 4-297
Programme d'indemnisation contre la rage 4-50
Programme Expérience '91 ..... 4-167, 187, 351

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME 1

	Page
Programme «Investissement dans les arts»	4-161
Programme ontarien de rayonnement culturel	4-161
Programme relatif aux services en matière d'approvisionnement en eau de l'Ontario	4-29
Programme Transition	4-489
Programmes communautaires de santé mentale	4-369
Programmes d'accès	4-189
Programmes de langue seconde	4-118
Programmes d'échanges éducatifs	4-187
Programmes d'éducation	4-187
Programmes de soutien aux étudiants	4-118
Programmes d'orthophonie et d'audiologie	4-369
Programmes et prévisions des dépenses	4-128
Projet pilote d'accès supervisé	4-309
Projets agricoles du Nord de l'Ontario	4-50
Projets de gestion et de formation	4-12
Projets d'élaboration des politiques et des programmes	4-413
Projets d'enseignement aux autochtones	4-187
Projets en langues officielles	4-187
Projets municipaux	4-219
Projets pilotes illustrant des formules de logements innovatrices	4-267
Projets provinciaux	4-219

R

Réclamation relative au chantier minier abandonné	4-179
Réduction des taux d'intérêts pour les exploitations agricoles familiales	4-50
Régime d'assurance du revenu brut	4-61
Régime de médicaments de l'Ontario	4-413
Régime de médicaments gratuits	4-367
Réglementation commerciale	4-140
Réglementation des courses de chevaux	4-137, 144
Réglementation du transport	4-459
Répararation et restauration des logements des autochtones	4-267
Réseau de consultation universitaire des petites entreprises	4-237
Résolution de différends	4-17
Recettes fiscales et subventions	4-327
Recherche en matière d'environnement	4-210
Recherche juridique (Commission de réforme du droit de l'Ontario)	4-308
Recherches cliniques, appliquées, opérationelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé	4-361
Redressement par rapport au marché du travail	4-12
Registraire général	4-146
Relations civiques	4-12
Relations de travail et rémunération	4-132
Relations fédérales et interprovinciales	4-21
Relations industrielles	4-479
Remises fiscales aux exploitations agricoles	4-50
Remises fiscales sur les forêts aménagées	4-351
Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité n° 9	4-349
Ressources à engager aux fins de la session	4-69
Ressources atmosphériques	4-210
Ressources d'information	4-348
Ressources d'information et des politiques	4-345
Ressources en eau	4-210
Ressources minérales	4-178
Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies	4-350
Restauration des infrastructures	4-219
Revendications territoriales et initiatives de gouvernement autonome	4-378
Revenu (ministère)	4-325
Revenu annuel garanti et subventions fiscales	4-332
Richesses naturelles (ministère)	4-343
Routes municipales	4-459
Routes pour lotissements	4-473
Routes provinciales	4-459
Routes urbaines	4-467
Royal Canadian Humane Association	4-415

S

Santé (ministère)	4-357
Santé publique	4-368
Sécurité des appareils sous pression	4-142
Sécurité des combustibles	4-142
Sécurité publique	4-423
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	4-375, 377, 378
Secrétariat des nominations	4-394
Secrétariat des ressources humaines	4-125
Secrétariat ontarien contre le racisme	4-16
Secrétariat ontarien des services en matière d'approvisionnement en eau	4-42
Secrétariat provincial de l'action antidrogue	4-423
Service d'information sur les ressources humaines	4-398
Services à l'Assemblée	4-69
Services à l'enfance	4-412
Services agricoles et ruraux	4-47, 50
Services aux adultes et aux enfants	4-409, 412
Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale	4-412
Services aux consommateurs	4-140
Services aux contribuables	4-332
Services aux jeunes contrevenants	4-415
Services communautaires de santé	4-368
Services communautaires de santé mentale	4-368
Services correctionnels (ministère)	4-381
Services d'aide à l'enfance	4-415
Services d'ambulance municipaux	4-371
Services d'appui, de consultation et services dispensés en établissements	4-415
Services d'appui technique	4-264
Services de bibliothèque	4-164
Services de coordination des placements	4-369
Services de garde d'enfants	4-415
Services de maisons de soins infirmiers	4-364
Services de prévention des incendies	4-428
Services de santé à la communauté et aux consommateurs	4-359
Services de santé d'urgence	4-368
Services de santé et de sécurité aux employés	4-398
Services de soutien aux députés	4-69
Services de soutien aux groupes parlementaires	4-69
Services de soutien communautaire	4-415
Services de traitement	4-437
Services de traitement pour les enfants	4-415
Services de transports	4-174
Services d'évaluation	4-336
Services des appareils et accessoires fonctionnels	4-368
Services des biens immobiliers	4-393
Services des sciences judiciaires et du coroner	4-428
Services d'information gouvernementale	4-398

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME 1

	Page
Services d'informatique et de télécommunications	4-393, 402
Services d'ingénierie	4-218
Services d'inspection et d'analyse en laboratoire	4-47, 58
Services d'intervention auprès des enfants et des familles	4-415
Services du bâtiment	4-259, 262
Services du tuteur et curateur	4-307
Services éducatifs	4-183
Services en établissement et centres de ressources communautaires	4-417
Services en établissements	4-386
Services environnementaux	4-207
Services gouvernementaux (ministère)	4-391
Services informatiques et développement des systèmes	4-336
Services internes de la police	4-423
Services juridiques de la Couronne	4-307
Services municipaux	4-34
Services psychiatriques	4-364
Services sociaux aux adultes	4-412
Services sociaux et communautaires (ministère)	4-407
Services sociaux et médicaux	4-175
Services spéciaux aux autochtones	4-12
Société canadienne de la Croix-Rouge	4-349
Société CJRT-FM	4-161
Société d'amélioration du troupeau laitier de l'Ontario	4-50
Société d'arthrite—Division de l'Ontario	4-369
Société de développement de l'Est de l'Ontario	4-243
Société de développement de l'Ontario	4-242
Société de développement des transports de l'Ontario	4-463
Société de développement du Nord de l'Ontario	4-243
Société de logement de l'Ontario	4-264
Société de prêts pour l'établissement des jeunes agriculteurs de l'Ontario	4-50
Société d'exploitation de la Place Ontario	4-452
Société d'histoire multiculturelle	4-158
Société d'indemnisation environnementale	4-214
Société Innovation Ontario	4-245
Société internationale de l'Ontario	4-236
Société ontarienne de formation	4-229
Société ontarienne de gestion des déchets	4-218
Société ontarienne pour enfants autistiques	4-415
Société Ortech	4-237, 239
Sociétés agricoles et horticoles	4-50
Sociétés de développement de l'Ontario	4-233
Soins à domicile	4-369
Soins en établissements	4-359
Solliciteur général (ministère)	4-421
Soutien à l'industrie, au commerce et aux relations internationales	4-233
Soutien aux arts	4-160
Soutien aux étudiants	4-113
Soutien aux négotiations sur les ressources et sur l'environnement	4-379
Soutien aux relations civiques	4-9
Soutien en matière d'éducation	4-183
Soutien financier à l'expansion commerciale	4-237
Soutien financier à l'industrie du Nord	4-239
Soutien fourni dans le cadre des entretiens tripartites et des négociations sur les questions constitutionnelles et sur l'autonomie	4-379
Stabilisation des revenus agricoles	4-61
Stabilisation des revenus nets	4-50
Stratégie anti-raciste	4-9
Stratégies relatives au multiculturalisme et aux relations interraciales	4-12
Subsides pour routes municipales	4-473
Subvention à Energy and Chemical Workers Union	4-237
Subvention à Forintex Canada Corporation	4-239
Subvention à l'Agence pour la santé et sécurité au travail	4-489
Subvention à la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk	4-215
Subvention à la municipalité régionale de Waterloo	4-215
Subvention à La Société canadienne de la Croix-Rouge	4-429
Subvention à la Société éducative de visites et d'échanges au Canada	4-189
Subvention à la Société Expo '98	4-447
Subvention à l'Association canadienne d'éducation	4-189
Subvention à l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française	4-121
Subvention à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario	4-189
Subvention à l'Ontario Federation of School Athletic Associations	4-189
Subvention au Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques	4-189
Subvention au Conseil des ministres de l'Éducation, Canada	4-115, 189
Subvention au Conseil sur les relations interraciales et la surveillance	4-309
Subvention au Dorset Laboratory Daycare and Learning Centre	4-211
Subvention au Niagara Institute	4-133
Subvention au Ninety-Nines—Opération Skywatch	4-215
Subvention aux United World Colleges	4-189
Subvention versée à l'Institut d'administration publique du Canada	4-133
Subvention versée au Centre de conception d'environnement sans obstacles physiques	4-291
Subventions à la Brigade des jeunes environnementalistes	4-213
Subventions à la Fédération des pêcheurs et chasseurs de l'Ontario	4-213
Subventions à l'appui d'activités internationales	4-237
Subventions à l'Association des ingénieurs municipaux de l'Ontario	4-215
Subventions à l'Institut canadien de radioprotection	4-489
Subventions au Centre des sports de l'Ontario	4-449
Subventions au Conseil autochtone ontarien sur la justice	4-425
Subventions au Conseil des relations interraciales	4-425
Subventions au programme Expérience '91	4-12
Subventions au programme parents-secours de l'Ontario	4-425
Subventions au titre des indemnités à verser en vertu de la Partie IX de la *Loi sur la protection de l'environnement*	4-215
Subventions au titre des services d'interprètes et des programmes de formation	4-12
Subventions aux associations de police	4-431
Subventions aux associations des secteurs	4-237
Subventions aux associations sportives provinciales	4-449
Subventions aux associations touristiques	4-451
Subventions aux bibliothèques publiques	4-165

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

Page

Subventions aux centres de santé au travail pour les travailleurs de l'Ontario 4-489
Subventions aux corps de police municipaux 4-431
Subventions aux initiatives communautaires 4-451
Subventions aux initiatives de conservation 4-200
Subventions aux installations de loisirs 4-451
Subventions aux municipalités tenant lieu de taxes 4-50
Subventions aux musées locaux 4-158
Subventions aux organisations administrant des bibliothèques 4-165
Subventions aux recherches sur l'énergie 4-200
Subventions aux relations civiques 4-12
Subventions aux sociétés historiques et pour l'achat de plaques 4-158
Subventions aux Tremplins de ski de Thunder Bay Ltée 4-449
Subventions aux universités pour bourses post-doctorat 4-213
Subventions de soutien à la culture 4-161
Subventions de soutien au développement de l'industrie 4-237
Subventions de soutien au patrimoine 4-158
Subventions de soutien aux petites entreprises 4-237
Subventions économiques aux autochtones 4-177
Subventions en vertu de la *Loi sur les sociétés pour l'expansion des petites entreprises* 4-335
Subventions en vertu du Régime d'actionnariat des employés 4-335
Subventions et subsides pour le bétail 4-50
Subventions pour bourses d'excellence en recherche 4-213
Subventions pour des projets d'information du public et des conférences en matière d'environnement 4-213
Subventions pour impôt foncier et taxe de vente aux retraités de l'Ontario 4-335
Subventions pour la Brigade des jeunes environnementalistes 4-451
Subventions pour la conservation d'énergie des logements à but non lucratif 4-267
Subventions pour l'amélioration du rendement des installations industrielles 4-200
Subventions pour la préservation et l'augmentation du stock de logements 4-265
Subventions pour la prévention des incendies 4-429
Subventions pour la recherche médico-légale en pédiatrie 4-429
Subventions pour la recherche sur la protection de l'environnement et de la santé 4-213
Subventions pour la recherche sur la sécurité routière 4-465
Subventions pour la restauration/construction de logements locatifs à but non lucratif 4-267
Subventions pour la sécurité autoroutière 4-465
Subventions pour la sécurité dans les sports et les activités physiques 4-449
Subventions pour la série d'études historiques sur l'Ontario 4-158
Subventions pour la sensibilisation à la violence conjugale 4-425
Subventions pour le développement de techniques appliquées dans le domaine de l'environnement 4-213
Subventions pour le développement des loisirs 4-451
Subventions pour le multiculturalisme en milieu de travail 4-12
Subventions pour l'élaboration des politiques — Affaires autochtones 4-379
Subventions pour les camps de vacances sans but lucratif 4-449
Subventions pour l'établissement et l'intégration 4-12
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités 4-117
Subventions pour les études sur les plages 4-211
Subventions pour les enquêtes sur les dépôts de goudron de houille 4-215
Subventions pour les exposés de principes des municipalités en matière de logement 4-265
Subventions pour les initiatives d'aide aux victimes de violence sexuelle 4-425
Subventions pour les initiatives mettant l'accent sur la jeunesse 4-449
Subventions pour les prêts bancaires aux agriculteurs 4-50
Subventions pour les programmes de loisirs municipaux 4-451
Subventions pour les programmes d'équité d'emploi 4-431
Subventions pour les programmes municipaux RIDE 4-431
Subventions pour les services accrus de consultation et d'aide en cas d'urgence 4-50
Subventions pour les services communautaires d'urgence 4-425
Subventions pour les services d'aide aux victimes 4-425
Subventions pour les services de police communautaire et les programmes de prévention du crime 4-431
Subventions pour l'exploitation de logements à but non lucratif 4-265
Subventions pour l'utilisation des déchets comme source d'énergie 4-200
Subventions pour recherches en géoscience 4-179
Subventions versées au titre des opérations d'urgence 4-429
Subventions versées en compensation des taxes municipales 4-117, 365
Système de revenu annuel garanti 4-335

T

Tourisme 4-443
Tourisme et Loisirs (ministère) 4-441
Transports (ministère) 4-457
Transport aérien 4-462
Transports en commun municipaux 4-459
Transports en commun provinciaux 4-459
Transports, planification et entretien 4-174
Transports provinciaux 4-459
Travail (ministère) 4-477
Trésor et Économie (ministère) 4-497
Tribunaux administratifs 4-307

U

Université de Guelph 4-57

V

Vaporisation aérienne 4-351
Vieux Fort William 4-452

Z

Zone de protection de la nature de la région de Long Point 4-351